

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 13191 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

SAMEDI 27 JUIN 1987

Un sommet orageux ?

La réunion, le lundi 29 et le mardi 30 juin à Bruxelles, du conseil européen va-t-elle marquer l'ouverture d'une nouvelle crise communautaire ? Pour l'éviter, M. Wilfried Martens, premier ministre belge, qui présidera ses travaux, et M. Jacques Delors, président de la Commission, invitent les chefs d'Etat et de gouvernement à réfléchir sur le moyen terme. Pour guider leurs travaux, ils disposent de propositions de la Commission qui, à propos du financement de la CEE, passe en revue les problèmes.

Faut-il accélérer la réforme de la politique agricole commune ? La discipline budgétaire que l'on veut imposer aux dépenses agricoles peut-elle jouer comme une quille ? Dans quelle proportion faut-il augmenter les ressources propres de la CEE ? Faut-il, comme dans le passé, accorder une compensation au Royaume-Uni, qui verse plus au budget européen qu'il n'en reçoit ?

Experts et ministres ont passé ce document au peigne fin. MM. Martens et Delors considèrent que le travail de préparation a été suffisant sinon pour prendre des décisions, du moins pour nouer la négociation et faire clairement apparaître des progrès. Ils assurent que, en cas de succès, il deviendrait plus facile de venir à bout des difficultés immédiates auxquelles se heurte la CEE : la fixation des prix agricoles et le déficit du budget en 1987.

MM. Martens et Delors s'efforceront d'empêcher le conseil européen de s'écarter de ce débat sur le moyen terme. Ils tenteront surtout d'éviter que l'agriculture ne submerge tout. La Commission et les pays qui l'appuient, dont la France, seront sans doute contraints de renoncer à instaurer une taxe sur les huiles végétales.

Les craintes qu'inspirent les représailles américaines sont trop vives pour faire changer d'avis ceux des États membres qui, comme l'Allemagne, y sont opposés. C'est une affaire mais aussi une pomme de discorde en moins. Reste à voir si les infatigables réclames du chancelier Kohl pour l'Europe verte sont compatibles avec ce que peuvent accepter les autres États membres et singulièrement la France. Pour celle-ci, l'essentiel demeure que ses exportations agricoles ne soient pas remises en cause.

« Helmut Kohl veut faire basculer le conseil européen du bon côté », estime-t-on à Bruxelles. En modérant ses revendications sur l'agriculture et en acceptant de parler du plan Delors sur le financement de la CEE, il pourrait couper l'herbe sous le pied à ceux dont l'intention est d'escalader ce débat. Tel est le cas de M. Thatcher, qui continue à critiquer, à raisonner, à exiger. Elle écarte l'idée d'augmenter les ressources de la CEE tant qu'on n'aura pas enfin hardiment taillé dans les dépenses agricoles.

« La crise, si elle survient, sera de type politique. Mais les progrès vers le grand marché continueront, car les forces économiques et sociales ne supportent plus le surplace. » Il faut avoir l'optimisme de M. Delors pour y croire.

La tension en Corée du Sud

Les manifestations de Séoul tournent à l'épreuve de force

Séoul a été le théâtre, dans la soirée du 26 juin, de batailles rangées, la police intervenant brutalement pour mettre en échec les « marches de la paix » organisées par l'opposition. M. Kim Young Sam, l'un des principaux chefs de celle-ci, a été empêché de participer à la manifestation, tandis que M. Kim Dae Jung, autre figure de l'opposition, a été, de nouveau, assigné à résidence.

Le centre de la capitale était, vendredi soir, transformé en véritable champ de bataille, la police antiémeute affrontant des dizaines de milliers de manifestants réclamant la démission du président Chun. Le centre de la ville suffoquait sous un nuage de gaz lacrymogènes. Des centaines d'arrestations ont été opérées.

M. Kim Young Sam a été légèrement blessé lorsque la police l'a arrêté pour l'empêcher de prendre la parole devant les manifestants. Il a été ramené à son domicile, quelques heures plus tard, par les policiers.

Dès « marches de la paix » ont eu lieu dans les autres villes du pays, provoquant également, selon de premières informations, des affrontements.

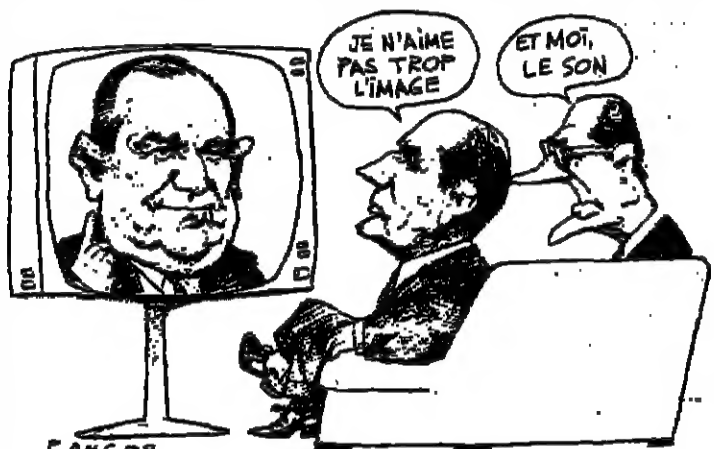
Dès jeudi, les autorités avaient lancé un avertissement à la population. Soixante mille policiers avaient été mobilisés pour prévenir les rassemblements bien que le chef de l'Etat sud-coréen ait réaffirmé qu'il souhaitait résoudre la crise « par le dialogue et éviter le recours à la force ».

(Lire page 6, l'article de notre envoyé spécial Philippe Pons.)

Invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Chirac veut marquer son autorité et combattre la « sinistrose »

M. Jacques Chirac n'entend pas laisser la vedette à M. Mitterrand, qui multiplie les déplacements en province, et à M. Barre, après l'émission « Questions à domicile » sur TF1. Il est l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 28 juin. A cette occasion, il devrait affirmer son autorité et combattre la « sinistrose » évoquée par M. Barre.



Lire l'article de D. Carton, page 7, et celui de A. Passeron, p. 32

La réunion du comité central du PC soviétique

La réforme selon M. Gorbatchev : cent fois sur le métier...

La deuxième journée du plénum du comité central soviétique, le vendredi 26 juin, devait être l'occasion d'un nouveau mouvement de personnel. Des rumeurs persistantes font état de promotions possibles pour deux partisans affirmés des réformes, MM. Eltsine et Yakovlev. M. Anatoli Dobrynine, qui fut longtemps ambassadeur à Washington et dirige désormais le département international du comité central, pourrait, de son côté, accéder au bureau politique. Jeudi, M. Gorbatchev a prononcé un long discours consacré à la réforme économique.

MOSCOU de notre correspondant

Le nouveau visage que M. Gorbatchev entend donner à l'économie soviétique apparaît désormais plus distinctement. Aux trois cent sept membres du comité central réunis en séance plénière, le numéro un a en effet proposé une véritable rupture avec le passé. La « réforme radicale du système de gestion » qu'il compte effectuer dans le laps de temps relativement court de deux à trois années comporte parmi les mesures les plus spectaculaires la possibilité pour les chefs d'entreprise de fixer eux-mêmes le prix de vente de leurs produits et, sans

plafond d'aucune sorte, le salaire de leurs ouvriers.

M. Gorbatchev touche à tout : rapports entre le planificateur central et les entreprises, prix, rémunérations, monnaie, crédit. Pour la première fois, il tranche sans ambiguïté au profit des chefs d'entreprise l'éternel débat entre la responsabilité de ces derniers et la planification centralisée. Décidément peu dogmatique, il admet la légitimité du versement d'un intérêt sur les sommes que les entreprises confient aux banques. Jusqu'à présent, ces fonds étaient simplement gardés en réserve, ce qui n'était guère incitatif pour ce genre d'opération.

Ce n'est pas le capitalisme, mais ce n'est certainement plus le système hypercentralisé et rigide mis en place sous Staline dans les années 30. L'initiative doit passer aux entreprises elles-mêmes, qui sont invitées à vendre directement leurs produits et à comprimer leur personnel. M. Gorbatchev évoque même la possibilité de faillites comme en Hongrie — mais en prenant de grandes précautions : « Si, à la suite de toutes les mesures prises, la situation ne se redresse pas, on peut poser la question de la suspension des activités de l'entreprise en question ».

DOMINIQUE D'HOMBRES.
(Lire la suite page 4.)

Le philosophe dans la cité

Paul Ricœur, du texte à l'action

Des Journées Paul Ricœur se tiennent, jusqu'au samedi 27 juin, à Paris, sous le patronage, notamment, de notre journal et de la revue Esprit. Elles marquent la reconnaissance, tardive, d'un travail philosophique qui se poursuit dans une tension féconde entre tradition et utopie. La position de Paul Ricœur prend une importance primordiale dans la crise de la conscience européenne. Nous avons rencontré le philosophe, à son retour des États-Unis, où il continue d'enseigner six mois par an.

« Maintenez-vous ce que vous appelez la nécessaire séparation des sphères de la philosophie, de l'éthique et du politique ? »

« A présent, je suis presque sur le chemin inverse, à essayer de recroquer ces domaines de pensée séparés. En ce qui concerne la philosophie, j'ai participé à ce qui a été un phénomène général, aussi bien dans le monde anglo-saxon qu'en Europe, et qu'on a appelé le « tournant linguistique ». C'est-à-dire une sorte de projection de tous les problèmes anciens, classiques et modernes de la philosophie sur le plan du langage. Les Anglo-Saxons l'ont fait à l'intérieur de la philosophie analyti-

que ; en Europe, la philosophie du moi, dont je viens, la phénoménologie, l'a fait sous la figure de l'herméneutique.

« Il s'agissait de reprendre au niveau du langage les significations, les normes, les textes et les productions culturelles dans leur ensemble. Il y avait une sorte d'allongement du circuit de la réflexion, au lieu de cette réflexion courte que l'on attribue, à tort ou à raison, à Descartes.

« Il m'apparaissait qu'une des responsabilités du philosophe était de préserver la spécificité, la pluralité, des formes du langage, que ce soit le langage de la vie ordinaire ou le langage philosophique, au sens où l'entend la philosophie anglaise, et bien entendu les langages scientifiques, mais aussi les langages esthétiques, le langage de la psychanalyse, le langage poétique, le langage religieux. Une deuxième préoccupation, qui était plus spécifique à la situation française, était d'empêcher une sorte d'exil du langage dans une autonomie fermée.

« C'était l'époque structuraliste française, où, à la limite, le langage était fermé sur le langage. Et je dirai que le motif qui m'a animé était, au fond, une vue sur le langage comme étant une sorte

de rythme de diastole, et de systole : d'une part, puisque les signes ne sont pas des choses, ils peuvent faire un monde, mais, d'autre part, justement le langage n'est pas un monde, il est au sujet du monde. Le langage poétique aussi. Mon travail sur la métaphore consistait, en somme, à sortir le poétique de son exil et de retrouver, par une réflexion sur les signes, son articulation avec le réel, auquel les signes réfèrent.

« Vous proposez un arc herméneutique qui va de la vie à l'œuvre et qui, de l'œuvre, retourne à la vie ? »

« Je ne peux pas oublier que j'avais commencé par un travail de phénoménologie très classique sur le volontaire et l'involontaire et que, par conséquent, mon point de départ n'était pas le langage. C'était l'agir humain. Après cette grande traversée de la réflexion sur les signes, je retourne maintenant à ma préoccupation ancienne, qui est la théorie de l'action. La réalité dont il est question ultimement, en philosophie, c'est bien l'homme agissant. Et j'ajoute toujours : l'homme souffrant.

Propos recueillis par MICHEL CONTAT.
(Lire la suite page 24.)

L'action de TF 1 à 165 F

La mise en vente au public commencera le 29 juin (lire p. 21). Dans « Le Monde Affaires », un entretien avec M. Bouygues : « J'attends deux millions d'actionnaires. »

La stratégie du PC italien

La direction partagée entre l'opposition pure et dure et la social-démocratie.

PAGE 3

Le Vietnam selon Kubrick

Avec « Full metal jacket », l'Amérique frappée au ventre.

PAGE 20

Le rapport de la Cour des comptes

Mauvaise gestion, surcoûts, gaspillages.

PAGE 27

Le congrès du SNM

Quand les jeunes instituteurs n'ont plus la foi...

PAGE 12

Le Monde SANS VISA

■ Le Tessin et les visiteurs venus du Nord. ■ Aux Antilles, Saint-Barthélemy, l'île enfermée. ■ Quand Air Inter fait du tourisme. ■ Gastronomie.

Pages 13 à 17

Le sommaire complet se trouve page 32

BILKEES LATIF



L'Inde où vécut ma mère

Traduit de l'anglais par Annette Eon Fremont

Préface de Jeannine Auboyer

des femmes
1987

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 65 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 235 F CFA ; Suède, 11,50 sc. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

محکمات من اللہ صلی

Europe

URSS : la réunion du comité central du PC

Le numéro un soviétique s'en prend nommément aux responsables de « sérieuses erreurs »

Moscou (AFP). — M. Mikhaïl Gorbatchev a désigné nommément devant le comité central ceux qu'il juge être les responsables de « sérieuses erreurs » économiques et de « pertes considérables » enregistrées depuis le début de l'année en URSS. « Ce qui s'est produit aurait pu être prévu et évité », a souligné le numéro un soviétique.

Au premier rang des accusés figure le président du Gosplan et premier vice-président du conseil des ministres, M. Nikolai Talyzine, promu en octobre 1985 au bureau politique (en qualité de membre suppléant).

Autre responsable visé aux gémonies par M. Gorbatchev : M. Lev Voronine, le vice-président du Gosstat (comité d'Etat pour l'approvisionnement matériel et technique) depuis novembre 1985. Cet organisme, qui coiffe le système d'approvisionnement des entreprises, emploie un million cinq cent mille personnes et traite chaque jour une demi-tonne de documents... avec un délai minimum de six mois pour répondre aux commandes des usines.

La liste des ministres dénoncés est longue, elle comprend neuf responsables de ministères, dont cinq ont accédé à leurs responsabilités depuis son élection comme secrétaire général du PCUS, en mars 1985.

Parmi ces derniers, on note les ministres de la sidérurgie,

M. Seraphim Kolpakov, de l'industrie chimique, M. Youri Bessolov, de la construction mécanique pour l'élevage et la production de fourrage, M. Leonid Khitroune, de l'industrie des matériaux de construction, M. Sergueï Voienouchkine, et des industries légères, M. Vladimir Kliouev. Celui-ci se voit désigner comme « le modèle typique du mauvais exemple » de ministre.

Trois ministres nommés sous Brejnev sont montrés du doigt : construction des machines agricoles et des tracteurs, M. Alexandre Ejevsky, industrie forestière, M. Mikhaïl Bousyguine et industrie de la radio, M. Piotr Plechakov. Un ministre nommé sous Andropov a également été critiqué vertement : construction mécanique pour l'énergie, M. Vladimir Veitcheko.

Deux importants responsables du Parti communiste ont également été littéralement vilipendés par M. Gorbatchev. Le premier secrétaire de la République d'Arménie, M. Karen Demirtchian, membre titulaire du comité central depuis 1976 (sous Brejnev) se voit reprocher l'état déplorable de l'économie, de l'idéologie et de la moralité dans sa république. La condamnation à l'encontre de M. Youri Khristorodov, premier secrétaire du PCUS pour la région de Gorki (Russie) depuis mai 1974 et membre titulaire du CC depuis 1976, est aussi vive.

La réforme selon M. Gorbatchev : cent fois sur le métier...

(Suite de la première page.)

Le mot-clé est celui d'« autonomie financière ». Dans tous les domaines, la monnaie doit jouer un plus grand rôle. En amont, l'utilisation des ressources (occupation du sol, locaux, eau, énergie) cessera d'être gratuite ou sera plus cher payée. En aval, la fixation des prix fera l'objet d'accords contractuels avec les entreprises de distribution ou avec l'Etat, qui se comportera dès lors en véritable acheteur prêt à payer les produits à leur valeur réelle. L'idée maîtresse est d'en finir avec le statut de dépendance des entreprises et de leur donner le contrôle de leurs activités et de leurs fonds propres.

M. Gorbatchev appelle cela « passer des méthodes essentiellement administratives à des méthodes essentiellement économiques ». Pour bon nombre de membres du comité central qui appartiennent aux ministères et aux organes centraux de planification, ces perspectives ne sont pas nécessairement réalistes. Non seulement, en effet, « il faut protéger les agents économiques périphériques contre l'ingérence du centre dans leurs affaires courantes », mais encore, il convient de « réduire sensiblement les effectifs » de l'appareil central de gestion.

Les centaines de milliers de bureaucrates des administrations centrales n'ont plus leur place après une telle réforme. Que vont-ils devenir ? M. Gorbatchev ne répond pas à cette question. Mais il donne quelques conseils aux entreprises elles-mêmes, ce qui indique à tout le moins une direction. « L'octroi aux entreprises d'un droit plus large à utiliser leurs salaires, payer les primes et les heures supplémen-

taires, doit intéresser les travailleurs à la compression du personnel », affirme-t-il.

Le numéro un proclame que ce processus ne créera pas de chômage même si le « spectre » de celui-ci « est agité chez nous par les adversaires de la réforme et à l'extérieur par les soviétologues occidentaux ». Mises à part quelques vagues suggestions sur le transfert de la main-d'œuvre ainsi comprimée vers « les services, les loisirs, la culture et la santé », il ne dit pas comment l'URSS réussira ce tour de force.

Structure obsolée

M. Gorbatchev est conscient que tout dépend en définitive de la capacité du système à fournir des biens de consommation et des services de bonne qualité et en abondance. « Une meilleure corrélation entre le travail effectué et le salaire ne produira pas l'effet escompté si l'homme ne peut pas acheter ce qu'il lui est nécessaire avec l'argent qu'il a gagné », reconnaît-il.

Il manque encore des pans entiers dans cette vaste réforme qui devrait mettre fin en pratique au pouvoir discrétionnaire du Gosplan, le comité d'Etat à la planification. M. Gorbatchev affirme, ce qui est une évidence, que « la structure financière du pays est totalement obsolète ». Comment va-t-elle être modernisée ? Les Soviétiques ignorent encore les réponses, les cartes de crédit et même, pour la plupart d'entre eux, les comptes bancaires. Ils déposent leurs économies en espèces à la caisse d'épargne de leur quartier, ils sont presque toujours également payés en espèces.

M. Gorbatchev déclare d'ailleurs qu'il veut entreprendre « non

pas un perfectionnement partiel mais une réforme radicale du système des prix ». Il reconnaît assez honnêtement que cette dernière n'est pas encore prête. L'octroi aux entreprises de leur autonomie financière, laquelle devrait entrer en vigueur dès l'an prochain, précède donc bizarrement l'indivisible hausse des prix que devrait entraîner l'ensemble du processus.

« Ces prochaines années constitueront une période de transition pendant laquelle cohabiteront les méthodes de gestion anciennes et les nouvelles car les entreprises passeront à l'autofinancement et aux principes de rentabilité avant l'introduction de nouveaux prix et sans attendre la réforme du système financier », déclare M. Gorbatchev. Il faut en effet s'attendre à des « difficultés » et des « contradictions ». Le volontarisme du numéro un transparaît en tout cas dans l'affirmation qu'il est impossible d'attendre plus longtemps et « qu'il ne faut pas avoir peur de commettre des erreurs ».

Une conférence du parti en juin 1988

Il est difficile d'imaginer comment tout cela va se mettre en place. L'échec des réformes précédentes, notamment celle d'Alexis Kossyguine, qui allait — nettement moins loin — dans la même direction n'incite pas à l'optimisme.

Il manque en effet l'essentiel : des cadres et des obédiences d'entreprise habitués à prendre des initiatives. Dans le domaine bancaire tout est à créer. Le système d'éducation soviétique ne favorise pas, c'est le moins qu'on puisse dire, l'éclosion de gestionnaires dynamiques et audacieux.

M. Gorbatchev lui-même apparaît pourtant sûr de lui et de son

pouvoir. Il vient de le confirmer de façon éclatante en annonçant que la conférence nationale du parti destinée à faire un premier bilan des réformes s'ouvrira le 28 juin 1988.

M. Gorbatchev avait annoncé en janvier, lors du précédent plénum, la tenue d'une telle conférence. Il n'en avait plus guère été question, preuve que le projet ne suscitait pas un enthousiasme excessif au sein du parti. La lecture des statuts permet de constater qu'une telle instance a le pouvoir de modifier la composition du comité central et donc d'éliminer les opposants qui se sont manifestés plus vigoureusement ces derniers mois.

En proposant d'inscrire à l'ordre du jour de cette conférence « l'accroissement de la démocratie de la vie du parti », M. Gorbatchev indique ses intentions à ses adversaires. Il se croit donc suffisamment fort pour le faire.

Il ne craint pas de s'en prendre aux militaires comme M. Eltsine, le premier secrétaire du parti pour la ville de Moscou, l'avait fait à propos de l'attentat sauvage de Mathias Rust sur la place Rouge. « C'est un cas sans précédent à bien des égards », remarque M. Gorbatchev, « il montre encore une fois combien les phénomènes négatifs sont forts et vivaces dans notre société, y compris dans l'armée ».

Le numéro un a des phrases menaçantes pour « ceux qui freinent par leur inactivité les transformations qui s'imposent ». Il affirme en même temps ce qui est quelque peu contradictoire, qu'au sein de la direction du parti et du pays régnent une « identité de vue » à propos des réformes.

DOMINIQUE DHOMERES

BIBLIOGRAPHIE

Les Mémoires d'un ambassadeur de Pologne à Washington

L'envers du décor

Tout ambassadeur à ses secrets, tout diplomate cultive une part de mystère, mais dans l'imaginaire comme dans la réalité ce sont les murs des ambassades des pays socialistes qui semblent les plus opaques. Le témoignage d'un diplomate polonais qui commence sa carrière dans les renseignements militaires en Allemagne, au lendemain de la guerre, avant de connaître Londres, puis Buenos-Aires, New-Delhi, et surtout Washington, où il fut deux fois ambassadeur, dans les années 50 et à l'époque de Solidarité, est donc une véritable aubaine.

Naturellement, si l'homme raconte, c'est qu'il a rompu avec le régime : quelques jours après la proclamation de l'Etat de guerre par le général Jaruzelski, Ronald Spasowski fut l'un des deux ambassadeurs de haut rang à faire défection, avec son collègue en poste à Tokyo.

Les Mémoires de ce condamné à mort par contumace sont évidemment un plaidoyer *pro domo*, et à ce titre ils peuvent agacer : les états d'âme dont il nous fait assez largement part, dans son style bien soigné, ne l'ont après tout pas empêché de mener une longue et plutôt brillante carrière au service d'un régime et d'une idéologie avec lesquels il n'a coupé les ponts qu'à la veille de la retraite.

Plus charitablement, on peut tout de même prêter attention à sa thèse : il a tenté jusqu'au bout de servir les intérêts de son pays, jusqu'à ce que ce ne soit vraiment plus possible.

Dans tous les cas, l'essentiel est ailleurs. Il y a d'abord, évidemment, des épisodes savoureux, des croquis de personnages. Gomulka aux Etats-Unis, petit carnet et crayon à la main, conversant le prix du kilo de viande en zloty pour en conclure que les Américains sont dans la misère. Edward Giersek, cravaté gris perle et souliers vernis de plus en plus emporté par les illusions, alors que son navire fait eau de toutes parts, à la fin des années 70. Ou bien les ambassades des pays socialistes à Washington : Irina Dobrynina, en tête, dansant la sarabande à l'ambassade de Pologne, peu après

l'attentat contre le pape, avec des cris « hysteriques » et en reléguant leurs jupes, dans le seul but d'humilier une institution de mission effrayée.

Il y a surtout, au-delà de l'anecdote, des coups de projecteur révélateurs sur quelques aspects essentiels de l'envers du décor. La signification de fait qu'aucun des ambassadeurs de l'URSS ne soit un collègue du bloc.

On comprend aussi dans quelle étrange situation se trouve le diplomate qui sait que Moscou reçoit les doubles de tous les télégrammes qu'il peut envoyer. Et qui, au sein même de son ambassade, est en permanence épilé par le résident des services secrets et ses nombreux subordonnés, secrétaires de l'ambassadeur compris.

Paradoxalement, pourtant, les meilleurs passages du livre sont ceux qui évoquent une période où l'auteur n'était pas en poste, mais occupait les fonctions de vice-ministre des affaires étrangères, dans les années 70.

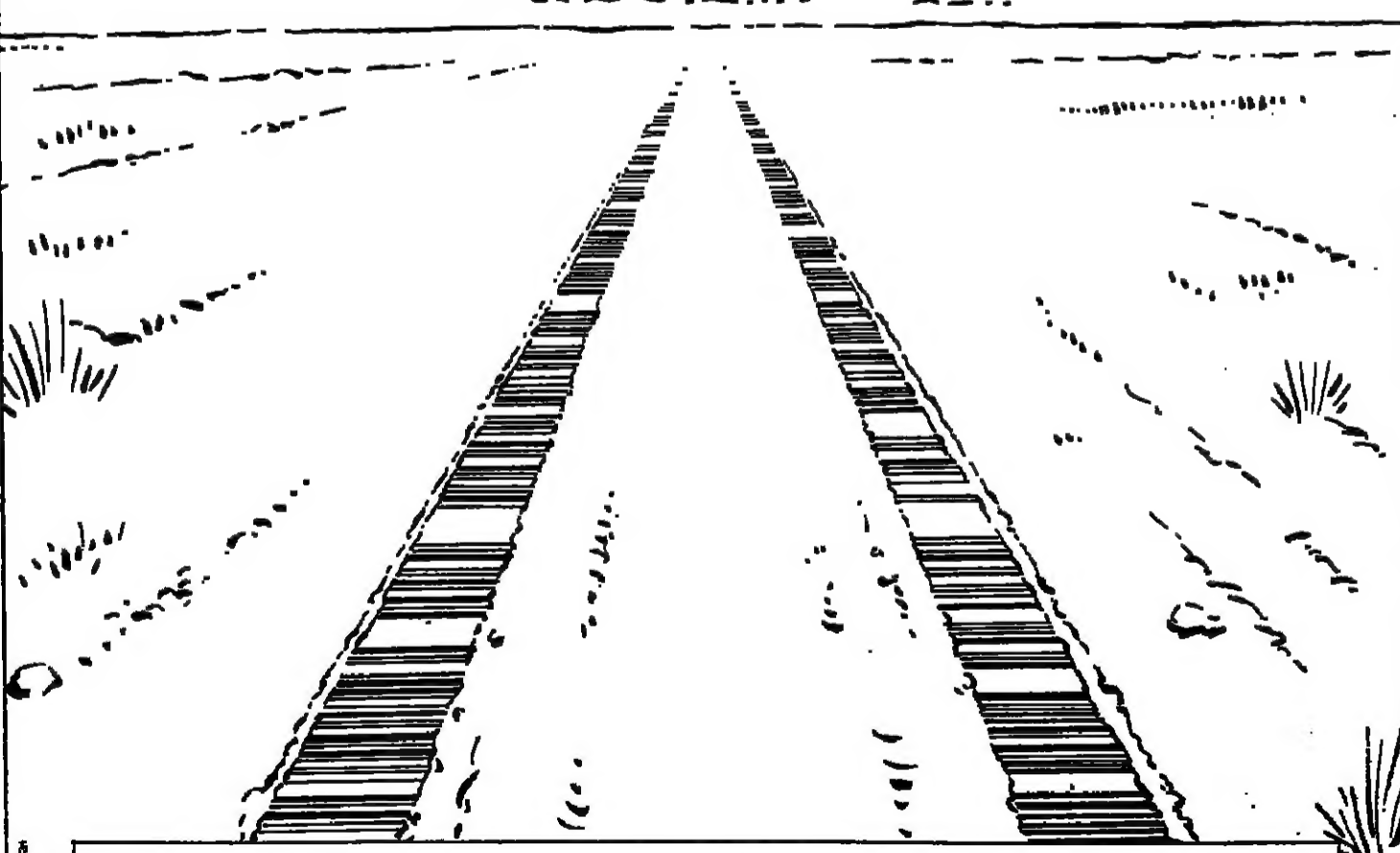
C'était l'époque où Giersek prétendait construire une « seconde Pologne » à coup de crédits occidentaux, croyant pouvoir s'acheter clé en main une économie moderne sans rien toucher aux structures politiques. Et l'on mesure à quel point cette fuite en avant a pu être absurde avant de devenir pathétique.

Au total, ce livre est sans doute un peu irritant, mais il est avant tout passionnant, pour peu qu'on s'intéresse au bloc de l'Est et que l'on soit en mesure d'apprécier, certes, « détails » élogieux (il n'y a aucun appareil de notes). Après les révélations d'un autre « condamné à mort », le colonel Kuklinski (le Monde du 17 avril), et le présent témoignage, il devient bien difficile d'ignorer certaines réalités — y compris sur la manière dont a été conçue, dès l'origine, la lutte contre Solidarité.

JAN KRALIZE

* J'ai consulté ma bibliothèque, Ronald Spasowski, Editions Belfond, 409 pages, 120 F.

SUIVEZ VOS COLIS A LA TRACE.



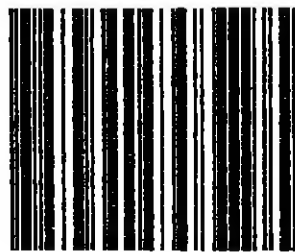
SUIVEZ L'INFOSUIVEUR

Aujourd'hui, avec ce nouveau système, le SERNAM vous donne les moyens de suivre vos colis express à la trace.

Un code à barres pour les identifier, un système de suivi informatique des plus performants, et vous contrôlez chaque étape de leur acheminement d'un simple coup de téléphone à votre agence ou centre SERNAM.

Pour vous, c'est la tranquillité de pouvoir vous organiser en toute sécurité. Mais l'INFOSUIVEUR, c'est aussi un véritable défi. Celui de la dynamisation et de l'informatisation de l'ensemble des agences et des centres SERNAM.

Cette dynamisation, c'est l'un des aspects de la politique novatrice du SERNAM. Une politique fondée sur l'écoute et l'étude approfondie de vos besoins, afin de vous offrir des services dignes de votre entreprise et de votre exigence. Alors, suivez le SERNAM.



8714501534

SERNAM

SERNAM
C'EST POSSIBLE



Aux Editions STH

8, rue Jean-Henry, 75008 Paris, Tél. 45.27.015

POLITIQUES
SOCIALES DANS
LA FRANCE CONTEMPORAINE
le social face à l'avenir

de J. B. LAMOUR

120 pages, 120 F.

A LIRE
POUR LES ETATS GENERAUX
DE LA SECURITE SOCIALE

Amériques

ARGENTINE : après le vote de la loi les exemptant de poursuites

Les militaires coupables de violations des droits de l'homme sont libérés

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

Plusieurs militaires argentins, déjà condamnés ou démis préventivement pour violations des droits de l'homme, ont été libérés. La loi les exemptant de poursuites dans le cadre du « devoir d'obéissance » votée le mois dernier par le Parlement — est ainsi entrée en vigueur. Une loi qui n'est pas à proprement parler une « amnistie », puisqu'elle ne concerne que les militaires et non leurs adversaires d'État. Ceux qu'ils appelaient les « subversifs » sont toujours passibles des tribunaux, et les huit guérilleros condamnés sous la dictature restent en prison, certains y étant depuis plus de dix ans.

Aujourd'hui, les tortionnaires se promènent dans les rues, c'est un triste jour pour l'Argentine. L'État, désabusé, un représentant des familles de disparus pendant la répression. Plusieurs juges, dont ceux du tribunal fédéral de Bahía Blanca (à 680 kilomètres au sud-ouest de Buenos-Aires), avaient bien essayé de dénoncer cette loi comme anticonstitutionnelle. Le mardi 23 juin, la Cour suprême les a déboutés.

CUBA : M. Fidel Castro évoque les dangers liés à la désertion du général Del Pino. — Le président Fidel Castro a longuement évoqué, le mercredi 24 juin dans un discours télévisé, la désertion du général d'aviation Rafael Del Pino, qui a fui aux États-Unis le 28 mai dernier. Le dirigeant cubain a admis que cette défection constituait une menace contre la sécurité de son pays. Il a laissé entendre que le général Del Pino avait notamment emporté des photographies d'aéronefs militaires de l'île. Le président a d'autre part annoncé qu'un fonctionnaire de haut rang de son gouvernement serait traduit en justice pour malversations. — (AFP.)

Dès mercredi, le commissaire général de la police de Buenos-Aires sous la dictature, condamné en première instance à vingt-trois ans de prison, a été libéré. Libérés également l'ex-commandant de l'armée de terre, Ernesto Barreira, qui, pour avoir refusé de conspirer devant la justice, avait été à l'origine de la mutinerie de la semaine-sainte, et dans la foulée aussi, le lieutenant de vaisseau Alfredo Astiz et onze de ses co-accusés de l'ESMA (École de mécanique de la marine), principal centre de détention et de torture de la dictature. Soupçonnés en particulier de la disparition d'une jeune Suédoise et de deux religieuses françaises, Astiz avait bénéficié d'un non-tien pour prescription des faits dans le premier cas et attendait son jugement dans le second.

La Chambre fédérale de la capitale a également cessé toutes poursuites contre dix-neuf militaires et policiers de la juridiction du premier corps d'armée. Mais le procureur Julio Cesar Strassera — celui qui a fait condamner les chefs des juntas en 1985 — a décidé de se prononcer pour la non-application de la loi dite « du devoir d'obéissance » en ce qui concerne huit militaires de ce même corps d'armée. Il considère que ces huit accusés-là jouissaient d'un pouvoir de décision qui leur aurait permis de s'opposer aux ordres de répression illégaux. Selon la loi, en effet, les tribunaux fédéraux disposent d'un délai de trente jours pour décider quels officiers supérieurs avaient, de par leur situation hiérarchique, cette capacité de décision. C'est-à-dire qui sera jugé en même temps que les commandants de zone.

Le procureur Strassera n'a jamais caché sa répugnance devant cette loi qui rend caducs ses efforts pour faire condamner tous les auteurs d'atrocités commises sous la dictature. Il l'avait fait savoir clairement la semaine dernière, après avoir reçu

du secrétaire à la justice des instructions qu'il avait interprétées comme un ordre de respecter la loi.

Promotions d'officiers supérieurs

Parallèlement, comme en réponse aux revendications de l'armée, le Sénat a approuvé, mercredi, la promotion de cent quatre-vingt-huit officiers supérieurs : parmi eux, le nouveau chef d'état-major de l'armée de terre, le général José Dante Caridi, et sa nouvelle équipe. Celle de son prédécesseur, le général Hector Rios Erenu, avait en effet été mise à la retraite en même temps que son chef, après la rébellion de plusieurs unités militaires le week-end de Pâques.

Le même jour, le général Caridi devait rencontrer les officiers supérieurs et le ministre de la défense pour discuter les problèmes de budget — réduit de 50 % par M. Alfonsín — la possibilité d'augmenter la production des usines militaires, et faire le point de la situation après la décision de la Cour suprême de reconnaître la constitutionnalité de la loi d'amnistie.

Autant d'événements qui s'ajoutent pour provoquer la colère des défenseurs des droits de l'homme. L'ancien président de la CONADEP (la Commission nationale d'enquête sur la disparition des personnes), l'écrivain Ernesto Sabato, est amer : « Il me semble parfois que cette tâche [de la CONADEP] a été un peu stupide, un peu en dehors de la réalité, a-t-il déclaré. Il m'attriste beaucoup de constater que l'on passe par-dessus les grands principes éthiques. On arrive au paradoxe de jeter en prison un homme qui a volé un sac à main, mais de laisser libre un homme qui a torturé ». Sceptique, M. Sabato reconnaît : « qu'il peut y avoir des raisons d'État » qui justifient de telles décisions.

L'Assemblée permanente pour les droits de l'homme est plus agressive. Elle demande au chef de l'État de mettre « des limites fermes et absolues à la domination militaire ». « Une nouvelle classe de citoyens est née, affirme-t-elle, ceux qui jouissent de l'impunité parce qu'ils sont militaires ».

Un ancien détenu de la dictature, qui avait témoigné aux procès contre les militaires, est franchement révolté : « On nous a demandé de venir témoigner, nous avons accepté de le faire en dépit des risques que cela supposait, et maintenant nous pouvons rencontrer dans la rue ceux contre qui nous avons déposé. Ils peuvent nous dire : « Vous voulez la justice ? Vous l'avez »... ».

CATHERINE DERIVERY.

ÉTATS-UNIS : les témoignages sur le scandale de l'« Irangate »

M. North et ses complices

WASHINGTON
correspondance

Les derniers témoins entendus par la commission d'enquête parlementaire sur le scandale de l'« Irangate » accroissent, et en même temps diminuent, l'intérêt de la déposition du lieutenant-colonel North qui témoignera d'abord à huis clos, puis en public, à partir du 16 juillet.

Toutes les indications recueillies par la commission confirment que M. North était au cœur d'une vaste conspiration visant à ignorer, violer ou tourner la loi du Congrès interdisant l'aide militaire aux « contras ». Peut-être son témoignage apportera-t-il des indications sur le degré de connivence, active ou passive, du président Reagan.

Mais, à la lumière des dernières dépositions, le colonel North apparaît un peu comme un bouc émissaire. En effet, du témoignage apporté, le jeudi 25 juin, par M. Cooper, adjoint de l'attorney général Meese, il ressort que d'importantes personnalités de l'administration ont été les complices du colonel North. Elles ont menti au Congrès, falsifié des chronologies, détruit des documents importants pour couvrir la diversion illicite des fonds aux « contras ».

Ainsi William Casey, directeur de la CIA, aujourd'hui démis, et les anciens conseillers présidentiels, MM. McFarlane et Poindexter, ont délibérément trompé l'attorney général en prétendant que les livraisons faites à l'Iran en novembre 1985 portaient sur du matériel de sondage pétrolier, alors qu'ils savaient pertinemment qu'il s'agissait de missiles Hawk.

Du récit de M. Cooper, il ressort que son patron, M. Meese, participe aux efforts entrepris pour étouffer le scandale. Il fut le complice de fait du colonel North, même après le renvoi de ce dernier de la Maison Blanche, en l'informant des points sur lesquels se concentraient les enquêteurs. De même, il affirma qu'Israël avait envoyé des armes à l'Iran en 1985 sans autorisation préalable des États-Unis, alors que, selon M. Cooper, ces livraisons avaient été autorisées par l'administration Reagan.

HENRI PIERRE.

Le Sénat américain adopte le budget pour 1988. — Le Sénat a approuvé le mercredi 24 juin le budget des États-Unis pour 1988 par 53 voix contre 46. D'un montant de 1 000 milliards de dollars, ce budget avait déjà été adopté mardi par la Chambre des représentants (le Monde du 25 juin). Ce budget prévoit une augmentation des impôts à laquelle est hostile le président Reagan, cependant il peut encore y opposer son veto. — (Reuters.)

**45000 FRANCS
TOUT COMPRIS! (H.T.)**

VOTRE GESTION COMPLÈTE D'ENTREPRISE

- 2 postes de Travail compatibles IBM AT (UN 286, 10 Mgh + 1 terminal) - Made in USA
- + Imprimante 200 cps
- + Logiciel de comptabilité
- + Logiciel de facturation, stocks, etc.
- + Logiciel de paie

Multi-sociétés - Multi-postes

MICRODISCOUNT
Intelligence dans le micro

N'hésitez pas, appelez-nous au N° 42 40 99 66

10, rue Château-Landon - 75010 PARIS - M° : Château-Landon
Ouvert du lundi au vendredi de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

Vous avez fait de TF1 la plus grande chaîne d'Europe. Le 29 Juin elle vous appartiendra.

Le 29 juin, vous allez pouvoir devenir actionnaire, donc propriétaire de TF1. Cela veut dire que tout TF1 va travailler pour vous. Et TF1 c'est déjà, grâce à vous, la plus grande chaîne d'Europe, une chaîne taillée pour la grande aventure audiovisuelle du 21^e siècle, un formidable vaisseau dans l'univers de la communication. TF1 : vous l'avez aidée, vous l'avez aimée, vous l'avez consacrée. Le 29 juin, elle vous appartiendra. Renseignements complémentaires : téléphone (16-1) 47.48.03.03, minitel 3615 code TF1.

IL N'Y EN A QU'UNE, C'EST LA VÔTRE.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION - MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION.
UNE NOTE D'INFORMATION (VISA N° 67234 DU 16/06/1987) EST TENUE GRATUITEMENT À LA DISPOSITION DU PUBLIC AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS CHARGÉS DE LA VENTE DES ACTIONS.

Politique

Invité de « Questions à domicile » sur TF 1

M. Raymond Barre prône la « revitalisation » de l'économie contre la « sinistrose »

Désireux d'établir « la distinction entre vie privée et vie publique », c'est dans le décor respectable et public de son secrétariat parisien que M. Raymond Barre a participé, le jeudi 25 juin, à l'émission politique de TF 1 « Questions à domicile ». M. Barre s'est soumis aux questions avec le souci apparent de rester davantage fidèle à son image préférée de « Barziz » que de jouer cette fois au chat on à la tortue...

D'entrée, M. Barre a réajusté le terme de «*déclin*», lui préférant celui — moins inexorable — de «*recal*» et de «*retard*». «*La direction à l'heure actuelle, comment l'ancien premier ministre, est un climat de tristesse. Les Français ne paraissent inquiets, désorientés, désemparés, mais la responsabilité incombe, selon lui, à M. Mitterrand* : «*On pourrait très bien dire au président de la République que s'il y a beaucoup de difficultés à l'heure actuelle, c'est parce que la politique qu'il a convertie pendant plusieurs années a complètement déçu ceux qui ont voté pour lui*». Non seulement, M. Barre le dira, mais il le répètera tout au long de cette émission, ironisant «*sur les soins que prend M. Mitterrand à écossoier ce qui s'est passé au début de son septennat*», rappelant les «*fautes commises démagogiques*» du candidat Mitterrand en 1981, en matière de chômage, sa politique «*déséquilibrante*», son «*autoritarisme*» entre 1981 et 1983, «*un fusillage*» enfin le comportement de ce président de la République «*qui est de plus en plus empreint de sagesse*», ce qui le conduit à se demander si ce changement «*tient*».

d'une évolution profonde ou circonstancielle ».

Quant à la majorité d'aujourd'hui, M. Barre constate que *« les perspectives sont à fait brillantes qui ont été écartées au cours des négociations de mars 1986 ne se réalisent pas »*. Un mouvement de confiance généralisé, la même pétrolière, rien n'est venu : *« La situation est très difficile, jugo-tite, mais il faut avoir confiance. Si tous les Français - l'Etat à leur tête - donnent au pays une ambition et servent cette ambition, il n'y a aucune raison de ne pas retrouver la voie de la croissance dont nous avons besoin. »*

Une coopérative de partis

Bien que désireux de se « tenir à l'écart de toutes ces turbulences », M. Barre ne nierait point que la récente affaire Létoury n'a rien arrangé. A-t-il été surpris ? Dans les circonstances dans lesquelles nous vivons, je ne trouve pas cela étonnant. L'histoire... ces événements-ci ne peuvent que passer dans un système institutionnel de la V^e République normal. Dans un gouvernement qui n'est pas formé comme une coopérative de partis, les ministres d'habitude font preuve d'une certaine réserve. « Que voulez-vous que je fasse comme un général Bonaparte ? Je n'ai pas envie de vouloir transformer l'UMP en « paillason », ce ne doit pas se voir » « que des mots de jeunesse ». « Que voulez-vous que cela me fasse d'être comparé au général Bonaparte ? Tous le monde sait bien que je n'ai rien que me donner un coup de pistolet dans la nuque ». « Je ne suis pas un homme de bien ». Il n'a pas davantage l'intention de se plier à « l'hétéroclite des

partis». L'élection présidentielle, cela consiste en « un dialogue entre un homme et les Français qui votent en fonction de leur choix personnel ». Cette agilité, cette souplesse, ce régime des partis, et les difficultés de la cohabitation avec M. Mitterrand font que M. Barre « plaint » M. Chirac : « Je crois que le premier ministre en dans une situation difficile. Il a pensé qu'il était beaucoup plus facile de faire passer des élections de premier ministre en lendemain des élections législatives de mars 1986. C'est un jugement qu'il a eu. C'était à lui de décider. Il a décidé. Il a été soutenu par un certain nombre de partis politiques. Mais je pense qu'il y a certains moments où on se désolidarise et qu'on change de confiance entre le premier ministre et le président de la République le premier ministre scit quelque chose qu'on ne veut pas qu'il sache ».

Se remettre à niveau

D'autant que la France connaît bien d'autres problèmes. L'économie : aux mots « relance » ou « stimulation », M. Barre préfère celui de « *révitalisation* ». Plus que jamais « une politique vigoureuse pour l'investissement et la recherche » lui paraît indispensable. Et M. Barre ne se prive pas de dire que « l'Etat doit intervenir pour que le M. Edouard Balladur dispose d'un budget suffisant ». « C'est le gouvernement qui gouverne. Il a toujours dit qu'il gouvernait, mais moi j'ai bien le droit de dire que voilà un point sur lequel j'ajouterais qu'il marque un peu plus vigilement ». Les privatisations : celles à la télévision le laissent toujours sceptique. « L'évolution peut être rapide, et je pense que les choses en cours d'élaboration se feront en accord d'élaboration ».

chisme la protection sociale : des solutions drastiques s'imposeraient après l'élection présidentielle de 1988. Prudent, M. Barre ne veut pas les révéler. Pour l'heure, il souhaite « que des discussions au sein des deux gouvernements ne conduisent pas à des cahiers de doléances mais à une prise en considération des problèmes à résoudre. » L'Europe économique et l'Europe militaire, le rendez-vous de 1992 ? *« Essayons de préciser, indique M. Barre, ce que nous voulons faire. »* Il importe selon lui « de se mettre rapidement d'accord sur ce que, pour parvenir à la France et à ses partenaires, nous voulons à ce moment-là à ce niveau ». L'idée de la création d'une unité militaire franco-allemande mériterait « d'être étudiée » mais c'est une « affaire trop sérieuse » pour

qu'on « émette des propositions variées mais non réfléchies sur ce que doit être une nécessaire coopération de la France et de l'Allemagne fédérale en matière de défense ».

Enfin, après avoir ordonné M. Mitterrand du « *maintien* » de la fonction présidentielle, et réaffirmé son souhait de voir se constituer autour de lui « une majorité cohérente », car « il ne s'agit pas de prendre des décisions à toutes tendances », M. Barre s'est, une nouvelle fois, exprimé sur le Front national. « Il est important s'en être précité, que les opinions que vous avez sont claires, que personne ne puisse vous faire perdre l'habitude de vous exprimer librement, sans que vous ne soyez la source de la confusion », dit-il. « Mais il est important que vous vous compromettiez sur les idées qui vous les vôtres. Il y a des vérités qui

peuvent devenir folles. Autant je suis partisan de lutter contre l'immigration illégale, autant je crois que nous devons avoir à l'égard des immigrés légaux une politique digne des traditions de la France. M. Barre ne négociera pas avec M. L. P. Peu ni avec personne d'autre entre les deux tours du scrutin présidentiel. « Quand la négociation commence, on sait qu'il y a des contreparties. Les contreparties, on ne les donne pas. » Interrogé sur le procès Barbie, le député de Lyon souligne que ce procès est important pour la jeunesse. « Les jeunes se rendent compte qu'ils ne sont pas fragiles, qu'il y a des valeurs qui peuvent être menacées jusque dans des pays où l'on proclamait la fidélité à ces valeurs. »

Le « challenger » du président

CHACIN, a écrit Jean-Jacques Rousseau, met son être dans le paraître. Pour sa première participation à une émission de télévision à domicile a eu lieu le 25 juin, M. Raymond Barre a fait un louable effort pour mettre son « paraître » dans « l'être ». C'était d'ailleurs le plus prioritaire de cette opération télévisée de printemps : corriger son image. M. Barre s'y est donc consciencieusement appliqué, non sans un certain succès. Pour la première fois, les téléspectateurs ont pu l'entendre parler musique, littérature, cinéma. Pour un peu, ils auraient pu souhaiter qu'on en vienne à oublier, l'espace de cette soirée, les vicissitudes de la politique. Pas un mot plus haut que l'autre, l'annonce de tous les insuccès, l'annonce de la démission, l'écrit, il est resté, guère à subir que la démission, la démission, l'émission, le professeur Barre a pu enfin apparaître sans sa blouse gris. Certes, cela ne s'a pas dispenser de distribuer, de-ci de-là, de bons et de mauvais points. Il n'a pas évité en plus son travers favori :

telle question, disait-il, est trop « importante » pour en parler... Des réponses auraient au contraire été bienvenues pour éclairer des Français qui ne sont pas aussi naïfs qu'il le laisse parfois penser.

Cette stratégie de désorientation personnelle peut lui être bien utile face à un président qui sait mieux que quiconque jouer sur les cordes populaires et émotionnelles. Là encore, M. Barre a tenu ses promesses. Devant les sénateurs carlistes, voici un mois (1), il avait discrètement prévenu qu'il se chargerait de « défaire cette image de père de la patrie » que M. Mitterrand se donne aujourd'hui. La soirée suivante a donc commencé. A la fin de son discours sur la crise électorale, le président de la République a été l'objet de quelques des plus ironiques. A bien l'écouter cependant, l'ancien premier ministre n'a pas été non plus

d'une grande tendresse avec M. Jacques Chirac, coupable lui aussi d'avoir promis la lune en mars 1986 et qui se retrouve maintenant dans le rôle de « Carnot », à Mitterrand su-dessus de la tête. « Je le plains » s'est-il laissé tomber, sans que l'on sache bien si ces doléances portaient sur l'année écoulée ou sur celle qui vient. Entre un président responsable de tous nos maux, et un premier ministre impuissant à les guérir, M. Barre se place déjà dans la position d'un candidat du second tour prêt à en découdre avec « l'escamoteur » Mitterrand, assuré aussi de bénéficier perilleusement de l'allergie à la politique politicienne que ressentait selon lui le pays et qu'exploite à son profit Le Pen. M. Barre mourra ainsi allégrement sur le balcon d'un président *bis*. Oubliant — peut-être trop vite — la marche du premier tour...

DANIEL CARTON

(1) Lire le Monde du 29 mai 1987.

M. Baudouin : la « morosité conjoncturelle » n'est pas le « déclin »

Après les multiples variations sur le « déclin » dans lequel la France serait entraînée, M. Chirac a tenté d'apporter un point d'orgue. Il a chargé son porte-parole, M. Denis Baudouin, de préciser sa pensée sur ce sujet en résumant les thèmes qu'il a développés à de nombreuses reprises.

Pour le premier ministre, comme pour le président de la République d'ailleurs, le terme de « *déclin* » ne convient pas. Il ne faut toutefois pas trop s'inquiéter de son emploi car, rappelle M. Baudouin, « il y a toujours eu des périodes où les Français ont eu un petit vertige et phantasmé sur le déclin du pays ». En réalité, la France « connaît simplement des difficultés » et nous sommes dans une époque où chacun prend conscience que « la notion de miracle a disparu ». Le porte-parole de M. Chiune précise : « Les gens s'aperçoivent qu'aucune baguette magique ne supprimera le chômage, ne renversera l'économie, ne modi-

fiera la conjoncture internationale.

Pour les « grandes orientations » concernant les affaires du pays, il ne saurait donc plus y avoir de différences importantes entre les partis de gauche et ceux de droite, mais des « nuances » sur les méthodes, sur la gestion et sur l'esprit. Il ne convient donc pas de confondre le sens des mots et plutôt que de « déclin » M. Chirac préfère parler d'une « morosité conjoncturelle » due à des difficultés sur certains points, « et ce n'est pas en se complaisant dans le malaise que le pays se redressera ». Et M. Chirac sous-entend que l'accent soit également mis sur les motifs de satisfaction, ce que son porte-parole exprime ainsi de façon elliptique : « Je n'exclis pas qu'il existe chez certains des arrivés-pensées lorsqu'ils donnent des coups de projecteur un peu trop tardifs plutôt que trop clairs ».

**La direction du PCF
« prend acte »
de la démission
de M. Pierre Juquin**

Sous le titre « Un combat constant contre le PCF », *l'Humanité* du 26 juin publie la lettre de démission du comité central de M. Pierre Juquin, adressée « A tous les adhérents du PCF » (*le Monde* du 26 juin), ainsi qu'un communiqué du secrétariat du Parti, prenant « acte » de cette décision qui, dit-il « entraîne une situation de fait ».

Rappelant que l'ancien porte-parole du PCF avait été réélu au « parlement communiste » lors du vingt-cinquième congrès de février 1985, « bien qu'il n'ait voté ni le rapport ni la résolution adoptés », — il était auparavant membre du bureau politique — et qu'il avait été chargé du secteur paix et désarmement, le secrétaire général déclara : « Non seulement il n'est pas composé de dirigeants communistes et n'a, à aucun moment, accompli la responsabilité dont il était investi, mais il a constamment combattu, avec un soutien médiatique considérable, ce pour quoi il était censé diriger ».

Selon ce communiqué, M. Juquin « semble continuer à vouloir ignorer » ses droits et surtout ses devoirs de membre du PCF car « la déclaration injurieuse, pour les communistes, par laquelle il fait connaître sa décision, indique qu'il n'utilise plus son appartenance au PC que comme un moyen, parmi d'autres, de le combattre ».

En conclusion, le secrétaire (du parti) rappelle que le 23 juin à Vieux-Combe (Cher), M. Georges Marchais a déclaré : « Un tel comportement pose un problème qui ne peut, par définition, durer éternellement. » Menace d'exclusion ou suggestion de démission du PCF ?

An cours de plusieurs entretiens télévisés, jeudi, M. Juquin, qui milite au PCF depuis 1953, a indiqué qu'il « souhaite » y rester « le plus longtemps possible » mais, a-t-il ajouté, « ce n'est pas mon problème essentiel ». Le chef de file des résinateurs veut se consacrer à l'ancrage d'un « mouvement politique nouveau » situé « au-delà » du PS et du PCF.

M. Lionel Jospin, de son côté, est interrogé, jeudi, sur « l'attitude » future du démissionnaire : *Veut-il contribuer à rassembler les forces de gauche et de progrès à la prochaine élection présidentielle, et demande la premier secrétaire du PS, ou bien se laissera-t-il aller à des étiennettes, à les morceler ?*

UNIVERSITÉ PARIS-XII
Avenue du Général-de-Gaulle
94010 CRÉTEIL Cédex

**U.F.R. ADMINISTRATION
 ET ECHANGES**

A.E.S.
Débouchés :

- Carrières d'Administration des Entreprises Privées
- Carrières d'Administration Commerce International
- Carrières d'Administration Publique

Section Sport-Études
(convention avec l'INSEP)

DEUG A.E.S.
LICENCE ET MAÎTRISE

options :

- Administration Privée
- Administration Publique
- Commerce International (options d'école spécifiques)

DESS
D'ADMINISTRATION
LOCALE

Inscriptions : Scolarité A.E.S.
(bât. 209, à compter de fin juin).

**INSTITUT DE PRÉPARATION
 A L'ADMINISTRATION
 GÉNÉRALE (I.P.A.G.)**

Préparation aux concours de la catégorie A des Fonctions Publiques :

**LICENCE D'ADMINISTRATION
 PUBLIQUE**

Étudiants titulaires d'un DEUG en droit ou licence. Formation spécifique pour étudiants littéraires, scientifiques, économiques et juridiques.

et C.P.A.G. :

- Concours externes (titulaires d'une Licence)
- Concours internes (inscrits dans le Fonction Public)

Pré-inscription : Secrétariat C.P.A.G.
(bât. 209, bureau 036), du 20 mai au 25 juillet et du 1^{er} septembre au 1^{er} octobre.

RENSEIGNEMENTS

46-98-91-33, poste 2486.

RENSEIGNEMENTS :

48-98-91-44, poste 2409

SCIENCES PO
A.P. 2^e ANNÉE
INTÉGRÉ
OU REMBOURSÉ
Prépa DEUG droit éco
RÉUSSIR :
tél. 43-21-37-95

LA BAGAGERIE*
*Jean Marlaix**
SOLDE
SACS, CEINTURES, MAROQUINERIE DE POCHES.
ARTICLES DE VOYAGE.

les must® de Cartier

Ferrari Formula

YVES SAINT LAURENT
Collection

ORGANISENT UNE VENTE
DE BIJOUX ET OBJETS "HORS COLLECTION"
À PRIX RÉDUITS AU PROFIT DE

LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE

LE SAMEDI 27 JUIN 1987 DE 9 H À 18 H 30

PARIS, HÔTEL GEORGE V, 31 AVENUE GEORGE V, 8°;
PARIS, MAIRIE DU 5^e ARRONDISSEMENT, 21 PLACE DU PANTHÉON.

TOULOUSE, GRAND HÔTEL DE L'OPÉRA, 1 PLACE DU CAPITOLE
STRASBOURG WACKEN, CLAL, 31 RUE JEAN WENGER VALENTIN
NICE, HÔTEL PLAZA-CONCORDE, 12 AVENUE DE VERDUN
LYON, PALAIS DU COMMERCE, PLACE DE LA BOURSE
NANTES, HÔTEL DE FRANCE, 24 RUE CRÉBILLON.

LE PROFIT DE CETTE VENTE SERA VERSÉ À LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE
POUR LE SOUTIEN DE SON ACTION EN FAVEUR DE
L'ENFANCE HANDICAPÉE

Politique

Un entretien avec le président du groupe RPR

Le code de la nationalité est « trop généreux » nous déclare M. Pierre Messmer

M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, nous a accordé l'entretien suivant :

« L'incident qui a conduit au rejet du projet sur la Sécurité sociale a été une humiliation grave sur les déficiences des députés de la majorité et, tout particulièrement, de ceux du RPR. Comment expliquez-vous l'absence de députés de votre groupe ? »

« Le problème n'est pas lié à des difficultés internes au groupe RPR : c'est tout simplement celui d'un fonctionnement dans un certain nombre de circonstances, en particulier à l'issue de séances de nuit qui se suivent à un rythme absurde. »

« C'est le problème même du fonctionnement de la machine parlementaire que vous posez ? »

« Il s'est posé depuis le début du système parlementaire. Tous les régimes ont connu ces difficultés. Je suis plutôt partisan d'en revenir, pour les scrutins, à des boîtiers électroniques perfectionnés. Ce système permettrait aux présidents de groupe ou à leurs délégués de voter d'un seul coup, pour tout le groupe, à l'exception des députés qui auraient manifesté expressément leur souhait de ne pas voter le texte. Ce système permet un gain de temps, évite les erreurs matérielles et évite cette circulation dans les travées de parlementaires tournant les clés de leurs collègues, spectacle qui donne une image peu digne du Parlement. »

« Ne craignez-vous pas d'encourager ainsi encore un peu plus l'absentéisme ? »

« Pas plus qu'à l'heure actuelle. Car il y a peu de députés présents au début de la séance qui interviennent directement dans le débat. Il faut respecter un certain nombre de règles qui, depuis 1981, ont été de moins en moins. Il faut s'en tenir à un emploi du temps des travaux du Parlement qui soit plus raisonnable. »

« Quel contenu souhaitez-vous alors donner à cette réforme ? »

« Le système actuel a de graves inconvénients parce qu'il est trop généreux. Il multiplie notamment les doubles nationalités, ce qui conduit à de nombreux conflits. Il ne faut pas imposer la nationalité française à des groupes qui n'en veulent pas toujours. Je suis partisan de l'organisation d'un système fondé sur l'option. C'est une réforme de dix-huit à vingt-cinq ans qui soula-

« Quel contenu souhaitez-vous alors donner à cette réforme ? »

« Le système actuel a de graves inconvénients parce qu'il est trop généreux. Il multiplie notamment les doubles nationalités, ce qui conduit à de nombreux conflits. Il ne faut pas imposer la nationalité française à des groupes qui n'en veulent pas toujours. Je suis partisan de l'organisation d'un système fondé sur l'option. C'est une réforme de dix-huit à vingt-cinq ans qui soula-



« Quel contenu souhaitez-vous alors donner à cette réforme ? »

« Le système actuel a de graves inconvénients parce qu'il est trop généreux. Il multiplie notamment les doubles nationalités, ce qui conduit à de nombreux conflits. Il ne faut pas imposer la nationalité française à des groupes qui n'en veulent pas toujours. Je suis partisan de l'organisation d'un système fondé sur l'option. C'est une réforme de dix-huit à vingt-cinq ans qui soula-

« Quel contenu souhaitez-vous alors donner à cette réforme ? »

« Le système actuel a de graves inconvénients parce qu'il est trop généreux. Il multiplie notamment les doubles nationalités, ce qui conduit à de nombreux conflits. Il ne faut pas imposer la nationalité française à des groupes qui n'en veulent pas toujours. Je suis partisan de l'organisation d'un système fondé sur l'option. C'est une réforme de dix-huit à vingt-cinq ans qui soula-

« Quel contenu souhaitez-vous alors donner à cette réforme ? »

« Le système actuel a de graves inconvénients parce qu'il est trop généreux. Il multiplie notamment les doubles nationalités, ce qui conduit à de nombreux conflits. Il ne faut pas imposer la nationalité française à des groupes qui n'en veulent pas toujours. Je suis partisan de l'organisation d'un système fondé sur l'option. C'est une réforme de dix-huit à vingt-cinq ans qui soula-

« Quel contenu souhaitez-vous alors donner à cette réforme ? »

« Le système actuel a de graves inconvénients parce qu'il est trop généreux. Il multiplie notamment les doubles nationalités, ce qui conduit à de nombreux conflits. Il ne faut pas imposer la nationalité française à des groupes qui n'en veulent pas toujours. Je suis partisan de l'organisation d'un système fondé sur l'option. C'est une réforme de dix-huit à vingt-cinq ans qui soula-

« Quel contenu souhaitez-vous alors donner à cette réforme ? »

« Le système actuel a de graves inconvénients parce qu'il est trop généreux. Il multiplie notamment les doubles nationalités, ce qui conduit à de nombreux conflits. Il ne faut pas imposer la nationalité française à des groupes qui n'en veulent pas toujours. Je suis partisan de l'organisation d'un système fondé sur l'option. C'est une réforme de dix-huit à vingt-cinq ans qui soula-

« Quel contenu souhaitez-vous alors donner à cette réforme ? »

« Le système actuel a de graves inconvénients parce qu'il est trop généreux. Il multiplie notamment les doubles nationalités, ce qui conduit à de nombreux conflits. Il ne faut pas imposer la nationalité française à des groupes qui n'en veulent pas toujours. Je suis partisan de l'organisation d'un système fondé sur l'option. C'est une réforme de dix-huit à vingt-cinq ans qui soula-

« Quel contenu souhaitez-vous alors donner à cette réforme ? »

« Le système actuel a de graves inconvénients parce qu'il est trop généreux. Il multiplie notamment les doubles nationalités, ce qui conduit à de nombreux conflits. Il ne faut pas imposer la nationalité française à des groupes qui n'en veulent pas toujours. Je suis partisan de l'organisation d'un système fondé sur l'option. C'est une réforme de dix-huit à vingt-cinq ans qui soula-

Propos recueillis par PIERRE SERVANT.

Projets de loi relatifs aux rapatriés adoptés par le Parlement

Elans d'affection pour les pieds-noirs

Jamais les pieds-noirs n'ont eu tant d'amis ! On a pu le constater, mercredi 24 et jeudi 25 juin, à l'Assemblée nationale, où les porte-parole de tous les groupes parlementaires, sans exception, ont rivalisé d'affection à leur égard, à l'occasion de la discussion simultanée des deux projets de loi relatifs à l'indemnisation des rapatriés et au règlement des séquelles des événements survenus au cours de la guerre d'Algérie.

Le secrétaire d'Etat en charge de ces dossiers, M. André Santini, a donc vécu un moment confortable, félicité sur son travail et « excellent » à la fois par le RPR et l'UDF.

Se posant en champion de la cause pied-noir — comme tous ses prédécesseurs, mais avec l'avantage sur eux de pouvoir le faire en possession d'un engagement budgétaire de 30 milliards à compter de 1989, M. Santini a même connu le plaisir de pouvoir annoncer aux députés un progrès supplémentaire par rapport au texte adopté en première lecture par le Sénat (le 19 juin).

Au Palais du Luxembourg, le secrétaire d'Etat avait accepté, sous l'amical pression de sa majorité, d'avancer d'un an — à partir du 1^{er} janvier 1989 — le début du remboursement des titres d'indemnisation aux rapatriés âgés d'au moins quatre-vingt ans et de rembourser totalement dès 1989 les titulaires de titre âgés d'au moins quatre-vingt-dix ans au 1^{er} janvier 1989.

Au Palais-Bourbon, M. Santini a fait savoir que son collègue du budget, M. Alain Juppé, était d'accord pour que le paiement des indemnités commence dès 1988 pour les pieds-noirs âgés d'au moins quatre-vingt ans au 1^{er} janvier 1988. Ces deux projets seront donc votés à concurrence de 20 000 francs en 1988, le solde leur étant payé l'année suivante.

Mais il en est fallu bien davantage pour désarçonner l'opposition dans ses sursauts. C'est M. Gérard Bapt, député de la Haute-Garonne et délégué national du PS aux rapatriés, qui est monté au créneau le premier, et avec le plus de virulence, pour faire remarquer que l'autosatisfaction ainsi manifestée par le secrétaire d'Etat et par les députés de la majorité était quelque peu gratuite puisque, pour l'essentiel, les promesses gouvernementales ne concernaient qu'un commencement de concrétisation qu'en l'indemnité de l'élection présidentielle.

Il a souligné que, au rythme choisi par MM. Chirac, Balladur et Santini, la fin des opérations d'indemnisation n'aurait lieu qu'en

l'an... 2002 ! Parlant d'articles « séculaires » et d'un nouveau recensement, M. Bapt a accusé le gouvernement de sacrifier à l'électoratisme : « Il s'agit évidemment de disputer le terrain électoral à M. Barre et à M. Le Pen. Ce ne sont pas de telles méthodes qui grandiront le candidat Chirac : les chèques électoraux tirés sur l'avenir n'ont jamais remplacé une stature d'homme d'Etat. »

Le fantôme de FOAS

Au nom du Front national, M. Pierre Descaves, député de l'Oise et lui-même pied-noir, s'est, lui aussi, montré sceptique quant à la volonté du gouvernement : « Qui nous garantit que les crédits budgétaires promis seront votés chaque année ? Quelle garantie pouvez-vous donner vous-même, a-t-il lancé à l'adresse de M. Santini, puisque vous dites que bientôt vous ne serez plus ministre ? Je ne croirai à la sincérité des promesses que lorsque la dernière indemnité aura été payée. »

M. Santini a eu beau jeu de répondre à ses détracteurs que le gouver-

nement de M. Chirac avait au moins, par rapport à ses prédécesseurs, le mérite d'agir en se donnant les moyens de tenir ses promesses. Il appartenait ensuite aux gouvernements futurs d'honorer la parole de l'Etat.

En réponse à M. Bapt, le secrétaire d'Etat a souligné avec ironie que ses deux projets de loi venaient compléter et améliorer les lois de 3 décembre 1982 et du 4 décembre 1985, et qu'il ne faisait donc, personnellement, que tenir les engagements pris à l'égard des pieds-noirs, par... « le candidat socialiste de 1981 ! »

Mis au défi de s'opposer à ces textes, les socialistes se sont finalement abstenus, et les deux projets de loi ont été adoptés par 324 voix contre 35.

Seuls les communistes ont voté contre au terme d'une passe d'armes avec le fantôme de l'OAS, incarné à leurs yeux, dans l'hémicycle, par M. Pierre-Serge, « parachuté » par le Front national dans les Pyrénées-Orientales en mars 1986.

Qui aurait dit, il y a vingt-cinq ans, que le chef de l'OAS en métropole, le capitaine Sergent, réclamerait lui-même un jour au Palais-Bourbon la réhabilitation totale des

« soldats perdus » de l'Algérie française ? Eh bien, cet événement s'est produit, jeudi après-midi à l'Assemblée nationale. M. Sergent, très sobrement, et sans être interrompu, a plaidé pour que le gouvernement aille « jusqu'au bout de sa mission de réconciliation », en incluant dans son hommage aux « morts pour la France » la mémoire des officiers et des sous-officiers fusillés pour avoir combattu, à l'époque, la politique de de Gaulle. Evoquant notamment le souvenir du colonel Bastien-Thiry, exécuté en 1963 à la suite de l'attentat du Petit-Clamart contre le général de Gaulle, M. Sergent a notamment déclaré : « Oui, nos camarades sont morts pour la France. Tenir de faire croire qu'ils ont agi par ambition politique ou matérielle, c'est tenter en vain de déshonorer leur mémoire. Se sont-ils trompés ? A mes yeux, certainement pas, mais l'indemnité qu'on puisse le penser. Ce que je tiens à dire, c'est qu'on respecte la droiture de leur démarche. »

« J'ai honte de parler après les éloges funèbres que je viens d'entendre », a alors déclaré le principal orateur communiste, M. Guy Delecloux, député des Hauts-de-Seine. Ce

que je viens d'entendre me confirme l'impossibilité d'oublier, d'apaiser ou de ne penser qu'à faire régner la concorde. » Et M. Delecloux a ajouté : « Qui a gagné à l'issue de la guerre d'Algérie ? C'est la France. L'histoire retient qu'ils ont été, même s'ils sont amnésités, des soldats. Sûrement pas les rapatriés. (...) La preuve qu'il ne s'agit pas de générosité mais de politique, c'est que le projet de loi introduit une grave inégalité de traitement : ceux qui ont pris les armes contre la France bénéficient de reconnaissance de carrière et ont droit à des décorations, mais ceux qui ont subi des préjudices en raison de leurs actions ou de leurs opinions anti-colonialistes n'ont pas obtenu une pleine et entière réparation. (...) Le blanchiment des passeurs de bombes d'il y a vingt-cinq ans ne risque-t-il pas de constituer un précédent fâcheux ? »

Cette joute révélaient un passé douloureux. Soudain, le débat venait de changer de ton. En approuvant d'abord M. Sergent que M. Delecloux, les autres députés communistes ont confirmé l'impression que l'Assemblée nationale, vingt-cinq ans après, avait aussi changé d'âme et préférait la réconciliation au ressentiment.

ALAIN ROLLAT.

Le rassemblement de Nice

« Nous allons faire du bruit »

NICE de notre envoyé spécial

« Un savon pied-noir ! Mais qu'est-ce qu'ils vont chercher... Il y en a même un qui voulait vendre de la véritable eau d'Alger ! » M. Jean Otrra, chargé de la communication de la mairie de Nice, qui est un des deux initiateurs du rassemblement « Vingt-cinq ans après », vivait, jeudi 25 juin, une veille d'armes nerveuse.

A lors que Nice, encore calme, se préparait en attendant l'arrivée massive des rapatriés, M. Otrra et l'autre initiateur de cette manifestation, M. Paul Méfret, PDG d'une société de relations publiques, ne cessaient de répondre aux questions des journalistes : « Ce regroupement, explique M. Otrra, j'en ai eu l'idée le jour où ma fille m'a apporté son livre d'histoire et m'a demandé si ce qu'il était écrit était vrai : l'armée française, de 1954 à 1962, a mené en Algérie une guerre coloniale et a pratiqué la

torture. Mon sang n'a fait qu'un tour. Il fallait remettre les pendules à l'heure, dire qu'on était, prendre acte de l'histoire. Nous voulons dire : « Voilà ce que, vingt-cinq ans après, nous avons apporté à la France. »

Le programme de la manifestation, qui s'est ouverte vendredi et durera jusqu'à dimanche, est immense : un match de football entre une sélection de joueurs pieds-noirs et des professionnels de la région, une gigantesque messe, un bal, une soirée de variétés et une série importante de conférences. Jeudi, alors que place Masséna les ouvriers érigeaient la gigantesque croix pour le messe de dimanche, s'ouvrait une exposition de onze mille mètres carrés consacrés à l'œuvre de la France en Afrique du Nord.

Tout y est : des photos de classe de village au burnous rouge et or d'un ancien gouverneur de l'Algérie, des médailles du bachelier Boullem à la maquette de Santa

Cruz. Les pieds-noirs du Paraguay y ont un stand, comme les éditeurs du Petit Robert. Les sportifs pourront se souvenir que Heddi Frost fut une grande nageuse, et que beaucoup de footballeurs d'Afrique du Nord s'illustrèrent dans les équipes de France.

Pour permettre les retrouvailles éphémères, des stands ont été installés portant le nom des principales villes d'Algérie. De même a été créé un service spécial de minéral. Tous les livres sur l'« époque » sont présents et même, curieusement, le dernier best-seller de Paul-Loup Sulitzer. Le commerce reprend ses droits. On vend une montre « 25 ans après » et des cadeaux de « là-bas ». Un promoteur — pied noir sans doute, — a un stand, de même qu'un confiseur.

Jeudi, les quelques visiteurs, premiers arrivés, se promenaient timidement entre les stands. Combien seront-ils ce week-end ? Trois cent mille, annoncent certains avec

une exagération bien méditerranéenne.

Les hôteliers de Nice sont déçus : la plupart des pieds-noirs logeront chez des amis. Ils sont quatre-vingt mille dans la seule ville de Nice. « Qu'importe combien nous serons exactement, mais nous allons faire du bruit », commentait un ancien directeur d'école.

De nombreux hommes politiques, de la majorité et du Front National, essentiellement, feront le voyage de Nice. Si aucun d'entre eux ne prononcera de discours, on attend M. Chirac et M. Barre pour la messe de dimanche matin. M. Longuet, ministre des PTT inaugurer, samedi, un timbre spécial. M. Jean-Marie Le Pen ne viendra pas, affirmait jeudi M. Otrra. Mais les murs de Nice sont couverts d'affiches du président du Front National souhaitant la bienvenue aux rapatriés.

JOSE-ALAIN FRALON.

A la commission des finances de l'Assemblée nationale

MM. d'Ornano et Alphandery face à M. Balladur

Le président de la commission des finances, M. Michel d'Ornano (UDF, Calvados) a présenté jeudi 25 juin, à l'Assemblée nationale, ses recommandations pour le projet de budget pour 1988. Deux « grandes priorités » devraient, selon lui, être retenues : le soutien à l'investissement productif pour améliorer le dynamisme des entreprises ; l'harmonisation des fiscalités européennes, à l'approche de la création, dans cinq ans, du grand Marché unique européen de 320 millions d'habitants.

L'ancien ministre giscardien estime que le gouvernement doit prendre en compte le fait que la croissance de l'économie mondiale sera, en 1987, inférieure d'environ un demi-point aux prévisions d'il y a six mois.

D'autre part, M. d'Ornano note qu'au total « les privatisations devraient amener 66 à 67 milliards de francs nets au budget de l'Etat au titre de l'exercice 1987, soit 36 à 37 milliards de plus que ce qui était prévu par la loi de finances initiale ». Attribue de la croissance d'un côté, surplus financier venant des privatisations de l'autre : le député UDF, avançant une idée chère aux barrières, plaide pour qu'une partie des surplus vienne donner un coup de fouet à l'investissement.

Il propose de financer un raccourcissement des délais d'amortissement, ce qui permettrait aux chefs d'entreprise de déduire plus vite de leurs impôts le coût des matériels nouvellement acquis. « Cela constituerait une bonne réponse à la situation conjoncturelle de l'automne 1987 », estime le président de la commission qui, toutefois, n'indique pas pour l'instant quelles seraient les modalités de ce raccourcissement. Sans doute le député giscardien prétend-il faire preuve de prudence puisqu'il attend sur ce sujet à un débat « très serré » avec le ministre des finances, M. Edouard Balladur, en effet déjà marqué à plusieurs reprises son hor-

rité aux demandes des barrières, pour des aides fiscales à l'investissement. Additionné, le 25 juin, par la commission des finances, M. Edouard Balladur s'est cependant déclaré « ouvert » à la discussion, selon M. d'Ornano, qui a précisé en outre qu'il souhaite que des mesures particulières soient prises pour l'harmonisation fiscale européenne.

M. d'Ornano s'est, d'autre part, prononcé pour une programmation à cinq ans des finances publiques qui comporterait une tranche ferme pour trois ans et une tranche indicative pour les deux années suivantes.

Le ministre d'Etat de son côté continue de plaider pour une programmation triennale du budget. M. Edmond Alphandery (UDF, Maine-et-Loire), économiste proche de M. Raymond Barre, lui a répondu que cette programmation soulève des problèmes « juridiques » étant données les règles de l'allocation, « économiques » car une telle programmation ne peut qu'englober l'ensemble des comptes des administrations publiques et donc de la sécurité sociale, alors que la maîtrise de ceux-ci n'est pas assurée, et « politiques » car la projection budgétaire plurianuelle risque, en période préélectorale, de donner aux électeurs le sentiment que l'on préjuge le résultat du vote.

« La progressivité de l'impôt » mise en cause

En fait, ni les socialistes ni les barrières n'acceptent que soient pris des engagements financiers qui lieraient la majorité de l'après-1988. M. d'Ornano reconnaît la difficulté de la tâche puisqu'il pose la question de savoir, « compte tenu du calendrier politique et parlementaire, à quel moment la plus opportune au cours des dix-huit mois prochains le Parlement pourra-t-il engager dans cette voie » de programmation budgétaire plurianuelle et envisager une période 1989-1992, soit une période 1989-1993.

Ce décor planté, le député UDF propose de laisser l'impôt sur les sociétés et de revoir celui sur le revenu. Il est favorable à ce que « trois taux maximums moyens d'imposition » se substituent au système actuel qui est fondé sur la « progressivité de l'impôt ».

Lors de son audition, jeudi, devant la commission des finances, M. Balladur a affirmé, pour sa part, en réponse à une question du rapporteur général RPR, M. Robert André Vireux, qu'il n'ignorait pas de la situation du commerce extérieur, que les résultats du deuxième trimestre 1987 seraient nettement meilleurs que ceux du premier. Le ministre a ajouté que, s'agissant de l'inflation, on pouvait pour une amélioration et que pour les investissements, la France devrait, dans les deux ans qui viennent, investir plus que ses partenaires.

P. S. et Th. B.

Compagnon de la Libération et membre du FN

M. Michel de Camaret est mort

M. Michel de Camaret, représentant du Front national à l'Assemblée des Communautés européennes, est décédé à Neuilly, dans la nuit du 24 au 25 juin, à l'âge de soixante-deux ans. Ancien diplomate, Michel de Camaret était compagnon de la Libération et commandeur de la Légion d'honneur.

(Né le 18 janvier 1915 à Vienne (Isère), Michel de Camaret, sous-officier de choc au 1^{er} bataillon de la deuxième « marche » mondiale, avait été blessé en 1940. Interné politique en mars 1941, il s'évade d'Algérie le 12 juillet 1942 et rejoint Londres. Engagé volontaire dans les Forces françaises libres (FFL) en décembre 1942, il sert dans les commandos parachutistes et participe, en juin 1944, à des opérations de sabotage de voies ferrées. Il constitue un bataillon des Forces françaises de l'intérieur (FFI) dans le Morbihan, puis dans le Nièvre. Il est ensuite parachuté aux Pays-Bas et participe à des opérations de sabotage de villages en Allemagne avec le 2^e régiment de chasseurs parachutistes. Après la guerre, il entre dans la carrière diplomatique : il est directeur adjoint de l'ambassade à Rio-de-Janeiro en septembre 1945, interrompant cette activité pour faire partie du corps expéditionnaire en Indochine (1946-1950). Il est ensuite conseiller diplomatique à Madagascar, secrétaire des affaires étrangères puis membre de la mission permanente auprès de l'ONU, Dacca, en 1964, consul général à Tangier, l'occupant divers postes avant d'être nommé en 1967 chef de la section des affaires générales à la division des affaires politiques de l'Otan ; en 1968, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Europe, secrétaire général du Front national en 1973-1974, à la fin de 1972, il achève sa carrière diplomatique comme ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Bonn. Michel de Camaret avait été élu le 17 juin 1984 à l'Assemblée des Communautés européennes sur la liste du Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries (Front national).

Olivetti présente les micro-ordinateurs qui respectent votre liberté de décision.

Le micro-ordinateur a révolutionné l'entreprise, apportant une rapidité et une efficacité inimaginables auparavant. Cette révolution, comme toute révolution technologique, était pilotée par les constructeurs.

Le monde a changé. Les entreprises ont adopté et exploité cette nouvelle technologie et elles ont fait les investissements nécessaires.

Aujourd'hui, la micro-informatique fait partie de l'environnement familier de l'entreprise qui sait maintenant définir par elle-même ses besoins. Olivetti estime qu'il faut l'écouter.

L'évolution des systèmes.

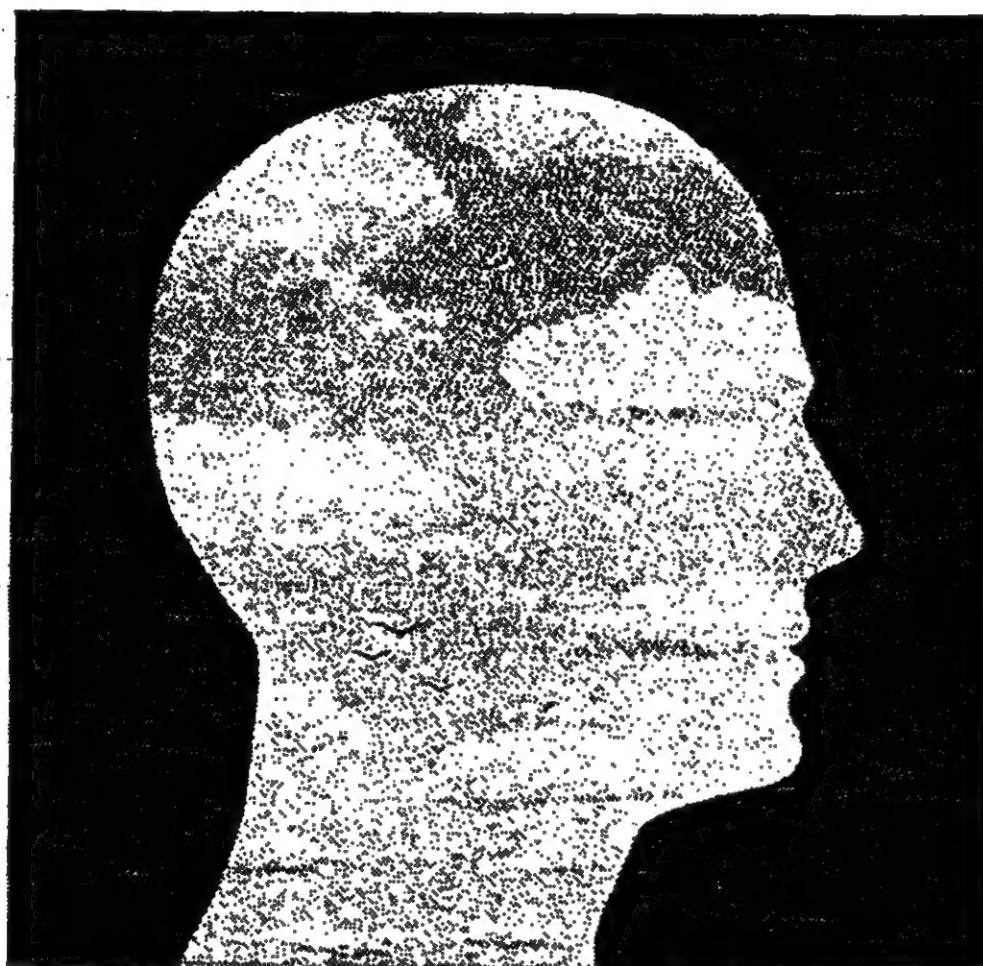
La notion du micro-ordinateur a fortement évolué au cours de ces dernières années : de machine indépendante, l'ordinateur personnel est devenu partie intégrante d'un système. Cette évolution a déterminé l'approche d'Olivetti : nos micro-ordinateurs sont conçus pour être les "briques" d'un système informatique complet.

L'approche systèmes exige aussi une technologie de plus en plus puissante et sophistiquée. Là, le consommateur a, d'une certaine façon, repris l'initiative de l'évolution technologique et le constructeur doit apporter de nouvelles réponses.

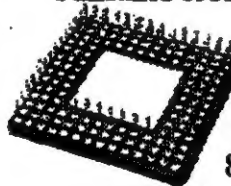
La stratégie d'Olivetti est claire : l'utilisateur d'aujourd'hui est devenu "majeur" dans ses choix technologiques et financiers. Bien entendu, il veut des produits qui lui offriront les avantages de la technologie la plus récente.

Cependant, il est aussi en droit d'exiger des produits qui lui laissent la liberté entière d'intégrer et de structurer son système informatique comme il l'entend. Il a besoin d'un niveau élevé d'interconnexion, et de postes de travail offrant le meilleur rapport prix/performance. Enfin, il veut être libre de choisir lui-même le standard du marché.

Avec sa nouvelle gamme de produits, Olivetti répond à toutes ces exigences.



Puissance et souplesse.



Au sommet de la nouvelle gamme Olivetti se situent trois modèles utilisant le puissant micro-processeur 80386.

Ce seront les micro-ordinateurs les plus rapides et les plus puissants du marché, parfaitement adaptés à la tendance qui consiste à intégrer les micro-ordinateurs dans des réseaux locaux en liaison avec des mini-ordinateurs.

● Cette nouvelle ligne comprend les modèles M 380/T et M 380 ainsi que le micro compact M 380/C.

La ligne M 380 sera complétée par une gamme de nouveaux micro-ordinateurs disponibles dans de nombreuses configurations :

● Le M 280 : micro-ordinateur puissant et extrêmement rapide, basé sur le micro-pro-

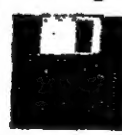
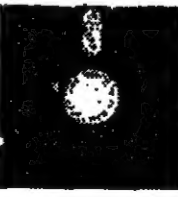
cesseur 80286, avec possibilité d'intégration en environnement multi-tâches.

● Le S 281 : station de travail spécialement conçue pour travailler en environnement réseau local, également basée sur le micro-processeur 80286.

● Le M 240 : station de travail performante, correspondant à l'évolution naturelle du M 24, l'un des micro-ordinateurs les plus largement diffusés dans le monde.

Une garantie de compatibilité.

Les nouveaux modèles ont été conçus comme une évolution de la gamme existante



des micro-ordinateurs Olivetti. Ils sont totalement compatibles avec les standards du

marché. (Ils offrent, par exemple, la liberté de choisir entre des disquettes 5 1/4 ou 3 1/2.) Et Olivetti garantira toujours une compatibilité absolue avec les standards du marché quelle que soit leur évolution.

Par conséquent, les nouveaux modèles complètent la gamme actuelle des micro-ordinateurs Olivetti (incluant le M 15 portable, récemment présenté), et offrent au consommateur un vaste choix dans la planification de ses systèmes.

Une compatibilité totale avec la base installée, une grande puissance de calcul, des configurations intégrées et ergonomiques, ainsi qu'une approche modulaire permettront à l'utilisateur de développer son système informatique en accord parfait avec ses besoins.

Une solution complète.

De la même manière qu'il respecte l'investissement existant de l'utilisateur, Olivetti-Logabax a le souci de le protéger et de lui offrir un support complet dans le futur.

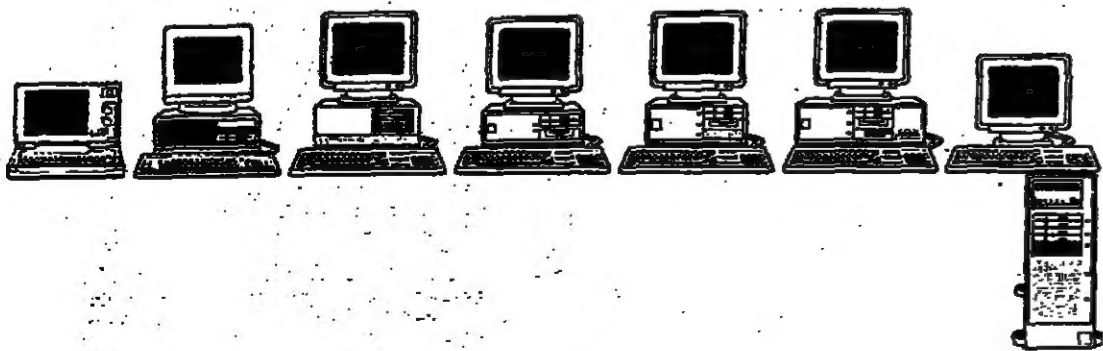
Le caractère complet de la nouvelle gamme de micro-ordinateurs rejoint l'aspect complet de l'offre Olivetti, qui couvre tous les produits liés aux micro-ordinateurs, des logiciels aux imprimantes.

De plus, le réseau hautement qualifié des concessionnaires et distributeurs Olivetti-Logabax et le réseau direct sont à la disposition des clients pour les aider à définir leurs besoins et leur assurer un support et un service après-vente sans faille.

Les nouveaux micro-ordinateurs Olivetti ont donc été conçus pour donner à l'utilisateur une liberté de choix optimale. Ils le laissent libre de se développer et d'évoluer au lieu de lui lier les mains.

C'est dans ce sens que nous appelons la nouvelle gamme de micro-ordinateurs Olivetti la voie de la liberté.

olivetti-logabax



**NOUVEAUX MICRO-ORDINATEURS OLIVETTI,
LA VOIE DE LA LIBERTÉ.**

Société

Les plaidoiries des parties civiles au procès de Lyon

« Il est impossible de répondre « non » à une seule des questions sur la culpabilité de Barbie »

LYON
de notre envoyé spécial

Il fallait finalement peu de chose pour tirer le procès Barbie de l'enlisement progressif qui le frappait depuis quelques jours. Il suffisait que, parmi les avocats des parties civiles, il s'en trouve un pour revenir précisément au procès de Klaus Barbie, pour en remettre les temps forts, et rappeler qu'on se trouvait tout simplement devant une cour d'assises, avec un dossier judiciaire, résultat d'une instruction de plusieurs années, dont il convenait de se préoccuper de nouveau. Cet avocat a été, jeudi 25 juin, M. François La Phuong, du barreau de Lyon, qui, en un peu plus de quarante minutes, a, d'un coup, mobilisé de nouveaux les attentions, fort de cette présence naturelle qui est la sienne dans tous les procès auxquels il est mêlé et d'une qualité oratoire que peuvent lui envier bien des pénalistes renommés.

C'est que M. La Phuong a, effectivement, parlé en pénaliste et, mieux encore, en avocat au meilleur sens du terme. Il faut dire que, juste avant lui, sa concubine, M. Yvonne Castell, représentant, elle aussi, avec M. Paul Lombard, l'association Ceux de la Libération, lui avait ouvert la voie. Soberement, elle avait exprimé « la douleur, le sacrifice, le drame de tous ceux qui sont aujourd'hui parties civiles contre Klaus Barbie ». Avec beaucoup d'humilité, elle avait confié tout ce qu'elle avait éprouvé durant ces débats « étant comme vous, Mesdames et Messieurs les jurés, née après la guerre ». Mais, avait-elle ajouté, au-delà de ce que commande la mémoire, il s'agit, aujourd'hui, de juger un homme et, si ce procès est unique, il ne faut pas qu'il soit inique.

Cela pour rappeler que les membres de la cour d'assises avaient « les mêmes devoirs que dans n'importe quel procès » et qu'il s'agissait, avant de se prononcer, d'avoir cette intime conviction que le droit pénal français exige des jurés. Cette conviction de la culpabilité de Barbie, M. Yvonne Castell l'éprouve, bien sûr. Comme elle estime que, en s'étant retiré de l'audience, l'ancien SS s'est privé du droit de revendiquer des circonstances atténuantes, « puisqu'il n'a pas voulu, au crépuscule de sa vie, montrer une certaine dignité, un regret, ne plus qu'il n'a voulu exposer les raisons qui ont fait adhérer l'adolescent ordinaire qu'il fut dans sa jeunesse aux théories nazies et se laisser emporter par elles ».

Après quoi, M. Castell a rappelé plus particulièrement la souffrance des femmes qui furent les victimes. Elle a remis en mémoire les propos de Marie-Madeleine Fourcade, de Geneviève de Gaulle, de Marie-Claude Vaillant-Couturier. Elle a ramené dans le prétoire, par quelques mots simples, Lise Lesbvre et Alice Vansteenberghe, les deux femmes qui furent les premières à se sacrifier pour elles. Ces femmes-là, pourriez-vous jamais, comme moi, les oublier ?

Alors paria M. François La Phuong. Il connaît bien M. Vergès ; il connaît aussi la défense, l'exercant plus souvent que la partie civile.

« Alors, dit-il, que l'on soit bien clair : ce procès n'est pas celui de M. Vergès, c'est celui de Klaus Barbie. Et je ne comprends pas que l'on ait pu le confondre. Jacques Vergès, ce n'est pas un croquignolet. C'est un avocat de talent certes, mais qui a aussi ses faiblesses, et dont il n'y a assurément pas lieu d'avoir peur ».

Puis, avec une finesse malicieuse : « Il nous a parlé de sa solitude face à

nous ; je constate qu'il n'est plus seul et nous sommes heureux, au barreau de Lyon, d'accueillir ici M. M. Vergès, du barreau de Brazzaville, et M. Boudella, du barreau d'Alger. Il est seulement dommage que mes deux confrères n'aient pu suivre, plus tôt, des débats qui leur auraient fait mesurer le vrai poids, la vraie dimension de ce procès ».

Puis, à l'attention des jurés : « C'est vous, de toute façon, qui aurez à décider. Vous ne déciderez pas au nom de la gloire des héros. Le cocorico n'est pas toujours de mise, l'image d'Épinal non plus. Vous n'avez pas à oublier nos traités et nos collaborateurs ; vous déciderez au nom de la seule justice, et ce n'est pas parce que d'autres crimes, ailleurs, ont pu être commis que vous ne pourriez juger celui qui, aujourd'hui, nous occupe. Lorsque des tortures furent pratiquées en Algérie, c'est un ancien déporté, Edmond Michelet, alors garde des sceaux, qui décida aussitôt l'envoi de magistrats sur place pour les faire cesser. Y avait-il des magistrats à la prison de Montluc, en 1942, et dans les caves de l'école de santé militaire où opérait Barbie ? »

Le regard du bourreau

Pour M. La Phuong, deux questions se posent : les témoins qui accusent Barbie sont-ils crédibles ? L'ancien SS était-il responsable des actes reprochés ?

« Parmi tous les rescapés entendus, rappelle alors M. La Phuong, vingt et un l'ont reconnu à son regard, sept à l'expression de sa bouche. Alors, qu'on ne les chicanne pas sur la couleur de son costume. Je vous fais même grâce des descriptions de portraits, risées de telle ou telle de ses oreilles. Je retiens que, si ses victimes ont gardé le souvenir du regard de Barbie, c'est parce que, lorsqu'on est torturé comme elles le furent, qu'on est jeté ensanglanté à terre, on ne s'accroche pas à la manche de son bourreau, ni à ses bottes : c'est son regard que l'on cherche, on l'espère d'y lire un peu de cette pitié qui jamais ne se manifeste et que, pour cela, on ne peut plus oublier ».

Barbie responsable ? Même en admettant qu'il ne se soit pas trouvé sur le quai de la gare d'où partit le convoi du 11 août 1944, sa responsabilité, pour M. La Phuong, découle de ses propres fonctions.

« Les télex relatant les rafles de la rue Sainte-Catherine à Lyon, en février 1943, puis la rafle d'Izieu, du 6 avril 1944, le montrent déjà suffisamment. Son ancien supérieur, Helmut Kasper, l'a dit lui-même lors de l'instruction : un chef de section IV pouvait ordonner arrestations et déportations de sa propre initiative. »

« Et ceux qui travaillaient avec lui, ajoute M. La Phuong, qu'ils soient Français ou Allemands, l'ont dit, eux aussi, en désignant Barbie comme le moteur du service, en le décrivant comme une tête brûlée, un véritable sadique, aimant raconter ses propres expériences ».

« Rarement, dans une affaire pénale, tant d'éléments se trouvent ainsi réunis contre un accusé. C'est pourquoi je vous dis qu'il est impossible de répondre « non » à une seule des questions concernant la culpabilité, en vous rappelant que, pendant les premières semaines de ce procès, un autre avait lieu à Nice, qui se termina par la condamnation à la réclusion perpétuelle d'un garçon qui avait tué sa logeuse parce qu'elle était juive. Lui n'en avait tué qu'une seule ».

Ainsi, le procès se trouvait ramené à son essentiel.

Après M. La Phuong, M. Paul Lombard entendait, en complément,

« En choisissant l'outrance et le bluff comme moyens de défense, l'ancien SS s'est mis hors du champ d'application des circonstances atténuantes »

exposer les raisons qui, à ses yeux, interdisent l'octroi de toute circonstance atténuante.

« Nous avons voulu, avec M. Castell et M. La Phuong, être la partie civile de la discipline, mais aussi de l'efficacité. Pour cela, nous entendons que les droits de la défense soient pleinement respectés. Si des accusations devaient être portées, elles ne pourraient l'être que par Barbie, qui n'est pas là. Son avocat n'ayant pas, que je sache, été mêlé personnellement à l'arrestation de Jean Moulin. Si rien ne vient, il faudra en déduire que Barbie a abusé un défenseur trop candide ».

Chacun, et M. Vergès le premier, prisa l'élégance de cette perfidie. Pourquoi, maintenant, M. Lombard écarte-t-il l'éventualité de circonstances atténuantes ?

« Si la peine de mort existait encore, je les aurais admises, mais le châtiment de la barbarie ayant disparu de notre code, je ne vois aucune raison de les consentir ».

M. Lombard s'explique. En substance, il dit ceci : invoquera-t-on la vieillesse ? Ce serait oublier que les crimes ont été commis par un homme de trente ans, en pleine maturité. En outre, des vieillards ont déjà été condamnés sans circonstances atténuantes, de Philippe Pétain à Gaston Dominici. Dira-t-on que l'accusé fut un

soldat dont le devoir était de combattre la Résistance et d'obéir aux ordres ? Barbie ne fut pas un soldat mais un policier politique, un permanent de parti nazi. Il pouvait, d'ailleurs, fort bien refuser certaines tâches. D'autres l'ont fait, qui furent sanctionnés par un envoi au front.

« Mais, dira M. Lombard, de 1942 à 1944, les bords du Rhin étaient certainement préférables à ceux de la Neva ; vous jugerez bien un tortionnaire de l'humanité tout entière ». En conclusion, le dernier représentant de l'association Ceux de la Libération dira : « Toute circonstance atténuante serait perçue comme un commencement de pardon et comme une porte ouverte à l'oubli. En refusant de faire face à ses victimes, comme à ses juges, en choisissant l'outrance et le bluff comme moyens de défense, Klaus Barbie s'est mis hors du champ d'application des circonstances atténuantes. Il vous reste à relever le défi de ce fuyard ».

Le rôle de la parole

Ainsi s'acheva cette trentième et dernière journée. Elle avait commencé par les plaidoiries de deux autres parties civiles, celle de M. Charles Korman, qui parlait au nom de la LICRA,

et celle de M. Gisèle Alalof, avocate de l'Association des anciens déportés juifs de France. M. Korman fut philosophe et historique dans son dessin de rappeler les attentismes, les silences qui favorisèrent l'holocauste, mais aussi d'y opposer certaines attitudes du clergé français, qui, en France du moins, encouragèrent les conséquences. Ainsi entendait-il montrer « le rôle joué par la parole, cette parole pouvant conduire à la mort, mais pouvant aussi sauver. Et, entre les deux, les silences qui laissent faire ».

« J'éprouve, dit aussi M. Korman, un fervent respect pour les hommes et les femmes de la Résistance, mais, à côté de cette poignée, il y eut bien la masse des indifférents qu'on pourrait apostropher aujourd'hui en leur demandant : « Qu'avez-vous donc fait ? N'avez-vous pas vu tuer son frère ? » Cette époque s'est déroulée dans un bruit de fond permanent avec des discours de Goebbels, des déclarations de Staline, qui avaient pour mission de prêter le meurtre des juifs ».

Lui aussi entreprit donc le rappel des faits, des textes montrant la mise en place progressive du régime d'extermination, annonciateur de ce qui devait se dérouler ensuite. Lui aussi cita les lois et décrets français, et, après M. Charrière-Boumazet, qui avait parlé du même ton le 19 juin, il entendait montrer que « la France adhéra alors, sans avoir particulièrement conscience de ce qu'elle faisait, pourquoi il évoqua de la même manière « la phase de la grande criminalité, commencée avec la rafle du Vél d'Hiv en juillet 1942 ». Mais, en même temps, il relevait que c'est à partir de ce moment que se manifestèrent les premières réactions qui devaient aller en s'amplifiant, comme

l'ont montré des rapports de l'époque établis par les renseignements généraux ou certains préfets, qui notaient que les mesures contre les juifs suscitaient réprobation et même honte ».

C'est ainsi que se s'exprimèrent le pasteur Marc Boegner, par une lettre au maréchal Pétain, que Mgr Théas, évêque de Montauban, faisait lire en chaire un texte de protestation et qu'à Lyon le cardinal Pierre-Marie Gerlier en faisait autant. Exhaustif, M. Korman entendait dénoncer aussi la rébellion des chambres à gaz, avec le témoignage d'un Allemand, Kurt Gerstein, qui entra volontairement dans la SS pour, précisément, parvenir à être un témoin et à relater ce qu'il avait vu.

L'avocat, enfin, ne pouvait manquer de rappeler les ambigüités du Vatican et de Pie XII. Si bien que le propos s'apparentait davantage, tout dans la forme que dans le fond, à un exposé de colloque sur le nazisme et ses ramifications qu'à une plaidoirie.

Retenons, enfin, de M. Gisèle Alalof cette formule : « On ne vous demande pas de juger une idéologie mais un homme qui fut au service de cette idéologie et veilla ici, à Lyon, dans votre propre ville, à la bonne et stricte application de ce qu'elle commandait ».

JEAN-MARC THÉOLÉREY.

PRÉCISION. — M. Manfred Immergut, dont nous avons cité l'intervention dans notre compte-rendu du procès de Klaus Barbie (nos éditions du 26 juin), représentait l'Association des anciens déportés d'Auschwitz.

D'autre part, M. Maurice Grégoire nous prie de préciser qu'il représentait l'Association des anciens déportés juifs (et non les « anciens combattants »), comme nous l'avions indiqué par erreur.

JOURNAL D'UN AMATEUR par Philippe Boucher

DE péripéties en avaries, le gouvernement va gémir son chemin. Sur de lui-même et dominé par l'opinion, le ministre d'État (Edouard de Long, si l'on en croit son titre) a proposé de ce dossier et du rôle qu'aurait pu (ou) jouer ses services : « Les éléments de chronologie font apparaître un déroulement parfaitement normal au plan du traitement des difficultés de l'entreprise. » Puisse-bien ! C'est qu'on avait du style, sous l'ancien régime ! On devait même appeler cela des trompe-l'œil.

Faut-il que les services fiscaux et douaniers soient aveugles, ou disciplinés, pour n'avoir pas vu il y a trois mois ce qui crève les yeux aujourd'hui ? Faut-il que l'impudence soit dans les os pour avoir cru qu'une carambouille de 2 milliards allait passer aussi inaperçue qu'un printemps sous Chirac ?

Sur de lui-même, comment le gouvernement pourrait-il l'être quand l'avenir de son chef est rien moins que limpide ? Dominé, comment pourrait-il le prétendre, alors que tout se dérobe à sa volonté ?

Quoi qu'il en soit de leurs revendications, les contrôleurs sérieux dictent leur loi au ministre des transports et, à travers lui, au premier ministre. Pendant des semaines, une poignée de grévistes a interrompu le fonctionnement régulier de la Comédie-Française et, ainsi, nargué le ministre de la culture à un jet de pierre de son bureau.

Si une volonté prend corps, bonne ou fâcheuse, par exemple à propos du « trentième indivisible » contre les grèves-foibles, un complice est chargé de l'exprimer afin d'échapper au jeu normal des institutions en pareille matière. Ainsi s'explique l'amendement Lemaître, cet obligé jeune homme qui risque d'attendre longtemps la récompense de ses activités de prête-nom.

A supposer qu'elle ne doive pas connaître de rechute, le gouvernement sort d'une scène de ménage entre deux de ses divas pour apprendre qu'un des pages de la cour rend son tablier, avec l'insolence qui sied à ce genre de sortie.

Oh ! ce n'est pas que le départ de M. de Villiers soit un événement d'une grande portée. Rien n'indique que la France en ait tiré, et nulle dépêche n'a été mondiale de La Roche-sur-Yon s'inquiétant du désarroi de la Vendée. Nulle révolte ne couve dans la province des Blancs.

Il reste pourtant qu'entre les délices gouvernementales et le train de vie plus modeste d'un député de la République, l'aristocratie secrétaire d'État s'est décidée pour l'ascèse. Il a choisi de mettre le sac à terre. Sans doute a-t-il estimé que le navire avait grand besoin de passer au redout, mais douté que son capitaine s'y résolve. A moins que quelque engagement ne lui ait été garanti par une compagnie rivale.

En forme de cocasserie supplémentaire, la Bourse, plus que prospère sous la gauche dont elle pouvait tout craindre, se met à faire grise mine à la droite qui n'est pas censée être son ennemie.

Rien moins que cocasse, l'assassinat du vétérinaire Jean-Claude Lafay est un triple désastre du ministre de l'intérieur : parce qu'il est une atteinte à la paix publique dont celui-ci est le garant politique, parce qu'il a été commis sur une terre qui est la sienne et qu'il avait abordé le menton haut, parce que le crime a eu lieu pour ainsi dire sous ses yeux.

Ce n'est pas qu'un crime, c'est une gifle. Il n'est pas jusqu'aux défaillances bijoutières de la maison Chaumet qui ne suscitent des questions dont il n'est pas convenable qu'un garde des sceaux soit l'objet.

Pas davantage qu'il ne l'est de voir le ministre du budget se contorsionner à coups de communiqués contradictoires pour justifier l'impunité dont d'abord bénéficié ces fournisseurs ordinaires des assujettis à l'IGF.

Naturel

Bref, s'il est dans la nature des choses qu'un gouvernement subisse des difficultés, celui-ci pêche par excès de naturel. Car on pourrait aussi mentionner, au titre des mécomptes divers, les réminiscences de M. Bouygues jurant que l'État l'a escroqué (mais si, c'est exactement ce qu'il dit, à cela près qu'il pourrait aussi s'en prendre à lui-même), M. Le Pen taillant des croupières (on ne sort décidément pas du registre fessier) à la majorité, les brocards de M. Barre, les haut-le-cœur de M. Noir, le soufflet subi par M. Séguin à cause de l'absentéisme des députés de son camp, la vente massive par les petits épargnants des actions qu'ils venaient d'acquiescer et, summum de l'horreur, la popularité constante dont bénéficie, avec la modestie d'un lauréat de Concours général, le président de la République. Ce n'est plus la cohabitation, c'est qui-perd-gagne.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que le gouvernement et la majorité soient le théâtre d'initiatives personnelles qui témoignent de tout ce que l'on voudra, sauf d'un comportement de solidarité ? Comment pourrait-il en être autrement, alors que l'avenir de la droite est chaque jour plus obscur et que le droit de la gauche est chaque jour plus incapable d'incarner, quoi qu'il fasse, la victoire pour 1988 ?

Aussi ne se passe-t-il guère de semaine où l'une des formations de la coalition gouvernementale ne prenne ses distances, qu'il s'agisse de la nationalité, qui sur les expulsions, qui sur le « trentième indivisible », qui sur l'existence de Dieu.

Au sein même du RPR, des coteries naissent dont les membres, tantés par la quadrature du cercle, jurent leur fidélité à Jacques Chirac en faisant savoir qu'ils ne lui ressemblent pas.

Si les réserves ne sont pas ostensibles, des confidences sont publiées, plus amères les unes que les autres, mais dont le parfum d'autenticité donne à penser que leurs auteurs ne sont pas étrangers aux indiscrétions qu'ils dénoncent ou démentent.

Incertain de son chef et de son étoile, chacun au gouvernement se voit chef. Chacun veille à préserver, pour lui-même, des intérêts que le groupe n'a pas le droit de garantir. Si M. Chirac n'est pas Napoléon, chacun se rêve soldat de l'Empire ayant hérité de son empire dans sa gloire. On compte trois ou quatre candidats possibles à droite. Ils pourraient être vingt, système électoral séduisant.

Il n'est pas nécessaire de préciser qu'un tel schéma pourrait être observé à gauche, d'égales fébrilités, sinon de plus grandes, d'autant fortes, démultipliées de faire don de sa personne à la France.

Mais il y a M. Mitterrand qui, s'il n'est pas candidat, interdirait toujours que d'autres le soient vraiment. Même M. Rocard n'est qu'un candidat sous conditions : si le maître le veut bien. Humiliante situation que d'avoir à se pencher sur un terrain qui est encore celui du voisin.

S'il n'y avait pas M. Mitterrand ! Que ne verrait-on pas à gauche ! Outre l'homme de Confiance, déjà cité, Fabius, Joxe, Harnu, Bérégovoy, Chevènement, Mauroy, Jospin, Stin, fassent valoir qu'ils ont des titres à mener la bataille électorale. Sans compter quelques autres qui, discrets encore, ont peut-être, elle savoir ! plus que les précédents la faveur de M. Mitterrand, pour plus tard...

Alors ! pour M. Chirac, la voie est toute tracée. S'il veut ramener la discipline autour de lui, il n'a qu'à se faire élire président de la République.

Il n'est pas question de tenir ici la comptabilité des interpellations d'automobilistes qui se terminent au cinquième. Pas question non plus de méconnaître que ces interpellations peuvent être justifiées par une infraction avérée, probable ou supposée.

Mais, venant après la mort à Montargis de Mohammed Imk, tué à l'âge de quatorze ans par des policiers parce qu'il fuyait à bord d'une automobile volée, la mort, jeudi 18 juin, à Mions (Rhône), d'Aziz Bouguessa, tué par des gendarmes qui le soupçonnaient de vol, cela commence à transformer les bavures en statistiques.

Certes, trois fois certes, le jeune homme, qui était âgé de vingt-deux ans, a été tué alors qu'il tentait de franchir un barrage de police. Certes, trois fois certes, Aziz Bouguessa n'était pas un enfant de chœur.

Mais il faut rappeler : 1) que la peine de mort est abolie ; 2) qu'elle n'a jamais été prévue à l'encontre de cette petite monnaie de la délinquance à laquelle appartenait, paraît-il, Aziz Bouguessa. Il faut aussi confesser que si l'erreur est lourde à mener dans de tels cas, elle devient la seule réplique à l'habitude, pour ne pas dire l'accoutumance.

MARIÉ le duc de Saint-Simon au docteur Freud, c'est faire preuve d'un sens poussé de la synthèse. C'est ce que laisse croire le dernier « Amateurs » (l'information), qui faisait de Saint-Simon un... analyste. Comme si l'analyste de Versailles, non content d'avoir été l'écoute de son temps, en avait aussi accueilli, sur un archaïsme divin, les plus grands personnages.

L'irréparable responsable de ce curieux typographique serait peut-être avisé d'aller en chercher la cause auprès de son analyste habituel.

Publication judiciaire

COMMUNIQUÉ DES ÉDITIONS GRASSET ET FASQUELLE, DE THIERRY WOLTON, DE LA LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE FRANCE ET DE LOUIS DOLIVET

Un passage du livre de Thierry Wolton, « Le KGB en France », édité par GRASSET & FASQUELLE, contient un certain nombre d'allégations qui pourraient faire croire aux lecteurs que Louis Dolivet, producteur de cinéma (films avec Orson Welles, Jacques Tati, Marcel Carné, Julien Davière, Federico Fellini etc.), aurait exercé une influence néfaste sur des personnalités importantes telles que Léon Jouhaux, Vincent Auriol, René Pleven, Edmond Hériot, Paul Ramadier et Émile Roosevelt, les amenant à appuyer des mouvements pacifistes conçus et manœuvrés par les services soviétiques.

À la suite de la saisie du Tribunal de Grande Instance de Paris, et après l'étude approfondie des documents fournis par Louis Dolivet, M. Wolton est arrivé à la conclusion que ces accusations n'étaient nullement justifiées. Par conséquent, il s'est engagé à remanier dans ce sens le passage concernant Louis Dolivet dans toutes les Editions à venir.

M. Wolton et les Editions GRASSET ont exprimé leurs regrets et ont confirmé, dans un protocole du 22 mai 1986, que les accusations, compromettant gravement l'honneur de Louis Dolivet, étaient dénuées de tout fondement et l'ont dédommagé des frais légaux encourus.

Au mois de mars 1987, les Editions GRASSET ont, par erreur, autorisé la publication en livre de poche du « KGB en France » avec le chapitre concernant Louis Dolivet dans sa version non corrigée, contrairement à leurs engagements.

À la suite d'une nouvelle action intentée par Louis Dolivet, les Editions GRASSET, la Librairie générale de France et Thierry Wolton se sont engagés à faire retirer les volumes en circulation, d'en justifier, et à publier à leurs frais le présent communiqué. L'évaluation du grave préjudice causé à Louis Dolivet sera déterminée par un arbitre nommé par les parties ou par voie judiciaire.

Société

La conférence internationale de Vienne

Une guerre mondiale contre la drogue

VIENNE
de notre envoyé spécial

Quarante-huit millions de drogués dans le monde, pour autant qu'on puisse en estimer le nombre. Un trafic qui a rapporté, en 1986, quelque 300 milliards de dollars (1 800 milliards de francs). L'apparition de nouveaux produits et le développement du trafic de la cocaïne. De nombreux pays enfin, encore trop largement tributaires de la production du cannabis, du pavot ou de la coca. L'ampleur et la complexité du problème de la drogue justifiaient de lancer un cri d'alarme.

C'est ainsi que, depuis le 17 juin, à l'initiative de M. Javier Pérez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, cent vingt délégations étrangères sont réunies à Vienne (Autriche) pour définir une meilleure coordination internationale de la lutte contre « l'abus et le trafic illicite des

drogues ». Cette conférence devait se terminer, vendredi 26 juin, par l'adoption d'un texte détaillant tous les aspects de la lutte, auquel pourrait se référer les États.

S'attaquer aux racines du mal, c'est-à-dire aux cultures illicites des stupéfiants : si tout le monde s'accorde à présent sur la priorité à donner à cet objectif, les moyens pour y parvenir demeurent insuffisants. Sur ce point, la France veut, par exemple, apporter son aide directe à plusieurs pays — des accords existent, en particulier avec des États d'Amérique latine — et par l'intermédiaire des organisations internationales. Mais si M. Didier Bariani, secrétaire d'État aux affaires étrangères, qui représentait la France à Vienne en l'absence de M. Chalandon, a rendu hommage au « rôle essentiel » du Fonds des Nations unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNUAD), la

contribution financière française à ce Fonds reste, avec 116 000 dollars cette année, très modeste. Elle semble même déclinatoire si on la compare à l'engagement de crédits, spectaculaire il est vrai, que vient de décider l'Italie pour les années à venir et qui s'élève à 300 millions de dollars.

Quant à l'attitude de la Communauté européenne, elle est en train d'évoluer à cause de l'aggravation de la situation sur le Vieux Continent. Pour M. Ripa Di Meana, représentant des Communautés européennes à la conférence de Vienne, la saturation du marché américain risque d'entraîner un développement spectaculaire de l'offre de drogue dans les pays européens, « riches et potentiellement disponibles ». A l'appui de ses dires, le délégué de la CEE cite le trafic — substance récemment apparue en Europe, peu coûteuse et aux effets dévastateurs — et les « poussées redoutables » de la toxicomanie dans des villes comme Milan ou Edimbourg.

Face à cette situation la Communauté semble disposée à renforcer son aide (une somme de 5 millions d'ECU va être allouée au FNUAD) et à développer ses programmes d'aide au développement rural et aux cultures de substitution (1). L'URSS, les pays de l'Est et la Chine ont également pris conscience, depuis peu de temps, de la nécessité d'une coordination internationale. En effet, si les frontières idéologiques sont impuissantes à retenir les maux, il serait dommage qu'elles bloquent les remèdes.

La conférence de l'ONU donne également aux Organisations non gouvernementales (ONG) l'occasion de se rencontrer et de confronter leurs points de vue. Par exemple SOS-Drogue internationale, association française créée par la chanteuse et femme d'affaires Régine, a profité de ce forum pour présenter son action. La loi française prévoit des mesures préventives, et surtout des moyens

pour mettre en œuvre une lutte efficace, se retrouve sur le plan de la répression. Mais parfois de surprises convergences apparaissent. Ainsi entre l'Iran et les États-Unis sur la question de la peine de mort contre les trafiquants. Alors que le délégué iranien demandait le chiffre d'une centaine de trafiquants exécutés en Iran (dont un Autrichien) entre 1980 et 1986, M. John Withead, vice-secrétaire d'État américain, évoquait la peine capitale comme moyen destiné à maîtriser ce problème.

PATRICK KECHICHIAN.

(1) Une culture de substitution ne peut pas rapporter à l'agriculteur plus de 10 % des revenus provenant de la drogue.

Un Yo-Yo sous la tour Eiffel

Les « hommes-oiseaux-Yo-Yo » sont déjà célèbres dans les Alpes où ils pratiquent leur passion favorite : le saut dans le vide. Sûrs, surfeurs, amateurs de glisse et de sensations fortes, ils sont quelques centaines à se jeter des rambardes de ponts, les pieds attachés à de solides élastiques, pour rebondir plusieurs fois à une centaine de mètres du sol. « Le jeu consiste à s'approcher le plus près possible du sol, la tête en bas », explique un adepte.

Joué 25 juin, un jeune Néo-Zélandais a effectué une démonstration de ce nouveau jeu

dans le ciel de Paris. Alan John Hackett, après s'être laissé enfermer, mercredi soir, dans la tour Eiffel, s'est élançé, au petit matin, du deuxième étage de l'édifice (115 mètres).

Grâce à l'élastique fixé à ses jambes, sa chute a été stoppée à 2,50 mètres du sol. Puis comme un Yo-Yo il est remonté une première fois à 80 mètres et redescendu avant de se stabiliser, après une dizaine de rebonds, à 25 mètres du sol. Peu habitués à la pratique de ce « sport » dans la capitale, des gardiens de la paix attendaient l'homme volant dont ils ont relevé l'identité.

Des murs pour dire « non »

La Fondation Toxicomanie et prévention jeunesse (1), présidée par M. Chaban-Delemas, lance, avec le concours du secrétariat à la jeunesse et aux sports, une campagne contre la drogue. A partir du 8 juillet, environ 10 000 espaces publicitaires offerts exceptionnellement par l'ensemble de la profession seront couverts d'une affiche illustrée du slogan : « Sans drogue, vivre forte. Tout simplement » et qui montreront un adolescent courant sur une plage. Elle a été conçue par des jeunes, dont des anciens toxicomanes, et l'agence Michel Bongrand Juniors associés.

La campagne sera appuyée par l'ouverture d'un service téléma-

que d'information qui sera possible de joindre dès le 1^{er} juillet en composant sur le minitel 36-15 puis TOXTEL. Les utilisateurs auront ainsi accès à un annuaire départemental des centres de conseil, d'accueil ou de soins pour toxicomanes et à des informations bibliographiques.

M. Chaban-Delemas a également annoncé, jeudi 25 juin, la sortie en octobre prochain d'un livre pour enfants *Ordes de nez*, conçu avec l'atelier pour enfants du Centre Pompidou sur les problèmes de santé et de drogue.

(1) 19, rue La Fayette, 75009 Paris, tél. : 42-80-42-24.

Un colloque « Droit et discrimination »

Les lacunes de la loi sur le racisme

Le 1^{er} juillet 1972, le Parlement français adopta la loi relative à l'immigration et à la discrimination. Le colloque « Droit et discrimination », qui s'est tenu les 19 et 20 juin au Palais de justice de Paris, a permis de dresser le bilan de quinze ans d'application de cette loi et, à partir de ce constat, d'en envisager les réformes souhaitables.

En fait de « Droit et discrimination », il n'a été question que de droit et de racisme, les femmes et les homosexuels ayant été les laissés-pour-compte de ces deux journées de réflexion.

Les différents rapporteurs — réunis sur l'initiative des avocats du barreau de Paris, de la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme), du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), et de l'Institut des droits de l'homme du barreau de Paris — ont, l'un après l'autre, mis en évidence les lacunes de la loi qu'ils réclament quinze ans d'application. Lacunes d'autant plus graves que, selon la formule du bâtonnier, M. Marcio Stasi, « si l'avocat perd le procès, l'arrogance de celui qui gagne devient encore plus qu'avant ».

La loi de 1972 avait apporté des modifications importantes à celle de juillet 1958 sur la liberté de la presse. Les délits de diffamation et d'injure raciste ont été frappés de sanctions plus sévères que celles prévues pour la diffamation et l'injure non raciste. La jurisprudence a montré combien il est difficile de prouver l'existence de ce délit.

Lorsque l'injure est ostensible, la présence de témoins est nécessaire, dans le plaignant doit pouvoir fournir les identités. D'autre part, il lui faut rapporter « la teneur exacte des propos, en précisant le sens et les conditions dans les-

quels ils ont été tenus », a indiqué M. Georges Paul-Langevin.

Si l'agent de presse, l'auteur doit en être retrouvé. De plus, le ton de ces écrits a beaucoup évolué en quinze ans, « comme des microbes s'adaptant aux antibiotiques », pour reprendre les mots de M. Maurice Fontaine, conseiller à la Cour de cassation, de telle sorte que l'on ne peut maintenant saisir et déceler que des insinuations, difficilement condamnables.

Injure ou diffamation raciste, pour être reconnues comme telles, doivent avoir lieu dans un lieu « public ». Il revient aux magistrats d'apprécier cette notion, a souligné M. Patrick Quénoton, du bureau des Hauts-de-Seine.

« Motif légitime »

Deuxième modification à la loi sur la liberté de la presse, la création du délit de « provocation à la discrimination », à la haine ou à la violence, à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes en raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminées.

Dans les premiers temps de l'application de la loi, il y avait provocation à partir du moment où le teneur des propos « pouvait faire naître des sentiments d'agacement, de peur ou de haine pour un groupe donné ». Mais « une nouvelle doctrine est apparue dans la jurisprudence, selon laquelle il n'y a provocation que si ces propos poussent à des actes de discrimination », a relevé M. Joëlle Rouvillain, avocat à la Cour de cassation et au conseil d'État.

La plus grande difficulté à laquelle sont heurtés les avocats tient au flou de la frontière entre la liberté

d'expression garantie par la loi de 1881 et la provocation à la discrimination et à la haine qu'elle réprime. Pour la loi de 1972 est à l'étranger dans ce respect qu'en fait la loi sur la presse.

L'article 416 du code pénal réprime quant à lui le refus de « fournir un bien ou un service », ainsi que la non-ambivalence ou le licenciement pour raison discriminatoire. Or ce même texte prévoit une exception pour « motif légitime », dont M. Roland Rappoport a réclamar l'abandon.

« En principe, la loi est la même pour tous. Or, on assiste aujourd'hui à une multiplication de distinctions, et de différences de traitement (...). On marque la limite entre les catégories qui justifient la différence et celles qui ne la justifient pas ? », a demandé M. Danielle Lochak, professeur à la faculté de droit d'Amiens.

En définitive, trop d'affaires de discrimination portées devant la justice se sont soldées par des relaxes, pour défaut insuffisamment caractérisé ou pour prescription (le délai en matière de presse est de trois mois), a indiqué M. Fontaine. En trois ans — 1984-1986 — le tribunal correctionnel de Paris a ainsi prononcé de 20 à 30 % de relaxes pour les cas qu'il a eu à traiter, selon des chiffres fournis par le conseiller à la Cour de cassation.

Dans sa conclusion au colloque, M. Rappoport a souligné le manque d'engagement du ministère public en la matière. « C'est d'abord au parquet de déclencher les poursuites », a-t-il déclaré. « Les juges en font beaucoup plus qu'ils ne devraient ». Le parquet, justement, n'était pas représenté au colloque et n'a donc malheureusement pas donné de bilan de l'action publique.

ISABEL PARENTHOËN.

TOUS LES SENS SONT EN ÉMOIS

KONTCHALOVSKY, LE CINÉASTE QUI VIENT DU FROID FAIT FONDRE L'AMÉRIQUE. P. 51

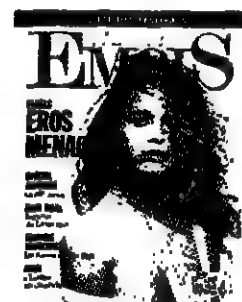
AVIGNON 87: LES COULISSES SE DONNENT EN SPECTACLE. P. 68

J.-P. DOMEQ OU LA PASSION ASSOURDISSANTE D'UN ÉCRIVAIN EN CIRCUITS FERMÉS. P. 94

SOUS LE SCALPEL DE BILAL, NOTRE QUOTIDIEN FAIT UN BRUIT INQUIÉTANT. P. 36

FESTIVALS EUROPÉENS 1987: UN GRAND CRU. P. 117

QUAND LA NUOITE FAIT LA PEAU À L'ÉROTISME. P. 14



EMOIS

LE PREMIER MAGAZINE CULTUREL A SENSATIONS.

PARIS

Avec Air-India, dès le 7 juillet toutes les beautés de l'Asie 4 fois par semaine.

Air-India vous offre un vol supplémentaire vers l'Inde, à une heure aussi agréable que les 3 autres au départ de Paris. Ces quatre vols hebdomadaires sont également des plus commodes pour vos correspondances en direction de Bangkok, Hong Kong, Tokyo, Kuala Lumpur, Singapour et Sydney.

Quelle que soit votre destination, vous bénéficierez d'un service très sophistiqué en classe affaires, ou de tous les raffinements de notre classe Maharajah qui est considérée comme une des plus luxueuses au monde.

Alors, pour partir vers l'Asie en bonne compagnie, renseignez-vous sans tarder auprès de votre agence de voyage ou d'Air-India directement.

PARIS, 1, rue Auber, tél. 42 66 90 60
NICE, Park Hotel, 4/6, av. de Suède, tél. 93 87 83 25
LYON, Sofitel, 20, quai Gailleton, tél. 78 37 80 65
GENÈVE, 7, Chantepoulet, tél. 022/32 06 60

AIR-INDIA

Education

Le congrès du Syndicat national des instituteurs

Les jeunes n'ont plus la foi

Le congrès du Syndicat national des instituteurs et des professeurs de collège (SNI-PEGC-FEN) se tient à Lille, jusqu'au 27 juin. La désyndicalisation des jeunes instituteurs est l'un des grands problèmes auxquels se heurte cette organisation, comme le montre ce reportage dans le Pas-de-Calais, fief traditionnel du syndicalisme enseignant, de la gauche et de la laïcité.

ARRAS
de notre envoyé spécial

Au SNI-Pas-de-Calais tout le monde l'appelle « Cathy ». Elle n'a pas vingt-quatre ans, mais la petite flamme du syndicalisme enseignant brille au fond de ses yeux noisette. Un lourd attaché-casse à la main, elle bat la campagne, colle des affiches, organise des réunions dans les écoles normales.

Depuis un an, Catherine Boidin utilise une décharge syndicale à plein temps pour tenter d'attirer au SNI la nouvelle vague des instituteurs, des étudiants déclassés qui se sentent étrangers à la famille laïque, dont le SNI fut le fleuron. « Cathy », elle, n'a pas ces états d'âme. Fille d'un instituteur, petite-fille de mineurs et d'instituteurs, elle est l'héritière de toute une lignée de maîtres d'école sortis des rangs ouvriers et investis de la confiance populaire, qui marque depuis un siècle la vie politique de la région Nord. Comme son père, elle est née institutrice et adhérente du SNI. Aujourd'hui, Catherine Boidin suscite la fierté de sa famille : elle est la plus jeune permanente du syndicat et présidente, dès septembre prochain, la commission nationale char-

« Vengeance »
à MulhouseUn instituteur
blessé par balle

Un instituteur de Mulhouse, de vingt-six ans, M. Philippe Discale, a été blessé, le 25 juin, par deux adolescents venus « venger » leur petit frère, qui avait été réprimandé pendant la classe, a-t-on appris de source judiciaire à Mulhouse.

M. Discale a été agressé vers midi à la sortie des classes par deux jeunes gens de dix-sept et dix-huit ans, qui n'avaient pas admis les remontrances faites à leur petit frère de douze ans. Au cours d'une violente altercation, qui a éclaté dans la rue, devant l'école, l'instituteur a reçu une balle de carabine 22 long rifle dans un mollet et a eu le bras entaillé par une hachette. Admis dans un hôpital de la ville, il a dû être opéré mais ses jours ne sont pas en danger.

Les agresseurs, qui avaient réussi à prendre la fuite, se sont constitués prisonniers en début de soirée, le 25 juin, et devraient être placés en garde à vue avant leur présentation au parquet.

gée de reconquérir l'audience perdue chez les jeunes.

Car même dans le Pas-de-Calais le Syndicat des instituteurs n'est plus ce qu'il a été. Avec 65 % d'adhérents, le département reste l'un des phares de la syndicalisation enseignante, mais moins de la moitié des nouveaux instituteurs prennent désormais leur carte. En 1974 le SNI rassemblait encore plus de 90 % des maîtres et maîtresses d'école du département.

Autrefois, les instituteurs étaient fils d'ouvriers ou de mineurs et se syndiquaient instinctivement, sans se poser de questions. Mais le métier n'est plus actuellement une promotion, et on est instituteur en attendant mieux : le SNI apparaît surtout comme une machine administrative peu accessible. résume M. Michel Salingue, porte-parole de la minorité procommuniste dans la section SNI du Pas-de-Calais. Les réunions de sous-sections n'attirent guère plus de quinze personnes, même en période d'élections syndicales, auxquelles ne participent que 45 % des adhérents.

En attendant
mieux

Entre la base, à grande majorité féminine et issue des classes moyennes, et les responsables syndicaux, masculins et d'origine ouvrière pour la plupart, le divorce est consommé. « Certains adhérents ont assisté en spectateurs aux attaques de Monory contre nous, regrette, amer, M. Christian Ulysse, secrétaire de section. On dirait qu'ils doutent de la capacité du syndicat à leur droit de critique. Même ceux qui n'ont rien fait nous reprochent de ne pas avoir pu stopper le décret sur les maîtres-directeurs. »

La capacité de mobilisation du syndicat s'en ressent. « Je peux encore réunir cinq cents manifestants devant l'inspection académique en trois heures en téléphonant dans les écoles. Mais je ne suis pas sûr de pouvoir le faire demain », avoue M. Ulysse.

Le SNI s'est trop longtemps flatté de faire la pluie et le beau temps dans l'éducation nationale pour ne pas payer le prix des désillusions. Les instituteurs les plus âgés n'ont plus rien à attendre pour leur carrière et les élèves de l'école normale doutent de la capacité du syndicat à les aider à trouver une « bonne » affectation. Et pour cause : la mobilité est si faible dans le département que les nouvelles recrues ne peuvent rien espérer de mieux qu'une nomination de titulaire mobile, pendant dix ans, un emploi de bouchetrou qui ne favorise guère les vocations (le Pas-de-Calais doit recourir à des concours spéciaux au niveau du bac pour recruter des instituteurs en nombre suffisant) ni la syndicalisation.

Car le SNI, dans cette terre de tradition laborieuse, plonge ses racines dans l'énorme réseau de solidarité et d'animation que le syndicat a tissé, en ville comme à la campagne, autour d'instituteurs solidement implantés dans leur commune.

Là aussi des signes d'affaiblissement sont apparus : les fêtes populaires se font rares et on ne compte plus les amicales laïques qui « plongent » après un bal raté pour cause de film à la télévision.

De plus en plus, le public attend des associations qu'elles rendent un service, mais rechigne à s'impliquer dans leur fonctionnement. Cette monnaie de l'attitude consumériste a affaibli le rôle de tribune et de lieu de débats joué par les « sociétés » locales. Or, reconnaît Christian Ulysse, « les associations laïques sont probablement plus utiles au Parti socialiste dans le Pas-de-Calais que le SNI : quand un instituteur préside une amicale, toute son idéologie passe ».

La famille
se porte bien

De ce point de vue, le déclin, s'il existe, reste relatif. La famille laïque, avec sa nébuleuse de mutuelles, d'associations, son réseau bancaire, se porte bien. Les instituteurs du SNI peuvent compter sur leurs proches de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) pour les aider à placer auprès des familles les contrats d'assurances de la Mutuelle assurances élèves (MAE). De même, ils s'opposent au transfert des classes du samedi au mercredi, qui gênerait les activités sportives et culturelles organisées par la Fédération des œuvres laïques (FOL), branche de la Ligue de l'enseignement, autre organisation amie. Le secrétaire de la section du SNI dans le Pas-de-Calais préside la section départementale de la Mutuelle générale de l'éducation nationale (MGEN) et est vice-président d'une association pour l'accueil des handicapés créée par le SNI, qui emploie 740 salariés et dont un établissement est dirigé, par le président de la FCPE.

Tous ces « cousins » des instituteurs ont pour point commun d'appartenir au Parti socialiste, qui dans le Pas-de-Calais, mérite encore mieux qu'ailleurs le titre de « parti des enseignants ». Le Parti communiste, lui, par tradition ouvrière, a moins fait confiance à ses syndicalistes enseignants, qui sont aujourd'hui divisés entre la fidélité à la FEN et leurs sympathies pour la

Choisir
son université
par minitel

L'UNEF-ID (indépendants et démocrates) a présenté, jeudi 25 juin, sa campagne d'information pour les inscriptions universitaires des futurs étudiants de la région parisienne. Pour la quatrième année consécutive, un système de téléguidage par minitel est mis en place. Il est organisé cette année en collaboration avec le service télématique du Monde.

Les élèves de classes terminales peuvent se procurer des renseignements sur l'organisation des études universitaires dans les treize universités de la région parisienne. Mais surtout, à partir de juillet, quand les résultats au baccalauréat seront connus et les inscriptions universitaires ouvertes (les 7 ou 8 juillet selon les universités), ce service télématique leur indiquera régulièrement le nombre de places restées disponibles par établissement et par filière. Enfin, un service des messages permettra aux bacheliers qui ne trouveraient pas de place d'obtenir aide et conseils.

• Cours aux inscriptions. Tapez 3615 puis LEMONDE.

PUBLICATION JUDICIAIRE

D'un jugement rendu par le tribunal de grande instance de Paris, le 18 septembre 1986, 3^e chambre - 2^e section, il est extrait ce qui suit :

« Dit que la Société d'exploitation du C.E.A.D. représentée par son syndic (...) se sont rendus coupables de la contrefaçon et d'imitation illicite de la marque collective déposée le 24 avril 1984 sous le n° 700 476 enregistrée sous le n° 1 277 618 dont est titulaire le Conseil de l'Ordre national des pharmaciens.

Fait défense à la Société ARL d'exploitation du C.E.A.D. et son syndic Maître PIERRAT, (...) de faire usage à quelque titre et de quelque façon que ce soit de la marque collective précitée constituée d'une croix verte, ce sous astreinte de 100 F (CENT FRANCS) par infraction constatée dans le délai de deux mois à compter de la signification du présent jugement. (...)

Autorise le Conseil national de l'Ordre des pharmaciens à procéder à la publication du dispositif de ce jugement lorsqu'il aura acquis force de chose jugée dans trois revues ou journaux de son choix. (...)

Ordonne l'exécution provisoire pour les mesures d'interdiction sous astreinte.

CGT. Mais la plupart des députés de gauche sont, ou ont été, adhérents du syndicat des instituteurs, et un quart des conseillers généraux sont des enseignants... sans parler des maires et conseillers municipaux.

Tout cela n'empêche pas le SNI, contrôlé à 89 % par sa tendance pro-socialiste dans le Pas-de-Calais, de professer une stricte séparation des genres. « Avant 1981, le PS ne nous refusait pas grand-chose, car il avait une dette historique : l'éviction des mollatistes de la Fédération au début des années 70 avait été rendue possible par les instituteurs. Mais, depuis les déceptions de 1984 dans l'affaire de l'école privée, les enseignants ont pris du recul ». La défiance du camp laïque a coûté sept cents adhérents au SNI dans le département, soit près d'un dixième de ses troupes. Le retour de la droite et les attaques de M. Monory ont à peine stoppé une hémorragie qui dure depuis treize ans. L'organisation, en commun avec le Parti socialiste, de la montée sur Paris, le 23 novembre dernier, a été critiquée par bien des syndiqués.

Homme à tout faire
de la laïcité

Car même dans le Pas-de-Calais, il y a loin de l'instituteur laïque dans l'âme, au militant de choc. En zone rurale, le maître d'école reste le centre de la vie locale, et les associations qu'il anime dans la mouvance du SNI sont autant de lieux de rencontre pour toute la population. « Si on n'a pas la foi, on ne tient pas longtemps dans un village face à la population », reconnaît M. Michel Beaudouin, secrétaire de sous-section, instituteur depuis quinze ans à Monchy-Cayeux, une commune de trois cents habitants nichée dans les collines d'Artois. Le club de football qu'il a fondé en arrivant au village fonctionne toujours. Sa femme siège au conseil municipal, tandis que, comme la plupart de ses collègues de campagne, il exerce les fonctions de secrétaire de mairie. Une manière d'arrondir les fins de mois et de peser sur la vie locale.

Dans le village voisin, M. Henri Boidin, le père de Cathy, vit lui aussi pour l'école. Sa petite maison blanche qui fait corps avec la mairie ouvre sur la cour de récréation. Institutier, syndicaliste, il anime le club pompage, la chorale, l'atelier informatique et s'affaire pour récolter des vivres pour les Restaurants du cœur ou pour préparer un voyage scolaire. « J'y laisse tout mon temps libre, mais c'est la meilleure façon de défendre l'école publique », dit-il en s'excusant presque de n'assister qu'à une seule réunion du PS par an, « pour payer ma carte ».

Cette carrière d'instituteur - homme à tout faire de la laïcité - s'attire plus les étudiants de l'école normale d'Arras. Beaucoup trouvent logique qu'un enseignant soit impliqué dans la vie locale - et ils le sont souvent - mais les jeunes redoutent de se laisser envahir et rechignent à habiter dans l'école pour préserver leur vie privée. Surtout, ils ne comprennent pas pourquoi il faudrait adhérer à un syndicat pour animer un club de gymnastique ou un orchestre.

PHILIPPE BERNARD.

EN BREF

• M. Reagan nommé un « M. SIDA ». Le docteur Eugène Mayberry, président de la célèbre Mayo Clinic, a été nommé, le jeudi 25 juin, par le président Reagan, à la tête de la commission nationale américaine chargée de lutter contre le SIDA. Selon le docteur Mayberry, cette commission a pour but de « présenter des recommandations pour essayer de faire avancer le pays dans la direction appropriée, en dehors de toute intrusion politique ».

• Les occupants de l'église de Port-Marly condamnés. La présidence du tribunal de grande instance de Versailles a condamné, le mardi 23 juin, sept personnes occupant l'église Saint-Louis de Port-Marly (Yvelines) à payer chacune une astreinte de 2 000 francs par jour de participation à l'occupation. Parmi les condamnés figurent le Père Bruno de Bignières et M. Christian Marquis, président de l'association traditionaliste des Amis de Port-Marly.

• Mgr Jean Deledicque, nommé évêque auxiliaire de Lille. Le pape a nommé, le jeudi 25 juin, évêque auxiliaire de Mgr Jean Vinet, évêque de Lille, le Père Jean Deledicque, vicaire épiscopal à Lille.

[Né le 2 mars 1925, le nouvel évêque auxiliaire est originaire d'une famille ouvrière de l'agglomération de Roubaix-Tourcoing. Il a été ordonné prêtre à Lille en 1952, professeur au grand séminaire de cette ville, responsable de la catéchèse. C'est Mgr Vinet qui, en 1984, l'avait nommé vicaire épiscopal pour les ministères non ordonnés.]

Le Carnet du Monde

Décès

— Sylvie et Anne, ses filles, Pablo, son petit-fils, M. et M^{me} Bruno Bianchi, M. et M^{me} Armand Bianchi, M. et M^{me} Robert Blanchard-Bianchi, ses frères et sa sœur, M^{me} Claude Monnet-Bianchi, Toute sa famille et ses amis, ont le douleur de faire part du décès de

Marie BIANCHI,
ancien journaliste
à l'Agence France Presse,

survenue à Paris dans sa soixante-septième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, le mercredi 1^{er} juillet 1987, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

61, boulevard de Sébastopol,
75001 Paris.

— M^{me} Louis Brunet,
M. et M^{me} Henri Kineur (Leverpool),
M. et M^{me} André Vuillemin (Paris),
M. et M^{me} Hubert Schlumpf (Toulo),
M. et M^{me} Georges Kineur et leur fils,
M. et M^{me} Henri Kineur,
M. et M^{me} Alain Vuillemin et leurs enfants,
M. Gérard Vuillemin,
M. Thierry Schlumpf,
font part du décès de

M. Louis BRUNET,

ancien député
de Oranienbourg-Sachsenhausen,
ancien député et ancien sénateur,
officier de la Légion d'honneur,

leur épouse, père, beau-père, grand-père et arrière-grand-père, survenue le 14 juin 1987, à Saint-Amand-Montrond (Cher), dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Ses obsèques ont eu lieu, le mercredi 17 juin 1987, à Laroche-Bernard (Allier), dans la plus stricte intimité.

Les Chantignoux,
03360 Saint-Bonnet-Tronçais.

[Aggravé, né à Sfax (Tunisie) le 12 février 1899, M. Louis Brunet avait été élu député (groupe du Rassemblement des gauches républicaines) de la première et de la deuxième Assemblée nationale constituante (1945 et 1946). Il avait été élu le 14 janvier 1947 au Conseil de la République au titre de sénateur des Français de Tunisie, et réélu en novembre 1948.]

— Sao-Paulo (Brésil), Pernes-des-Fontaines (Vaucluse), Paris, Nice.

M. et M^{me} Francis de Camaret,
M. et M^{me} Patrice de Camaret et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Louis de Camaret,
M. et M^{me} de Camaret, née de Camaret,
M. et M^{me} C. Michel, née de Camaret,
M. et M^{me} Gérard de Camaret,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles de Camaret, Dechelette,
parents et alliés,
Le général Pierre de Bénévoille,
compagnon de la Libération,
ont le douleur de faire part du décès de

M. Michel de CAMARET,
ambassadeur, député européen,
inscrit au groupe parlementaire
du Front national,
commandeur de la Légion d'honneur,
compagnon de la Libération,
Militaire Croix,
croix de guerre 1939-1945,

rappelé à Dieu, le 24 juin 1987, muni des sacrements de l'Eglise, à Paris, dans sa soixante-troisième année, et l'associé, dans leur souvenir, à son frère,

Alain de CAMARET,
médaille de la Résistance,
mort en déportation à Bergen-Belsen,
le 15 avril 1945.

L'obédience religieuse sera célébrée, le mardi 30 juin 1987, à 11 heures, en l'église Saint-Jacques, 167, boulevard Bineau, à Neuilly.

Cet avis tient lieu de faire-part.

(Lire page 8.)

— M^{me} Marcelle Gignat,
M. et M^{me} Jean-Loup le Forestier,
M^{me} Brigitte le Forestier,
Eric, Nicolas, Perrine, Stéphanie,
Clotilde, Anne,
ont le douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean le FORESTIER,
née Anne-Marie Barthes,

leur sœur, mère et grand-mère, munie des sacrements de l'Eglise.

L'obédience religieuse a été célébrée en l'église de Chantigny, le vendredi 26 juin 1987, à 15 heures.

Lebanon, Chantigny,
58240 Saint-Pierre-Le Moine,
79, rue de Chézy,
92200 Neuilly,
76, avenue des Baumettes,
06000 Nice.

— Cholet, Nantes, Rocquencourt,
Paris, Saint-Leu-la-Foret.

M^{me} Yves Forgeau,
née Nadine Tanguy,
M. et M^{me} Gilbert Forgeau,
M. et M^{me} Pierre Tanguy,
M^{me} Annie Forgeau,
M. François Delpla,
Vivien,
ont le douleur de faire part du décès de

docteur Yves FORGEAU,
dans sa trente-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 25 juin, à Nantes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Claude Prieur,son épouse,
Benoît, Blandine et Mathieu,
ses enfants,

Les familles Prieur, Wiedor, Chailoux et Yvon,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-René PRIEUR,

survenue le 15 juin 1987, dans sa cinquante-huitième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, au temple de Molins-en-Queyran, le 19 juin 1987. Les personnes désirant rendre hommage au défunt pourraient se manifester par un don à l'Association France-Parlancan, 49, rue de Mirabeau, 75016 Paris.

1-5, boulevard de Saint-Quentin,

92050 Amboise,

36, rue Monge,
75005 Paris.— Lyon, Saint-Mandé, Brignais,
Bourg-en-Bresse.

Le docteur et M^{me} Etienne Chaurvit,
M. et M^{me} Albert Petit
et leurs enfants,
M. et M^{me} Roland Mourer
et leurs enfants,
M. et M^{me} Yves Chaurvit
et leurs enfants,
M. et M^{me} Olivier Petit
et leurs enfants,
M. et M^{me} François Ross
et leur fille,
ont la douleur de faire part du décès de

Lawrence SERVAN-CHAUVIRE,

leur fille, sœur, belle-sœur et tante, survenue dans sa quarantième année, le 11 juin 1987, des suites d'une longue maladie.

Remerciements

— Les amis de
LIPKOWICZ,
artiste peintre,
ancien député de la dernière guerre,
remercient vivement toutes les personnes qui l'ont accompagné jusqu'à sa dernière demeure, le 22 juin 1987.

Anniversaires

— Pour ce premier anniversaire de
Maurice MANOUSSOS,
né Paris,

a quitté les siens, son oncle, son père, le samedi 27 juin, à 10 heures, dans la crypte de l'église Notre-Dame-d'Auteuil, Paris (16^e).

— Il y a un peu plus d'un an mourut brutalement

Michel KUBAUT,

éprouvé par les conséquences d'un choc-magasin prolongé.
Ses amis d'ontout pas ses compétences originales, ni son intérêt pour la lecture, ni surtout son rire dévastateur.

Souvenirs de thèses

— Université Paris-IV. — Le lundi 29 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Philippe Nemo : « La société de droit selon P. A. Hayek ».

— Université Paris-IV. — Le lundi 29 juin, à 14 heures, amphithéâtre Descartes, 17, rue de la Sorbonne, M. Jean-Claude Chouli : « La conception du monde et du pouvoir en France, XIX^e et XX^e siècles ».

— Université Paris-VIII. — Le lundi 29 juin, à 15 heures, salle G 201, M. Mohammed Fakhali : « La conception du monde et du pouvoir en France, XIX^e et XX^e siècles ».

— Université Paris-I. — Le lundi 29 juin, à 10 heures, amphithéâtre Descartes (centre Fontaine), M^{me} Koutoupa, épouse Rangakos Evangelia : « Le pouvoir discrétionnaire de l'administration interventionniste au droit français ».

— Université Paris-VIII. — Le lundi 29 juin, à 14 heures, salle F 288, M^{me} Geneviève Hoffmann : « La jeune fille, les pouvoirs et la mort dans la société athénienne du V^e siècle ».

— Université Paris-III. — Le lundi 29 juin, à 13 h 30, salle Bourcier, M^{me} Mireille Gouaux : « Recherche sur l'imaginaire, marxisme et psychanalyse ».

— Université Paris-II. — Le lundi 29 juin, à 17 h 30, à l'Institut de criminologie, escalier J, 1^{er} étage, M. Armand de Ponthaud : « La distribution sélective. Aspects juridiques et économiques ».

— Université Paris-I. — Le lundi 29 juin, à 14 h 30, amphithéâtre Lefebvre, Sorbonne, M^{me} Geneviève Tancin-Clancy : « Esthétique de la violence ».

— Université Paris-I. — Le lundi 29 juin, à 14 heures, salle L 12, place du Panthéon, M^{me} Roselyne Rey : « Naissances et développement du vitalisme en France, de la deuxième moitié du XVIII^e siècle à la fin du Premier Empire ».

ECONOMISEZ 30%

Achetez directement
aux prix fabricant

TAPISSEMENTS

Tous styles

Toutes dimensions

COROT

39, av. de l'Opéra Paris

Tél. 42.60.58.20

65, Champs-Élysées Paris

4^e étage

Le
ou

par Patrick

L'États
de la République
française, le 27 juin 1987,
à Paris, en l'église Saint-Jacques,
167, boulevard Bineau, à Neuilly.
L'obédience religieuse sera célébrée,
le mardi 30 juin 1987, à 11 heures,
en l'église Saint-Jacques, 167, boulevard
Bineau, à Neuilly.

YVALLER
signe officiel
de la République
française, le 27 juin 1987,
à Paris, en l'église Saint-Jacques,
167, boulevard Bineau, à Neuilly.
L'obédience religieuse sera célébrée,
le mardi 30 juin 1987, à 11 heures,
en l'église Saint-Jacques, 167, boulevard
Bineau, à Neuilly.

Plus vite, moins cher!

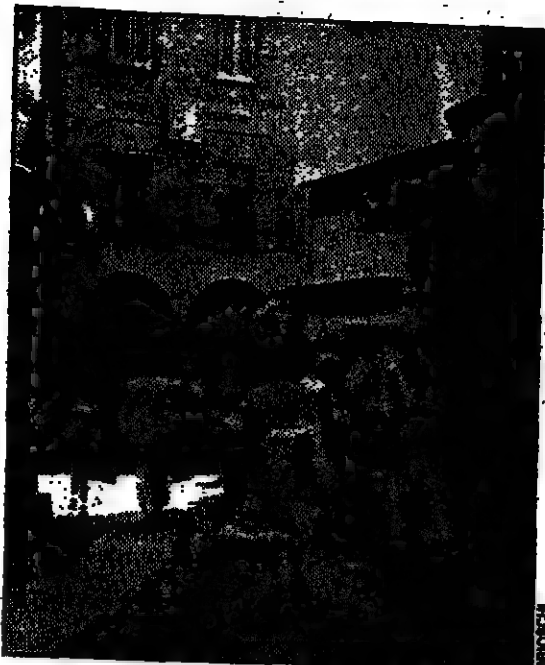
VENTE A DES PRIX EXCEPTIONNELS
des derniers modèles 1987 en stock

- 205 GTI 130 CV (GRIS FUTURA, GRIS GRAPHITE, NOIR)
- 205 XR 1124 cm³, 4 vitesses (BLANC, BLEU MING, GRIS GRAPHITE, ROUGE MÉTAL)
- 205 XT (BLANC, GRIS WINCHESTER, GRIS GRAPHITE)
- 205 SR (GRIS FUTURA, BLEU TOPAZE, GRIS WINCHESTER)
- 309 XL Profil (GRIS FUTURA, BLANC NEIGE)
- 309 GT (GRIS FUTURA, BLANC, ROUGE, GRIS GRAPHITE)
- 309 diesel, 5 portes (BLANC, GRIS WINCHESTER, BLEU TOPAZE)
- 309 Chorus (BLANC)

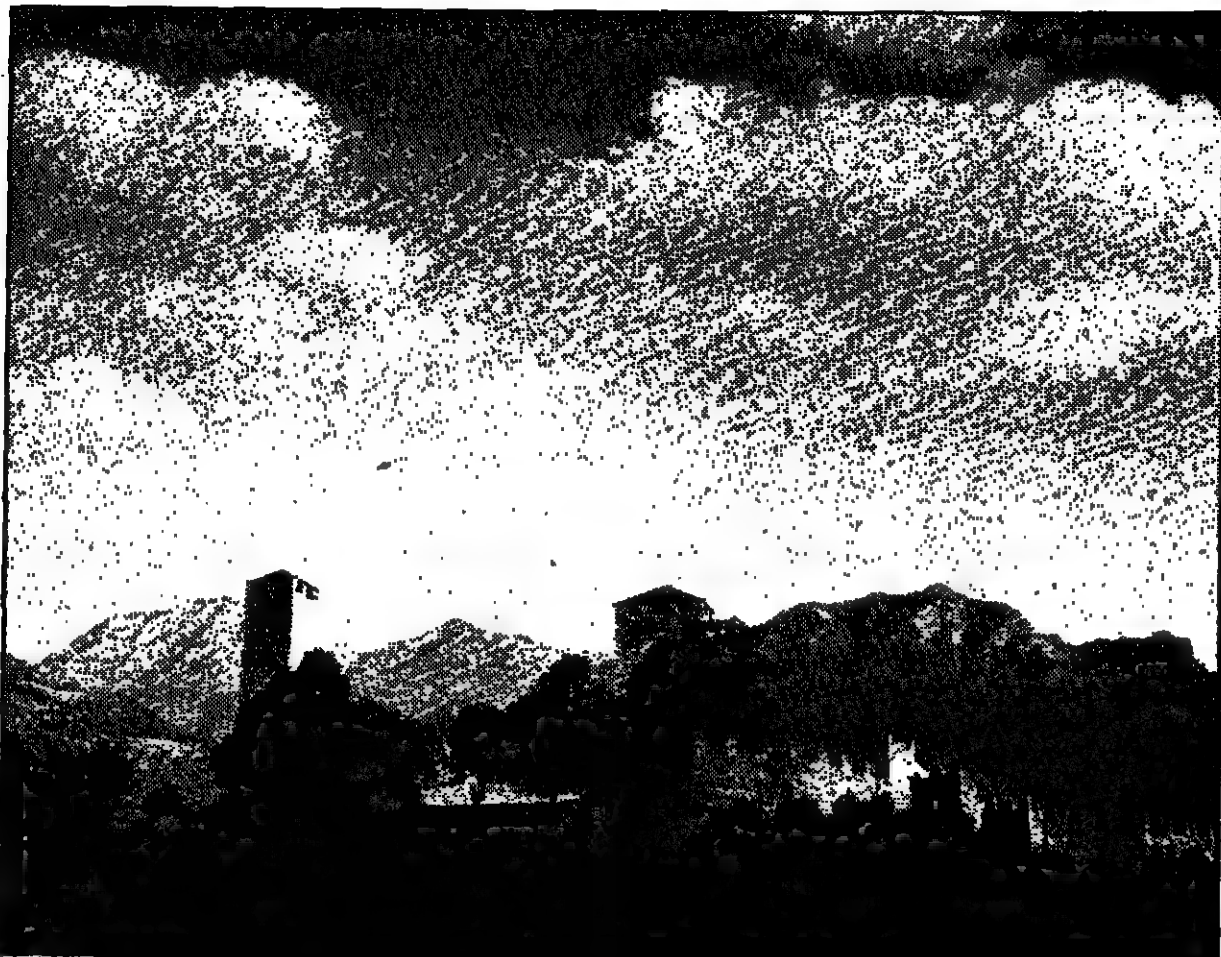
PEUGEOT NEUBAUER
c'est la garantie du prix et du service!

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Le Monde SANS VISA



Comment faire retrouver son identité à ce canton de Suisse submergé par les visiteurs venus du nord ? Un homme mène croisade.



Le Tessin ou les mandolines à l'allemande

par Patrick Francès

Le Tessin ? Une partie du versant méridional des Alpes suisses. Adossé au Saint-Gothard, mais enfoncé en coin, vers le sud, jusqu'à l'orée de la plaine lombarde. Un drôle de canton. Qui aurait son portefeuille en Helvétie et son cœur en Italie. Et où l'on passerait du sapin au palmier, du bouleau au bananier. Une Suisse mi-figue mi-raisin. D'un côté, des sommets enneigés et un climat plutôt rude. De l'autre, une atmosphère méditerranéenne propice aux lauriers, aux minimes et aux magnolias. Une Suisse exotique, presque tropicale. A dormir debout. Guillaume Tell sur la Riviera. Avec, pour perles, deux lacs - le lac Majeur et le lac de Lugano - situés au-dessus du niveau de la

mer ! Une Suisse sans dessus dessous. A perdre le nord.

Heureusement, il y a Marco Solari, quarante-trois ans. Qui parle allemand, français, espagnol, anglais et italien. Et qui, surtout, sait si bien parler de « ce pays de misère où, en février, au siècle dernier, les femmes grattaient sous la neige pour trouver l'herbe que l'on faisait bouillir, pour s'en nourrir ». Une région vidée de ses hommes qui, fuyant la famine et le chômage, gagnaient l'Italie, l'Allemagne, voire l'Amérique.

Le combat d'un condottiere

Fils de fonctionnaire fédéral, son « exil », Marco Solari le vivra à Berne. Avec la nostalgie d'une terre perdue, entre les temps d'éphémères vacances. Jusqu'au

jour où il est choisi pour diriger l'Office du tourisme tessinois. Au-delà d'un mandat touristique, l'occasion de défendre une cause chère à son cœur : la dignité tessinoise. Un condottiere venait de trouver son combat, un croisé sa croisade.

An départ, il y a le tourisme. C'est-à-dire, pour ce canton trône-misère, plus qu'une simple bouffée d'oxygène : la panacée, la voie du salut, la terre promise. Mais à quel prix ? Tout commence en effet avec la révolution ferroviaire qui, au début du dix-neuvième siècle, déverse sur le Tessin des flots de vacanciers nordiques émerveillés de découvrir, passé le Gothard, un peuple si joyeux et des citronniers en fleur. Avec, pour résultat, un Tessin réduit à un cliché en forme d'équation : Sud = soleil + galets + liberté, y compris dans le domaine sexuel. Une image erro-

née mais qui devait, désormais, lui rester.

Plus grave. Pour satisfaire ces touristes-là, les Tessinois trichent. Les visiteurs veulent des mandolines, des tavernes pittoresques, des cortèges et autres fêtes des vendanges ? Ils exigent « leur » couleur locale ? Qu'à cela ne tienne : on leur en donnera pour leur argent. Histoire de coller à l'image que le tourisme « mittel-européen » se fait du Tessin. Le piège se referme. Derrière la poule aux œufs d'or apparaît une menace mortelle pour l'identité du canton. Des politiciens, des intellectuels s'en émeuvent. Marco Solari aussi, pour qui le tourisme ne saurait se réduire à « une banale transaction économique ».

En juin 1981 paraît une brochure de l'Office tessinois du tourisme. Douze pages d'un texte étonnant et détonnant. Son auteur ? Un chroniqueur de la Suisse romande invité, de son propre aveu, « à dire un peu de mal du tourisme local dans le but d'en améliorer l'image de marque ». Son titre ? Tessin : ombres et lumières de notre soleil. Un Tessin qui sort quelque peu ébouriffé de cet exercice décapant où l'humour s'en donne à cœur joie.

Un pavé dans la mare

On y précise ainsi que « la pluie y tombe autant qu'ailleurs... mais pas en même temps ». On y constate également que « le touriste raffole du folklore, surtout frelaté », et que, là aussi, « le deuschmark n'a pas ramené l'authenticité ». A preuve ces « cortèges aseptisés, un rien amnésiques » et ces « fêtes commerciales pas moins culturelles que celles de Genève ».

Rien n'est épargné, ni les lacs locaux « contenant ni plus ni moins qu'ailleurs ces agents phosphoreux dont la chimie moderne a tiré l'efficacité de ses engrais et la rapidité de nos lessives », ni ces « charmants petits marchés touristiques où d'authentiques Hollandais viennent marchander des souvenirs typiques, sans remarquer qu'on vend les mêmes

à Amsterdam, vu qu'ils sont « made in Japan ». Ni, encore, « certains « musées » à vocation rurale dont les collections récupérées dans les vallées - une grenouille, deux serpents et trois râteaux - ont échappé de justesse au magasinier de l'Armée du Salut ».

On solda !

Aujourd'hui encore, on lit avec un plaisir mêlé d'admiration ce pavé dans la mare, toujours diffusé, et dont on imagine fort bien qu'il a dû, à l'époque, faire rire jaune les Tessinois, spectateurs, voire complices, de cette mauvaise action consistant à solder l'italianité de leur canton aux Suisses allemands et aux Allemands.

« Si vous deviez tomber en panne près d'un hameau retiré, conseillait la brochure, arrangez-vous pour que ce soit dans une Mercedes et demandez un dépanneur en allemand... » Et d'évoquer « l'inondation du mark, ce fleuve du Nord qui envahit un peu plus chaque été les terrains à vendre et les scrupules à acheter ».

Des scrupules, c'est en tout de Marco Solari d'en avoir. Qualifié de « héros de l'italianité » par Laurence Mermond (1), « il signore direttore » n'entend jouer ni les stars ni les provocateurs. Réaliste, il refuse de s'engager sur la voie glissante qui, pour un responsable du tourisme, consisterait à partir en guerre contre ces pacifiques Germains qui, s'ils représentaient toujours une certaine menace, n'en constituent pas moins la clientèle logique, celle qui tombe, naturellement, du nord vers le sud, dans l'escalier du Tessin.

Prédicateur tourmenté, idéaliste habité par sa cause, Marco Solari ne pouvait pas se pas tirer la sonnette d'alarme. Pour découvrir, finalement, que s'il était facile de démonter puis de déconstruire les clichés truqués et les images tronquées, il était difficile de remplacer un mythe qui se vend aussi bien. D'où le discours tenu aujourd'hui par le chœur de l'italianité.

(Lire la suite page 14.)

(1) Des villes en Suisse, éditions Autrement.

Carnet de route

YALLER

La ligne Paris-Berne-Lugano est exploitée conjointement par Air France et Crossair, au départ de l'aéroport Charles-de-Gaulle (aéroport 1). Deux vols quotidiens du lundi au vendredi et un vol les samedis et dimanches. Liaison assurée en SAAB 340 équipée de 33 sièges en classe éco. L'aller-retour Paris-Lugano coûte 1 605 F (un tarif « visite » c'est-à-dire avec réservation, émission et règlement du billet émis avant et retour au plus tôt le dimanche suivant la date de départ et, au plus tard, trois mois après cette date).

FORMALITÉS ET MONNAIE

Carte d'identité ou passeport en cours de validité ou périmé depuis moins de cinq ans. Actuellement 1 F suisse vaut environ 4 F français.

QUAND ?

Parmi les nombreuses manifestations prévues, citons le Festival de jazz de Lugano (du 30 juin au 2 juillet) ; le Festival international du film de Locarno (du 5 au 16 août) ; les semaines musicales d'Ascona - Locarno (du 25 août au 20 octobre) et les festivals de marionnettes de Lugano et d'Ascona en septembre. Sans oublier, du 2 au 4 octobre à Lugano, la fête des vendanges. A noter : l'exposition exceptionnelle présentée du 9 août au 15 novembre à la Villa Favaria

de Lugano/Castagnola sur les impressionnistes et post-impressionnistes des musées soviétiques. Quarante toiles de Monet, Renoir, Cézanne, Gauguin, Matisse et Picasso provenant de l'Ermitage de Leningrad et du musée Pouchkine de Moscou. Avec, en plus, la collection permanente Thyssen/Bornemisza des Maîtres européens du XIX^e au XVIII^e siècle, une des plus riches collections privées du monde.

A cette occasion, deux initiatives à signaler. L'une du voyageur Athénien (8, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris, tél. : 47-23-65-94), qui organise un voyage spécial du 24 au 27 septembre : 5 950 F par personne, en chambre double, transport, hébergement et repas compris. L'autre de l'Office du tourisme de Lugano qui propose, sur place, un forfait spécial de trois nuits et quatre jours à des conditions avantageuses. Se renseigner auprès de l'Office national suisse du tourisme (11 bis rue Scrive, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45).

HOTELS

Un forfait d'une semaine, « Lugano sur mesure », est proposé par un groupe de huit hôtels. A partir de 630 F suisses en demi-pension. Se renseigner à l'Office suisse. Recommandons, à Lugano,

le Splendide Royal (mobilié de style) et le Grand Hôtel Eden (superbe piscine rétro). A 7 km, à Bosco Luganese, un magnifique Relais et Châteaux, l'hôtel Villa Margherita. A Ascona, le Castello Del Sole (piscines, tennis, pratique du golf) constitue un très agréable lieu de séjour avec restaurant haut de gamme. Sans oublier, à 30 minutes de l'aéroport de Lugano, côté italien, la Villa d'Este (tél. : 031/511-471-512-471), une somptueuse demeure seigneuriale dans un jardin qui, à lui seul, est un enchantement. Une perle qui, bien entendu, n'est pas à la portée de toutes les bourses.

RESTAURANTS

A Lugano : Al Portone (91-23-59-95) ; Santabondio (91-54-85-35) ; Gault-Millau présente comme sa découverte de l'année dans le Tessin, Al Faro (54-51-41), excellent restaurant de poissons, et Motto del Gallo (91-93-28-71) dans une auberge du XVI^e siècle. A Ascona : Du Ivo (93-35-10-31) et Giardino (93-36-14-41) à Brissago. A Locarno, le Centenario (93-33-82-22) crédité de 3 toques !

ALIRE

— Guide bleu : Suisse, nouvelle édition Hachette, 198 F.
— Guide vert Michelin, 41 F.
— Des villes en Suisse, un hors-série des éditions Autrement, 85 F.

AIR HAVAS



**NEW YORK
ATHENES
DAKAR
PALMA**

à partir de **2100 F**
à partir de **1290 F**
à partir de **2520 F**
à partir de **850 F**

En vente à la boutique AIR HAVAS
15, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - Tél. 42 90 97 34
et dans les 275 agences HAVAS-VOYAGES.
Conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS.

Havas Voyages : faites la différence

ESCALES



Canaux de Bretagne

Taillées dans les granits et les grès roses, les canaux bretons permettent de découvrir des sites naturels et des vallées encaissées, loin du bruit et de la foule. Six cents kilomètres de voies navigables, rivières et canaux qui conduisent des plus beaux sites de l'Argoat (pays du bois) aux portes de l'Armor (pays de la mer), en traversant des paysages variés : cités anciennes, ports de cabotage, manoirs et forteresses.

Réparties sur ce réseau, quatorze sociétés de location proposent diverses formules : week-end ou semaine, vedettes ou péniches-hôtels. La location d'un bateau (aucun permis exigé) avec draps, vaisselle, assistance technique, assurance et gaz inclus, coûte environ 4 000 F la semaine pour quatre personnes, en haute saison.

Il existe également des croisières à thème (gastro-nomie, culture, sport et détente) avec pilote et guide, de 2 950 à 3 880 F la

semaine, en couchette double. Un prix qui comprend une cabine, les petits déjeuners, les vélos, une planche à voile et un canoë. Informations à la Maison de la Bretagne, 17, rue de l'Arrivée, 75016 Paris. Tél. : 45-38-73-15.

Le funboard dans tous ses transports

Il y a dans le monde quelques sites exceptionnels où les mordus de planche à voile pratiquent le funboard qui nécessite du vent et des vagues. Mais il est devenu de plus en plus difficile ces dernières années de s'y rendre avec son propre matériel : les compagnies aériennes sont réticentes pour transporter planches et gréements, et les douanes de certains pays constituent des obstacles presque infranchissables.

Le principal intérêt des clubs Mistral, qui organisent le transport et l'hébergement, est donc de mettre à la disposition des voyageurs, dans sept pays, une gamme

complète de planches. Chaque club dispose en effet de 80 à 100 flotteurs, d'une gamme de planches de 2,60 à 3,70 mètres et de plus de 120 voiles de toutes dimensions. Il est ainsi possible de pratiquer la planche dans toutes les conditions, même les plus extrêmes. La sécurité est assurée par des moniteurs diplômés, qui donnent également des cours d'initiation ou de perfectionnement à la demande.

L'agence Skyark (8, rue Charlot, 75003 Paris, tél. 49-04-96-97) s'est assurée l'exclusivité de ces clubs pour la France. Elle dispose encore de nombreuses places pour cet été.

Des spécialistes conseillent les destinations en fonction des aptitudes. La Tunisie, les Maldives et le lac de Garde en Italie conviennent mieux à des planchistes moyens. Les confirmés iront à Tarifa en Espagne, à la Grande-Canarie et à Porto Pollo, le dernier club qui vient d'ouvrir en Sardaigne. Et les plus compétents peuvent aller aux deux clubs de la Barbade.



Rodéo dans l'Alberta

On enfle un blue-jeans et une chemise à carreaux, on chausse des bottes pointues et on coiffe le fameux « stetson blanc ». Que la fête commence ! La fête ? Celle du cheval, de l'homme et du bétail. Le plus grand rodéo du monde. Cela s'appelle le « stampede » (rodéo ou ruée) et, dix jours durant (cette année du 3 au 12 juillet), Calgary, dans l'Alberta, vit dans l'ambiance de cet événement spectaculaire, sur fond de musique « country ».

Se succèdent ainsi la parade d'ouverture avec ses chars, ses orchestres, ses majorettes, ses Indiens en costume de cérémonie et ses clubs de rodéo. Puis la fête foraine avec ses jeux, ses courses de tonneaux, ses concerts et ses expositions de bestiaux. Avec, chaque jour, des cavaliers, émérites ou amateurs, lancés à la poursuite de broncos, de taureaux ou de vaches qu'il s'agit de capturer au lasso. Jusqu'au bouquet final : le

course de « chuck-wagons », les cuisines roulantes des cowboys d'autrefois, lancées à fond de train autour d'une piste circulaire.

Renseignements auprès de la division du tourisme de l'ambassade du Canada, 35 avenue Montaigne, 75008 Paris. Tél. : 47-23-01-01.

Masques d'Afrique

Le Festival de masques et danses traditionnelles de Côte-d'Ivoire, qui a lieu à Yamoussoukro du 5 au 9 août, est un événement touristique par les défilés, les jeux, les couleurs et les rythmes, l'animation exceptionnelle qu'il implique. C'est aussi un événement culturel grâce aux expositions et conférences qui entourent les manifestations.

Pour faciliter la rencontre avec cette Afrique-là, CICT (34, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : 43-59-65-19) propose pour cette circonstance un séjour de huit jours qui comprend les vols aller-retour, les transferts, le séjour en chambre double et le petit déjeuner au Président-Sofitel. Du 3 au 9 août, 6 400 F. Supplément simple : 1 125 F.

Un village en Chine

La Chine est immense, inutile et utopique de vouloir tout voir en une seule fois. Plutôt que de traverser ce pays au pas de course, les Amitiés franco-chinoises (Espace Chine, 36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris, tél. : 42-36-37-70 ou



Deux nuits et l'Opéra

43, rue du Palais-Gallien, Bordeaux, tél. : 56-44-32-91), proposent une Chine au quotidien : pendant neuf jours on vit au rythme d'un village du bas Yangtze, Huai, le « fleur de l'Ouest ». Le temps de s'habiller à la culture du ver à soie, au tissage ou à la cuisine chinoise.

On part pour aux travaux des champs, on se promène à bicyclette ou en bateau et, le soir venu, on se rassemble à la « maison de thé » du village pour y écouter les conteurs locaux ou assister à un spectacle. On loge dans l'auberge (modeste mais confortable) construite par les villageois et, si on le désire, une nuit ou deux dans une famille.

Le voyage entier dure vingt et un jours. Le temps de découvrir Pékin, la Grande Muraille, Shanghai, Wuxi (le « Venise chinoise »), Suzhou (où se trouvent, dit-on, les plus beaux jardins de Chine) et même de voguer sur le Grand Canal.

Une occasion unique de vivre la Chine de l'intérieur. Du 12 août au 1^{er} septembre, 16 400 F.

Les dates à choisir sont celles de la programmation. La réservation est confiée à l'agence Reizours (42-46-80-80). Sont à l'affiche Heidegger, Mozart et Verdi. Du premier, on pourra entendre Jules César (les 25 juin, 2 et 11 juillet). Du compositeur italien, Don Carlo (version en italien, avec Nicola Ghiuselev et Karla Rinaldi) les 8, 10, 12, 16 et 18 juillet. De Mozart, enfin, deux opéras moins connus sont donnés à l'Opéra-Comique : La Fanciulla del Telemaco (les 13 et 17 juillet) et La Clemenza di Tito (les 7, 11, 15, et 19 juillet). Un spectacle de ballets (les 27 et 30 juin et les 1, 4, 9, 13, 15 et 17 juillet) est proposé au palais Garnier.

Le Tessin ou les mandolines à l'allemande

(Suite de la page 13.)

Pas question, par exemple, de supprimer la fête des vendanges. « Je ne suis pas un fanatique. Si cette fête devait être l'image que l'on se fait du Tessin, alors on devrait la remettre en cause. Mais si elle constitue un élément touristique parmi d'autres, on peut vivre avec. » Pas question, non plus, de jouer la qualité contre la quantité mais plutôt d'en faire une nouvelle valeur ajoutée du tourisme local. En offrant, par exemple, au-delà du folklore traditionnel, un certain nombre de produits culturels comme le Festival du film de Locarno. Et en visant une clientèle diversifiée où les Français constituent une cible privilégiée.

Ni la Suisse ni l'Italie

Pas évident, toutefois, de « vendre » le Tessin à ces derniers. Pour un Suisse, c'est l'Italie à domicile. Pour un Allemand, c'est une Italie plus proche et, surtout, plus astiquée et plus fiable. Or pour un Français ce canton — quand il est connu — n'est finalement ni la Suisse ni l'Italie, mais une sorte de compromis hybride manquant de caractère.

Pas d'accord, réplique Marco Solari, qui souhaiterait que l'on rappelle aux Français qu'avant l'émigration de la misère, au dix-neuvième siècle, il y eut, aux dix-septième et dix-huitième siècles, une des plus grandes émigrations artistiques du monde lorsque maçons, tailleurs de pierres, peintres, décorateurs, sculpteurs et architectes tessinois se dispersèrent dans l'Europe entière, jusqu'en Russie, où ils devaient notamment construire Saint-Petersbourg et les tours du Kremlin. « C'est le Tessin, ajoute-t-il, qui a inventé la baroque européenne. » Et d'évoquer les dizaines de chapelles et d'églises disséminées dans le canton, notamment l'église de Morcote ou celle de Ponte-Capriasca, où l'on peut admirer une superbe copie de la Cène de Léonard de Vinci.

Reste que la plus belle carte postale du monde ne peut donner que ce qu'elle a : un esthétisme un peu froid, une beauté figée, nonchalante, presque fade. Quelque chose de nostalgique. Une certaine image d'un bonheur apaisé. Un rêve familier, approché certes, mais un rêve quand même. Comme à la Villa Fàvoria, sur le lac de Lugano, écrin raffiné d'une superbe collection privée de tableaux. Chaleur de la pierre, fraîcheur des jardins et des parties, clapiot de l'eau. Une parenthèse. En marge du Tessin et des Tessinois. Rien, somme toute, qui puisse vraiment faire avancer la cause de Marco Solari, même si l'endroit est désormais un haut lieu du tourisme culturel international.

Pour qui souhaite, en effet, raviver « l'orgueil d'être tessinois », ce tourisme-là, haut de gamme et cosmopolite, est une fausse piste. Tout comme celui qui prétendrait ne plus vendre des paysages mais proposer la découverte et le partage d'un patrimoine qui se voudrait autre chose qu'un héritage de fresques décolorées et de vieilles pierres. « Ce

canton, relève d'ailleurs Marco Solari, trop préoccupé par sa misère, n'a pas eu la possibilité de développer ses traditions et sa culture, lombardes et rustiques. » Constat lucide mais peut-être un peu sévère.

Plus chaleureuse, la brochure qu'il avait jadis inspiré observait que, « avec ses misères et ses injustices, le « bon vieux temps » avait, sur le long, l'avantage de la vérité ». Celle de gens simples et pauvres qui, lorsqu'ils tiraient leurs beaux habits de l'armoire pour aller danser, chanter et boire, ne se déguisaient pas mais étaient ce qu'ils montraient. Le patrimoine, c'était ça : une communauté, une identité. Mais aussi la terre, l'eau, le travail et les saisons. Or chacun sait qu'il n'y a plus de saisons, qu'il y a peu de travail, que l'eau est souvent polluée (la pêche a été interdite dans les lacs à la suite de l'accident de

Tobermoby) et que la terre est désertée.

Honnête et lucide, Marco Solari reconnaît volontiers qu'« on reste toujours en dessous de ses idées ». N'empêche, la passion habite cet homme tourmenté qui parle autant avec son cœur qu'avec ses mains. « Aujourd'hui, explique-t-il dans la revue *Austras*, si l'on veut raviver l'orgueil d'être tessinois chez ces Suisses trop souvent considérés comme des citoyens de seconde zone, il faut bâtir un canton économiquement solide afin que, régénéré et décomplexé, le Tessin retrouve une identité propre et solide. »

Etre ou ne pas être européen

Une approche doublée de la volonté de désenclaver un canton pour lequel, à l'instar des régions situées à la périphérie de

l'Europe, isolement signifie immobilisme et déclin. D'où les efforts déployés par Marco Solari pour que la compagnie Crossair, filiale de la Swissair, augmente le nombre et la fréquence de ses lignes internes. D'où, également, sa satisfaction de voir cette compagnie exploiter, conjointement avec Air France, la liaison Paris-Lugano via Berne.

Avec, finalement, l'obsession d'amarrer son canton, voire son pays, à l'Europe. Etre ou ne pas être européen ? Interrogation shakespearienne d'un homme inquiet d'une certaine tendance suisse à se replier sur soi en refusant les défis du futur. Crainte de voir son pays devenir le Disneyland de l'Europe. Conviction qu'il lui faut un jour renouer à la neutralité pour rejoindre la Communauté européenne. Pour Marco Solari, tessinois et européen, un mariage de cœur et de raison.

PATRICK FRANCÉS

HOTELS SEILER
CH-3920 ZERMATT

SOLEIL
EYVISON
EYVISON
EYVISON
EYVISON
EYVISON
EYVISON

Mont Cervin
Tél. : 1941/2966 11 21
Tél. : 472 129

Monte Rosa
Tél. : 1941/2966 11 31
Tél. : 472 129

Schweizerhof
Tél. : 1941/2966 11 55
Tél. : 472 101

Seilerhaus
Tél. : 1941/2967 35 20

Tapis Rouge

LES VOYAGES "PRESTIGE" AUTOMNE 1987

VOYAGE A LUGANO (Villa Favorita)
du 24 au 27 septembre.
Pour l'exposition "Impressionnistes des Musées Soviétiques"

VOYAGE EN BAVIERE (avec Jean des Cars)
du 9 au 11 octobre.
"Sur les traces de Louis II de Bavière"

A BORD DE L'ORIENT-EXPRESS

VOYAGE A ISTANBUL
du 29 septembre au 2 octobre.
Visite de Salzbourg, Vienne, Budapest, Sofia.

VOYAGE A LEIPZIG ET DRESDE
du 14 au 17 novembre.
Avec soirées concert et opéra.

Renseignements et inscriptions :
6, rue Quentin-Bauchart
75008 Paris - Tél. 47 23 65 94
et agences de voyages

NOMADE ?

Une vie à découvrir des voyages insolites

RANDONNÉES & EXPÉDITIONS
des Alpes au Sahara
des glaciers au désert
avec guide et matériel
NOMADE

NOS TOURS DU MONDE 1987
DERNIER départ le 2 octobre

**SINGAPOUR - JAVA
BALI - SYDNEY - TAHITI
MOOREA - BORA BORA
SAN FRANCISCO**

30 jours de Paris à Paris
du 2 au 31 octobre : 25 850 F

LA CROIX DU SUD
5, rue d'Amboise, 75002 PARIS
Tél. : 42 61 82 70 ou 48 81 15 45

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

MERCUREY A.O.C. Vente directe
12 bouteilles 1984 : 460 F TTC taxes dom.
TARIF SUR DEMANDE - Tél. 06-47-13-84
Lods Modès, viticulteurs, 71600 Mercurey.

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHS
VENTEUL 51200 ÉPERNAY. T. 25-58-48-37
Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande.

+ SUISSE LA BONNE ADRESSE

HOTEL VICTORIA
100 lits et confort, tranquillité, sit. privilégiée à 200 m de la gare et du centre des affaires.
Chambres avec radio, TV, ligne téléph. directe. Service 24 h sur 24. Bar et salles de conf. de 10 à 80 places.
48, av. de la Gare - tél. 1941/21-29-57-71 - Tél. 29844
R. HAEGERLI, PROPRIÉTAIRE

Reposez-vous dans notre hôtel de première classe, extrêmement confortable avec arrangement intime.
Whirlpool, sauna et solarium gratuits
Vacances d'été durant lesquelles tout est absolument de première classe.

VILLARS
M. S. Müller CH-1884 Villars-sur-Ollon
Tél. : 19-41/25/35 13 41 Telex 456 203.
Un hôtel de la chaîne SUNSTAR.

→ Vienne agréablement

Même en classe Touriste :
places réservées,
fauteuils plus larges,
repas chauds, boissons,
service raffiné.

Austrian Airlines c'est vraiment différent.
Au départ d'Orly-Sud, 11 vols par semaine.

AUSTRIAN AIRLINES
Réservations : (1) 42.66.34.66
ou votre Agence de voyages.

aint-Ba
l'île en

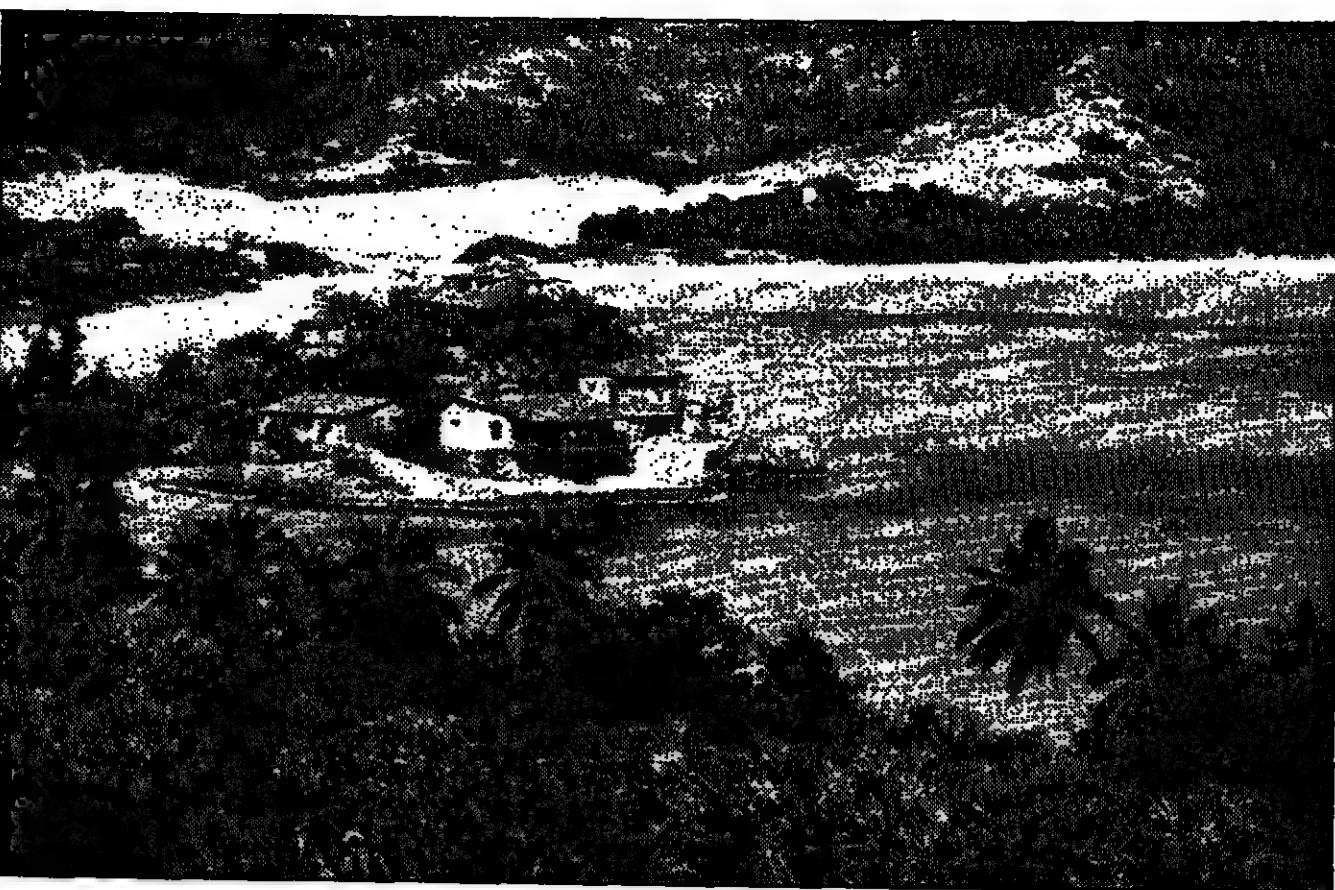
La plus « blanc
se demande
ce que l'au

ACCES V
LES AME
AU MEILLE

ET ENCORE D'AUTRE

Saint-Barthélemy, l'île enfermée

La plus « blanche » des Antilles se demande avec inquiétude ce que l'avenir lui réserve.



BLANSHET MONTAGNIER/AFAP

Le petit bimoteur amorce un large virage au-dessus du port de Gustavia, glisse entre deux mornes (petites montagnes) et fond en piqué vers la piste. Le pilote redresse l'appareil, frôle la route, se pose comme une pierre et avale les 640 mètres de l'étrange bande cimentée avant de s'arrêter à une demi-encablure de la mer la plus bleue du monde. Bienvenue à Saint-Barthélemy!

Ancien maire de l'île, Remy de Haenen fut le premier à tenter, en 1939, cet atterrissage casse-cou. Sous l'auvent de tôle rouge du bar de l'aérogare, ouvert à l'alizé, quelques clients échantillent des potins locaux en attendant les « blaireaux », c'est-à-dire les touristes américains.

Saint-Barth (pour les initiés), l'île mouchetée de poche, est située à 175 kilomètres au nord-ouest de la Guadeloupe; 24 kilomètres carrés de mornes, de plages et de vallées, peuplés par 2 300 habitants, descendants de pionniers normands, bretons et vendéens déposés là, en 1648, par la Compagnie des Indes occidentales. Indéchiffrables. Ils ont survécu aux menaces des

Indiens caraïbes et aux débarquements anglais, pour finalement être abandonnés aux Suédois par la France, en 1784, contre un droit d'entreposage à Göteborg! La mère patrie les rachètera quatre-vingt-dix ans plus tard.

Le « caillou » est toujours blanc. Trop pauvre, les Saint-Barth n'ont jamais importé d'esclaves noirs comme l'ont fait les îles voisines. Les Suédois ont établi un port franc. L'institution est maintenue. Une bonne affaire pour l'avenir.

Trois siècles plus tard, ils sont toujours là. Une quinzaine de patronymes dans les pages de l'annuaire. Deux bons milliers de Lédée, matins de Gréaux, de Guérard, de Blanchard, de Brun, de Bernier, de Magras. Des noms bien de chez nous.

Avec ses cheveux cendrés serrés sur la nuque, Mathilde Laplace ressemble à s'y méprendre aux femmes de la campagne normande. Même accent, mais plus obéissant. L'influence des îles. Lorsqu'on lui demande comment marchent les cultures, elle sourit: « Maintenant la culture

principale, ici, c'est le tourisme. On ne plante plus rien, seulement quelques patates douces et des pois de bois ». [Le joli nom des fèves]. Et elle ajoute: « On dit ici que manger des pois de bois crus, ça fait parler les petits qui ne savent pas ». Allusion volée aux enfants attardés, résultat de siècles de consanguinité entre les quinze familles d'origine.

Sur la route, une tête de mort indique la présence de mancenilliers. Un bel arbre qui ressemble à un pommier, séduisant mais mortel. Croquer sa pomme entraîne une perforation d'estomac et, si l'on s'abrite sous ses branches quand il pleut, il en goutte un jus corrosif d'acide prussique.

En chemin, Mathilde identifie les espèces végétales: cocotiers, flamboyants, lataniers, magnifiques corossols aux fruits exquils, filices ou bois de fer, *bololo*, un drôle de nom pour un genre de mimosa. Mais cette végétation dense ne pose pas de problème de ravage. L'île a perdu ses grands arbres à la fin du dix-neuvième siècle, quand les navires marchands venaient y chercher leur combustible.

Pour la clientèle nord-américaine

La capitale, Gustavia, est une ville miniature. Une centaine de maisons en bois posées sur des sous-bassements de pierre volcanique et regroupées autour du port. Les toitures en tôle ondulée ou en bardeaux sont peintes en rouge et en vert, bordées d'une frise de bois ajouré. Vue d'avion, on dirait une crèche de Noël sous les tropiques. Le premier village des pionniers s'appelait Carénage, un mot qui sent la mer, mais les Suédois le rebaptisèrent du nom de leur souverain Gustave-Adolphe III.

Il reste quelques vestiges de la présence suédoise: l'église, un ancien clocher, quelques belles demeures en ville et un prénom, Nordling ou Nordella. On y rencontre aussi des Clemenceau, des Kléber et une Ingénier. Les rues portent une double plaque: rue Jean-Bart et, en dessous, Fredagatan.

Escalé sous la tonnelle du café-librairie Séléc. Le propriétaire, Marius Stackelborough, est aussi consul général de Suède à Saint-Barth. On attend un grand nordique aux yeux bleus. Marius est grand mais noir, un des rares Noirs de l'île. Trois rues commerçantes où s'alignent des boutiques de produits de luxe détaxés, matériel électronique, accastillage pour les bateaux et grandes marques de la haute couture et du prêt-à-porter, le tout destiné à la clientèle nord-américaine.

Dans les rues, on apprend vite à connaître les « babais », ainsi qu'ils se surnomment entre eux: cheveux blonds, prunelle bleue faïence, vêtus comme des paysans d'autrefois, toujours pieds nus, sauf à l'église. On se chausse devant le Seigneur. Les femmes portent des robes de satinette à carreaux délavées et se couvrent la tête d'un chapeau en paille de latanier, tressée. Les plus âgées restent fidèles à la quichonotte ou calèche, une coiffe aux larges

rebords cachant le visage et qui autrefois tenait les amoureux entreprenants à distance.

Sous leurs allures modestes, les Saint-Barth sont riches, certains millionnaires. On évoque encore ici le fameux échange, en 1958, des anciens francs contre des coupures en nouveaux francs. Les croquants sortirent tant d'argent de leurs bas de laine — près d'un milliard et demi, dit-on — que le trésorier-payeur général dut retourner quatre fois en Guadeloupe pour rapporter de nouveaux billets. L'épargne, tradition paysanne, peut aller jusqu'à la privation. Avant la création d'une cantine scolaire, les enfants ne mangeaient de viande que le dimanche. A quatorze ans, ils n'avaient plus de dents. Depuis, la situation s'est améliorée grâce à une meilleure alimentation. Sur-tout, on se marie plus volontiers avec des « étrangers ». Et les adolescents d'aujourd'hui ont plutôt un air de famille avec les jeunes Californiens.

Ici, ni chômage ni impôts. Le bonheur. Aucun syndicat. Pour quoi faire? Saint-Barth reste une affaire de famille. Le royaume de la propriété privée. Chacun fait fructifier au maximum son patrimoine. A quoi bon cultiver la terre? L'industrie touristique est plus profitable. En fait, le rêve de tout Saint-Barth serait de poser un panier sur la piste d'atterrissage; les avions passeraient en rase-mottes et les passagers lâcheraient leurs portefeuilles!

D'une manière générale, les Saint-Barth sont aimables mais hermétiques. La méfiance est de rigueur, y compris entre familles du même sang. On se chuchote à tout propos et on se fait des procès à n'en plus finir.

Deux mille cinq cents voitures circulent sur les 32 kilomètres de routes qui ceinturent l'île. Un record! Mais la priorité n'existe pas. Ce qui compte, c'est de posséder une voiture, pas de savoir la conduire.

Les fleurs, elles, sont beaucoup plus rares. Dans le cimetière de Lorient, les tombes blanches portent des bouquets en plastique. Un écologiste local explique: « Le drame de l'île, c'est le manque d'eau. Il ne pleut plus assez depuis que les arbres ne sont plus là pour arrêter les nuages. La municipalité a construit une vingtaine de citernes collectives et deux installations de désalinisation, mais c'est insuffisant. Les gens ont toujours été habitués à économiser l'eau, aussi sont-ils choqués par le gaspillage qu'en font les étrangers, pour leurs piscines et dans les hôtels. Cela dit, Saint-Barth est l'endroit « de France » où l'on boit le plus de champagne. »

Au village de pêcheurs de Corossol, au nom de fruit, des maisons de poutres sont séparées de la plage par un mur. Sur un rocher, la statue de Saint-Louis, patron du bourg, veille sur ses fidèles. Une frégate noire plane dans le ciel. Une vieille dame en quichonotte tresse des « amarres », ces filaments de feuilles de latanier, utilisées pour la fabrication des chapeaux. Sourire édenté, elle confie: « C'est

pour ma fille, une coiffure nerveuse pour le dimanche. » La fille apparaît, même visage plissé, même bouche sans dents. On pourrait la prendre pour deux sœurs. Dans la maison, une table, trois chaises en bois, des chromos du Sacré-Cœur et de la Vierge, quelques photos de famille jaunies. Dans un hamac accroché en travers de la pièce, un enfant dort.

Saint-Barth, la plus étrange des Antilles, se cherche un avenir. L'île blanche apprécie de moins en moins de dépendre administrativement de la noire Guadeloupe avec ses velléités d'indépendance. Elle a déjà réclamé, au temps de Remy de Haenen, son autonomie. En métropole, on continue d'ignorer la requête.

MARIE-NOËLLE HERVÉ.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace
Pour vos vacances
68600 ST-HEPPOLYTE
HOSTELLERIE MUNSCH ***
« AUX DIACS DE LORRAINE »
Au pied du Haut-Koenigsbourg, magnifiques forêts, promenades, séjour agréable, demi-pension. — Tél. 89-73-00-09

Côte d'Azur
06310 BEAULIEU-SUR-MER
LE VICTORIA **
80 chambres, salle de bains, w.-c. Piscine, demi-pension. Séjour agréable. — Tél. 93-61-02-26 — Tél. 478-343-5

03240 CAVALAIRE
HOTEL-RESTAURANT
LA CALANQUE ***
« Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Châtres avec TV. Piscine. Tennis. Spéc. poissons. 1/2 pens. à partir de 400 F/jour et par personne. — Tél. 94-64-04-27.

06180 JUAN-LES-PINS
120 m des plages. Juillet - septembre.
HOTEL REGENCY - 93-61-09-39
1/2 pension par jour: douche, w.-c. 380 F pr 2 pers.; bain, w.-c. 420 F pr 2 pers.

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Majestueux hôtel de charme, grand confort, calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-57-42-56 — Tél. 478-4114

HOTEL VICTORIA
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-89-39-60
Plein centre-ville. Calme.
Petit parking, grand jardin, climatisé, TV couleur.
Tél. direct, minibar.

Montagne
05490 SAINT-VÉRYAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rpg. Site classé. Stat. village. Piste, fond. Plus luxueux d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD + TENNIS
Chambre et duplex + cuisine, dep. 350 F pers./sem. Tél. 92-45-82-08.
BEAUREGARD + TENNIS + PISCINE
Pensions 1190/1580 F sem. Demi-pens. 910/1400. Tél. 92-45-82-62.

JURA
JOLI JURA VERT - 84-48-30-09
Pension complète une sem. et compris, 999 F/sem. 1/2 pens. 116 F/jour. Forfait enfant. Animaux accept.
Hostellerie L'HORLOGE
RN 75, 39130 PONT-DE-FRATTE

05390 AIGUILLES
Pleine nature, randonnées, piscine. Pensions compl. 1450 F par jr. (16) 92-45-70-45.
CHALET-HOTEL SUPER 2000
05390 AIGUILLES

Périgord
PRÈS DE MONTAZIER
HOTEL LA CLÉ DES CHAMPS
Nour. Plaisance. Pratices. Circuits pédestres et cycl. Equit. 2 km. Taxis ch. w.-c. + bain. Pensions compl. 185 et 245 F.
MAZEYROLLES, 24550 Villefranche-du-Périgord. Tél. (16) 53-29-95-94.

Provence
Vacances d'été dans le Midi
une adresse
HOTEL DU COMMERCE **
36630 GONDARGUES
(GARD, PROVENCE, LANGUEDOC)
Nour. loisirs: baignade, pêche, tennis, spéléologie, canot-kayak, discoth., randonnées pédestres, excursions en car dans toute la région. Calm., qual., calme, repos. Documentation gratuite sur demande.
Tél. 66-82-28-68.

Roussillon
06140 CANET-PLAGE
A 150 mètres de la plage
HOTEL LE MARENDA **
Tél. 68-80-35-30.

Italie
VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation: 41-52-32-333 VENISE.
Tél. 411150 FENICE I.
Directeur: Dante Apollonio.

Suisse
LAC MAJEUR
LOCARNO
GRAND HOTEL
Complètement rénové. Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dr. A. COTTI
Tél. 19-41/93/330283 - Tél. 846143
Via Sempione, CH 6600 LOCARNO.

TOURISME
SÉJOUR ENFANTS ÉTÉ 1987
(Haut-Doubs, alt. 900 m)
Yves et Liliane (36 a.) accueillent vos enfants dans ambiance familiale, dans ancienne ferme XVII^e, restaurée, au milieu des pâturages et forêts. 12 enfants maxi. pour garantir qualité, chères avec a. de bus, tennis, poney, rand. pédestres, découverte milieu rural, fabric. du pain.
Px 1400 F/sem./enfant.
Tél. 16 (81) 38-12-51.

ACCESS VOYAGES

LES AMÉRIQUES AU MEILLEUR PRIX

NEW YORK	AS	AR	SAN DIEGO	AS	AR
ANCHORAGE	2800 F	1950 F	SAN FRANCISCO	1900 F	2600 F
ATLANTA	2800 F	2300 F	SEATTLE	1900 F	3800 F
BALTIMORE	1200 F	2300 F	WASHINGTON	1500 F	2500 F
BOSTON	1200 F	2300 F	EDMONTON	2710 F	4100 F
CHICAGO	1400 F	2300 F	CALGARY	2200 F	4100 F
CLEVELAND	1500 F	2300 F	MONTREAL	1200 F	2200 F
DALLAS	1500 F	2300 F	TORONTO	1600 F	2800 F
DENVER	1800 F	2300 F	WINNIPEG	2300 F	4300 F
DETROIT	1500 F	2300 F	BOGOTA	2800 F	4500 F
HOUSTON	1500 F	2300 F	BUENOS AIRES	4700 F	5200 F
LAS VEGAS	1800 F	3000 F	DARWEN	2910 F	4020 F
LIS ANGELES	1800 F	3000 F	LIMA	3500 F	5920 F
MIAMI	1800 F	3000 F	MEXICO	2400 F	4200 F
NEW ORLEANS	1500 F	2300 F	SAO DE JANEIRO	2700 F	4800 F
ORLANDO	1500 F	2300 F	SAO PAULO	3800 F	4500 F
PHILADELPHIE	1500 F	2300 F	GENEVA	N/A	8900 F
PHOENIX	1800 F	3000 F	LIJANAH	N/A	8900 F
PITTSBURGH	1500 F	2300 F	TOKYO	3800 F	7500 F
PORTLAND	1800 F	3000 F	TAIPEI	N/A	5700 F
SAINT-LOUIS	1500 F	2300 F	AUSTRALIE	4400 F	7470 F

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS
RÉDUCTION POSSIBLE EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AFFAIRES
ACCESS VOYAGES

6, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Métro et RER Châtelet-Les Halles
Tél. (1) 4013 02 02 ou 42 21 48 94

JEUX

échecs

N° 1234

INTERPÉRIES

Dictionnaire des
Amateurs, 1987

Blancs : J. Van der Wiel

Noirs : J. Thirion

Dictionnaire des
Amateurs, 1987

ECHecs N° 1234

1. f4 e6 (a) 18. Cg3 Cg5
2. d4 d5 19. 0-0 (b) Fg7
3. f5 (b) Ff5 20. a3 (m) Td8
4. Cg3 (g) d4 21. Fd1 (n) d3
5. g4 Fg6 22. Cg3 Cg4
6. Cg3 (a) (f) 23. Cg4 (o) Fxg4
7. h4 fxe5 24. Fxg4 Cxg4 (p)
8. h5 Ff7 (f) 25. fxe5 Txf7+
9. dxe6 Cg7 26. Rxf1 Cg2 (g)
10. f4 Dd6 (a) 27. Rg1 Cxg1
11. Fg2 (h) 0-0-0 28. Cg5 (r) Dxd5
12. h3 Cg7 29. Fxh7+ Rxd7 (s)
13. Cg4 Dg7 30. Dg3+ Rxe6 (t)
14. Fg3 d5 31. Fd5+ Rxe6
15. e4 (i) d4 (j) 32. Dd7 (u) Dg3+
16. Ff2 g3 (k) 33. Alouba (v)
17. hxe5 Fxg4

NOTES

a) Une préparation sérieuse et une grande confiance en soi sont nécessaires pour choisir la « Caro-Kann » face au grand spécialiste de cette ouverture qu'est Van der Wiel.

b) Dont une des armes favorites est justement la variante d'avance. Au cours du même tournoi, Van der Wiel, qui avait remarqué que Karpov jouait volontiers avec les Noirs la suite 4... Cg7 (après 3. Cg2, dxe4 ; 4. Cg4), réussit à placer contre l'ancien champion du monde une botte bien préparée : 5. Fd3,

Cg5 ; 6. Cg2, f6 ; (et non 6... b6) à cause de 7. Cg6, f6 ; 8. Dd5+, Cg5 ; 9. Fg6 mat) ; 7. Cg1-f2, Karpov joue 7... Dc7 (après 7... b6 ; 8. Cg6, Dd7 - ou 8... f6 ; 9. Fg6+, Rg7 ; 10. 0-0- ; 9. 0-0, f6 ; 10. Fg6+, Rg7 ; 11. Ff4 les Blancs ont une forte attaque comme dans la partie Geller-Medvedev (Sovchi, 1986), et entre dans un tournoi tactique peu agréable après 8. Dd5, h6 ; 9. f6, hxe5 (et non 9... fxe5 ; 10. Dd6+, Fg7 ; 11. Df7+, Rg8 ; 12. Cg6 mat) ; 10. Fxh7+ Rg8 ; 11. Cg5, Cg6. Van der Wiel poursuivait par 12. Fxg6 (au lieu de 12. g3 et 13. Ff4) et parvint à son adversaire de sauver un demi-point.

c) On a 4... f4, l'arme de Tal contre Botvinnik en 1961, h6 ; 5. g4, Fg7 ; 6. h5, g5. Derrière le développement de C-D, on trouve l'idée suivante : lorsque les Noirs auront joué le pion e en e6, il sera possible d'attaquer le Ff5 par g2-g4 et le F-D ne pourra plus se replier en d7.

d) Avec la menace b4 et Cf4.

e) La contre-attaque 6... g5 est logique. Après 7. h4, h6 ; 8. Fg3, Dd6 ; 9. Dd2, Cg6 ; 10. 0-0-0, h5 Karpov sortit sans problème de l'ouverture contre Sokolov (Linares, 1987). Thirion choisit un autre chemin, peu estimé des théoriciens.

f) Et non 8... dxe4 ; 9. hxe5, dxc3 ; 10. Td1 et les Noirs peuvent abandonner.

g) On 10... Ff5 ; 11. Cg4, Dd6 ; 12. Cg2.

h) La partie Marinovic-Campora (Nico, 1985) continua ainsi : 11. Cg4, 0-0-0 ; 12. a3, g5 ; 13. Cg3, Cg7 ; 14. b4, cxb4 ; 15. axb4 ; Cg6 ; 16. Cg4, Dd6+ ; 17. Fd2, Dd4 ; 18. Rf2, Cg5 un sacrifice probablement incorrect qui laisse le victorieux aux Blancs.

i) Une suite un peu trop tranchante. 15. 0-0 était sans doute dangereux mais le R blanc ne peut rester au centre longtemps.

j) Le sac positionnel a ici priorité sur le tactique issue de 15... Cg4 ; 16. hxe5, Cxg5 ; 17. Dd3, Cg4 ; 18. Cg5 etc.

k) Toujours le jugement positionnel. Alors que les Noirs contrôlent le centre et ont leur R en sécurité, les Blancs ont tellement avancé les pions que leur R est exposé à toutes intermédiaires.

l) On 20. Cg4, h5

m) Si 21. Dd2, Cxh1

n) 23. Cg5 restait la dernière chance

des Blancs.

p) Ouvrant les voies de passage, un sacrifice était dans l'air.

q) Menace 27... Cg3+ avec gain de la D et 27... Cxh1.

r) Dans cette situation désespérée, Van der Wiel joue le tout pour le tout, sacrifie toutes ses troupes et trouve presque un mat. Il est clair que la continuation 28. Dxa1, Dd5 est inacceptable pour les Blancs qui sont menacés de perdre de 29... d2 et 30... d1-D+ comme de Tg6 comme de Fd6.

s) Forgé.

t) Si 30... Rb8 ; 31. Fg3.

u) Menace 33. Dxa7 mat.

v) Car si 33. Rb1, Dd3+ ; 34. Rg1, Dg4+ ; 35. Rf2, Dd4+ ; 36. Rg2, Tg8+ ; 37. Rf1, Dd4+ ; 38. Rf1, Tg1 mat.

Solution de l'étude n° 1233.

Y. Makhezev et A. Makhezev, 1979

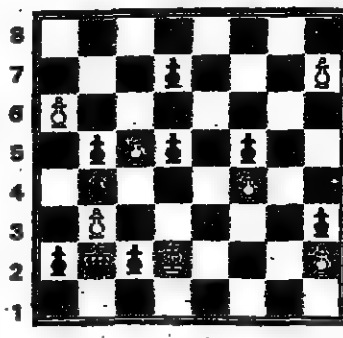
(Blancs : Rd8, Fc7, b6, b4, d5, f7, h6. Noirs : Rb7, Dg6, Fb5, b3, g6, d7, g4, h2.)

1. a5-D+1, Rxa8 ; 2. Rg7, Dd6+1 deuxième sacrifice de D ; 3. Rd6, Rb7 ; 4. f8-D, b1-D ; 5. Dd8+1, Rxa8 ; 6. Rg7, Dd2+ ; 7. d6, Dd6+1 quatrième sacrifice de D ; 8. Rd6, Rb7 ; 9. h7, h2 ; 10. h8-D, b1-D ; 11. Dd8+ le cinquième est le bon, Rxa8 ; 12. Rg7 suivi du mat.

CLAUDE LEMOINE.

ÉTUDE

N° 1234

V. KOVALENKO
(1976)

BLANCs (1) : Rd8, Fc7, b6, b4, d5, f7, h6.

NOIRS (2) : Rb7, Dg6, Fb5, b3, g6, d7, g4, h2.

Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1232

LA THÉORIE
ET LA PRATIQUE

En théorie ce chelem joué dans un Championnat de France aurait pu être réussi, mais en pratique quel est le déclarant capable de le gagner à la table ?

♠ 7
♥ A63
♦ A843
♣ AR954

♠ 84
♥ D752
♦ 0762
♣ D72

♠ N
♥ E
♦ O
♣ S

♠ AY9653
♥ O R D V 105
♦ V8
♣ RD102
♥ RV10984
♦ 1063

Ann. : O. don. Tous vuls.

Ouest Nord Est Sud

passé 1♣ 1♦ 2♥

passé 3♥ 4♦ 4♣

passé 6♥ passé passé...

Ouest a entamé le 8 de Pique pris par l'As d'Est qui a contre-attaqué le Roi de Carreau. Le déclarant a coupé et il a joué le Valet de Cœur

pour le 2, le 3 de Cœur et le 3 de Pique. Comment Michel Bessis propose-t-il de jouer pour gagner ce PETIT CHELEM A CŒUR contre tous défenses ?

Réponses :

Quelle peut être la main d'Est qui, vulnérable, est allé seul jusqu'à 4 Carreaux ? L'entame confirme qu'il a six Piques par As Valet et il décline au moins cinq Carreaux. Il a donc tout au plus deux Trèfles et, pour trouver la douzième levée, il est inutile d'essayer de le squeezer à Pique et Trèfle. D'autre part il n'y a pas de communication à Pique ou à Carreau pour un squeeze dans ces deux couleurs. Alors, que reste-t-il, sinon la double impasse à Trèfle ou un... double squeeze si Ouest a au moins un des honneurs à Trèfle (car il est peu probable qu'il ait Dame, Valet sccs) ?

La ligne gagnante est alors la suivante si le déclarant continue atout :

après le Valet, le 10 et l'As de Cœur, il tire l'As de Trèfle, puis l'As de Carreau (pour le 10 de Trèfle), et coupe un Carreau ; Sud réalise son dernier atout (Roi de Cœur) sur lequel Ouest fournit la Dame de Cœur, tandis que le mort défend un Trèfle et que la situation d'Est est la suivante :

♠ 84 A 9 5 4 ♠ V 9 6 0 D ♠ V
♥ R D 10 ♥ R ♠

Obligé de se garder à Pique, Est jette un Carreau ou un Trèfle :

1) S'il défend la Dame de Carreau, Sud tire le Roi, Dame de Pique pour squeezer Ouest à carreau-trèfle.

2) S'il défend le Valet de Trèfle, le déclarant réalisera ses deux Piques maîtres, puis il fera un tout qu'il termine l'impasse à la Dame de Trèfle (s'il a pris soin de débloquer le 10 de Trèfle).

POUR GAGNER
LA CONSOLANTE

Cette donne provient d'un match exhibition entre l'équipe des Chinois de Téhéran et une équipe américaine où jouaient Dorothy et Alan Truscott. Les annonces et le jeu de la carte sont instructifs.

♠ A543
♥ ARV10
♦ V
♣ AV103

♠ N
♥ O E
♦ S
♣ D96

♠ 10872
♥ 6
♦ A7632
♣ 987

Ann. : O. don. NS vuls.

Ouest Nord Est Sud

1 SA contre 2 O

2♥ contre 2♣

3♣ contre 2♥

Sur le contre de 2 Cœurs Sud n'a pas osé passer, et il s'est retrouvé dans l'obligation de renouer un délicat contrat de manche.

Notes sur les enchères

L'ouverture de « 1 SA » d'Ouest promettait 13 à 14 points conformément à la convention du « Sans atout faible », et le contre du Nord (Dorothy Truscott) montrait une main forte. L'enchère de « 2 Carreaux » était un Tenax alors que, normalement, quand il y a une intervention, cette convention n'est pas employée. Après la « contre » de 2 Carreaux, Ouest a déclaré « 2 Cœurs » avec la certitude que Est avait cinq Cœurs et peut-être six. Sur le contre de 2 Cœurs Sud n'a pas osé passer, et il s'est retrouvé dans l'obligation de renouer un délicat contrat de manche.

PHILIPPE BRUGNON.

scrabble

N° 270

A L'ABORDAGE !

Festival de Vichy 1987. Individuel : premier : Michel Duguet. Deuxième : Alain Duguet (la branche collatérale). Paires : premier : Michel Duguet et Paul Levart. Ce n'est plus un règne, c'est une dynastie. Si vous voulez rejouer la troisième partie de ce Festival, publiée et après, faites-le avant de lire cette chronique, consacrée à la marine à voile. En effet, pour ne pas sombrer dans les profondeurs du classement, il fallait transformer le tirage BEI-NOSW ? en une vergue en forme d'arc-en-ciel. Voici d'autres tirages correspondant à des voiliers : AACEQRU - AEEFGRT - CEEORITV - AAEGLSS - AACEEGL - EEFLOQUU - AAEENRTT - EEEGOLTT - CEHNGOOS - ABGILOT - CEILFFR.

Voici les solutions, nourries de quelques explications : la vergue en forme d'arc-en-ciel est le wishbone, ainsi appelée parce qu'elle ressemble à un bréchet (en anglais : *os du souhait*). Dans la marine de guerre, nous commençons par la CARAQUE moyennaise, très haute sur l'eau ; la

FREGATE est un rapide trois-mâts, plus grande que la CORVETTE ; la GALEASSE (ou GALEACE) et la FELOUQUE, celle-ci plus petite que celle-là, sont des galères à rames et à voiles. La petite TARTANE méditerranéenne a un grand mât avec une antenne (grande vergue oblique) et un beaupré (mât de l'avant, oblique lui aussi). La GOLETTE est un deux-mâts blanc, proche du SCHOONER levé, et de la GALIOTE hollandaise. Enfin le CLIPPER, très rapide grâce à sa énorme surface de voilure, représente la dernière génération de grands voiliers avant l'avènement de la vapeur. On peut en voir un très beau spécimen, le *Cutty Sark*, en cale sèche à Greenwich, près de Londres, ou en effigie, sur certaines bouteilles de whisky.

MICHEL CHARLEMAGNE.

* Festivals de juillet. 4 au 11, La Bresse, tél. : 82-53-61-17. 11 au 18, Prevezin (Grèce), 42-60-30-28. Côte d'Azur, Cannes, 93-99-85-63.

FESTIVAL DE
VICHY3^e manche
30 mai 1987

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant.

Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15.

Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ou mot est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.

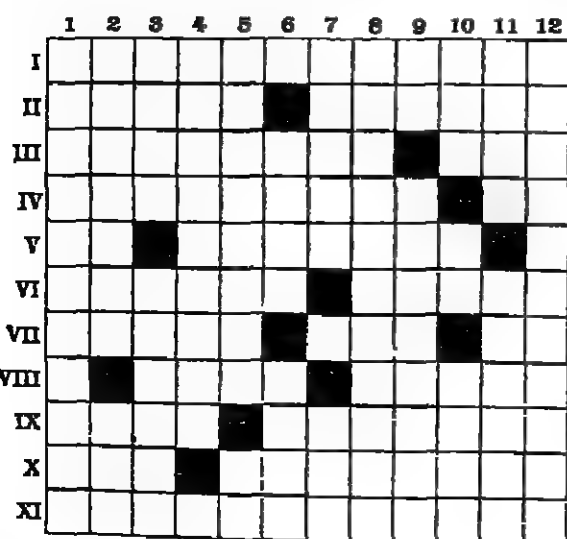
Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (P.L.I.) de l'édition.

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉS.	PTS
1	ACDIOTU	ADOUCEIT	H. 2	76
2	AEJINOS	JETONS	14. F	31
3	AE+BEPTX	EXEAT	15. K	74
4	BY+GILNU	FLINGUE	M. 5	30
5	B+KINSWI	WIS(H)BONE	18. C	70
6	BEISSUYZ	ESSUYEZ	7. 4	70
7	DEIRSTU	WHIST	C. 16	34
8	-DEEENRU	URDU	7. G	19
9	EEER+DTI	DÊTRE(S)SE	5. D	82
10	AEEMNPR	APREMENT (a)	O. 9	89
11	AEIMQVU	VAQUE	H. 1	48
12	EIM+AIST	AMITIES	N. 2	72
13	FLOOORE	FLOOD (b)	D. 1	26
14	ORE+LTUV	OUVERT	4. C	26
15	LEU+AAEK	KART (c)	F. 2	43
16	AEU+AEI	ELUE	E. 11	21
17	AAI+BELO	BIEP	1. A	27
18	AALO+ELN	ANALE	O. 1	28
19	LO+AGENE	ZANI	11. J	26
20	GELO+CP	KRACH	2. F	27
21	GLOF+M	OPÉ	C. 12	19
22				946

(a) EMPAREMENT perd 3 points. (b) Inv. (amphibie) utilisée en photographie d'arrière-plan. (c) KRAAL, 2 F, perd 7 points. 1. D. LEFUR, 945 ; 2. P. LORENZO, 942 ; 3. A. DUGUET, 939.

mots
croisés

N° 463



Horizontalement

1. C'est la marge. - II. Fit venir. La gros est à droite, à gauche, et vice versa. - III. Plein d'invention. Général en Amérique. - IV. Demander assistance non sans insistance. A la noce. - V. Se respectent. Le lilas est de la famille. - VI. Met au sec. Greffer. - VII. Faire son choix dans le bon sens. Avec la note. Mesure. - VIII. Vrai. Vont être jugés. - IX. On l'a à l'enfil. Senteur. - X. Retient le navire. Donne du moulinet sur lit et à la table. - XI. Stimuler.

SOLUTION DU N° 462

Horizontalement : I. Arithmétique. - II. Niveau. Faust. - III. Avenir. Lear. - IV. La. Arlen. Rio. - V. Placé. ESE. - VI. Hèle. Saoulât. - VII. Estampille. - VIII. Bar. Enervés. - IX. Entartrées. XO. - X. Tienne. Nubie. - XI. Ebénistries.

Verticalement : 1. Analphabète. - 2. Rivale. An. - 3. Ivc. Alertée. - 4. Ivo. An. - 5. Haine. Tami. - 6. Mûrissantes. - 7. Se. Amer. - 8. TF. Néopne. - 9. Jal. Suivre. - 10. Querelle. Bi. - 11. Usai. Alexie. - 12. Eurotissées.

FRANÇOIS DORLET.

anacroisés

N° 463

Horizontalement

1. ACÉFILO. 2. EGLOOUV. - 3. EENPRIX (+ 1). - 4. EIN-NOOPS. - 5. EEEIORTUX. - 6. EINSTU. - 7. AEMRTU. - 8. EEESSSU. - 9. ACEEGISU (+ 1). - 10. AACDGINR. - 11. CCEIRU. - 12. ENOSTV (+ 1). - 13. ACEFIR. - 14. AEERT (+ 2). - 15. EEILNNN.

Verticalement : 16. CEEFISU. - 17. AAINNT. - 18. AEELRTU (+ 1). - 19. DEIOSX. - 20. AAEIPRX. - 21. CEILRTU. - 22. EEOGRT. - 23. ACEIR (+ 1). - 24. AEGRLST (+ 1). - 25. DEIORRU. - 26. EEMNSU (+ 1). - 27. AEBNSTU (+ 2). - 28. AEMNNNU. - 29. EELRS (+ 4). - 30. AEEENRUY. - 31. EEEINST.

SOLUTION DU N° 462

1. SAULIER. - 2. ADULES. - 3. ENTRANT. - 4. VEREUSE

Les anacroisés sont

des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent à un nombre d'anagrammes possibles, mais inapplicables sur la grille.

Comme au scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans le premier tirage du Petit Larousse illustré de l'édition.

(Les mots propres ne sont pas admis.)

(REVEUSE). - 5. NEOTIE, orchidée (NETTOIE). - 6. EBENES. - 7. TERCAMES (CREMATES). - 8. TRIERA (ERRAIT RATIER RETIRA TERRAI TIRERA TRAIRE). - 9. HATERENT. - 10. BRILLEE (LIBERALE REBELLE). - 11. REBUTIE. - 12. SIGEZ. - 13. COMTESSE. - 14. SAPHIRS. - 15. COALISA (ASOCIAL). - 16. EGRENE (GENERE GRENEE). - 17. TONNELET (ENTOLENT LETTONNE). - 18. SHUNTAS. - 19. ENOUEE. - 20. SONGERIE (BRIGONS IGNOREES). - 21. SENATEUR (ETER-

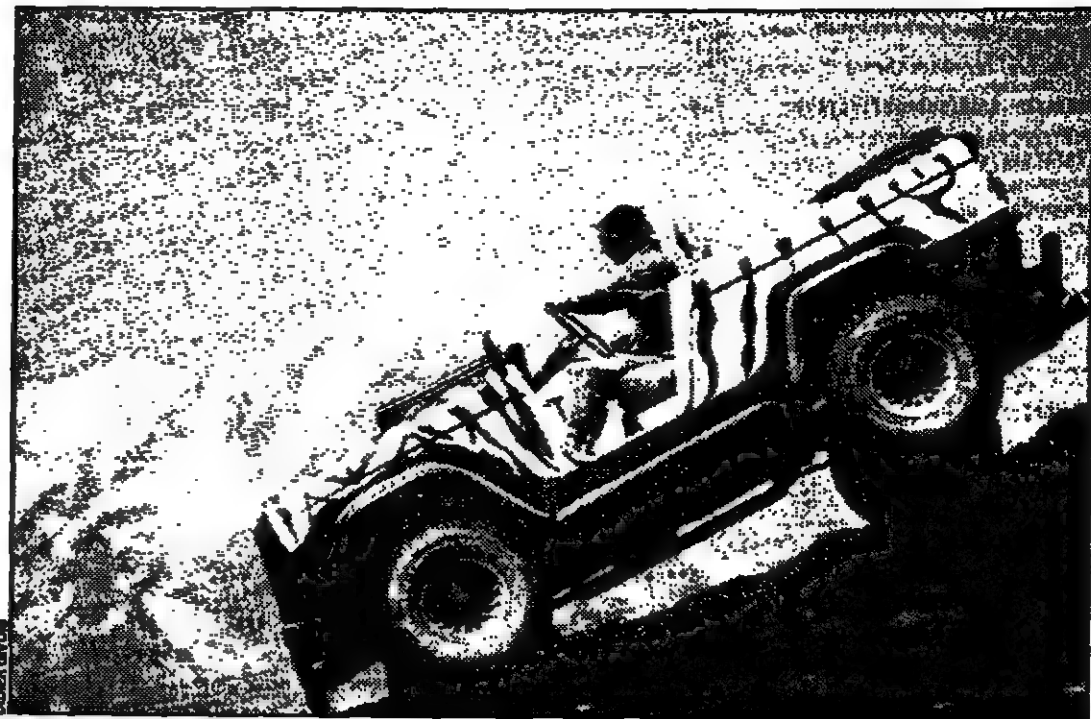
NUAS). - 22. OSERAS (ESSORA). - 23. ENRAGERA (ARRANGEE). - 24. OTORRHEE. - 25. URILCANT. - 26. LATTAT. - 27. UNCI-NEES, ayant un crochet (botanique). - 28. ENIEME. - 29. ERIUMS. - 30. OSERENT (ENTORSE THOENES). - 31. SECOUEE. - 32. DEBATIS. - 33. SONNER (RENONS). - 34. LISSANT. - 35. LENTILLE. - 36. ELEATEE (ETALÉE). - 37. ESSARTEE (ESTERASE). - 38. ZELATEUR.

MICHEL CHARLEMAGNE

et MICHEL DUGUET.

Air à terre

Entretien avec Louis Gentien, directeur général adjoint de Visit France, filiale tourisme d'Air Inter.



■ Qu'est-ce qui a incité Air Inter à se lancer dans le tourisme ?

— Le tourisme de loisirs est un marché naturellement complémentaire des marchés traditionnels « affaires » et « voyages personnels » qui ont assuré le développement d'Air Inter depuis sa création. Les études que nous avons menées ont confirmé l'existence d'une clientèle domestique potentielle très importante en attente de produits « courts séjours » en France. Cette clientèle entend vivre ses vacances comme ses activités professionnelles : efficacement. Ce qui justifie le recours à l'avion. D'où la décision de créer Visit France.

■ Un créneau qui, avant vous, n'était pas couvert ?

— Il n'y avait pratiquement aucune offre organisée proposant, tout au long de l'année, des prestations complètes. Des produits touristiques en France, il y en a des milliers. Notre originalité, c'est l'utilisation de l'avion comme un « plus » inclus dans un produit.

■ Le 1^{er} mai vous avez fêté votre premier anniversaire. Quels étaient vos résultats ?

— Nous fêtons notre premier client, le 1^{er} mai 1986, à la Foire de Paris. En un an, nous avons eu 14 000 clients, ce qui correspond à un chiffre d'affaires d'environ 25 millions de francs.

■ Avez-vous atteint vos objectifs ?

— Nous proposons plusieurs produits. Certains ont mieux marché que d'autres. La formule vedette a été le « week-end escapade » de deux à trois jours offrant un maximum de liberté sur place, un court séjour à la carte sans souci d'itinérance, ce qui confirme notre véritable vocation. Mais nous avons découvert également un marché auquel nous n'avions pas pensé, celui des groupes, qu'il s'agisse de comités d'entreprise ou de voyages de stimulation.

■ Quels sont vos objectifs pour la deuxième année ?

— En année-calendrier, 24 000 clients dont 3 000 clients « groupes », pour un chiffre d'affaires qui devrait se situer entre 45 et 50 millions, la consommation moyenne par client étant d'environ 2 000 F.

Paysages et gastronomie

■ Votre clientèle est essentiellement française ?

— En quasi-totalité hexagonale avec quelques ventes sur les zones frontalières proches d'un de nos points de départ. Par exemple dans les régions de Strasbourg, Biarritz et Lille.

■ Quelle France vendez-vous ?

— Nos clients ont peu de temps et disposent d'un certain revenu. Ce qu'ils recherchent, c'est une coupure dans leur vie professionnelle. Cette population urbaine, emend se dépayser, se changer les idées. Elle cherche donc soit des cadres luxueux et confortables, soit quelque chose d'assez original pour pouvoir se

détendre. D'où l'accent mis sur les paysages, les arrière-pays et la gastronomie.

■ En fait, votre principal concurrent, c'est l'Europe. Pour votre clientèle, le choix est entre Amsterdam ou la Côte d'Azur ?

— Il s'agit en effet du même créneau : tout ce qui répond à une volonté de coupure de trois ou quatre jours. Mais nous pensons qu'il y a un désir de découvrir ou de redécouvrir la France, voire de retrouver ses racines culturelles. Certes dans un premier temps nos « week-ends escapade » (deux nuits dans un hôtel de prestige d'une grande ville pour le seul prix du billet aller-retour) ont constitué 70 % de nos ventes. Dans la plupart des cas, il s'agit de déplacements de la province vers Paris, liés aux grands Salons professionnels. Mais cette formule ne représente plus aujourd'hui que la moitié de nos ventes, et la demande de séjours plus longs est en progression.

Chercheur d'or en Ariège

■ Est-il possible de se dépayser en France ?

— Certainement. Outre la gamme infinie de nos richesses naturelles, nous proposons, par exemple, le week-end du chercheur d'or en Ariège, un survol de l'Auvergne en deltaplane et en montgolfière, le Béarn en 4x4, l'initiation aux plantes médicinales dans le Gers ou la possibilité de se constituer une cave dans le Bordelais, formule qui comprend l'acheminement des commandes grâce au service fret d'Air Inter.

■ Cela dit, vous faites surtout dans le classique. La preuve : Paris, la Côte d'Azur et la Corse représentent 93 % de vos ventes !

— Ce pourcentage tend heureusement à diminuer, pour s'établir aujourd'hui autour de 80/85 %. Reste que nos produits correspondent aux attentes de la clientèle. De plus, nous sommes commercialisés en totalité par le réseau classique (agences de voyages et agences Air Inter, soit quelque 3 000 points de vente), ce qui n'est probablement pas la meilleure façon de vendre des produits originaux et très pointus. C'est un de nos éléments de réflexion pour l'avenir, car nous avons, dans nos dossiers, des propositions extrêmement originales. Citons, par exemple, des circuits chez les artistes de l'arrière-pays niçois.

■ Vous restez plus transporteur que voyageur.

— L'aspect transport est un des points forts de nos produits, mais sur les 300 produits que nous offrons, plus de la moitié ont été montés par notre service « production ».

■ Votre stout principal, c'est l'avion. Mais ce pourrait être également vos prix ?

— Nos prix doivent être inférieurs à ce que le client paierait s'il organisait lui-même son voyage. Non seulement nous lui simplifions la tâche (un seul contact pour l'ensemble des prestations) mais nous lui faisons faire des économies.

■ Un exemple de bon rapport qualité/prix ?

— Deux nuits dans un hôtel « 3 étoiles » de Carcassonne et une voiture de location pour le seul prix du billet d'avion aller-retour pour Toulouse, soit 1 580 francs par personne en chambre double. Nous sommes également les mieux placés sur la Corse.

■ Vos palaces paraissent également très abordables.

— Nous avons, en effet, négocié d'excellents accords avec les « 4 étoiles » et les « 4 étoiles luxe », tant en région parisienne

que sur la Côte. Par exemple, à Monte-Carlo, nous proposons deux nuits dans un palace avec l'avion et le transfert en hélicoptère pour 2 210 francs par personne en chambre double, au départ de Paris !

■ Vos deux premières brochures offraient respectivement 75 et 115 produits. La dernière en propose 300. L'escalade va-t-elle continuer ?

— Non. Nous pensons avoir atteint un nombre raisonnable. Notre brochure été 87 compte environ 300 produits, celle d'hiver

en proposera un peu moins de 150.

■ Dans la perspective du marché unique européen, Air Inter envisage-t-elle de coopérer plus étroitement avec Air France. Cette coopération va-t-elle s'étendre à vos activités touristiques ?

— Nous n'avons pas encore eu de discussions à ce sujet. Il est clair qu'une partie de notre développement viendra, et bien avant 1992, du marché étranger. Avec deux priorités : le marché nord-américain (dès l'été 1988) et les pays frontaliers. En 1992, nous

souhaitons être positionnés à l'étranger comme l'un des grands du secteur réceptif en France.

■ En ce qui concerne la promotion de vos produits, vous n'envisagez pas le recours à la télévision ?

— Nous n'en avons pas les moyens. Mais notre budget promotion a été multiplié par 2 (il est de 5 millions) et sera consacré pour la moitié à une campagne dans les hebdomadaires grand public. De plus nous bénéficierons de l'appui de la nouvelle revue de bord d'Air Inter.

Propos recueillis par PATRICK FRANCÉS.

LA TABLE

SEMAINE GOURMANDE

MIETTES

Androuet

On ne reconnaît rien de la boutique de 1908 créée par Henri Androuet. Et même la dernière version (restaurant au 1^{er} étage), animée jusqu'à l'an dernier par Pierre Androuet, est transformée, dégenérée, claire et confortable. Le nom vient d'être repris par une fille d'Air France. Alors ? Y a-t-il un pilote dans la salle ? Un directeur, en tout cas, M. Malher, et aussi un maître d'hôtel dans la maison depuis un quart de siècle ou presque. Cela rassure. Autant que le choix des fromages (les plateaux et la petite salade en dégustation : 180 F ; le menu gourmet et fromager : 200 F). Et la carte. Plats fromagers et plats sans fromage dont j'ai testé la bûche de saumon fraîche et la tourte croustillante au roquefort, le saucisson de saumon au bleu des Causses et la noisette d'agneau aux deux croûtes. (Comptez 250/300 F.) Sur le herbi belge, le fleur de fenouil 85 (140 F) est générique.

■ Androuet, 41, rue d'Amsterdam, 75008 Paris. Tél. : 49-74-28-90. Fermé dimanches et jours fériés. Salons. AE-DC-CB.

La Grignotière

Serait-il étonné M. Fallentin, propriétaire du terrain sur lequel on ouvre la rue en 1896 ! Voilà un restaurant provincial, calme, rustique, reposant. Et son directeur, un Arigeois nommé Schubert (non, pas de truite à la carte !) assisté d'un jeune cuisinier, J.-C. Mare, entendent proposer une carte courte (rillettes de saumon, soupe de poisson, excellent parillade, foie gras maison, cassoulet au confit, sauté de veau au roquefort, œufs pochés Archiduc, rognon moutarde et côte de bœuf). Des beauséjats entre 60 et 105 F, un chignon les Gravières à 80 F. Comptez 200/250 F pour un repas de séjourné, bien agréable le soir à qui veut s'évader des bruits de la ville sans la quitter.

■ La Grignotière, 2 bis, rue Fallentin, 75015 Paris. Tél. : 45-79-29-03. Fermé samedi et dimanche.

Le Richelieu à La Rochelle

C'est le restaurant (cousu) de l'hôtel de France et d'Angleterre. Salle à manger lumineuse sur un jardin fleuri. A la carte, ce qui vient des pêcheurs du vieux port voisin (cher à Simonon).

Parmi ces « caprices de la crêpe », citons le blanc de barbe de ligne aux coeurs de fenouil, les ratatouilles aux tomates. Avec aussi le terrin militant ; les cogouilles, la mouclade, la palette demi-sel aux mojettes, etc. A la carte comptez 300 F.

Une ville à visiter, un hôtel où se relaxer, un restaurant où se régaler.

■ Le Richelieu, 22-24, rue Gargouilleau, 17000 La Rochelle. Tél. : 46-41-34-66. Fermé dimanche et lundi midi. Salons. AE-DC-CB.

La Renaissance à Magny-Cours

Sur la nationale 7, voici une halte d'un circuit gourmand à faire oublier l'autre. Jean-Claude Dray propose quatre menus (180, 270, 300 et 380 F), tous avec deux plats, fromage ET desserts, plus la célèbre « tapenade » morvandelle que je vous laisse découvrir. Des plats que l'on retrouve à la carte, tels le jambon à l'os, le foie gras poché à l'huile de noix, etc. Mais aussi la misonnée de jure et queue de bœuf aux lentilles du Puy, la doe de lotte aux olives vertes et noires, la grillade de canard sur confiture d'oignons, que sais-je ? Très belle carte des vins, bordelais et bourgognes, avec le saucisson (blanc et rouge) de P. Millerioux.

A la carte comptez 400-450 F. Un très agréable bar, quelques chambres au parfait décor, un aimable accueil.

■ La Renaissance, 58470 Magny-Cours. Tél. : 86-56-10-40. Fermé première semaine de juillet. AE-DC.

LA REYNIÈRE.

■ Guide des villes du monde, ainsi se présente ce City magazine international. A voir les hôtels et surtout les restaurants qu'il sélectionne, tant à Paris qu'à Genève ou Bruxelles, on se dit que, allant à Pasadena, Chicago ou Istanbul, il vaut mieux se renseigner ailleurs. Et les légendes donc ! Sachez que cette modeste pizzeria de Neuilly est « le rendez-vous de la pub au décor de patto dans lequel résonnent les éclats des contraires en chertiers » (sic !).

■ Jusqu'au 26 juillet, et à l'occasion de l'exposition de la Fondation Cartier de Jouy-en-Josas, « Hommage à Ferrari », l'excellent restaurant de la Fondation, lauréat de l'Académie du pur goût, propose, outre la carte du chef Olivier Richy, un menu spécial de cuisine italienne (110 F). Et également au Petit Café, dans le parc, un menu « Hommage à Ferrari » à 95 F, et un menu spécial enfant à 60 F. (Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas ; tél. : 39-58-48-48). Outre la route, le RER et le train, des trains spéciaux gratuits au départ de la gare Montparnasse vous conduiront à Jouy-en-Josas jusqu'au 26 juillet, (10 h 30 et 15 heures).

■ A la Couronne, restaurant de l'hôtel Warwick (5, rue de Berri, Paris 8^e, tél. : 45-83-14-11), l'excellent chef Van Gessel présentera, du 16 au 25 juillet, sa « cuisine du soleil ». Un menu à 260 F, vin compris, choix de deux plats, fromages ET desserts, ainsi qu'à la carte une bouillabaisse exceptionnelle.

■ Sans complexe : en cette Man-géorie des Haies dont la carte est inspirée par François Clerc, on propose « des spécialités haut de gamme préparées à l'avance sur une tranche de pain » (sic encore !).

■ Aux Beuchantes, (21, rue Caumartin, Paris 9^e, tél. : 42-65-25-35), l'ami Pocus distribue un petit tableau des millésimes depuis... 1788 (qui dit mieux ?) complétés d'un précis des températures idéales pour le service des vins et d'un dessin des niveaux acceptables entre liquide et bouchon, bien utile aux néophytes.

■ Le Bon Marché, c'est celui de Mont-de-Marsan, d'où arrivent chaque jour les produits de la cave du Restaurant du Marché (59, rue de Dantzig, Paris 15^e, tél. : 48-28-67-38). Mais attention ! En juillet et août, la cuisinière, Christiane Mas-sia, fera relâche les samedi et dimanche.

L.R.

B P&F BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731
« Demandez au Châteaude de Beaune »
« 92 hectares dont 71 hectares de Premiers crus et Grands crus »
Documentation LM sur demande à Maison Bouchard Père & Fils au Châteaude Beaune
Boulevard Pasteur 70 - 21202 BEAUNE CEDEX
Tél. (03) 23.44.11 - Télex Bouchard 200 029 F

GASTRONOMIE

Rive gauche

■ Auberge des Deux Signes
UN CHEF PATISSIER plein de talent
Menu à 180 F, service compris.
Prix moyen à la carte 300 F ttc.
A 2 ou à 30, très agréable atmosphère.
Musique classique en live.
Salons jusqu'à 80 personnes.
48, rue Godefroid (R1), fermé dim.
Tél. 45-25-48-55 et 45-25-00-48.
Parking rue Lagrange et Rive-Gauche.

Environs de Paris

■ LE CHALET des ILES
AU BOIS de BOULOGNE
« traversée en bateau »
Le charme d'un cadre de verdure
UNE BONNE TABLE
A DES PRIX RAISONNABLES
DEJEUNERS - DINERS tous les jours
Réservation 42.88.04.69

BERLIN-OUEST : 750 ans et à moitié heureuse

Berlin-Ouest est à mi-parcours des festivités marquant son sept cent cinquantième anniversaire.

Après les graves propos tenus par les grands de ce monde, François Mitterrand, Elizabeth H. Ronald Reagan, venus réaffirmer leur solidarité avec ce morceau d'Occident isolé, c'est au tour de la joyeuse caravane du Tour de France de parader, les 1^{er} et 2 juillet prochains, sur le Kurfürstendamm.



Une ville mal à l'aise dans son statut

DEPUIS vingt-cinq ans qu'avec la construction du mur s'est éteinte la dernière crise de Berlin, on a voulu trop rapidement croire, à l'Ouest, que l'ordre régnait désormais dans la ville. De 1945 à 1961, on avait frémé pour Berlin menacé (par le blocus de Staline en 1948-1949 et, de 1958 à 1961, par les pressions de Khrouchchev). Mais l'« après-mur », les années de détente, la conclusion, en 1971, du traité quadripartite concernant le statut de la ville, firent presque sortir Berlin de l'histoire... Le sept cent cinquantième anniversaire de sa fondation, célébré glorieusement à l'Est comme à l'Ouest, l'y fait rentrer parce qu'il rappelle les incertitudes d'un statut ambigu...

Avant même que le mur ne l'écartere, Berlin était déjà différent des autres villes. Juridiquement quadripartite, politiquement bipolaire, la ville était alors une et indivisible. Durant la guerre, Américains, Britanniques et Soviétiques étaient convenus d'occuper conjointement Berlin, sans habilités d'aucun d'eux à exercer sa seule autorité sur un ou plusieurs secteurs de la ville. Plus tard, les Français furent associés à cet accord.

Avec la guerre froide, la coopération quadripartite devint quasiment fiction et Berlin enjeu et lieu de l'affrontement Est-Ouest. Dans cette ville où, comme dans la Vienne du *Troisième homme*, on continuait de circuler librement, Soviétiques et Occidentaux se livraient une lutte d'influences, ouvertes ou occultes, une guerre tamisée, d'espionnage et de bluff...

Epine au cœur de la zone soviétique — qui devint la RDA en 1949 — preuve de la supériorité économique et sociale de l'Occident, pas par lequel les Allemands de l'Est gagnaient la liberté, Berlin-Ouest gênait. A deux reprises, les Soviétiques voulurent bouter l'Occident, Staline par la force, Khrouchchev par de prétendues négociations. Ils ne purent que construire un mur pour isoler Berlin-Ouest ou, plus exactement, pour cacher cette partie de la ville aux regards est-allemands.

Si le mur figeait la cassure politique, s'il dénonçait la vacuité d'une administration conjointe des anciens vainqueurs, il démontait tout aussi bien que Soviétiques et Allemands de l'Est admettaient par nécessité la présence

occidentale à Berlin-Ouest. Ils n'en continuèrent pas moins de vouloir réduire celle-ci. Depuis que les anciens vainqueurs se sont accordés, en 1971, pour garantir le statut de Berlin, Soviétiques et Allemands de l'Est en fournissent une interprétation que les Occidentaux résument : le statut quadripartite concernerait les seuls secteurs occidentaux. Berlin-Ouest, en somme, serait l'anomalie, Berlin-Est « la capitale de la RDA ».

Soviétiques et Allemands de l'Est ont, au demeurant, la partie belle : d'une part, les termes de l'accord et, plus particulièrement, la définition du secteur géographique auquel il s'applique, sont flous à souhait. Il n'y est question que... du territoire en question. La géographie et l'histoire, d'autre part, leur facilitent la tâche.

En plein cœur de la RDA, Berlin-Ouest est coupé ou presque de son « hinterland », encerclé de troupes est-allemandes et soviétiques, alors que la continuité géographique plaide pour l'intégration du secteur oriental au pays environnant. Et si Berlin-Ouest n'est qu'une banlieue en deçà de la Spree, c'est à Berlin-Est, de la Fischer Insel à la Brandenburger Tor du Nicolai-Viertel à Unter

den Linden que s'égrène le passé de l'ancienne Prusse. Un passé dont l'actuel dirigeant, Erich Honecker, sait faire usage, reconstruisant les anciennes bâtisses pour redorer le blason de « sa capitale » et pour faire du sept cent cinquantième anniversaire « son » anniversaire.

La guerre des invitations

Face à cette offensive est-allemande, les Berlinoises de l'Ouest ont parfois craint de perdre la partie, crainte à laquelle s'ajoute une seconde : celle d'être tenus à l'écart de la relance interallemande, évidente depuis quatre ou cinq ans. Berceau de l'Ostpolitik qui s'y est inventée après 1961, Berlin-Ouest devrait se garder de contacts officiels avec sa jumelle, de mener une « politique étrangère » qui en ferait cette entité indépendante dont rêvent Soviétiques et Allemands de l'Est.

Eberhard Diepgen, l'actuel bourgmestre, avait compris les embûches que lui tendait Erich Honecker, lorsque celui-ci l'invita à participer aux célébrations est-allemandes. Il lança, en guise de

réponse, une contre-invitation pour confronter l'Allemand de l'Est aux alliés et au chancelier Kohl, et démontrer ainsi le double attachement de Berlin-Ouest à la RFA et à l'Occident. M. Honecker, on le sait, refusa, pressé peut-être par les Soviétiques.

Une fois close « la guerre des invitations », l'avenir de Berlin-Ouest n'en demeure pas moins objet d'interrogations. Pour la première fois dans l'histoire de la ville quadripartite, les Berlinoises de l'Ouest, toutes couleurs confondues, à quelques exceptions près, souhaitent « dynamiser » le statut de la ville, voire, pour certains, le modifier.

Les Alliés l'ont en partie compris, le gouvernement américain, notamment, qui voudrait en quelque sorte internationaliser Berlin en en faisant une ville olympique. Bouger, sans céder au mirage oriental qui ferait au jour ou l'autre de Berlin-Ouest une ville « indépendante » — et l'on connaît le sort que subirent dans le passé les villes dites indépendantes comme Danzig — relève cependant du miracle, ou exige une extrême habileté.

ANNE-MARIE LE GLOANNEC
chargée de recherches
à la Fondation nationale
des sciences politiques.

L'attrait de la ville s'est traduit, ces cinq dernières années, par une immigration nette de cinquante mille personnes. Mais dans le même temps, seulement trente mille emplois nouveaux ont été créés.

Un choix de manifestations

Expositions

BERLIN-BERLIN. — Dans les quarante salles de la Maison Martin Gropius, l'une des plus belles salles d'exposition d'Europe, les images du développement de la ville des débuts du troisième siècle jusqu'à la période contemporaine.

* Du 15 août au 22 novembre
Martin Gropius Bau, Strossemannstrasse 101.

TOPOGRAPHIE DE LA TERREUR. — Documentation pour servir à l'histoire des sièges construits de la SS et de la Gestapo Prinz Albrecht Strasse et Wilhelmstrasse. Une évocation du pouvoir de terreur exercé sur les lieux mêmes de son exercice suprême.

* Du 8 mai au 22 novembre.

SORTIR DES RUINES. — Cette exposition évoque la reconstruction de la ville après sa destruction quasi totale en 1945.

* Du 6 août au 30 décembre
Landesarchiv Berlin, Kalchauerstrasse 1/2.

LES TURCS A BERLIN. — L'apogée de l'immigration turque à la ville, 120 000 citoyens turcs vivent aujourd'hui à Berlin.

* Jusqu'au 31 juillet à l'Académie des sciences, Strossemannstrasse 10.

Cinéma

RETROSPECTIVE BERLIN. — Trois films par jour ayant un lien avec la ville. Principaux titres : *Berlin, Alexanderplatz*, *Les Gens du dimanche*, *Fritz*.

* Du 15 août au 22 novembre
Martin Gropius Bau. Renseignements cinématographique allemande, Pommersche 1. Tél. : 307-234.

Théâtre

De très nombreuses premières théâtrales et musicales sont programmées à Berlin jusqu'au mois de novembre prochain : entre autres une création de ballet d'Eberhard Grohmann au Deutsche Oper, l'*Edipe* de Wolfgang Rihm, etc.

* Renseignements : Deutsche Oper Berlin, Bismarckstrasse 35. Tél. : 341-44-49. Staatliche Schauspielbühnen Berlin, Bismarckstrasse 110. Tél. : 319-52-86.

Le Tour de France au pied du mur

UNE précision tout d'abord. La plus prestigieuse des courses cyclistes ne partira pas de l'étranger pour la première fois.

Avant de planter sa tente la semaine prochaine à Berlin — en présence de M. Jacques Chirac — le Tour de France avait déjà installé sa rampe de lancement à Amsterdam (1954), Bruxelles (1958), Schwenningen (1973), Frankfurt (1980), Bâle (1982), et, d'une manière générale, dans les pays aux monnaies fortes car le Tour de France (et d'Europe) ne conçoit pas de ville-étape, à fortiori de ville-départ, sans subventions importantes.

Mais jamais encore le point de ralliement n'avait été aussi éloigné de la frontière et jamais non plus la participation financière n'avait été aussi élevée : 3 millions de deutschemarks soit environ un milliard de centimes.

M. Félix Lévitin, qui négocie cette subvention record — et qui n'appartient plus, on le sait, à la direction du Tour, — avait placé la barre très haut en tenant compte des difficultés techniques de l'opération, et, devant les problèmes posés par une telle expédition — problèmes d'interdiction, obligation de traverser la RDA — il n'était pas interdit de penser que la somme réclamée ait été quelque peu dissuasive.

Du reste, l'idée de lancer l'épreuve en terre allemande, à plus de 1 500 kilomètres de Paris, n'a pas gagné dans l'esprit des organisateurs. Elle est née de l'imagination de M. Bernard Creff, directeur commercial d'une chaîne hôtelière française en République fédérale, qui trouve le meilleur allié en la personne de M. Eberhard Diepgen, maire de Berlin, et sut convaincre les responsables du Tour. Ce projet n'allait-il pas dans le sens de la mondialisation du cyclisme souhaité par Jacques Goddet ?

La Sénat berlinois jugea sans doute la facture un peu lourde. Il estima, cependant, tous comptes faits, que les fêtes commémoratives du sept cent cinquantième anniversaire de la ville ainsi que l'occasion d'accueillir le Tour de France méritaient un effort financier exceptionnel et justifiaient la dépense. L'accord fut signé au mois de décembre 1985.

On ajouta que l'incursion en Allemagne marquait, d'une certaine manière, un retour aux sources. Avant de rentrer en France, à Strasbourg, la caravane fera étape à Karlsruhe, Or, Karlsruhe est la petite du beron de Dreiss, qui inventa la draineuse au dix-huitième siècle. La draineuse, autrement dit l'ancêtre de la bicyclette.

JACQUES AUGENDRE.

Le défi des mutations permanentes

A l'abri d'austères façades, loin de l'animation des places et du bouillonnement culturel dont la ville s'enorgueillit, les responsables économiques n'ont qu'une obsession : « vendre Berlin » aux investisseurs et reprendre en main le destin d'une ancienne capitale devenue simple enclave, d'un symbole politique réduit, dans l'esprit de nombre d'Allemands, à une simple « éponge à subventions » ou à un paradis pour les marginaux et les jeunes soucieux d'échapper aux servitudes du service militaire. Un véritable défi.

L'attrait de Berlin s'est traduit, ces cinq dernières années, par une immigration nette de 50 000 personnes. L'esprit d'entreprise que le maire, M. Eberhard Diepgen, tente d'insuffler à ses concitoyens n'a permis de créer, dans le même temps, que 30 000 emplois nouveaux. Comment lutter contre un chômage qui frise 11 % (contre une moyenne nationale de 9,5 %), alors que la croissance n'a pas dépassé 2 % en 1986, soit moins que les déjà modestes 2,5 % enregistrés par l'ensemble de la RFA ? Comment surtout limiter le poids de subventions fédérales qui assureront cette année 52 % du budget berlinois, une amélioration il est vrai sur les 55 % — soit 11,6 milliards de marks — de 1986 ?

La réponse des collaborateurs du maire est claire : privilégier la renaissance industrielle de la ville plutôt que les programmes sociaux, accompagner une délicate transition de l'industrie lourde à la haute technologie, jouer de l'emplacement géographique de Berlin pour en faire une plaque tournante des services et des rencontres Est-Ouest.

BIG et TIP

Séduisants, ces objectifs se heurtent à de sérieuses contraintes nées de multiples et profondes mutations : l'amputation depuis 1945 de débouchés naturels, désormais est-allemands ; le départ des États-majors des grandes entreprises qui, désormais lointaines, « ont une fâcheuse tendance à dégraisser leur personnel en commençant par Berlin » ; les revers des secteurs qui ont longtemps fait la force de l'économie berlinoise, la machine-outil et l'électronique. La percée de l'informatique avait ébranlé la belle confiance des industriels en leur avenir. L'effondrement des commandes des pays de l'OPEP depuis la chute des cours du pétrole, fin 1985, a rapplé l'importance excessive prise par la machine-outil dans le développement de la ville.

Les responsables de Berlin n'avaient pas attendu ces revers

pour commencer à réagir. Dès 1983, le premier centre allemand d'innovation et de promotion des entreprises (BIG) était créé, complété deux ans plus tard par le parc de technologie et d'innovation (TIP) pour promouvoir le capital risque et tirer un meilleur parti d'une des richesses de la ville : plus de 180 instituts de recherche. Une base idéale pour favoriser ce mariage industrie-recherche que tentent de réaliser tous les pays industriels.

Berlin n'a pas encore de véritable Silicon Valley. Les critiques reprochent au BIG de soutenir des petites entreprises de pointe déjà bien implantées au lieu d'aider celles qui, possédant un bon produit, ne parviennent pas à décoller. Mais un mouvement s'amorce.

Parallèlement, les dirigeants de Berlin ont revu et amélioré la panoplie d'avantages, notamment fiscaux, offerts aux candidats à l'implantation dans le périmètre de la ville. Directeur du « développement économique de Berlin », M. Hans Georg Otto connaît ses handicaps. « Les investisseurs recherchent des débouchés immédiats. Or Berlin, avec ses 480 kilomètres carrés, ne peut prétendre être un vaste marché, même si les problèmes de transports avec le reste de la RFA se sont sensiblement améliorés ces dernières années. »

Du personnel qualifié ? « La pénurie en ce domaine est l'une des plaies contre lesquelles nous luttons. » Ne pouvant compter uniquement sur l'attrait de sa vie culturelle, sur ses lacs ou ses rivières, la ville offre une fiscalité allégée de l'équivalent de 8 % des salaires nets. Mais « la véritable colonne vertébrale de la ville sera, de plus en plus, un environnement universitaire particulièrement riche ».

M. Otto, qui a vu ainsi s'installer 420 entreprises en dix ans pour un coût d'investissement global de 1,8 milliard de marks, enregistre avec une satisfaction évidente une opération par semaine. Il espère bien qu'avant longtemps la proportion actuelle, 70 % industrie — 30 % services, s'équilibrera puis s'inversera au bénéfice du secteur tertiaire. Mais, si certains voient déjà Berlin concurrencer Vienne comme centre d'études et de bureaux de consultants pour les relations commerciales et financières entre l'Est et l'Ouest, les pragmatiques restent prudents. A moins d'être follement par l'Est comme par l'Ouest, le développement de nouvelles fonctions dans le domaine des services, voire dans celui de la haute technologie, restera sous surveillance rapprochée.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Une

Berlin

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

avec des

Berlin célèbre ses 750 ans. Soyez les bienvenus.



J'ai le grand plaisir de vous convier au 750^{ème} anniversaire de Berlin en 1987. Ma ville natale peut sembler toute jeune, comparée à d'autres villes européennes. Mais son 750^{ème} anniversaire revêtira un caractère particulier. En effet, rares sont les villes qui ont accumulé de telles expériences, heureuses et malheureuses. Cette ville reflète le destin des Allemands - grandeur et terreur, unification et division. Aujourd'hui, la ville symbolise l'état de l'Europe - un amalgame fait de confrontation et de coopération. Venez assister des deux côtés du Mur de Berlin à cette double célébration. Découvrez les différences entre les systèmes politiques et sentez les similitudes dans l'histoire et la culture. Soyez de la fête. Tant de spectacles vous attendent - vous n'aurez que l'embarras du choix.

Eberhard Diepgen
Eberhard Diepgen
Bourgmestre de Berlin

BERLIN C'EST BIEN

Si vous désirez en savoir plus sur les manifestations organisées dans le cadre du 750^{ème} anniversaire, veuillez écrire à l'adresse suivante: Presse- und Informationsamt VB, Rathaus Schöneberg, D-1000 Berlin 62.

Une métropole trépidante au cœur de l'Europe

Berlin fête son 750^{ème} anniversaire avec des centaines de milliers de visiteurs

Il n'existe pratiquement plus rien qui rappelle le Berlin de 1237. C'est de cette année-là qu'est datée la première mention écrite de Colln, un village de marchands, frère jumeau de Berlin. La cité bicipitale prit son essor grâce à sa situation de lieu de transbordement de marchandises sur la route commerciale reliant l'Ouest à l'Est, et elle se joignit à la Ligue hanséatique. La ville fut détruite à plusieurs reprises au cours de la guerre de Trente Ans (1618-1648). Sa reconstruction permit de poser les bases de son caractère international: Frédéric-Guillaume, le Grand Electeur, lança une politique d'ouverture à l'immigration. C'est ainsi qu'il offrit de recevoir les calvinistes dont en 1685 Louis XIV ne voulait plus tolérer la présence dans la France catholique. Vers 1700, près d'un Berlinois sur cinq était d'origine étrangère.

Sous Frédéric II, Berlin devint une des villes d'attraction du siècle des Lumières, puis, au XIX^{ème} siècle,

l'importance de la ville comme centre manufacturier et industriel ne cessa de s'affirmer. Berlin devint la capitale de l'Empire allemand, la vie culturelle y fut à son apogée dans les années 20, puis celles-ci furent suivies de graves crises économiques et d'un processus de radicalisation qui rendit possible la prise du pouvoir par Hitler. En 1945, Berlin n'était plus qu'un champ de ruines. Divisée en quatre secteurs, elle dut endurer la construction du mur et la division de la ville.

Le Berlin qui aujourd'hui laisse à tous et toutes une cordiale invitation à venir participer aux festivités du 750^{ème} anniversaire envisage l'avenir avec confiance: la population augmente à nouveau, plusieurs milliers d'emplois nouveaux ont été créés au cours des dernières années, les 250 000 étrangers vivant dans la ville y ont trouvé un nouveau chez soi, 6 millions de visiteurs viennent chaque année à Berlin.

Le cycle d'inauguration solennelle

Commencé par le commencement. Le coup d'envoi a déjà été donné par le cycle d'ouverture (du 25 avril au 2 mai 1987) dans le cadre duquel furent donnés deux concerts, l'un par l'Orchestre philharmonique de Los Angeles, l'autre par l'Orchestre philharmonique de Berlin. Le 25 avril est la date qui a été retenue pour l'inauguration sur le Kurfürstendamm et le Tausendjahr du « Boulevard des Sculptures », destiné à durer toute l'année. Dix artistes vivant d'horizons divers exposent leurs œuvres créées à cette occasion, en des lieux choisis par eux-mêmes au plein milieu de l'animation du centre ville.

Le 26 avril, la Kunsthalte a ouvert ses portes à l'exposition « Momentsaufnahme » (« Frase instantanée »), conçue sur le thème de l'art et des artistes berlinois en 1987 et où sont représentées toutes les techniques et tous les styles. On peut y admirer des œuvres en provenance directe des ateliers.

La cérémonie officielle d'ouverture des fêtes du 750^{ème} anniversaire a eu lieu le 30 avril au Centre international des congrès. On y a pu ainsi dire d'adieu le gîte d'anniversaire.

Le voyage à Berlin

D'où partirez en 1847 les premiers trains pour Hambourg? Bien évidemment de « Hamburger Bahnhof », la gare de Hambourg - dont la carrière fut interrompue au bout de quarante ans seulement. Elle fut remplacée par la gare de Lehrte, juste à côté.

Après avoir servi un certain temps de Musée des transports et de l'architecture, elle fut détruite au cours de la deuxième guerre mondiale, puis demeura jusqu'en 1984 un no man's land inaccessible de l'Ouest comme de l'Est. Restaurée, remplie d'objets et de documents tournant autour du thème du voyage, la gare de Hambourg présente depuis le 1^{er} mai dans sa splendeur retrouvée l'exposition

« Die Reise nach Berlin » (« Le voyage à Berlin »).

Le Tour de France et la gymnastique

Afin que l'art et l'histoire ne surchargent pas trop les fêtes, le sport a aussi sa place, et elle ne sera pas la dernière. La Fête de la gymnastique (31 mai - 7 juin) a vu quelque 120 000 (!) sportifs du monde entier remplir le Stade olympique et d'autres lieux du sport.

Quelques semaines plus tard, ce sera au tour des coureurs cyclistes de déchainer l'enthousiasme des amateurs de sport. Le 1^{er} juillet, les meilleurs coureurs cyclistes du monde prendront le départ du Tour de France sur le Kurfürstendamm. Le coup d'envoi de la première demi-étape sera donné le matin du 2 juillet devant le Reichstag. L'après-midi du 2 juillet, c'est l'hôtel de ville de Schöneberg qui sera le théâtre du départ de la deuxième demi-étape. Le départ du Tour de France à Berlin sera certainement une authentique réjouissance populaire car les Berlinois sont particulièrement friands de sport cycliste. La meilleure preuve en est fournie par la « course des six jours », de tradition déjà ancienne.

Une grande fête dans le Tiergarten

Tous ceux qui ne sont pas des adeptes du sport et pour qui l'anniversaire de Berlin doit être l'occasion de faire la fête au sens propre du terme, ceux qui veulent s'amuser, se distraire et rire, trouveront leur bonheur à la grande fête en ville du 15 juillet au 30 août. Il y aura une foire historique avec un cabinet de rire, un train fantôme, un manège à chaînes entraîné à la vapeur, il y aura à boire et à manger les boissons et les plats de l'ancien temps. Tout cela aura lieu au cœur du Tiergarten. Le point culminant en sera les « Sternstunden », les « Heures de l'Etoile ». Initiées « Hoppla! wir leben » (« Hop! B! nous vivons ») ou « Da machst wat mit » (« Tu en as vu de belles »), elles évoqueront par exemple la vie à Berlin des années 20 à aujourd'hui.

Pour terminer, le plus grand feu d'artifice japonais jamais vu en

Europe sera tiré du terrain d'aviation de Tempelhof. Il atteindra une telle hauteur qu'il sera visible de toute la ville. Ce sera l'œuvre de dix-neuf artificiers japonais, qui ont mis au point un programme spécial pour Berlin. On est en droit d'être impatient.

Le mythe de Berlin

Aujourd'hui, seule une ruine lugubre rappelle encore l'existence de la gare d'Anhalt, qui fut l'une des plus communes et des plus importantes de Berlin.

A l'occasion du 750^{ème} anniversaire, le no man's land environnant la gare d'Anhalt est le théâtre de la « mise en scène » intitulée « Mythos Berlin » (« Le mythe de Berlin »). Le visiteur s'y verra confronté à des symboles et des signes évoquant directement la vie à Berlin. Un labyrinthe mettra le visiteur face au passé, au présent et à l'avenir de Berlin. Tout cela est encore un peu mystérieux - il le faut bien. On pourra participer à ce spectacle du 13 juin au 20 septembre. C'est au « Martin-Gropius-Bau » voisin que l'Exposition sur l'histoire de Berlin s'ouvrira. L'objectif de l'exposition est de dresser un vaste panorama de l'évolution politique et culturelle mouvementée de la ville depuis son rôle de résidence princière des souverains de Brandebourg et de Prusse jusqu'à la division actuelle, en passant par la métropole que fut la capitale de l'Empire, de la République, puis de la dictature.

Quoi d'autre ?

Vous voyez: la liste des manifestations et des expositions organisées autour des festivités du 750^{ème} anniversaire est sans fin. Quelques manifestations à recommander: l'Exposition internationale d'architecture (21-3/13-9) - une ville se présente: la rencontre théâtrale de Berlin (3/25-5); les Journées Bach de Berlin (7/11-7); le défilé sur l'eau (25/26-7); Rock Salute to Berlin (1-8); le festival de jazz (5/8-11); l'Exposition historique au Martin-Gropius-Bau (15-3/22-11); « De la porcelaine décorative à la vaisselle d'usage courant » - au Musée Bröhan (16-9-1987/3-1-1988).

Berlin ville de culture

Berlin n'a pas besoin de fêter son 750^{ème} anniversaire pour offrir au visiteur son incomparable diversité, dont le patrimoine culturel n'est qu'un exemple. Ainsi le Musée ethnologique et les collections asiatiques des musées de Dahlem, la Neue Nationalgalerie (Galerie nationale construite par Mies Van der Rohe), qui présente l'art européen des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, le Musée des instruments de musique et le « Bauhaus Archiv ». L'ensemble des musées regroupés autour du château de Charlottenburg comprend entre autres des collections archéologiques et la peinture française du XVIII^{ème} siècle. Célèbre dans le monde entier, Neferiti attire des foules de voyageurs au Musée égyptien voisin. En 1980, la seule exposition des trésors du tombeau de Toutankhamon a attiré plus de 670 000 visiteurs. Il y a de la place à Berlin pour des sujets plus « exotiques ». On trouvera aussi un Musée de la police et le Musée berlinois de la poste et des télécommunications. Un total de soixante-huit musées - qui ne s'en satisfont pas? Berlin doit sa réputation de ville du théâtre aux années 20. Les productions des soixante-dix grands théâtres qu'elle comptait à l'époque sont devenues légendaires et sont entrées dans l'histoire du théâtre. Aujourd'hui, le Deutsche Oper Berlin (Opéra de Berlin), le Schiller Theater, le Schlosspark Theater, la Schaubühne am Lehniner Platz, le Renaissance Theater, comptent parmi les grandes scènes de la ville. Mais il ne se passe pas de mois sans que quelque part en ville une nouvelle petite salle ne soit ouverte par des passionnés de théâtre. Pour eux, c'est la recherche expérimentale et le plaisir de jouer qui comptent avant tout. Un public jeune et resté jeune s'y retrouve. Il existe plus de vingt troupes de ce genre dans le seul arrondissement de Kreuzberg, le plus jeune de Berlin.

Dans une ville où des musiciens comme Paul Lincke, Friedrich Holländer et Walter Kollo ont laissé

leur empreinte, il ne manque pas aujourd'hui d'occasions d'écouter de la musique.

Tout le monde connaît l'Orchestre philharmonique, dont la gloire est mondiale, mais le festival de jazz s'est fait lui aussi un nom depuis longtemps et les groupes de rock berlinois se sont fait un public bien au-delà des limites de Berlin. Pour se faire son propre programme culturel, le mieux est de se reporter aux magazines *Tip* et *Zitty*, qui donnent tous les programmes.

Faut-il évoquer ici les bistros berlinois, la « Mollé » (bière) et le « Korn » (schnaps), les « Buletten » (boulettes de viande) et la « Berliner Weisse » (bière légère de Berlin)? Aucun règlement ne fixe d'heure de fermeture et rien ne vient interrompre le plaisir de la discussion.

Berlin est à découvrir et à conquérir en tous temps. A pied, ou dans un des autobus à impériale typiques de la ville. Pour connaître les trois moulins hollandais, les nombreuses petites églises de village, les quatre-vingts marchés, pour faire la découverte du plus grand nombre possible d'arrondissements berlinois, le mieux est de faire un « voyage d'exploration » en bus à impériale.

La ville vit de sa diversité et de ses contrastes. Ici le grouillement oriental d'un marché, là le calme de la méditation dans la pagode bouddhiste de Frohnau. Ici les hautes tours du Märkisches Viertel, là le vieux Spandau avec ses ruelles tortueuses et ses pavés moyenâgeux. Ici l'atmosphère typique de la grande ville sur le Tausendjahr et le Kurfürstendamm, là les « villages » de Kisdorf, Gatow et Lichtenberg, où existent encore des fermes et où le lait vient directement de la vache.

De temps en temps on fait une halte dans un des six mille restaurants ou bistros berlinois du coin de la rue pour reprendre des forces.

Bon voyage à Berlin!

(Publicité)

CINÉMA

Les deux films qui font courir New-York

Le Vietnam selon Kubrick

Les films de Kubrick sont rares. Celui-ci — attendu depuis sept ans — frappe au ventre. L'Amérique le découvre aujourd'hui.

« Vous êtes convié à la projection de Full Metal Jacket de Stanley Kubrick. » Sur l'invitation — secrète, envoyée par courrier, remise en mains propres — figure en réduction l'image de l'affiche : un casque de marine où se combine absurde-ment l'impossible. L'inscription : « Born to kill » (« Né pour tuer ») et le badge des antimilitaristes. Gustav Hasford, ancien marin correspondant de guerre, a mis en scénario son propre roman avec l'aide du réalisateur et d'un des collaborateurs de Francis Coppola sur Apocalypse Now.

C'était la projection privée la plus courue de New-York, huit jours avant le vendredi 26 juin, où le public américain découvre enfin le Vietnam selon Stanley Kubrick. L'Europe devra patienter encore au moins trois mois.

Cela fait sept ans — depuis *Shining* — que l'on attendait le nouveau Kubrick. On savait simplement que « ça parlait du Vietnam ». On avait déjà trouvé un sous-titre : 1968 : Odyssée du Vietnam.

Full Metal Jacket est une expression militaire qui désigne le magasin d'un fusil mitrailleur lorsqu'on le bourne jusqu'à la gueule de balles de plomb enrobées de cuivre. Les marines, eux aussi, sont bourrés jusqu'à la gueule, mais de propagande. Des machines à tuer.

Une heure avant le générique, la salle est prise d'assaut. Par Martin Scorsese, Diane Keaton, par tous les acteurs, metteurs en scène, producteurs présents à New-York, ceux qui font relâche au théâtre, ceux qui ne tournent pas aujourd'hui ou se sont carrément fait porter malades. Sans oublier les acteurs du film, Matthew (Birdy) Modine en tête, qui eux non

plus ne l'ont pas vu. Les lumières baissent dans la salle, le silence se fait, total. Et sans relâche, pendant deux heures, Kubrick vous frappe au ventre, au cœur, à la tête. Vous laissez sur le carreau.

Trois actes à ce Full Metal Jacket : l'entraînement des recrues, l'arrivée au Vietnam, l'offensive du

Full Metal Jacket s'ouvre sur une chanson des années 60, bien country, bien ringarde, réelle : *Goodbye, Sweetheart/Hello Vietnam*, tandis que les acteurs se font passer la bouille à zéro. Woolly Bully annonce le calme avant la tempête, et l'offensive du Têt se déroule sur *Going to the Chapel*.

Stanley Kubrick, tournant *Shining* en 1980.

Têt, moment crucial de la guerre du Vietnam, quand les Américains remportent la bataille — mais deviennent pour la première fois qu'ils vont perdre la guerre.

Hué en ruine. Pas de ballet d'opéra aux accents de Wagner, comme dans *Apocalypse*, pas de jungle dense et moite comme dans *Platoon*. Kubrick utilise la géométrie dans l'espace. Un palmier suffit à représenter tous les autres ; un tireur d'élite vietnamien, l'ensemble du Vietnam est reconstruit dans une usine désaffectée de la banlieue de Londres. Le palmier vient d'Espagne.

L'entraînement des recrues à Parris Island est presque une comédie musicale, confinant au burlesque. Mais les lyrics sont terrifiants : « Dieu bande pour les marines... En signe de gratitude et en échange de bons procédés, nous approvisionnons son paradis en âmes fraternelles. »

A l'issue de la projection, les interprètes du film — ensemble — écrivent au dos du programme une longue lettre que Modine envoie à Stanley Kubrick. En substance : merci.

H. B.

Montand, de Florette à Manhattan

Triomphe critique pour Jean de Florette, de Claude Berri, qui sort aux Etats-Unis. Et personnel pour Yves Montand, envisage d'aller présenter le diptyque de Marcel Pagnol au Festival de Moscou.

« Parler de Pagnol, un critique du Monde écrit-il y a quelques mois qu'il « gratouille » et « chatouille » la mémoire collective des Français. En l'ouvrant à une audience plus large, M. Claude Berri réussit le prodige de le faire entrer dans notre mémoire collective à tous. »

Cette vénération institutionnelle que le New York Times ne nous avait guère habitués en France qui, au soir du vendredi 26 juin, de *Jean de Florette*, sur les écrans américains. Une sortie qui prend des allures d'événement. « Bienvenue, le Pape », faisant écho à « Lafayette nous voit ». Et le quintette Pagnol-Berri-Montand-Depardieu-Auteuil frappant tous acrobates.

La suite d'Yves Montand dans un palais de la 5^e Avenue. Dehors, Central Park engourdi sous le chapeau. Montand a accordé une trentaine d'interviews en trois jours. Des valises sur le pas de la porte ; dans une heure, il part pour Los Angeles. Sur terre, sur la table, partout, des journaux, ouverts à la bonne page. « *Tas lu ? C'est bien, hein ?* », s'écrit Montand. Dans un coin, un poste de télévision encore allumé : il passait ce matin au « Today Show » (cent millions de spectateurs — une bagatelle). On a diffusé un reportage sur l'avant-première de gala, la veille au profit de la recherche contre le SIDA. *Jean de Florette* et *Manon des sources* projetés, excep-

tionnellement, à la suite. Comme en France, la sortie des deux films s'échelonne sur quatre mois. Salle comble au Lincoln Center, où William Hurt voisine avec Glenn Close, et Richard Gere avec Bill Murray. Arthur Penn, Robert Benton et Madeleine Kahn.

A l'entracte, le professeur Mathilde Krim, fondatrice de l'organisation américaine pour la recherche contre le SIDA (et épouse d'Arthur Krim, président d'Orion, dont la section Classics distribue les deux films), remercie l'assistance puis présente Claude Berri, qui, dans un anglais incertain mais charmant, appelle au secours son « young papet ». Yves Montand entre. La salle lui fait une ovation.

Ni lui ni Pagnol ne sont ici des inconnus. La trilogie *Manon-Fanny-César* et la *Fille du puits* font partie des grands classiques français qui n'ont jamais quitté l'affiche des salles dites de répertoire. De plus, tous les critiques américains font figurer la *Femme du boulanger* sur leur liste des dix meilleurs films étrangers de tous les temps. Et Orson Welles clamait partout que Raimu était le plus grand acteur du monde. Les Américains se sont d'ailleurs vite emparés de l'œuvre de Pagnol. Dès 1938, *Fanny* devenait le *Fort des sept mers*, de James Whale, avec William Boyer et Marjorie O'Sullivan. A la fin des années 50, *Fanny*, toujours se transformait en comédie musicale à Broadway et connaissait, en 1961, une autre version cinématographique avec Leslie Caron, Horst Buchholz (Fanny-Marion), Charles Boyer en César et Maurice Chevalier dans le rôle de Pansette.

L'un des plus grands restaurants des Etats-Unis se trouve à Berkeley, près de San Francisco : il a pris pour enseigne « Chez Pansette ». Son chef, Alice Waters, a bien entendu publié un livre de recettes, le *Chef Pansette Cook book*, et, plus sérieusement, a écrit l'introduction au premier volume des mémoires de Marcel Pagnol, publié l'an dernier par North Point Press sous le titre *Mémoires of my father*.

Aujourd'hui, l'accueil critique fait à *Jean de Florette*, confiné au désir. Du New York Times à la New Republic, en passant par les quatre petits lapins de *Playboy*. Même le *Village Voice*, seule publication à émettre des réserves sur le film, n'en a aucune à l'endroit de

Montand. « Le film, écrit Daniel Schacter, appartient à Montand. Tout dans le personnage du papet, il semble être enfin devenu un grand acteur et non plus simplement un chef d'Etat. »

Yves Montand reprend du caft. Son troisième de la soirée. Les questions qui lui ont été posées ? Invariablement, elles débouchaient sur la politique ou sur son itinéraire personnel, parti d'où l'on sait pour aboutir... au pro-régime ?

« J'ai répondu, dit Montand, que j'avais désormais fait mienne la phrase de Graham Greene : « J'essaie de comprendre la vérité, même si cela compromet mon idéologie. » Qu'il ne fallait donc pas faire de moi un supporter inconditionnel de Reagan. Loin de là. Mais que je n'allais pas nier qu'il ait fait des choses positives. Que le coup de pied au cul de l'Amérique ne me faisait pas plaisir, mais que ce n'était pas pour cela que j'allais désapprouver au point de position contre l'intégrisme islamique (...). »

Jean de Florette force-t-il le ghetto des grandes villes où sont généralement confinés les films étrangers ? Au-delà de New-York, Los Angeles, Chicago et Seattle, trouvera-t-il un public en Wyoming ou au Texas ? « Pas impossible. Parce que le Texas connaît bien le problème de l'eau, le problème de la sécheresse. Peut-être plus qu'ailleurs. »

Le lendemain, on apprend que *Jean de Florette* et *Manon des sources* sont officiellement invités au Festival de Moscou. Montand sera-t-il de voyage ? « On m'a demandé officiellement si j'envisageais d'y aller... Il n'y a immédiatement parlé à son ami, Ellis Weiss, prix Nobel de littérature, avec qui, selon deux interviews, il a réussi à passer une heure.

« D'abord, attends une invitation officielle. Ensuite — et je l'ai dit tout de suite — je n'ai qu'à la condition expresse que le libéré de partir soit — par écrit — de manière effective — accordée à Ida Nudel et aux Slepak, qui sont emprisonnés ou en exil depuis dix-huit ans. On leur a toujours refusé un visa. Peuvent-ils rentrer ? Je ne sais pas. Ils peuvent très bien ne répondre : « Allez vous faire foutre, Montand », mais si on ne demande pas, on n'obtient jamais rien. »

HENRI SENAR.

THÉÂTRE

Avant-programme du XVI^e Festival d'automne de Paris

Autour de l'Italie

Musique, théâtre, danse, cinéma et expositions, plus de trente manifestations de première importance sont au programme du XVI^e Festival d'automne, qui aura lieu à Paris du 5 septembre au 31 décembre 1987. L'Italie en sera cette année le thème central :

MUSIQUE

Hommage à Luigi Nono : *Prometeo*, tragedia dell'ascolto, pour onze solistes et deux récitateurs. Théâtre national de Chailiot (14, 3, 4, 6, 7 et 9 octobre). *Il canto sospeso*. Théâtre du Châtelet (21 septembre). *A Pierre, découvrir la subversion*, Fragmentation-Silence. Théâtre de Chailiot (5 octobre). *Ricominciare errant*. Théâtre de Chailiot (8 octobre).

THÉÂTRE

Hommage à Luca Ronconi : *Le marchand de Venise*, de Shakespeare, coproduit par la Comédie Française. Odéon (du 10 novembre au 14 janvier). *La serva amorata*, de Goldoni. Théâtre des Amandiers (13-17 octobre). *Travaux d'élevés de Ronconi*. Théâtre des Amandiers (18-22 novembre). Le film *Orlando furioso*, mis en scène par Ronconi (durée 10 heures), sera projeté aux Amandiers les week-ends de décembre.

La Locandiera, de Goldoni. Mise en scène d'Alfredo Arias. Théâtre d'Aubervilliers (6 octobre-15 novembre).

MARIONNETTES

Trois compagnies italiennes de Lucina, Palermo et Milan présenteront à Chailiot leurs dernières créations. Du 29 septembre au 1^{er} novembre.

EXPOSITIONS

Renzo Piano, architecte. Chapelle de la Sorbonne (2 novembre-18 décembre).

Mario Merz. Chapelle de la Sorbonne (15 novembre-31 décembre).

AUTRES MANIFESTATIONS

MUSIQUE

Triptyque, de Dido Lykoudis, Iannis Xenakis et Silvio Gualda. Centre Georges Pompidou (19-31 octobre).

Concerti Messiaen, Xenakis, Mahler. Orchestre de Paris, direc-

tion Zubin Mehta, piano Roger Woodward, Pleyel (28-29 octobre). *Fallu*, opéra de Tod Machover et Catherine Ikam, commande de l'Ircam. Centre Georges Pompidou (du 1^{er} au 7 décembre).

THÉÂTRE

Travaux d'acteurs au théâtre des Amandiers : *Hamlet* machine, de Heiner Müller, mise en scène de Bob Wilson, par les élèves de l'université de New York (30 septembre-10 octobre). *Platoon*, de Tchekhov, mise en scène de Patrice Chéreau. *Penthesilée* et *Catherine de Heilbronn*, de Kleist, mise en scène de Pierre Romans, par les élèves de l'Ecole de Nanterre (18 septembre-31 octobre). Extraits d'*Amor nello Specchio*, de Andreini et de *Morte Immacolata*, de Glisenti, mise en scène de Luca Ronconi (du 18 au 22 novembre).

Pionniers à Ingolstadt, de Marie-Luise Fleischer, mise en scène de Béatrice Bonvoisin. Amandiers (24 novembre-20 décembre).

Mystère bouffe, de F. Tanguy, par le Théâtre du Radeau. Théâtre de la Bastille (29 septembre-14 octobre).

Bivouac, de Pierre Guyotat. Bastille (12 novembre-6 décembre). *Une année sans été*, de Catherine Anne. Athénaïs (décembre).

Paris Gypsy, de D. Rochline (lieu et date à préciser).

Penthesilée, de Kleist, par H.-J. Syberberg et E. Clever.

Les petits pas, de J. Deschamps (reprise). Bouffes-du-Nord (26 novembre-fin décembre).

Le récit de la servante Zerline, de H. Broch, mise en scène K.-M. Gruber, avec Jeanne Moreau (reprise). Atelier (5 septembre-8 novembre).

DANSE

Stephen Patronia. Centre Pompidou (5-11 octobre).

Trisha Brown. Théâtre de la Ville (17-21 novembre).

Momier-Durouy. Théâtre de la Ville (1-2-4-5 décembre).

CINÉMA

(Lieux et dates à préciser). *Nanni Moretti*. Retrospective intégrale.

Fassbinder. Hommage.

Semaine des Cahiers du cinéma. Dix avant-premières.

* Renseignements : Festival d'automne, 156, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. : 42-96-12-27.

« Les hommes-phénomènes » du Grand Magasin

Illusion et bouts de ficelle

Géants, valeureux de sabre, hypnotiseurs... la Foire du Trône racontée par deux bateleurs. Des anges passent.

Sur une estrade de salle paroissiale, un jeune homme et une jeune fille sages, trop vite grandis pour leur costume du dimanche, énoncent une litanie surréaliste. Dans la série « Incroyable mais vrai » défilent l'homme qui mesurait 2,35 mètres et sa poutrelle debout tant sa tête était lourde, celui qui mourut d'une indigestion la centaine et demie bien tassée, le plongeur le plus téméraire, le guerrier le plus notoire. Ils portent des noms beaux comme des poèmes, vieux comme le monde. La rumeur affirme qu'ils ont bien existé.

Invités l'an passé au Festival d'Avignon, où ils présentaient les *Filles du chef*, Pascale Martin et François Hiffner, fondateurs de la compagnie Grand Magasin, sont des adeptes de l'hyponose douce. Ils achalandent leur micro-théâtre d'accessoires enfantine, qu'ils produisent avec le plus grand sérieux du monde : masques des sept nains, barbes blanches en coton, bûches glacées en carton-pâte ou, pièces à conviction plus irréfutables, polirots et livres. Ils énoncent leurs fables sur le ton égal des conférences objectives, mais parfois, pour ajouter à la persuasion, les repré- sentent en chœur. Montreurs d'illusion, ils cultivent avec trois bouts de ficelle le paradoxe de l'art du spectacle.

Chez eux comme chez les dompteurs de puce, il y a peu de choses à voir. Tout repose sur la force de suggestion des mots, des simagrées. Après, quand la magie est installée, ils peuvent bien montrer l'œuvre du décor, démontrer les trucs des valeureux de sabre et autres illusionnistes, on continue à y croire. « L'illusionniste crée l'impossible et jongle avec le rêve », affirment-ils joliment.

Joli : on n'arrive pas à trouver un autre mot pour parler de ces *Hommes phénomènes*. Un spectacle très bref, savoureux mais un peu décevant, répétitif comme une barbe à papa. Grand Magasin, on le

sent, pourrait fonder des tours de passe-passe plus audacieusement raffinées. Alors on attend encore la suite du numéro.

OULE OULROT.

* Les 26, 27, 28, 30 juin. A la Salle de Belleville, 55, boulevard de Belleville. Tél. : 42-49-53-18.

Clôture du Printemps de Paris

Leurre

Le troisième Printemps du théâtre s'achève, à la salle Gémier de Chailiot, avec un petit spectacle très curieux, très beau, mais assez incompréhensible : *Leurre H*. La mise en scène d'Alain Rigout et d'Abbas Zahmani est simple et cohérente, les lumières de Laurent Fachard efficaces, les costumes de Chantal Rader et Gouy ingénieux.

Les comédiens, qui sont aussi, pour les besoins de la pièce, danseurs et chanteurs, sont très francophones et très français, à la fois. Philippe Donny, Mathilde Monier, Nathalie Richard, Ghislaine Tazartas et Abbas Zahmani, regroupés dans la Compagnie 14/18, qui a, à n'en pas douter, de brillants heures devant elle.

A la condition de s'attaquer, la prochaine fois, à une vraie pièce de théâtre. Car *Leurre H*, collage de textes de Michaux, Laforgue, Shakespeare et Witkiewicz, est tellement hermétique que, malgré le talent et la cohésion du groupe entier, l'attention se perd dans les méandres de ce rêve d'« haschichomane ».

Cela dit, ce spectacle n'a pas vu la mention spéciale que lui a décernée le jury présidé cette année par Nicole Garcia. Comme il est tout naturel que le *Fils*, de Christian Rullier, mis en scène par François Rancillac (le Monde du 12 juin), ait reçu le prix de ce troisième Printemps (100 000 F, une invitation au Festival d'Avignon 88 et 100 000 F d'ailleurs sur les décors d'un prochain spectacle alloués par AOR). Le prix Alpha-FNAC (50 000 F) a été décerné à *Leurre H*.

O. S.

* *Leurre H*, salle Gémier, à 20 h 30. Tél. : 42-96-82-00.

MUSIQUES

Au 3^e Concours de flûte Jean-Pierre Rampal

Victoire française

Un véritable marathon ! Le Concours Jean-Pierre Rampal de la Ville de Paris avait enregistré deux cent vingt-deux inscriptions, tant est grande la passion pour la flûte et la renommée de notre pontife national de l'instrument. Sur douze, le jury en a conservé cent dix, mais les premières éliminatoires n'en ont pas moins duré trente-huit heures et les secondes seize heures... Il en fallait plus pour déchoir l'enthousiasme d'un public fidèle lors de la finale.

Curieusement, alors que les deux premiers concours (en 1980 et 1983) avaient affirmé une suprématie japonaise, parmi ces candidats venus de vingt-quatre pays, l'arabe, très international, a été en définitive trois Français et un Anglais, qui sont tous élèves d'Alain Marion ! Et aucune des femmes qui formaient au départ la moitié du peloton.

Nul ne songera à discuter la supériorité de Philippe Bernold, Colman de vingt-six ans, soliste de l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, qui ajoutait à la haute technique de tous ses camarades une fantaisie, une malice et un charme particulier dans le *Concerto en sol* de Mozart. La richesse fruitée du son, l'intelligence du phrasé, la justesse de l'accentua-

tion, apparaissent à l'évidence dans *Parvours*, une délicate « balade » écrite pour l'occasion par Pierre Petit, où les exigences de la virtuosité se font discrètes pour servir les pensées d'une flûte élégante et délicate sur le parterre rêveur des cordes.

L'Anglais Samuel Coles (vingt-trois ans, deuxième prix) finissait preuve lui aussi d'une sonorité radieuse et d'un style très parlant, moins personnel peut-être dans le même concerto de Mozart.

Eric Kirehloff (Mulhousien, vingt-cinq ans, troisième prix) occupait le socle de l'Alsace avec une charmante exécution de l'œuvre de Pierre Petit et du *Concerto* de Jacques Ibert, tandis que Jacques Libouban (d'Erment, vingt-et-un ans) parvenait plus à l'aise dans le *Concerto* très oriental et trépidant de Khachaturian, qui réclame un souffle inextinguible. Un Hollandais, Sjaak Zoon, a obtenu le prix spécial du jury.

L'Orchestre de Paris, dirigé par Claude Bartón, donnait aux finalistes une réplique digne de leur talent, ce qui n'est pas toujours le cas dans ces concours.

JACQUES LONCHAMPT.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES-PROGRAMMES

Le plaisir retrouvé de rire intelligemment. PLAYBOY



Culture

ARCHITECTURE

Kenzo Tange à l'Ecole nationale des beaux-arts Les risques de l'autopromotion

Une exposition de l'architecte japonais Kenzo Tange, pensée et fabriquée pour être exportée en kit.

L'intérêt d'une telle exposition est contraire aux intérêts bien compris de l'illustration d'un maître de l'architecture, car elle en dessert l'image et la réputation au lieu de la servir, ce qui a maintes fois été démontré. Dans ces conditions, l'intérêt d'une pareille fantaisie pour notre bonne Ecole nationale est de l'ordre du grand-chose, puisqu'elle a été dans ses moindres détails, contenu et contenant, pensée et fabriquée au Japon pour être exportée en kit vers la France et quelques autres pays en voie de développement... culturel.



Kenzo Tange : Croquis pour la place d'Italie, 1984.

Kenzo Tange a aujourd'hui soixante-trois ans. Il est à la tête d'une agence impressionnante, qui fonctionne sur le mode américain sous le titre Kenzo Tange Associates après s'être intitulée, dans les années de l'après-guerre, Studio Kenzo Tange, moderne et unifié devenu en 1961 Kenzo Tange and UTEC, pour répondre au chant des sirènes

de l'urbanisme moderne. Oscillant entre les délices d'une architecture libre et propre, un urbanisme qui ne s'embarrasse pas de sentiments et une efficacité qui plaît aux gens pressés, la nouvelle agence, réorganisée en 1985, compte une soixantaine d'associés principaux auxquels viennent à l'occasion s'ajouter des collaborateurs temporaires.

C'est d'ailleurs à la productivité d'une agence plus qu'au travail et au génie du maître nippon que se réfé-

rent l'exposition et plus encore le catalogue, parfaits exemples de documents publicitaires, totalement dépourvus non seulement du minimum de pédagogie mais de la plus élémentaire transparence : plusieurs bâtiments restés à l'état de projets, nombre d'ensembles inachevés et appelés à le rester, sont présentés comme des réalisations terminées ou en passe de l'être. Au cœur de tout cela, le projet de Kenzo Tange pour la place d'Italie, d'une autre facture, certes, que le projet choisi par le

maire de Paris pour la malheureuse porte Maillot, mais qui n'en reste pas moins assez secondaire, voire plat, dans la production de l'agence japonaise.

Mais venons-en au plus navrant : la formidable vigueur de Tange, la beauté de bâtiments comme les stades olympiques de Tokyo, le centre de communication de Kofu, l'hôtel de Kurashiki, la succursale d'Olivetti, sont tantôt noyés dans les couleurs fades de gigantesques photos, tantôt carrément oubliés car jugés inutiles, sans doute, à séduire la clientèle internationale. L'importance et l'influence de l'architecte dans son propre pays auraient mérité d'être évoquées par les œuvres de quelques-uns de ses disciples : on a préféré exalter l'aspect le moins intéressant et le plus démodé de Tange, à savoir un urbanisme mégalomane et proliférant, plus agaçant encore que les délices de Le Corbusier — l'un de ses maîtres occidentaux — car plus méthodique, plus froid.

FREDERIC EDELMANN.
* Ecole des beaux-arts, jusqu'au 20 septembre.

COMMUNICATION

Le tribunal confie « le Matin de Paris » au groupe des « Dix »

Difficile pari

Le groupe des « Dix » a remporté une victoire mais n'a pas encore gagné la guerre du *Matin de Paris*. Le jeudi 25 juin, le tribunal de commerce de Paris a en effet accordé la « gestion provisoire » du quotidien de gauche à ce groupe de douze salariés — qui continuent pourtant à s'intituler les « Dix » (1) — en insistant sur la « précarité » de sa situation. Les deux propositions de reprise du journal (celle des « Dix » et celle du holding Idéel-Intermédiaires, dont le représentant, M. Jacques Lhommet, n'était pas à l'audience du 25 juin) présentaient, selon le tribunal, « des chances identiques de réussite, c'est-à-dire très faibles ». Cependant, le tribunal a repoussé la liquidation judiciaire du *Matin* et, estimant que « l'intérêt de la survie du journal commandait l'acceptation d'une des deux propositions », balançait finalement en faveur de celle des « Dix ».

Les « Dix » rachèteront donc le titre et le matériel du *Matin* pour

5 millions de francs : 2 millions de francs seront versés comptant, le solde devra l'être au 31 décembre. Enfin, le tribunal a demandé aux « Dix » de constituer la nouvelle société editrice du *Matin de Paris* avant le 31 juillet. A cette date, la liste confidentielle des actionnaires, que leur avocat, M. Jean-Pierre Edberg, a présentée au tribunal, devra comporter le nom et le montant de la participation définitive de chacun d'eux.

Malgré la fatigue de ces dix derniers jours consacrés à cette quête d'actionnaires intéressés par la reprise du quotidien, les « Dix » avaient bon espoir de boucler, « dans les plus brefs délais », leur tour de table. Selon eux, les deux tiers du capital constitutif de la nouvelle société (10 millions de francs) seraient déjà acquis.

La Fédération nationale des travaux publics (FNTF), les éditions sixoises En direct, l'éditeur téléma-

tique Nationale 7, l'entreprise de services SVP et l'agence de communication News Plus ont en effet fourni un engagement ferme. Plusieurs maisons d'édition (Le Seuil, Flammarion, Gallimard, etc.), une chaîne hôtelière, d'autres groupes de communication des industries ainsi que sept à huit quotidiens régionaux sont en négociations avancées avec les « Dix ». Ces derniers discutent aussi avec des banques susceptibles de fournir au *Matin* des prêts bancaires de l'ordre de 10 millions de francs. Des recettes sur avances publicitaires seraient aussi consenties au quotidien. Enfin, en septembre, une société des lecteurs, au capital de 10 millions de francs (un premier million a déjà été souscrit par les lecteurs des dix derniers jours et devrait être converti en actions à la rentrée), sera lancée, ainsi qu'une société regroupant le personnel du *Matin*.

Outre ce pari financier, les « Dix » auront à affronter ces jours-ci le délicat problème des suppressions d'emplois. 96 postes, sur 135 pouraient être conservés, avaient-ils déjà annoncé aux salariés du *Matin*. Les anciens syndicalistes qui sont pour la plupart les « Dix » devront donc établir prochainement la liste d'une quarantaine de licenciés. Des conflits sont prévisibles. L'intervalle du *Matin* (SNJ-CGT, FO, CFTD) s'est d'ailleurs réuni immédiatement après la décision du tribunal de commerce.

Autre « essai à transformer » : la relance rédactionnelle du *Matin*. Les « Dix », maintenant propriétaires du titre, se sont fixés des « objectifs modestes » d'augmentation de la diffusion, qui feraient passer celle-ci de 60 000 à 70 000 exemplaires actuellement à 90 000 en un an. L'équilibre devrait être atteint à la fin de l'année 1988. Mais cette relance sera-t-elle possible avec une centaine de salariés ? Il reste enfin la « ligne rédactionnelle » du *Matin de Paris*. Les « Dix » souhaitent qu'il reste « orienté à gauche » mais se refusent à en faire le journal d'un quelconque parti, sans doute échaudés par l'histoire récente du titre, confié à M. Paul Quilès, et l'expérience tentée antérieurement par M. Max Gallo, qui dirigea le *Matin* après avoir été le porte-parole du gouvernement socialiste.

Mais certains de leurs actionnaires, notamment engagés du côté de l'actuelle majorité, laisseront-ils le *Matin* tracer la voie de cette indépendance ?

YVES-MARIE LABÉ.

(1) Constitué le 15 juin, le groupe des « Dix » comprend en réalité douze salariés du *Matin* : M. Marie-Béatrice Coulon (journaliste), Régine Bertine (responsable du personnel), MM. Gilles Sorez, Jean-François Alessandrini, Eric Walter (journalistes), Bertrand Pellegrin (chef du service politique), Jean-Pierre Gougnet (chef du service social), Pierre Morville (chef du service économique), Renaud Royet (chef du service médias), Guy Kounpinski (chroniqueur) et Pierre Feydel (directeur de la rédaction). M. Didier Tournacheau, conseiller juridique de l'Union départementale CFTD de Paris et ancien expert juridique du comité d'entreprise du *Matin*, s'est joint récemment à ce groupe. Il a démissionné de la CFTD, ainsi que les membres du groupe des « Dix » qui détenaient auparavant un mandat syndical.

Treize Français sur cent « intéressés » par l'achat d'actions TF 1

Le ministre de la culture et de la communication estime que la privatisation de TF 1, dont les actions seront vendues au public dès lundi 29 juin, a « toutes les chances d'être profitable », même si « elle est une opération à risques ». Selon le cabinet de M. François Léotard, plusieurs raisons poussent en effet à l'optimisme : TF 1 est « le leader quasi absolu sur son marché avec 41 % d'audience ». La concurrence de la Cinq ne se fera sentir que « dans un délai assez important », lorsque son taux de couverture du territoire deviendra suffisant.

Les Français n'en sont apparemment pas encore convaincus. Selon un sondage Louis Harris paru dans l'Express, un Français seulement sur cent se déclare « très intéressé » par l'acquisition d'actions TF 1, 12 % étant « assez intéressés », 19 % « peu intéressés ». Les autres, 64 %, « ne sont pas intéressés du tout » (4 % ne se prononcent pas). L'édition spéciale de « 7 sur 7 », que TF 1 consacrera dimanche 28 juin à sa propre privatisation, fera-t-elle évoluer ces pourcentages ? M. Francis Bouygues, PDG de la chaîne, M. Patrick La Lay, vice-PDG, répondront aux questions que les téléspectateurs auront posées, dès 17 heures, en appelant le standard de SVP (116-1) 47-87-11-11.

(Lire dans « le Monde affaires » l'interview avec M. Bouygues : l'annonce de deux millions d'actionnaires...)

Durcissement de la grève au « Midi libre »

La grève des ouvriers du Livre CGT du quotidien régional *Midi libre* (Montpellier) s'est durcie jeudi 25 juin. Les négociations avec la direction, interrompues la veille, ne semblent pas devoir reprendre (le *Monde* du 26 juin). En grève depuis le 17 juin, afin d'obtenir une prime d'ancienneté et l'embauche de personnels remplaçants, les ouvriers du Livre CGT ont décidé de créer un comité de grève et de lancer une campagne d'information, notamment à Montpellier.

Qualifiés de « peu glorieux pour la direction », la sortie depuis trois jours d'une édition du *Midi libre* de quatre pages fabriquées dans les imprimeries de la région, la CGT estime que le conflit pourrait prendre « une dimension nationale s'il se prolongeait ». Ses représentants ont fait appel à la solidarité des ouvriers des deux autres titres du groupe : ainsi, vendredi 26 juin, l'indépendant de Perpignan est absent des kiosques et le quotidien Centre-Pressé (Rodez) paraît, comme la veille, avec une pagination réduite de quatorze pages.

Le groupe Expansion renforce sa position dans le capital d'AGEFI Développement. — Le groupe Expansion a conclu, jeudi 25 juin, un accord avec les groupes Peugeot et Michelin, aux termes duquel il reprend la participation de 34 % que ces derniers détenaient dans AGEFI Développement, holding coté au second marché boursier, qui possède le quotidien AGEFI. Le groupe Expansion (l'Expansion, la Lettre quotidienne de l'Expansion, etc.) précise qu'il renforce ainsi ses positions dans le groupe comprenant l'AGEFI, la Vie française et le Tribune de l'économie, rachetés en mars à M. Bruno Bizio, en raison de la confiance qu'il porte en l'avenir de ces titres. Toutefois, le groupe Expansion est toujours à la recherche de financements pour la perte de 2 millions de francs par mois.

Privatisation de Sud-Radio Les caisses de retraite andorranes se veulent partie prenante

La privatisation de Sud-Radio devrait avoir lieu d'ici la mi-juillet. La Sofrad, holding gérant les participations de l'Etat dans l'audiovisuel, vient en effet de recevoir les conclusions des auditeurs chargés d'évaluer le prix de la station (il devrait être fixé entre 35 et 40 millions de francs). Parmi les candidats, le mieux placé est M. Pierre Fabre, un industriel de la pharmacie et des cosmétiques. Il a réuni un tour de table conséquent d'industriels et de banquiers, de journaux régionaux (*Sud-Ouest*, la *Dépeche du Midi* et le *Midi libre*), auxquels se sont jointes les caisses de retraite andorranes. Celles-ci ont l'intention de devenir un nouvel acteur de la communication non seulement dans la péninsule ibérique, mais aussi en France.

M. Edouard Balladur les a déçus. Mais ne les a pas fait changer de stratégie. Les caisses de retraite andorranes, recatées par le ministre d'Etat lors de la privatisation de Havas, sont plus que jamais de l'agence le partenaire privilégié de leur politique de développement international. « C'est un choix stratégique », explique leur directeur, M. Antonio Ubach. Lorsqu'en 1985 les caisses de retraite de cette principauté envahirent au cœur des Pyrénées le territoire de la France, elles décidèrent de pratiquer une gestion plus audacieuse de leurs fonds, elles définirent deux priorités : la France et la péninsule ibérique comme zone d'action privilégiée ; la communication et le tourisme comme secteurs d'activité.

« Nous sommes de petits investisseurs institutionnels », poursuit M. Ubach. « Nous ne voulons et ne pouvons pas être des opérateurs », malgré 90 millions de dollars à placer (environ 540 millions de francs). Les caisses ont donc recherché un partenaire privilégié. Havas offrait un profil idéal : elle est l'une des rares entreprises françaises à se développer simultanément dans la communication et le tourisme et à s'intéresser aux marchés voisins, espagnols et portugais. Le mariage s'imposait. Les caisses, conseillées par un ancien PDG de la Sofrad, M. Gérard Unger, ont donc scellé en juillet 1986 un accord de 2 % du capital de l'agence, l'été dernier, 2 % qu'elles reprennent encore de n'avoir pu accroître à l'occasion de la récente privatisation d'Havas. La vague libérale devrait pourtant offrir aux caisses, une nouvelle occasion de se placer sur le marché fran-

çais de la communication, en entrant en force (à hauteur de 20 % du capital) dans Sud-Radio. Les Andorranais connaissent bien cette station périphérique, puisque celle-ci est née sur leur territoire. Et même si aujourd'hui les liens sont devenus plus ténus entre la Principauté et la station radiophonique (l'émission en Andorre a été fermée il y a deux mois), M. Ubach avance plusieurs raisons pour expliquer l'intérêt des caisses : la proximité géographique et les liens historiques bien sûr, mais aussi la volonté d'agir de concert avec Havas. L'agence contrôle, en effet, via sa filiale IP, la régie publicitaire de Sud-Radio. Une démarche identique conduit les Andorranais à prendre, aux côtés d'IP, 40 % du capital de la régie de Radio-Renaissance, la principale station portugaise. Et en Espagne, les caisses s'intéressent de près à une radio catalane, tout en étudiant avec Canal Plus et Havas, un projet de télévision cryptée, baptisé Canal 10. Cette chaîne à péage devrait, pour avoir une chance de percevoir avant l'apparition prévue de la télévision commerciale, être lancée avant la fin de l'année. Avec les caisses andorranes, Havas a un nouvel allié, et la communication, un nouvel investisseur (1), venu d'ailleurs.

PIERRE-ANGEL GAY.

(1) Les Caisses de retraites andorranes viennent par ailleurs d'entrer à hauteur de 1 % dans le capital de Parthena, un holding financier présent dans plusieurs sociétés de la communication : Dauphin, Eurocam, CEP-Communication.

MEDIASPOUVOIRS

Politiques, Economies et Stratégies des Médias

Sommaire n°7 JUN 1987

Analyses

Francis de CLOSETS
Les erreurs de communication du Gouvernement
Florence HAECEL
La grande peur des sondages
JAY ROSEN
Opinion publique et ignorance privée
Hubert COUDURIER et Jean-Yves CHALM
Presses régionales : le prix de l'indépendance
Régine CHANAC et Jean-Pierre JEZEQUEL
Fictions télévisées : les trois coûts

Les Chances de la Communication
Gabriel TARDE
De la foule au public

Dossier

PUBLICITÉ : LES ANNEES 90

Ahain LE DIBERDER
Les lois de l'abondance publicitaire
Jean-Louis DESCOURS
Le budget publicitaire de l'entreprise
Christian BLANCHAS
Havas est-il trop gros ?

INTROUVABLE EN KIOSQUE
TELEPHONER AU :
(1) 47 23 61 88

Demain, TF1, à 22H15

en direct de Leningrad,
une production ALAP-VIDEO :

LA NUIT BLANCHE DE LA DANSE

avec
LE BALLET DU KIROV
DE LENINGRAD
et
LE BALLET
DU XX^e SIECLE -
MAURICE BEJART

AU PALAIS DES CONGRES
Porte Maillot
à partir du 17 Novembre

Le
Ballet
Du Théâtre
Kirov
De
Leningrad



Directeur de la Danse
Oleg Vinogradov
Orchestre du Kirov

Une réalisation Spectacles ALAP et Spectacles LUMBROSO

Loc. 42.66.20.75

et aux caisses du Palais des Congrès
jusqu'au 12 juillet

Spectacles

théâtre

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), 19 h 30 : Jules

César.

COMÉDIE-FRANÇAISE, Théâtre de la

Porte-Saint-Martin (40-13-00-15),

20 h 30 : Monsieur Chouette de Feytaud.

ODÉON-COMÉDIE-FRANÇAISE,

(43-25-70-32), 20 h 30 : le Bourgeois

Gentilhomme, de Molière. Mise en scène

J.-L. Bourd.

PETIT ODÉON (43-25-70-32), 18 h 30 :

Madame de La Carrière, de Denis Diderot.

TEP (43-64-80-80), 17 h : Fragment d'une

pièce en train de s'écrire ; 20 h 30 : La Vie

quand même.

NEAUBOURG (42-77-12-33), Débats-

Recontres ; Vidéo-informations : 13 h :

une Vie de Chevreuil, de G. Sauvage ;

16 h : Hergé contre Warhol, de Van Tieghem ;

19 h : Conscience, de G. Garvin.

Vidéo/Musique : 13 h : Rock around, de

V. Billon, A. Garcia ; 16 h : C'est Fan

Tutte de Mozart ; 19 h : Océano de Verdi ;

Cinéma du Musée : 15 h et 18 h : dans le

cadre de l'exposition « L'époque, la

mode, la morale, la passion » ; (voir).

B. Nauman ; Pro suite 15 h : Festival de

théâtre « l'enfant et les sorcières », nouvel

orchestre philharmonique de Radio-

France.

CARRÉ SILVIA-MONFORT (43-31-

28-34), 20 h 30 : Tango chéri ; 22 h 30 :

Suzanne Lenglen, la Olympe de Tennis.

MAISON DES CULTURES DU

MONDE (43-44-73-30), 20 h 30 : Festival

de musique, danses, d'arts,

cinéma ; 21 h : l'Afrique Musicale.

Les autres salles

ANTOINE (42-08-77-71), 20 h 30 :

Harold et Maude.

ARCANÉ (43-38-19-70), 21 h : En

ce palais obscuro.

ASSOCIATION FRANCO-URSS (45-01-

59-00), 19 h : Vladimir Maïakovski

tragédie.

ATALANTE (46-06-11-00), 20 h 30 : Ce

qui est resté d'un Rembrandt déchiré en

petits carrés bien réguliers, et toutes ses

cristallisations.

ATELIER (46-06-49-24), 21 h : la Maladie

imaginaire.

BOURVILLE (43-73-47-84), 20 h 30 : Lady

Pétole ; 22 h : Pas deux comme elle.

CARRÉ SILVIA-MONFORT (43-31-

28-34), 20 h 30 : Tango chéri ; 22 h 30 :

Suzanne Lenglen, la Olympe de Tennis.

CARTOUCHE, Aquarium (43-74-

99-61), 20 h 30 : Les Heures blanches.

Temptée (43-74-36-36), 21 h : la Seine

étroite du bout du monde-akhal ;

20 h 30 : 4 Lignes bleues.

CHATEAU BOUGE (42-54-44-94), 21 h :

Les Retournants.

CINQ DIAMANTS, 21 h : Les Charlottes.

CITRUS (43-57-92-56), 21 h 30 : Dialogues

interrompus.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

(47-20-08-24), 20 h 30 : Fleur de cactus.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11),

21 h : Célius.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22),

20 h 30 : Othello Furioso.

CYPRIOTE SAINT-AGNÈS (47-00-

19-31), 20 h 30 : le Misanthrope.

DÉCHARGEURS (42-36-00-02),

18 h 30 : Pas d'entracte pour Hamlet ;

18 h 30 : Les Deux Timothées.

DIX-HEURES (42-64-35-90), 20 h 30 :

Misan.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19),

22 h 30 : Théâtre interdit ; 16 h 30 :

Étranges Sorcières ; 18 h : Truquing

arrête ; 20 h : Cinéma.

ESSAÏON (42-78-46-42), 18 h 30 : Révis

signe-doux ; 20 h 30 : la Passion de Job ;

21 h : Cochon qui s'en dédit.

FONTAINE (48-74-74-04), 21 h : Au

secours ! tout va bien.

GAITE-MONTMARTRE (43-22-

16-16), 21 h : le Perfectionnisme.

GALERIE 88 (43-26-63-51), 21 h : I do !

I do !

GRAND ÉDUC (43-70-90-09),

20 h 15 : Piller de crabes ; 22 h : C'est

ce soir ou jamais.

GREVIN (42-46-84-47), 20 h : les Trois

Jeunes/Arthur ; 21 h 45 : Minuit de toi.

GUICHET-MONTMARTRE (43-27-

88-61), 19 h : l'Inconnu ; 21 h : Mado-vo

Publica.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la

Pommes chérie ; 20 h 30 : la Loge ;

21 h 30 : Sports et divertissements.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), 19 h :

19 h 30 : Baudelaire ; 21 h : Moi aussi

magnifique ; 22 h 30 : La fin et la

musique ; 23 h : Le Petit Prince ;

21 h 25 : Architecture.

MADELEINE (42-65-07-09), 21 h :

Antigone.

MAIRIE DU 3^e : le 27 et 21 h : Dialogues

microscopiques.

MARIE-STUART (45-08-17-80),

20 h 30 : Misa.

MARIGNY (42-56-04-41), 20 h : Kana.

MICHEL (42-65-35-02), 21 h 15 : Pygmalion

pour sa.

MOGADOR (42-85-28-80), 20 h 30 :

Cahiers.

MONNAIE DE PARIS, 20 h 30 : la

Métropole approchée.

MONTMARTRE (43-22-77-74), 21 h :

Conversations après un enregistrement.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93),

21 h : Vingt Ans de piano forcé.

PALAIS-ROYAL (43-97-59-81), 20 h 45 :

l'Amuse-Guiclé.

POCHE (45-48-92-97), 20 h 30 : Coup de

crayon ; 21 h : Belle Famille.

POITIÈRE (43-41-44-16), 20 h 30 :

l'Éprouvée.

RANELAGH (42-89-44-44), 20 h 30 : les

Palmes Fiches modistes.

ROSEAU THEATRE (42-71-30-20),

15 h : le Misanthrope ; 18 h 30 : Passé-

gère ; 20 h 30 : Éléphant Man.

SALLE VALHALLA (45-84-30-60),

20 h 30 : les Femmes savantes.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47),

20 h 45 : les Seins de Lola.

SENTIER DES HALLES (43-36-37-27),

20 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

cendres ; 22 h 30 : J'ai tout mon temps, où des-

Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant

l'ensemble des programmes ou des salles

idéales à 21 h sous dimanches et jours fériés

Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Vendredi 26 juin

Le music-hall

ARNÉS DE LUTICE (42-77-19-90),

21 h 30 : Les Châliens.

LA BRUYÈRE (48-74-88-21), 21 h : Marc

Adieu.

MAISON DES CULTURES DU

MONDE (45-44-41-42), 19 h : l'Afrique

Musique.

LE MERLE MOQUEUR (45-65-12-43),

21 h 30 : R. Saut.

OLYMPIA (47-42-25-67), 20 h 30 : Grand

Musica-Fall de Grèce.

Les concerts

Concerts de Rachmaninov, 20 h 30 :

Le Vercin.

Général Halls, 21 h : Orchestre national

« Le Monde ».

Régis Saint-Jules le Poivre, 20 h 30 :

Ensemble vocal Gabriel, dir. : C. Petitot

(Montevideo, Schiller).

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Ensemble vocal Intercom, 20 h 30 :

Le Monde
CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

Une grande banque française recherche un
ATTACHE DE DIRECTION
Nancy

RM. VM 37/2164 B

EXON
CHEMICALSJEUNE DIPLOME
HEC-ESSEC-ESCP

RM. VM 11/507 BX

Région Parisienne

RESPONSABLE FINANCIER MF

RM. VM 30/1460 D

Dans les Laboratoires

CHEF DE PROJET

RM. VM 35/2281 A

Organisation professionnelle - Strasbourg
SECRETAIRE GENERAL
220 KF

RM. VM 30/2258 A

La révolution monétaire - Val de Loire

DIRECTION

TECHNICO COMMERCIALE

TROIS INGENIEURS

PRODUITS BANCAIRES

QUATRE ASSISTANTS

TECHNICO COMMERCIAUX

RM. VM 1/1034 AD

KONTRON
INSTRUMENTSVendre la haute technologie médicale,
c'est commencer l'art !

JEUNES DIPLOMES

Pharmaciens, Scientifiques, Commerciaux

RM. VM 30/2000 BJ

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature :

GROUPE EGOR

8, rue de Belfort - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREEK BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

egor

L'IMMOBILIER

appartements
ventes3^e arrdtMaison dans lotissement, terrain
beau vol. en triple, charmant,
100 m², 2 500 000 F, 40-27-08-09.4^e arrdtSAINT-PAUL-LE-MARAIS
studio, belle cuisine, balcon,
placards, 2^e ét., cave, 200 m²,
100 000, MCD, 40-44-45-47.6^e arrdtM^{me} RASPAILbel imm., p. de t., st. ch. 90 m²,
div. dble, 2 chbres, entrées,
cuis., bns, 230, 60 RASPAIL
samedi-dimanche 14 h-17 h.M^{me} RASPAILbel imm., p. de t., st. ch. 130 m²,
div. dble, 40 m² + 1 p. cuis.,
2 bns, 2^e ét., 230, 60 RASPAIL
Tél. matin : 40-44-21-97.15^e arrdtM^{me} FELIX-FAUREimm. réo. tt. u. loges
petit studio, entrées, p. cuis.,
belle, w.c.,
212, rue LECOURBE
samedi-dimanche 15 h-18 h.16^e arrdtM^{me} PASSYbon imm. réo. au 1^{er} et 2^e ét.,
cuis., entrées, w.c., 2 caves,
24, rue de la Tour,
samedi-dimanche 14-17 h.19^e arrdt

BUTTES CHAUMONT

réo. très beau 3 p., 72 m²,
+ 13 m² bas. 1^{er} ét., p. cuis.,
samedi-dimanche 11-18 h.

77

Seine-et-Marne

FONTAINEBLEAU

Centre dans petit imm. réo. et
stud. et 3 p. duplex à aménager.
Propriétaire : 43-28-18-50.

94

Val-de-Marne

LA VARENNE, RER

APPTS NEUFS 2-4 et 5 p.,
imm. spacieuse pierre-de-taille,
cuis. équipée indivis.,
APPTS ENTIER, TERMINÉS.

THUMAL, 48-83-12-11.

95- Val-d'Oise

LAC D'ENGHEN

(400 m) vue superbe réo.,
10^e et dernier étage,
cuis. équipée indivis.,
2 p., 84 m² + bds. 220 000 F
4 p., 85 m² + bds. 550 000 F
6 p., 139 m² + bds. 820 000 F
Propriétaire : 42-50-29-01.appartements
achatsRecht. URGENT 110 à 140 m²Paris 15^e arrdt, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e,
PAIE CPT : 45-73-57-80.

RECHERCHE URGENT

Logement très agréable
même à rénover. Paris ou proche.
Immo. Mercadet. 42-52-01-42.locations
non meublées

Paris

AV. G. MANDEL

GD STAND. 250 m²3^e ét. REFAIT NEUF
35 000 F CH. COMP.

M. BERNARD, 48-02-13-48.

Région Parisienne

CHARENTON, face égl., m² à
2 m. j. occ. réo., 27 m²,
2 800 F + p. cuis., comp.,
2 p., 58 m² à 4 000 F + ch. +
bds 200 F, b. de suite.
POF : 45-20-12-07.

VILLEPREUX (78)

maisons individuelles à louer
avec jardins privés
et chemins.4 p., 101 m² + 3 382 F.C.C.
5 p., 88 m² + 3 078 F.C.C.
6 p., 121 m² + 3 078 F.C.C.

Changement individuel.

Permanence sur place le sam. de
12 à 18 h, 81, rue de la
Croix-du-Moyne, Autouroute de
l'Ouest, direct Charenton, sortie
Bois-d'Arcy, direct Fontenay-
le-Fleury et Villepreux.locations
non meublées

demandes

Paris

JEUNE ing. gén. école rech.
loct. de stud. vers Port-Royal,
st. le soir ou le ven. : 47-20-11-80.locations
meublées

offres

Paris

ETOILE S/JARD.

DUPLEX 50 m²

2 PCS + JARDIN

CHARENTON, 45-02-13-43.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

Constitutions de Sociétés
et tous services. 43-65-17-50.

SIÈGE SOCIAL

Secrétariat + bureaux neufs
démarches RC et RM

SODEC SERVICES

Champ-de-Mars 47-22-65-47.

Nantes : 43-41-81-81.

propriétés

12 km Paris, IGNY

valée de la Seine, 120 m²,
180 m² + sous-sol, réo. 18 p.,
14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e,
PAIE CPT : 45-73-57-80.

Près CARCASSONNE, très

belle prop. d'agrément, 20 ha,
avec BASTIDE rénovée 18 p.,
7 chbres, 4 s. d'eau et bns.
543 m² hab., gds dépend.
d'étang poissonneux (1 ha),
terme, 10 ha bois, b. site,
enclos, avec vue sur Pyrénées.
Pr. 2 800 000 F (18) 69-43-25
ou (18) 69-41-69-60.fonds
de commerce

Ventes

Rég. sud-ouest, vid. mare et
fond. réo. et discothèque
+ logt + esp. vers + part.
pr. : 100 000 F, reprise de cré-
dit. Tél. : (18) 61-58-23-23
ou (18) 61-58-30-35.

L'AGENDA

Alarme

CONTRE LE VOL ET LE VANDALISME

Partie tranquille en W.-E. ou en vacances.

NE SOYEZ PLUS CATASTROPHES.

grâce aux systèmes d'alarme SANS FIL

SANS INSTALLATION

le détecteur de votre habitation :

PROTECTION 2000

Code électronique secret.

matériel simple à utiliser et épreuve,
même en présence d'intrus.

Adressez-vous à un Professionnel qualifié.

SOCIÉTÉ SONODIN - 43-73-82-51

SIDE-CAR

Vente side-car : précision type

tourisme, très bon état, couleur

noir, signe blanche, tous à

PRIX 4 000 FRANCS

S'adresser à : CATH. FREYCHET.

Tél. : 160-72-72-10.

le soir de préférence ou laissez

message sur répondeur.

Camping-car

Camping-car Peugeot J8 Diesel

1993, 3 CV, 75-80 km/h, bon

équipement, télé + 2 mini-velos

55 000 F. T. 34-63-80-44 ap. 20 h.

Tapis

JAMAIS VU A PARIS

VENTE MASSIVE

DE TAPIS, MOINS 40 %

50 % 60 % 70 % en non réo.

100 m² Belouche le 2 200 F

Barre 880 F

Carrelé laine et soie 4 900 F

Barre 2 900 F

RUSSEL, 80, rue d'Amsterdam.

villas

GIF-CHEVRY II gros, centre

RAMBOUILLET, 190 m² hab.,
sur 780 m² terr., 5 chbres,
100 m² piscine, 100 m² jardin,
surtout, w.c., p. cuis., 27 juin,
30, villa du Champ-de-la-Vierge,
178 h SAD : 68-25-68-08.

Vente de grand standing entre

190 m² hab. dont 60 m² de
plein pied, 1 500 m² culture et
arbres, 1 250 000 F.

Tél. : 50-73-18-44.

maisons
individuellesM^{me} ALESIAMAISON 11 ch. bien aménagée,
180 m² hab., 3 s. b., 30 m²,
+ 100 m² de terrain, 1 chbre,
cuis., bns, 230, 60 RASPAIL- 1^{er} ét. : entrée, 1 chbre,
cuis., bns, 230, 60 RASPAIL- 2^e ét. : grand living,
3^e ét. : s. à manger, cuis.,
101, bis, r. de la Vierge-
leau, ssm.-ch. 14 h-17 h.La faiblesse
de Heidegger

Ce qui veut dire que vous

fondez l'éthique sur une métaphy-
sique de l'être comme donné pri-
mordialement ?

Comme don, non comme

donné. C'est de ce côté-là que je

cherche. Métaphysique ? Je ne

suis pas sûr que la métaphysique

soit la même chose que l'ontolo-
gie. Si l'on entend par ontologie,
la tradition occidentale sur l'être,
alors, à la différence de plusieurs
de mes contemporains, je pense
que cette voie n'est pas fermée,
parce qu'on n'a pas exploré des
aspects de la notion d'être qui
pourraient avoir une certaine
proximité avec ce que je viens
d'appeler l'économie du don, à
savoir que l'être n'est pas du
donné mais de la puissance de
faire.

Somme toute, n'intégrez-

vous pas l'ontologie heidegger-
ienne dans une perspective éthi-
que et active qui n'est pas du tout
la sienne ?

Oui. C'est pour cela que,

dans le débat entre Heidegger et

Lévinas, je me sens un peu des

deux côtés à la fois. Lévinas

dénonce, à juste titre, dans la

tradition ontologique la perspective

visionnaire et donc, en ce sens-là,

totalitaire. Il a raison de dire que

l'éthique fait rupture. Mais est-ce

qu'on peut tenir cette grande tra-
dition de l'ontologie pour ferméesur cette perspective visionnaire,
théorique ? Je ne le crois pas. Il

y a des ressources inexploitées de

l'ontologie.

Vous avez pris récemment, ici

même, une position très ferme

contre Heidegger, à cause de son

engagement naz. Mais vous ne

pensez pas que celui-ci, même

l'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

L'ontologie.

Lettres

Le philosophe dans la cité

Paul Ricœur, du texte à l'action

(Suite de la première page.)

L'homme agissant et souffrant.

C'est le sens du titre qui a été

donné à ma collection d'articles,

récemment : *Du texte à l'action* (1). Au fond, le mot

texte étant ici comme le mot

emblématique de ce souci à la fois

de l'amplitude du langage et de sa

prise seconde sur les choses, au-
delà de son propre exil hors des

choses.

- Vous proposez, en philoso-

phie, une arché d'alliance à la li-
térature.- Je me suis intéressé à la li-
térature parce qu'elle est

l'exemple-type du langage se

constituant en monde distinct.

Donc, on peut lui appliquer une

poétique, au sens de Genette. Le

langage littéraire comme langage

monde d'effectus pour sa propre

gloire. Je voulais vérifier, sur ce

cas si défavorable à mon hypo-
thèse centrale, que la littératureest au sujet de la vie et, fonda-
mentalement, de l'agir humain.C'est pourquoi je me suis inté-
ressé à la forme narrative.

- En quoi le texte littéraire est-

il fondateur d'une perspective éthi-
que sur le monde ?

- Je répondrai paradoxalement :

il ne l'est qu'à condition de

n'être pas traité d'abord comme

un texte éthique, mais supra-
éthique, qui dépeint poétique-
ment ce que j'appellerai une éco-
nomie du don. Le don de la réalité

dans un mythe de Création, le don

de la Loi dans le mythe du Sinaï,

le don de la rédemption dans le

mythe chrétien, mais aussi le

don de possibilité illimitée, dans

une perspective eschatologique.

- Ce que j'essaie d'esquisser

actuellement, c'est cette articula-
tion sur l'éthique à partir du plus

que éthique, à savoir que c'est le

don qui engendre l'obligation :

Le Monde SPORTS

TENNIS : les Internationaux de Grande-Bretagne

Conversation sur le gazon anglais

En quatre jours, cent sept matches seulement ont pu aller à leur terme à Wimbledon. Jeudi 25 juin, seule Martina Navratilova a réussi à se qualifier contre la Japonaise Inoue (6-1, 6-2) pour le second tour, tandis que Lendl et Cane étaient deux fois interrompus par la pluie (3-6, 5-5). Jusqu'à présent, la personne qui a passé le plus de temps sur le gazon centenaire est Jim Thorn, le chef jardinier. Il prend les événements avec un humour tout britannique, comme il l'explique dans l'entretien qu'il nous a accordé.

WIMBLEDON
de notre envoyé spécial

« Dans quel état sont les courts ? »

— Aussi étrange que cela puisse paraître, avec toute cette pluie, ils ne sont pas du tout spongieux. En fait, ils sont en bon état. L'an dernier, alors que les conditions météorologiques étaient normales, ils m'avaient donné beaucoup plus de tracas. Il est vrai que cette année les chaussures bordées de petits crampons ont été interdites ; cela facilite beaucoup mon travail. Le gazon est seulement effiloché en bordure des courts parce qu'on est obligé de mettre et d'enlever sans arrêt les bâches. Le seul problème pour les joueurs est que l'herbe est un peu trop grasse ; cela ralentit les balles. C'est à cause du temps et je n'y peux rien. Mais, grâce aux couvertures de plastique, les courts sont chaque jour un peu plus secs.

— Qui d'entre vous s'occupe de l'entretien des courts ?

— J'emploie neuf personnes à plein temps toute l'année et six autres à temps partiel. Il s'agit de cultiver le gazon dans nos serres et de conserver en état les surfaces de jeu. En hiver, l'épaisseur de l'herbe est de 1 pouce (2,54 cm). Et on la ramène progressivement à un quart de pouce (0,63 cm).

« Je sais que naguère mes prédécesseurs utilisaient parfois les brins avec des ciseaux à angle. Personnellement je me contente de tendre le doigt vers les endroits qui ne me paraissent pas nets, et mes assistants s'en occupent. La seule chose que je fasse réellement chaque année, c'est de redresser les limites des courts. Ce n'est pas que je le fasse mieux qu'un autre, mais cela me plaît vraiment. Et, quand les lignes sont tordues, mes assistants s'occupent de les redresser.

— Qui a occupé les responsabilités de chef jardinier avant vous ?

— J'occupe ce poste depuis cinq ans. Mais cela fait trente-cinq ans que je travaille sur des pelouses pour le golf, le football et le cricket à travers le monde entier. Avant moi, à Wimbledon, les chefs jardiniers ont été Bob Twineham, puis Jack Yardley. Comme eux, j'habite dans l'enceinte du club, près des courts en dur. Mon cottage est entouré par quatre pelouses. Elles sont superbes, épaisses d'au moins 5 pouces (12,70 cm) et parsemées de piquettes. C'est idéal pour m'entraîner au golf, car les roughs sont à peu près identiques sur mes parcours au Pays de Galles.

— Vous êtes passionné de golf ?

— Oh oui ! Et je ne suis pas vraiment un fan de tennis. Je connais



Yannik Noah.

bien ce jeu, je sais ce que les joueurs essaient de faire et j'apprécie. Mais pour moi, « le » sport c'est évidemment le golf. Je n'ai pas de handicap. Je ne suis qu'un joueur du dimanche puisque je passe tout mon temps à Wimbledon. C'est pour cela que vous pouvez être sûr qu'on ne jouera pas ici au tennis dimanche prochain, pas question ! D'ailleurs, pendant que je joue au golf, ma femme peut jardiner ; elle a de très belles roses.

— Pourtant, il faudra faire quelque chose pour faire avancer le tennis ?

— L'idéal pour un spécialiste du gazon, c'est, encore une fois, le golf. Il est possible d'entretenir l'herbe du parcours pendant les parties. Hélas, c'est impossible pendant un match

de tennis. Ce jeu est vraiment trop particulier. Enfin, il ne faut pas désespérer, on a encore des ressources. On ne ferme pas purement et simplement dimanche 5 juillet, les championnats ont déjà été prolongés jusqu'au mercredi. C'est une extrémité. Avant d'en arriver là, on peut encore avancer l'heure des débuts de parties, mais on ne gagnera pas plus de trente minutes, car, en attaquant à 10 heures, on massacrera le gazon, qui n'aurait pas rendu toute l'humidité de la nuit. C'est un peu embêtant d'avoir tant travaillé pendant cinquante semaines, d'être fin prêts et de voir tout remis en cause par le ciel.

Propos recueillis par
ALAIN CHAUVIN.

ATHLÉTISME : les projets de M. Bobin

Semer dans les cendres

Les équipes de France d'athlétisme ont l'occasion de faire preuve de leur dynamisme, ce week-end, lors des rencontres de Coupe d'Europe. A Göteborg (Suède), les hommes devraient remonter dans le groupe A, tandis que

les femmes, à Prague (Tchécoslovaquie), se battent pour se maintenir parmi les meilleures. Des victoires nécessaires au nouveau président de la fédération pour conduire une « politique d'expansion ».

ROBERT BOBIN a foi en l'athlétisme français. « Nous allons construire une cathédrale », avait-il promis à ses ouailles en prenant ses fonctions fin avril. Sur les décombres encore fumants de la précédente gestion, le nouveau président de la Fédération française d'athlétisme (FFA) faisait serment de tout mettre en œuvre pour sortir l'athlétisme de sa confidentialité. Avec 115 000 athlètes dûment recensés dans les clubs, le premier sport olympique représente moins de 1 % des sportifs licenciés. Une misère insupportable pour l'ancien directeur technique national (1958-1973), ancien directeur de l'INSEP (1979-1983), ex-Monsieur Jeux olympiques de 1984.

Après une courte retraite vécue à l'écart de la crise de la FFA, ce Vendéen de soixante-six ans a vivement retourné ses manches présidentielles. Alain Pirion, le directeur technique national, est sous le charme : « Des projets que j'avais évoqués il y a un an et demi sont pris en compte, voire déjà mis en œuvre », confie-t-il. Premier souci de la nouvelle équipe dirigeante : l'assainissement des finances.

Robert Bobin compte sortir du rouge dès 1988, en trois mouvements. Grâce, d'une part, à des économies supplémentaires (reports, compressions et suppressions d'épreuves) et, d'autre part, au renfort de ressources extérieures (les sponsors sont de retour) ; enfin, avec l'aide du ministère, où le président a reçu « un accueil compréhensif ». Mais l'ambition est de conduire à marche forcée « une politique d'expansion ». Déjà des contacts ont été noués avec les responsables du sport scolaire (UNSS), ce réservoir sous-utilisé. La volonté nouvelle de collaboration entre la FFA et l'UNSS se concrétisera, dès l'an prochain, par la tenue d'un meeting d'athlétisme dans le cadre des championnats de France scolaires.

La détection s'appliquera aussi hors de l'école. Alain Pirion mûrit

actuellement un projet pour « aller chercher les enfants là où ils sont, au pied des immeubles, sur leurs vélos ». Robert Bobin en vient pour attirer les jeunes vers l'athlétisme, « il faut inventer des programmes et des formules de compétition plus agréables, plus ludiques ». Parallèlement, la FFA tente une manœuvre d'approche vers les courses sur route. Considérées longtemps avec une indifférence hostile, cette pratique nouvelle réunit plus d'un million d'athlètes qui échappent au giron fédéral. Sur les 12 000 participants au récent Marathon de Paris, 7 % seulement étaient affiliés à un club. « Ceux qui courent sur piste, en sous-bois ou sur route font partie de la grande famille de la course à pied, qui ne doit pas être divisée », estime Robert Bobin, dont l'un des premiers actes a été d'ouvrir la commission « courses sur route » de la FFA aux organisateurs d'épreuves.

Bureau de liaison

Parmi les dossiers brûlants découverts dans les placards de la fédération par les nouveaux dirigeants : la grogne des clubs, mécontents de leur isolement. Elle a paru si inquiétante qu'une concertation permanente a été instaurée séance tenante. Un bureau fédéral doit assurer le va-et-vient de l'information entre la base et le comité directeur. L'un des cinq vice-présidents a pour unique mission l'aide aux ligues et aux clubs pour « la recherche de moyens décentralisés ».

Cette première batterie de mesures en faveur du développement de la pratique sportive par la masse peut, par chance, s'appuyer sur une élite renouée. Les perchistes et Stéphane Caristan ne sont plus les seuls porte-drapeaux de l'athlétisme français. Les talents de Bruno Marie-Rose, Serge Hôlan, Paul Arpin, Annette Sergent et Ferenc Salbert se sont épanouis en hiver.

Le printemps est annonciateur de bons résultats dans la plupart des disciplines. Les marcheurs, par exemple, ont déjà réussi la minime mais sévère épreuve des championnats du monde. Les 2 millions de francs rassemblés à la hâte par Guy Guézille, le nouveau vice-président chargé de la promotion, devraient donner à l'équipe de France les meilleures conditions pour préparer le Mondial de Rome en septembre. Pour Robert Bobin, dont les souvenirs de DTN sont liés aux heures flamboyantes de l'athlétisme tricolore des années 60, « les athlètes de grande classe que nous possédons sont l'avant-garde d'une élite qu'il faudra densifier ».

Lours exploits font du bien à l'image de l'athlétisme national, mais, dit-il, « pour faire parler de notre sport il faut créer des événements en France ». C'est là que le bât blesse. Il n'y a pas à Paris, selon lui, de stade capable d'accueillir une compétition de haut niveau international.

Certes, M. Jacques Chirac a annoncé récemment qu'il avait choisi le site de Châtigny (treizième arrondissement) pour créer un stade de 20 000 à 25 000 places (le Monde du 20 juin). Mais, pour Robert Bobin, « cet outil indispensable serait insuffisant pour l'organisation d'un championnat ou d'une Coupe d'Europe ».

Scandalisé par « le sous-développement français » en matière d'équipements, Robert Bobin a décidé d'engager une croisade pour un stade qui possède à la fois de 30 000 à 40 000 places et une piste de huit couloirs. Le nouveau patron de l'athlétisme rumine avec amertume les occasions manquées. Il évoque le Parc des Princes conçu sans anneau de tartan, les stades de province rénovés pour l'Euro 84, à la seule dévotion du dieu-football.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

CYCLISME : les amphétamines en question

Les dupes de la « dope »

La mort, en 1967, du Britannique Tom Simpson, victime en plein Tour de France d'une « overdose », a révéillé au grand public que le dopage était un mal répandu parmi les coureurs. Vingt ans plus tard, un jeune pharmacien, passionné de cyclisme, a consacré sa thèse à la lutte contre ces pratiques trop fréquentes dans ce sport. Il commente ses découvertes et ses surprises.

« A l'issue du Tour de France 1983, un cycliste professionnel nous a demandé d'analyser des produits. Il y avait de la caféine, un excitant, et une substance que nous avons eu du mal à identifier, de l'acide myristique, dérivé de la noix de muscade. Un hallucinogène. Son action euphorisante lui valut de remplacer aujourd'hui dans les pelotons les amphétamines et leurs cousins, interdits par l'Union cycliste internationale (UCI).

« Peu de gens sont au courant de l'utilisation des hallucinogènes, non répertoriés dans les contrôles antidopage. Il a fallu explorer en dehors des listes officielles pour découvrir ces pratiques. Une équipe entière du Tour de France recevait ainsi chaque jour sa ration de gélules de caféine fortement dosées et de noix de muscade, sans avoir la moindre idée de ce qu'on lui faisait ingérer. »

Thierry Louvel, trente ans, jeune pharmacien normand, ne s'avance pas à la légère. Pour avoir longtemps roulé sous les couleurs d'un club régional, ce passionné de cyclisme connaît parfaitement un milieu où il a noué de solides amitiés et relations. Il a présenté, en mars 1986, sa thèse pour le diplôme d'Etat de docteur en pharmacie sur le thème « Vingt années de lutte anti-dopage dans le sport cycliste ».

« Au cours de cette période, résume-t-il, on a traité le problème en faisant de la répression. Et c'est le coureur qui servait de bouc émissaire. Il faut désormais raisonner en termes de prévention en informant le cycliste des dangers qu'il court. Tout geste, j'ai été traumatisé par le décès, dû au dopage, de Tom Simpson dans le Ventoux. Plus récemment, j'étais ami avec un membre de mon club ; celui-ci est mort subitement d'une crise cardiaque, à l'âge de vingt-six ans, juste après avoir remporté une étape du Tour du Pilat amateurs, dans la région de Saint-Etienne. »

Vieux avant l'âge

Thierry Louvel parle d'un coureur qui est « un homme ficu », son hypophyse — glande jouant un rôle majeur dans la régulation des sécrétions hormonales — ne fonctionnant plus. Il a aujourd'hui des problèmes sexuels et des problèmes de reins. Lorsque ce garçon courait chez les professionnels, il a servi de bouc émissaire pour son chef de file. On a testé sur lui certains produits.

Simpson fut une victime spectaculaire des amphétamines, en vogue dans les années 60 (30 % des cas de dopage par ces substances ont été décelés en 1965). Cet excès du système nerveux central, aux effets rapides, provoquait beaucoup de dégâts à court terme. Désormais, le danger de destruction à long terme plane sur les organismes des « gants de la route » convertis à l'usage des dérivés de la morphine, des hormones et des corticoïdes. « Quand on injecte à un individu des hormones exogènes, c'est-à-dire provenant de l'extérieur, l'organisme stoppe sa propre production, explique Thierry Louvel. Chez les sujets qui se soumettent à un tel traitement pendant plusieurs années, les glandes se mettent au repos et peuvent rester définitivement inactives. »

Les problèmes de santé vont surgir seulement à partir de la quarantaine. Les cyclistes utilisent fréquemment la cortisone, parce que ce produit n'est pas recherché lors des analyses de contrôle. Ils en perçoivent facilement les effets stimulants, mais pas les effets destructeurs, qui n'apparaissent qu'au bout d'une dizaine d'années. « Quand on les met en garde, raconte le pharmacien, ils nous prennent le plus souvent pour des rigolos. »

Une crise de conscience s'amorce dans les pelotons et les cercles officiels. L'intervention de la brigade des stupéfiants à Bercy, lors des Six Jours en novembre 1986, débouchant sur l'inculpation de quatre personnes au centre d'un trafic de produits dopants et de stupéfiants (Bernard Sainz, Joël Lacroix, Patrick Charron et le docteur Joseph Toledano), a retenti comme une bombe.

Mais le milieu cycliste ferme plus ou moins les yeux, reconnaît Thierry Louvel en soulignant qu'il s'agit de la découverte la plus choquante de ces trois années consacrées à la préparation de sa thèse.

Les listes de substances interdites baignent dans le flou et révèlent de sérieux anomalies. On y découvre que les médicaments ne sont pas répertoriés sous leur nom officiel, mais sous leur appellation commerciale. De plus, ces listes ont été mal conçues en 1968 et n'ont pas été révisées avant le début de l'année 1987. Si certaines améliorations ont depuis été apportées, on interdit cependant les dérivés d'amphétamines sans les citer tous.

Le système des analyses en France présente, selon lui, encore bien des failles. « Un seul laboratoire contrôle les opérations de contrôle pour tous les sports, souligne le jeune pharmacien. On y pratique 2 000 analyses par an, dont 1 250 pour le cyclisme. C'est trop pour un seul établissement. En 1981, 52 cas n'ont pu être étudiés. »

« De plus, les flacons empruntés souvent un long trajet en chemin de fer et peuvent être stockés une semaine avant d'être traités. Ils subissent ainsi des altérations qui rendent les analyses discutable. A un premier test positif, il arrive que s'en suive un second négatif. »

Sans parler de vices de forme. Anonymat non respecté, flacons altérés, étiquettes perdues, coffrets mal scellés, sont autant d'anomalies, prétend à sous-traiter les échantillons au contrôle. Bref, le sport français, en général, et le cyclisme, en particulier, ont consacré des moyens plutôt légers à la lutte contre le dopage.

Face au fléau, l'information constitue la première précaution. « Nous allons lancer des fiches conseils », annonce le pharmacien normand. Et, parallèlement, établir une liste des médicaments utilisables sans danger, sans nuire aux performances, et qui ne sont pas des produits dopants. Dans une discipline aussi exigeante physiquement que le cyclisme, un appoint extérieur se révèle souvent indispensable. « On peut avoir recours à des substances favorisant la fixation d'oxygène au niveau cellulaire, estime Thierry Louvel. L'Ergadyl en comprimés, à condition d'être bien utilisé, a un effet physiologique sans danger de destruction. Mais il faut reconnaître que les études systématiques pour savoir si un produit n'est pas néfaste à l'individu en plein effort sont déficientes. Car les produits pharmaceutiques utilisés par M. Tout-le-monde peuvent être dangereux quand il y a l'hypertension de l'effort. »

MICHEL DESFONTAINES.

FOOTBALL AMERICAIN

L'équipe d'étudiants des CASTORS de PARIS a battu en finale du championnat de France l'équipe des JETS par 75-0.

NEUBAUER - PEUGEOT, supporter de cette jeune équipe depuis sa création, est fier de son succès et heureux de promouvoir le football américain en France.

1987 LUC FREDEFON
LE GRAND GUIGNOL
... OU LA VIE QUOTIDIENNE D'UN APPEL EN ALGÈRE
« A classer parmi les grands ouvrages les que : Les Croix de Bois, le Feu, les Godolits sont lourds, à l'ouest rien de nouveau... Par la trucidation de ses anecdotes et reportages pris sur le vif... »
Jean MENET
Club international d'échanges culturels
Distribution DISTROUS
17, rue Hoche
92240 Malakoff
Prix public : 60 Francs

Inefficace

« L'efficacité est un concept très relatif. Elle dépend de la manière dont on la mesure. Elle est souvent mesurée en fonction des résultats obtenus par rapport à des objectifs fixés à l'avance. Mais ces objectifs sont souvent eux-mêmes le résultat de choix politiques ou idéologiques. Par conséquent, l'efficacité est toujours relative à un cadre de référence donné. »

« L'efficacité est un concept très relatif. Elle dépend de la manière dont on la mesure. Elle est souvent mesurée en fonction des résultats obtenus par rapport à des objectifs fixés à l'avance. Mais ces objectifs sont souvent eux-mêmes le résultat de choix politiques ou idéologiques. Par conséquent, l'efficacité est toujours relative à un cadre de référence donné. »

Indemnisation aujourd'hui

« L'indemnisation est un processus complexe qui implique de nombreux acteurs et de nombreuses étapes. Elle est souvent le résultat de négociations entre les victimes et les responsables. Elle est également le résultat de décisions judiciaires ou administratives. »

« L'indemnisation est un processus complexe qui implique de nombreux acteurs et de nombreuses étapes. Elle est souvent le résultat de négociations entre les victimes et les responsables. Elle est également le résultat de décisions judiciaires ou administratives. »

« L'indemnisation est un processus complexe qui implique de nombreux acteurs et de nombreuses étapes. Elle est souvent le résultat de négociations entre les victimes et les responsables. Elle est également le résultat de décisions judiciaires ou administratives. »

« L'indemnisation est un processus complexe qui implique de nombreux acteurs et de nombreuses étapes. Elle est souvent le résultat de négociations entre les victimes et les responsables. Elle est également le résultat de décisions judiciaires ou administratives. »

« L'indemnisation est un processus complexe qui implique de nombreux acteurs et de nombreuses étapes. Elle est souvent le résultat de négociations entre les victimes et les responsables. Elle est également le résultat de décisions judiciaires ou administratives. »

« L'indemnisation est un processus complexe qui implique de nombreux acteurs et de nombreuses étapes. Elle est souvent le résultat de négociations entre les victimes et les responsables. Elle est également le résultat de décisions judiciaires ou administratives. »

Le rapport 1987 de la Cour des comptes

Inefficacité des aides de l'Etat et détournement de fonds publics

M. André Chadenet, premier président de la Cour des comptes, a remis, jeudi 25 juin, au président de la République et aux Assemblées le rapport 1987 de la haute juridiction. Les vingt-cinq chapitres qu'il contient, dont celui, traditionnel, consacré à l'exécution des lois de finances de 1985, ne représentent qu'une infime partie des enquêtes menées par la Cour en 1986. Chargée de contrôler la régularité de l'utilisation des fonds publics, les membres de la Cour ont examiné l'an dernier neuf cent soixante-quatre rapports, dont soixante-quinze étaient consacrés aux entreprises publiques.

Moins croissant que les années précédentes, le rapport 1987 n'en contient pas moins son lot de situations « folkloriques ». Évoquant l'indemnisation des travailleurs sans emploi, les rapporteurs signalent « un allocataire de vingt-trois ans, ancien salarié d'une coopérative fraternelle, qui a pu bénéficier d'une allocation de chômage de 22 000 francs par mois alors que son salaire antérieur variait de 3 500 francs à 5 100 francs ». A propos de « l'alourdissement des coûts de gestion du PMU », la Cour indique que cinquante-six de ses cyclistes ne roulaient pas pour rien : leur salaire annuel dépassait les 300 000 francs, auxquels venaient s'ajouter

diverses indemnités, généralement exonérées d'impôts.

Au-delà de ce florilège d'anecdotes, le rapport dénonce certains détournements ou gâchis de fonds publics.

A propos de la construction navale, la Cour estime ainsi que « le souci de repousser des restructurations difficiles dans l'espoir d'un retournement de la conjoncture a conduit l'administration à verser des aides extrêmement élevées, équivalentes à 60 % du chiffre d'affaires du secteur de 1983 à 1986, sans empêcher deux faillites successives de la plus importante entreprise », les Ateliers français de l'Ouest, repris en 1985 par les Ateliers réunis du Nord et de l'Ouest.

Dénonçant, à propos du Fonds d'aide et de coopération (FAC) du ministère de la coopération, l'absence, « depuis plus de vingt-cinq ans, de véritable contrôle financier », la Cour s'interroge sur « l'efficacité des dépenses dans sa gestion budgétaire ». C'est à l'occasion du contrôle des dépenses du FAC que la Cour a découvert que l'association Carrefour du développement avait reçu de ce dernier, entre 1984 et 1985, 64,8 millions de francs, somme à laquelle s'ajoutaient 16,4 millions en provenance d'autres chapitres du

ministère. Dans son rapport, la juridiction met en cause le chef de cabinet, Yves Chailier, mais épargne le ministre d'alors, M. Christian Nucci.

L'UNEDIC, la Sécurité routière, le secteur public de l'audiovisuel, le ministère de la défense (et le Musée de l'Armée dont il assure la gestion), l'Agence nationale des chèques-vacances, l'Association française pour la maîtrise de l'énergie, mais également les collectivités locales (les villes de Châteauneuf, Villeparisis et La Ferté-sous-Jouarre en particulier) qui profitent de leurs nouveaux droits pour accroître leurs interventions économiques sont également sévèrement jugés par la Cour des comptes.

A propos des entreprises publiques, la Cour s'interroge d'une insuffisante maîtrise des filiales. Trois exemples sont publiés : la Compagnie internationale de services en informatique (la CISI), filiale du Commissariat à l'énergie atomique, l'Inchp, filiale de l'Institut français du pétrole, et la Signalisation, du groupe Compagnie générale de constructions téléphoniques (privatisée au début de cette année). Ayant signé en 1983 deux contrats d'un montant de 450 millions de francs pour la rénovation du réseau téléphonique de la ville de Koweït, la Signalisation n'a pu les réa-

liser, ce qui aura en définitive coûté au budget annexe des PIT quelque 730 millions de francs !

Mais cette année, la Cour a également cherché à apprécier l'efficacité des moyens mis en œuvre pour la réalisation de certaines actions administratives, engageant plusieurs services. Le rapport contient ainsi des analyses sur l'efficacité des aides — de toute nature — apportées à la localisation des activités créatrices d'emplois d'une part, des concours publics, de sources diverses, apportés à la production agricole d'autre part. Dans ce dernier domaine, les conclusions de la Cour ne sont guère surprenantes. Importantes, les aides publiques aux agriculteurs ne permettent d'atteindre ni les objectifs sociaux qui leur sont assignés (elles profitent aux activités déjà les plus prospères) ni les objectifs économiques (la constitution d'entreprises agricoles rentables et dynamiques) en raison d'une imprécision des buts et de la multiplicité des procédures. La Cour appelle à une « redéfinition nécessaire des aides ». En publiant cette étude, la Cour contribue certes à éclairer le débat national sur les aides à l'agriculture, mais elle risque aussi d'alimenter, dans les discussions internationales, l'argumentation de certains des concurrents agricoles de la France. Le risque de la transparence.

ERIK IZRALEWICZ.

Indemnisation du chômage : aujourd'hui comme hier

En soulignant la complexité de la marmite où cuisent et recuisent depuis des années tous les ingrédients qui composent les politiques de l'emploi — les aides et les primes à la création d'emplois, le système d'indemnisation du chômage, — la Cour des comptes a pris le risque de faire constater à tous que cette marmite exhalait parfois des effluves malsentants.

La première des cibles de la Cour des comptes est à la fois facile et terriblement cruelle puisqu'il s'agit des primes et des aides de toutes sortes versées pour soutenir l'emploi dans une région ou dans une entreprise. Du principe localiste, on passe vite aux abus communs par des centaines de primes, malbouffées ou de bonne foi. Ce qui donne l'occasion d'une visite au musée de l'absurde. Trop d'organismes subventionnent sans concertation, additionnent leurs efforts sans toujours le savoir et agissent, depuis la régionalisation, soit sans en référer à l'échelon local, qui pourrait être meilleur juge, soit sans demander l'avis d'experts nationaux, moins sensibles aux pressions d'un microcosme.

Le contrôle, qui a porté sur la gestion de 1 710 opérations, pour un montant de 3,2 milliards de francs, réalisés dans 13 régions de 1981 à 1985, est éblouissant. Les procédures, note la Cour des comptes, « demeurent très imparfaites », le système repose sur « des principes qui ne correspondent pas forcément, dans la situation économique actuelle, aux modalités et aux conditions de la création d'emplois par les entreprises ». Il en résulte, ajoute le rapport, un taux d'efficacité relativement faible.

On tarde à verser les aides — douze mois ici, vingt-six mois là. On accorde des dérogations pour ne pas avoir à réclamer la création d'emplois ou même la maintien des effectifs. On laisse les verseurs des objectifs non respectés et l'on attend que les licenciements aient lieu. Cela frise quelquefois l'inconscience.

Le PMU : au poteau

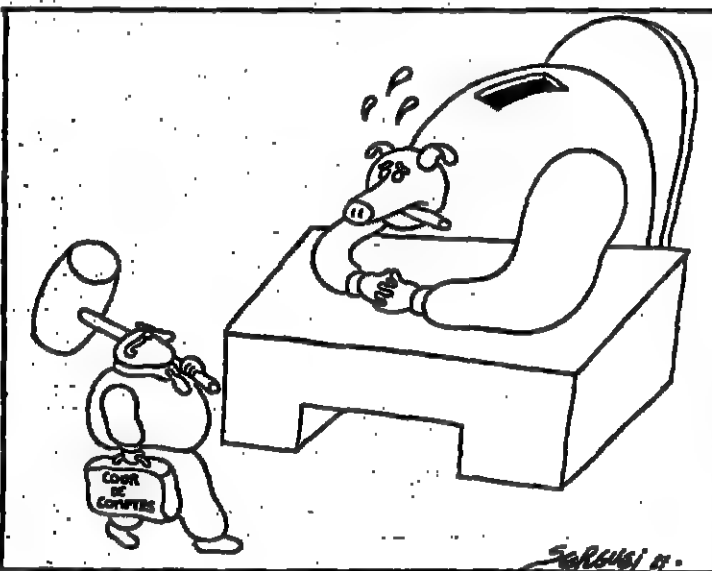
Aux courses hippiques, les gagnants ne sont pas tous les parieurs chanceux que quelques familles et salariés du Pari mutuel urbain (PMU). Statuant à « l'institution des courses et au fonctionnement du PMU », la Cour tend en tout cas à élargir cette idée. Malgré la réforme intervenue à la suite du décret du 4 octobre 1983 et qui a transformé, en dépit de « lenteurs regrettables », le PMU en un groupement d'intérêt économique, cette organisation, qui a collecté en 1985 quelque 25,6 milliards de francs de paris sur les courses de chevaux, assure un fonctionnement défectueux. Et la Cour ne lésine pas sur les accusations.

« L'activité du PMU, écrivent les rapporteurs, semble avoir servi de plus en plus de support à d'importantes opérations de placements financiers ainsi qu'à la conclusion de marchés au bénéfice d'intérêts privés », et cela au détriment de son but principal, « l'amélioration de la race chevaline ». Le rapport indique ainsi que deux familles « se partagent de façon exclusive la direction du PMU ». Des sociétés dans lesquelles ces familles avaient des intérêts « assurent une part notable des fournitures de cet organisme ». Le

A Besseges, dans le Gard, un secteur sera soutenu jusqu'à 93,6 % de son engagement personnel. Ce qui ne l'empêchera pas de faire faillite. A Saint-Avold, qui accorde une aide totale de 135 millions de francs à une filiale d'un groupe allemand, soit 360 000 F par emploi jusqu'à ce que la déconfiture intervienne. Sans que cela empêche le versement d'intérêts, d'honoraires ou de commissions à la maison mère. Les aides ne sont pas remboursées, les créations d'emplois sont primées deux fois quand des transferts au sein d'une même entreprise sont soutenus. Beaucoup d'entreprises profitent du système, y compris de grosses ou de renommées. Mais que peuvent faire des pompiers pressés d'agir pour enrayer le sinistre des pertes d'emplois ?

La deuxième cible visée par la Cour des comptes, quelques UNEDIC et ASSÉDIC chargés de l'indemnisation du chômage, avait déjà été atteinte en 1983. Depuis, rien ou presque n'a changé. Non seulement le régime d'assurance-chômage verserait des allocations sans en vérifier la nécessité, mais il ne contrôlerait pas assez les retournements de cotisations. Quand il a des créances, il ne saurait pas les faire honorer, et l'autonomie dont bénéficient les ASSÉDIC entraîne de graves incohérences, particulièrement sensibles dans les systèmes informatiques. D'où des gaspillages et des abus, le partage des responsabilités avec les fonctionnaires de la direction départementale du travail et de l'emploi conduisant à l'impuissance. Cela a abouti à des situations inacceptables.

En 1986, on comptait 146 contrôleurs pour l'ensemble de la France « alors que les besoins avaient été évalués en 1977 à un millier pour un effectif de chômeurs deux fois moindre ». Dans le Gard et les Pyrénées-Orientales, on a constaté des fraudes significatives. Un travailleur intérimaire, sur quatre, cumulait son salaire et son revenu de remplacement. Un sur cinq seulement avait déclaré sa reprise d'activité à l'ASSÉDIC et à l'ANPE.



Défense : des méthodes de gestion financière à revoir

La Cour demande au ministère de la défense de réviser en profondeur ses méthodes de gestion et, plus spécialement, ses méthodes d'estimation des coûts, tant pour les matériels que pour les dépenses de fonctionnement et d'équipement des armées durant ces cinq années, la Cour observe des écarts importants entre les prévisions et les réalisations durant les trois premières années d'application de la loi. Entre le moment des crédits prévus et le moment des crédits inscrits aux budgets annuels, il a manqué 14 milliards de francs aux armées entre 1984 et 1986, dont 3,5 milliards de francs pour la seule année de 1986, qui est apparemment l'année la plus touchée.

Plusieurs raisons à cette distorsion entre les objectifs de la programmation et les moyens alloués en réalité : une sous-estimation des coûts, des retards ou des écarts dans les commandes, des allongements des délais de construction, des ajustements en cours de réalisation des projets et, surtout, un rythme de hausse générale des prix des matériels militaires supérieur à l'inflation civile (l'inflation militaire est estimée à 9 %).

D'autre part, le Cour illustre ce manque de méthode dans l'estimation des coûts avec l'exemple de ce qui s'est passé pour la réorganisation, intervenue en 1976, puis en 1984, de l'armée de terre. Les évaluations du ministère de la défense font état de 3,6 milliards de francs d'économies, obtenues avec la première réorganisation, et de 7 milliards pour la seconde. La Cour considère que les gains, selon son mode de calcul, se seraient élevés à 254 millions de francs en 1976 et à 230 millions en 1984. L'écart qui sépare ces estimations montre bien l'imprécision affectant l'évaluation des conséquences des décisions prises par le ministère.

Le ministère de la défense fait valoir, dans sa réponse, que l'ajustement d'une programmation militaire, sur cinq ans, est un problème difficile. Il suppose, d'abord, que les crédits consentis respectent le pouvoir d'achat prévu à l'origine. Il méconnaît, ensuite, le fait que certains programmes peuvent connaître des difficultés techniques de réalisation, génératrices de retards et, donc, de devis modifiés. Enfin, cet ajustement est rendu difficile dès lors que l'évolution des menaces conduit à introduire de nouveaux besoins ou à redéfinir la priorité entre les besoins.

Retour sur le « Carrefour »

La Cour des comptes a été à l'origine de l'affaire du Carrefour du développement. C'est en enquêtant sur la gestion du Fonds d'aide et de coopération (FAC) qu'elle avait décelé « diverses déficiences (...) qui témoignaient de défauts dans le fonctionnement du ministère de la coopération ». C'est ainsi que, fin 1985, elle avait « découvert l'association Carrefour du développement (ACAD) et décidé d'en entreprendre le contrôle ».

Le rapport 1987 de la Cour des comptes ne révèle rien qui ne soit aujourd'hui amplement détaillé dans l'instruction judiciaire menée par M. Jean-Pierre Michau. « Les faiblesses et déficiences du FAC, celles qui caractérisent l'organisation du ministère de la coopération, écrit la Cour, ont pendant plusieurs années rendu possible une gestion occulte, source de détournement portant sur plusieurs millions de francs. A aucun moment les services n'ont pris conscience des anomalies ».

Cependant la Cour prend garde à ne pas mettre en cause directement M. Christian Nucci, faisant porter la responsabilité des « abus et déviations » à M. Yves Chailier et à M. René Trillaud, chargé de l'ordonnement des dépenses du ministère de la coopération, pudiquement nommés « le chef de cabinet et le chef de bureau » : « Cumulant des fonctions publiques et privées qui n'auraient jamais dû être associées et jouant des imitations de signature, le chef de cabinet et le chef de bureau ont ainsi concentré entre leurs mains l'ensemble des pouvoirs qui, émanant tant de l'administration que de l'association, permettaient d'extraire puis de manier des fonds publics ».

Collectivités locales : trop d'aides en désordre aux entreprises

Les aides des collectivités locales (régions, départements, communes) aux entreprises (que ces dernières soient en difficulté ou en développement) se sont considérablement développées depuis trois ans, à la fois en vertu des lois de décentralisation votées depuis 1982 et de la crise économique, qui a contraint les élus locaux à intervenir plus directement qu'auparavant sur le tissu économique de leur ressort.

La Cour des comptes consacre un long chapitre à cette question, comme elle l'avait déjà fait en 1983. D'autres organismes ou administrations l'ont précédée, se penchant à leur manière sur un sujet qui visiblement intéresse beaucoup les pouvoirs publics. Ainsi, le ministère de l'Intérieur — qui prépare un projet de loi à ce propos — avait demandé, l'hiver dernier, à tous les préfets des rapports sur les « dérapages » qu'ils pouvaient constater dans l'intervention financière des communes. Il y a quelques jours, c'est le Conseil économique et social qui a publié un rapport sur le même sujet. Et début juin, le ministère de l'économie, enfin, a rendu publique une analyse des aides des collectivités locales aux entreprises du secteur privé. Hors garanties d'emprunt, ces aides se chiffrent à 6,6 milliards de francs en 1985, soit une augmentation de 50 % par rapport à l'année précédente. 43 % des interventions sont le fait des communes.

S'appuyant sur l'enquête effectuée par quinze chambres régionales des comptes, la Cour met en garde

contre la multiplication des formes d'interventions et des intervenants, qui nuit à la cohérence des efforts, contre la procédure des primes, trop lourde pour des résultats décevants, et elle conclut que les risques (pour les budgets des collectivités) restent imparfaitement maîtrisés.

Les situations selon les régions sont extrêmement diverses et il ne faut pas jeter la pierre à toutes les collectivités. Mais la Cour souligne par exemple la longueur des délais d'instruction des dossiers avant qu'une prime soit accordée (7 à 8 mois en Midi-Pyrénées ou en Languedoc-Roussillon). Parfois, des entreprises pour lesquelles une prime était prévue... ont fait faillite entre-temps. La Banque de France le savait, mais pas le conseil régional (Nord-Pas-de-Calais). Il faut, souligne la Cour, que les collectivités locales s'entourent de toutes les garanties lorsqu'elles accordent leur concours. Elle cite, entre autres, l'exemple de la commune d'Ollières (Puy-de-Dôme), qui s'est trouvée dans l'incapacité de récupérer des loyers dus par une entreprise qui en 1983 a déposé son bilan. La commune, en revanche, doit continuer à rembourser les emprunts qu'elle avait émis pour construire l'usine relais. Le maire a déposé une requête contre la SOMIVAL (Société de mise en valeur de l'Auvergne et du Limousin), qui était le maître d'œuvre délégué, devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Micro-ordinateurs dans les lycées : le surcoût du crédit-bail

Lancé en janvier 1985 sous l'impulsion de Laurent Fabius alors premier ministre, le plan « Informatique pour tous » avait pour but de mettre en place pour la rentrée 1985, dans quelque 50 000 établissements scolaires, plus de 120 000 micro-ordinateurs. La Cour constate que les objectifs ont été atteints, mais conteste les modalités de financement choisies. En raison du coût élevé du plan (1,79 milliard de francs) et du délai imparti pour le réaliser, les crédits budgétaires se sont en effet révélés très insuffisants. Le ministère de l'éducation a recouru pour la majeure partie de ses dépenses d'équipement à la formule du crédit-bail, qui implique un engagement financier pluriannuel, contraire à la sacro-sainte doctrine budgétaire qui veut que les dépenses engagées soient contenues dans la limite des crédits ouverts pour l'exercice courant.

La Cour souligne que le crédit-bail entraîne en outre un surcoût par rapport à un financement budgétaire traditionnel de 187 millions de francs — surcoût que l'administration se chiffre qu'à 100 millions. Enfin, la Cour juge irrégulière l'intervention du budget annexe des P et T pour payer les annuités du crédit-bail. Si le ministère des P et T partage son avis, en revanche, celui des finances précise qu'elle est « en parfaite cohérence avec la décision de faire financer la filière électronique par le budget annexe des P et T ».

CISI (informatique) : rêve de grandeur

La Cour des comptes s'est penchée sur le cas des organismes de recherche à caractère public ayant acquis ou créé des filiales industrielles ou de services, destinées à l'origine à valoriser leurs compétences, et qui se sont révélées être des gouffres financiers. Ainsi en est-il de la CISI (Compagnie internationale de services en informatique), filiale créée en 1972 par le CEA (Commissariat à l'énergie atomique).

Confrontée à l'évolution de son secteur, la CISI s'est lancée dans une « diversification excessive qui l'a conduite à disperser ses efforts ».

Le plan 1982-1986 retenait ainsi dix-sept secteurs d'activités, alors que la capacité d'autofinancement de la compagnie était limitée (17 millions de francs en 1982 contre 65 en 1980). Ce qui ne l'a pas empêchée de réaliser des acquisitions nombreuses et coûteuses, comme celle de la société américaine Wefa (banque de données économiques), depuis revendue, qui lui aura coûté 110 millions de francs, sans compter les pertes dues à l'absence de redressement commercial.

La Cour constate que la dégradation de la situation de la CISI (passée d'un bénéfice de 29 millions en 1980 à une perte de 180 millions en 1984, soit des pertes cumulées de 1982 à 1984 s'élevant à 301,5 millions) n'a été ni « prévue », ni « atténuée » en raison de la défaillance d'un actionnaire trop confiant (auquel la Compagnie aura coûté 310 millions en renforcement de fonds propres) et d'une tutelle imprécise, car relevant de trop d'administrations.

Economie

SOCIAL

Grandes manœuvres autour de l'UNEDIC

Syndicats et patronat s'entendent pour « piéger » le gouvernement

Sur fond d'élections prud'homales pour les syndicats et de présidentielle pour le gouvernement, les grandes manœuvres ont repris autour de l'UNEDIC, toujours menacé de difficultés financières. La réunion entre les gestionnaires du régime paritaire d'assurance-chômage, le 25 juin au siège du CNPF, a planté le décor. Syndicats et patronat se reverront le 1^{er} juillet pour établir un mémorandum qui permettra de négocier d'une seule voix, espère-t-on, avec les pouvoirs publics sur les « responsabilités réciproques » d'un système d'assurance assis sur les cotisations et d'un régime de solidarité financé par l'Etat. Puis viendront les remèdes-vous décidés pour le sort de l'UNEDIC, fixés pour octobre et novembre, l'actuelle convention prenant fin le 30 décembre 1987.

Compte tenu de l'évolution du chômage, des charges d'emprunt supportées et des dérivés inhérents à tout dispositif d'indemnisation, la prochaine convention devrait logiquement prévoir une augmentation des cotisations salariales et patronales. Ce qui ne réjouit personne, ni le patronat, soucieux de ne pas contribuer à l'alourdissement des prélèvements obligatoires, ni les syndicats, alors en campagne pour les conseils de prud'hommes.

« Les cotisations pour la formation professionnelle : le CNPF hausse le ton. — Le CNPF vient d'exprimer son « net désaccord » avec l'augmentation prévue par le gouvernement de la cotisation minimale pour la formation professionnelle qui passerait de 1,1 à 1,2 % (le Monde daté 21-22 juin). Cette évolution, déclare le CNPF, « contredit l'engagement pris par les pouvoirs publics de ne pas augmenter les charges des entreprises ». Dans un premier temps, l'organisation patronale s'était montrée plus mesurée sur ce sujet, considérant l'augmentation comme un mal nécessaire.

Or les partenaires sociaux, complices, à l'exception de la CGT, plus méfiante, ont trouvé un prétexte qui leur permettrait de se dégager tout en refermant le piège sur le gouvernement, lui aussi préoccupé par ses propres échéances. « Un bras de fer » est engagé, ont admis certains dirigeants syndicaux. M. Antoine Fanché (FO) accusant le pouvoir politique « d'avoir rompu un pacte ».

Ce qui est en question, c'est le transfert vers l'UNEDIC des charges qui incombent au Fonds national de l'emploi (le Monde du 11 avril). En 1987, et au rythme actuel, il en coûtera 1,2 milliard de francs supplémentaires au régime d'assurance-chômage et 6 milliards de francs au total. En année pleine, le surcoût s'élèverait à 4,7 milliards de francs.

Juguler une hémorragie inévitable

La cause dont les partenaires sociaux rendent le gouvernement responsable provient du manque d'attractivité des préretraites FNE, si l'on compare ce système aux avantages des licenciements dits sous des salariés de plus de cinquante-cinq ans. Le phénomène, déjà sensible, s'est amplifié depuis que les lois supprimant l'autorisation administrative de licenciement sont entrées en vigueur, en juillet 1986 et en janvier 1987. Chaque mois, deux mille personnes licenciées supplémentaires demandent des allocations à l'UNEDIC quand elles pourraient être indemnisées par les fonds publics de préretraite.

Pour juguler une hémorragie devenue inévitable, le gouvernement et M. Philippe Séguin ont proposé une solution en deux temps. Un amendement, déposé par M. Delalande, prévoit que tout licenciement d'un salarié de plus de cinquante-cinq ans entraînera le versement à l'UNEDIC par l'employeur de l'équivalent de trois mois de salaire. Un dispositif

viendrait ensuite diminuer les contributions patronales et salariales versées pour le financement de la préretraite FNE. L'UNEDIC participerait de son côté au coût de l'ensemble.

Pas du tout, répliquent les partenaires sociaux. L'UNEDIC, régime d'assurance, n'a pas à supporter le poids de ce qui relève de la solidarité nationale. D'où la nécessité de revoir les frontières.

Profitant de l'avantage, les partenaires sociaux menacent donc de limiter leur rôle au versement des allocations de base et de renvoyer les indemnisés de fin de droit, pour les chômeurs de longue durée, dans le camp des pouvoirs publics. Ce qui aurait pour effet de ne pas entraîner une révision des cotisations. Au passage, et pour faire bonne mesure, les partenaires sociaux refusent d'accepter l'expérience de vingt mille PII (programmes d'insertion locale) qu'ils avaient accepté de financer, le gouvernement n'ayant pas, là non plus, tenu ses engagements.

Mais l'argument utilisé par les syndicats et le patronat n'est peut-être pas aussi bon que ceux-ci le prétendent. Ce sont bien eux qui, en octobre dernier, ont suggéré une modification des règles en vigueur pour la préretraite, lesquelles ont conduit au rejet de la formule, au point que le gouvernement ne les a pas entièrement appliquées. Ils peuvent cependant faire pression pendant plusieurs mois en espérant que, face aux chômeurs, le gouvernement devra reprendre ce qui lui revient. Mais le ministre des affaires sociales peut-il endosser une telle facture sans réagir, les conséquences sur le budget étant redoutables ?

Dans la négociation qui s'engage, les partenaires veulent se donner des atouts. Le mémorandum en sera un. Ils acceptent que, jusqu'à échéance de l'actuelle convention, l'amendement Delalande s'applique. Ils admettent aussi que l'UNEDIC participe temporairement au financement de préretraite.

ALAIN LEBLAUVE

AFFAIRES

Après l'accord entre Hoechst et la France

Nouveaux médicaments et nouvelles ambitions pour Roussel-Uclaf

Les dirigeants du groupe chimique allemand Hoechst et les représentants des pouvoirs publics français ont signé jeudi 25 juin un nouvel accord sur le partage des responsabilités au sein de Roussel-Uclaf (le Monde du 16 avril). Comme les deux parties en étaient convenues, Hoechst récupère le droit d'exercer sa pleine et entière autorité d'actionnaire majoritaire (54,5 % du capital) sur la firme pharmaceutique de boulevard des Invalides.

Pour éviter une nationalisation, la firme de Frankfurt Hoechst avait composé en 1982 avec le gouvernement de M. Pierre Mauroy et abandonné une parcelle de sa souveraineté sur Roussel-Uclaf en laissant à l'Etat la majorité au sein du conseil de surveillance. Suite au nouvel accord signé avec le gouvernement de M. Chirac, les membres du conseil de surveillance viennent d'être réélus. Six ont été désignés par Hoechst, à savoir MM. Jürgen Dormann, Martin Fruehauf, Hans-Georg Garst, Dominique de la Martinière, Günter Metz et Henri Monod, et cinq par l'Etat français, les professeurs Jean Dausset et Gérard Milhaud, MM. Serge Kampf, Renaud de la Gendrie et Bernard Esambert. Le douzième, M. Christian d'Aumale, ambassadeur de France, a été présenté conjointement par les deux actionnaires et réélu président. A une exception près — le docteur Günter Metz a remplacé M. von Poehnitz parti en retraite — on prend les mêmes et on recommence. Mais cette fois sous la houlette de Frankfurt et avec la bénédiction de l'administration française. Le présent accord durera six ans, puis sera reconduit tous les quatre ans. Il interdit à l'Etat français de reprendre à 530 millions de francs (- 26 %) directement, 3,75 % par l'indemnité) des intérêts publics et/ou à des constructeurs et s'applique en outre à tout acquéreur ultérieur de cette part.

Des munitions

L'affaire Roussel-Uclaf est donc close. En réalité, l'aventure recommence, mais cette fois au plan industriel. Au cours de l'assemblée générale tenue le même jour, le docteur Édouard Sakiz, président du directeur, a annoncé pour 1988 la fin de la période de transition (1985-1987), marquée par une forte érosion des marges bénéficiaires due à la chute du dollar. Une érosion dont l'impact a été d'autant plus vivement ressenti (- 26 % en 1986) que les trois produits-phares de Roussel-Uclaf étaient arrivés à maturité et tarifiés dans cette monnaie. Ce sont un antibiotique de troisième génération (2,5 milliards de francs du chiffre d'affaires), un insecticide pyréthrinolide très puissant et non polluant (930 millions de francs), les corticostéroïdes (bases d'hormones), matières premières vendues en vrac (530 millions de francs).

Malgré une demande croissante l'an dernier, les ventes en valeur de ces produits ont baissé, de 9 % pour le premier, de 34 % pour le deuxième, qui a pâti en plus d'un arrêt des commandes chinoises et de 14 % pour les corticostéroïdes, concurrencés de surcroît par les produits fabriqués dans la nouvelle usine berlinoise de Schering.

Cependant, malgré les difficultés, le glissement des profits devrait se ralentir. Pour 1987, avec un dollar dont le prix moyen devrait être de

6,35 F (contre 7,20 F l'année précédente), le Dr Sakiz table sur 130 millions de résultats en moins avant impôts, en gros sur un bénéfice inférieur de 5 % à 10 % au précédent, en fait égal ou peut-être légèrement supérieur avec la plus-value (+ 200 millions de francs) retirée de la vente des parfums Rochas à la firme allemande Wella. Mais Roussel-Uclaf va bientôt sortir de cette mauvaise passe. Le groupe a de gros atouts. Si M. Balladur se résout à ne pas faire trop traîner en longueur les discussions sur l'établissement des prix, trois nouveaux médicaments seront lancés en 1987. Il s'agit d'un antibiotique de diffusion générale, d'un médicament pour le traitement du cancer de la prostate et d'un antibiotique oral. A cela s'ajoutera un produit agrovétérinaire, le « Finaplix » (un anabolisant), qui sera lancé aux Etats-Unis en juillet, et d'un produit agrochimique, qui sera prochainement commercialisé au Japon (lancé aux

Etats-Unis en 1986). Roussel-Uclaf peut donc à juste titre escompter commencer à récolter les fruits de sa recherche en 1988.

Le Dr Sakiz se dit en outre prêt à étudier toute possibilité d'acquisition aux Etats-Unis dans l'agrochimie, et même en France dans la pharmacie. A la fin de cette année, le bilan de Roussel-Uclaf devrait être superbe, avec, assure le Dr Sakiz, 5 milliards de fonds propres et seulement 500 millions de dettes. Le groupe a des munitions pour s'offrir un bel outil dans le Nouveau Monde et reprendre sa politique d'acquisition en France interrompue depuis quinze ans. Au maximum, Roussel-Uclaf peut dépenser 500 millions de dollars pour satisfaire son ambition américaine. S'agissant de la France, « Servier pourrait nous intéresser, assure le Dr Sakiz en réponse à une question. Mais je doute que M. Servier soit d'accord ».

ANDRÉ DESSOT.

La machine-outil française s'effondre

A l'aide !

« La machine-outil française a des atouts pour gagner. Elle est décidée à le dire, et à le dire fort », a déclaré M. Jean-Paul Pons, président du SYMAP (Syndicat de la machine-outil de l'industrie et de la production associée). Il présentait le 25 juin une campagne de publicité et de relations publiques destinée à donner « une nouvelle image » à ce secteur miné, qui emploie 11 450 salariés, contre 20 000 en 1981.

La cible ? En priorité, la clientèle potentielle française. « Nous voulons reprendre les parts de marché que nos concurrents étrangers nous ont prises. La pénétration étrangère en France a en effet atteint un sommet : 64 % en 1986 contre 54 % en 1985. Le déficit du commerce extérieur (machines à métaux) est passé de 134 milliards de francs en 1985 à 210 milliards l'année suivante (avec une augmentation des importations de 3,21 milliards de francs à 4,28 milliards). Le mouvement se poursuit au premier trimestre 1987, puisque les exportations reculent de 9,3 % et les importations progressent de 5,9 %. La situation va encore se détériorer dans les mois à venir : les prises de commandes, pour ce même premier trimestre, se sont réduites sur le marché français à 530 millions de francs (- 26 %), et sont loin d'être compensées par les prises de commandes à l'exportation, qui se sont élevées à 270 millions (+ 46 %) grâce aux commandes de la RDA.

Pour le SYMAP, ces mauvais résultats sont dus aux nombreux dépôts de bilan intervenus en 1986 : Promecam (repris par le japonais Amada), Industromatisme-Hurt-Graffessaden (repris par l'italien Comau-Fiat), SRF-Gendron, Scalfort, Clément, Rouchand...

Alors quels atouts ? Le SYMAP met en avant les 2 milliards de francs d'investissements de ces trois dernières années (environ 11 % du chiffre d'affaires) ; les exportations

qui représentent 47 % des ventes ; des produits neufs, puisque les trois quarts d'entre eux n'existaient pas il y a trois ans, avec une proportion de 65 % de machines à commandes numériques (elle n'était que de 32 % en 1981). Des résultats rendus possibles grâce aux 3,5 milliards de francs injectés dans le secteur, dans le cadre du plan mis en place par les socialistes en 1982, qui n'a pourtant pas suffi à redonner à la France une industrie forte de la machine-outil.

La part du chiffre d'affaires consacrée à une politique de recherche et de développement ne dépasse pas 7 % ou 8 %, alors que 12 % à 15 % seraient nécessaires « pour demeurer dans la compétitivité internationale ». « Il est donc indispensable que les pouvoirs publics français — comme tous les pays du monde — fournissent un appui significatif à la machine-outil, garante de l'indépendance industrielle d'un pays », affirme le SYMAP. Aide aux fabricants mais aussi soutien de la demande qui a crû entre 1981 et aujourd'hui de 20 % en RFA, alors qu'elle a baissé en France de 10 %.

En lançant sa campagne publicitaire (budget d'environ 1 million de francs), le SYMAP fait le pari que les mauvais indices n'empêcheront pas la machine-outil française d'abandonner son « complexe d'assiégé » et de regagner la confiance des industriels français, ses clients... en commençant par améliorer son image en matière de fiabilité et de service après-vente. Regagner la confiance également des actionnaires comme des banques : « Certaines entreprises perdent des marchés à l'exportation en raison du refus des banques de les cautionner », se plaint-on au SYMAP. Une stratégie qui tient compte d'une inconnue de taille : quelle sera l'attitude d'un gouvernement hostile aux aides à l'industrie ?

FRANÇOIS KOCH.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Renault et Peugeot gardent de l'espoir en Algérie

Après l'attribution par l'Algérie de la réalisation d'une usine automobile à l'italien Fiat (le Monde du 26 juin), les constructeurs automobiles français Renault et Peugeot SA ont indiqué qu'ils restaient sur les rangs pour une seconde usine de montage dont le projet est encore en discussion. Renault, qui était le dernier candidat en lice avec Fiat pour la première usine, réaffirme qu'elle n'attend pas décrocher de contrat et n'importe quel prix.

De leur côté, les syndicats ont réagi à l'annonce du succès remporté par Fiat. La CGT estime que cela « était prévisible dès l'instant où la Régie et les gouvernements de ces dernières années ont refusé de s'engager vraiment dans une politique de coopération économique et industrielle ». La CFDT souligne, quant à elle, que Renault perdait au moment où la Régie « était plus préoccupée de négocier la vente d'AMC à Chrysler ».

Textile : Burlington acquis par Morgan Stanley

Un groupe d'investisseurs conduit par Morgan Stanley Group Inc. a acquis une majorité de contrôle dans Burlington Industries Inc., une des premières firmes textiles américaines. Morgan Stanley a précédé avoir racheté environ 78 % des actions du capital ordinaire de Burlington pour 2,16 milliards de dollars au total.

En mai dernier, le groupe textile, dont le siège est situé à Greensboro (Caroline du Nord) avait accepté d'être acquis par la Morgan Stanley pour contre une tentative hostile de prise de contrôle de

l'investisseur new-yorkais Asher Edelman associé dans cette entreprise avec la firme textile canadienne Dominion Textile.

Etats-Unis : une filiale d'ITT a des démêlés avec la justice

La compagnie Griffin, une filiale d'ITT, et un de ses anciens employés ont été inculpés le 25 juin pour avoir soudoyé des employés du Pentagone avec des cadeaux en nature afin d'obtenir des informations sur deux projets de défense destinés à l'armée de l'air, a-t-on appris de source judiciaire à Boston aux Etats-Unis.

EUROCOM: AUGMENTATION DE CAPITALES.

POUR ASSURER SON DÉVELOPPEMENT DANS SES DIFFÉRENTS SECTEURS D'ACTIVITÉ SUR LE PLAN INTERNATIONAL, NATIONAL ET RÉGIONAL, EUROCOM AUGMENTE SON CAPITAL.

AUGMENTATION DE CAPITAL DE F 16 053 900 PAR L'ÉMISSION DE 60 539 ACTIONS NOUVELLES

• PRIX D'ÉMISSION : F 1 300

• DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION :

UNE ACTION NOUVELLE POUR HUIT ANCIENNES

• JOUISSANCE : 1^{er} JANVIER 1987

• PÉRIODE DE SOUSCRIPTION :

DU 19 JUIN AU 20 JUILLET 1987 INCLUS



EUROCOM

Economie

ÉNERGIE

La conférence de l'OPEP

L'Irak menace la stabilité du marché pétrolier

VIENNE
de notre envoyée spéciale

L'OPEP peut-elle plus longtemps ignorer le problème posé par l'Irak ? L'Irak qui, parmi les treize pays exportateurs de pétrole, a refusé, en décembre, de limiter sa production pour redresser les prix. L'Irak qui s'apprête à devenir, dès l'automne, le deuxième exportateur du groupe - et du monde - derrière l'Arabie saoudite. L'Irak qui, désormais, menace à lui seul la stabilité du marché, chèrement acquise depuis six mois par tous les autres pays membres de l'Organisation.

Cette question, mise sous le tapis depuis le début de l'année, a émergé dès l'ouverture de la 81^e conférence ordinaire de l'OPEP, jeudi 25 juin. « Les augures sont bons (...), mais nous ne pouvons nous laisser aller à la complaisance », a déclaré le président de l'OPEP, M. Rilwam Lukman, ministre nigérien du pétrole, en inaugurant les travaux. De fait, la conférence s'est révélée d'emblée moins facile qu'il n'y paraissait de prime abord (le Monde du 25 juin).

Pour consolider leurs acquis et défendre le prix de 18 dollars par baril, maintenu depuis six mois, les treize pays membres doivent ajuster leur production au plus près de la demande d'ici la fin de l'année. L'exercice, déjà compliqué par l'incertitude régnant sur les perspectives de la consommation, est rendu quasiment impossible par le problème posé par l'Irak. Dès le mois de septembre, Bagdad va accroître sa production d'un demi-million de barils par jour grâce à la mise en service d'un nouvel oléoduc. Ajoutée au dépassement toléré des autres pays membres, cette augmentation portera la production totale

du groupe aux environs de 20 millions de barils par jour à la fin de l'année alors que la demande estimée pour cette période ne dépasse pas 18,3 millions de barils par jour.

Pour éviter un engorgement du marché et une recrudescence des prix, les douze autres pays membres devraient donc accepter de geler leur production au niveau actuel pour faire face à l'Irak à partir de l'automne. Une situation d'autant moins tolérable pour eux que Bagdad a refusé jusqu'ici de prendre sa part des sacrifices acceptés par tous, arguant des nécessités de la guerre. En outre, l'Irak ne peut accepter de voir son ennemi devenir impunément le deuxième exportateur du groupe et accroître ses revenus d'un bon tiers tandis que lui demeure limité par les capacités d'écoulement de ses terminaux pétroliers. Au dernier trimestre, si rien ne change, l'Irak produira 2,8 millions de barils par jour, soit 500 000 barils de plus que l'Iran.

« Nous avons posé le problème à l'Organisation », assure le ministre irakien, jeudi soir, tandis que le président de l'OPEP, M. Lukman, jouant les bons offices, s'apprête à consulter l'Irak et l'Arabie saoudite. Ces négociations restent toutefois discrètes. Officiellement, les treize ministres devaient se retrouver vendredi pour discuter de la conduite à adopter au cours du second semestre dans une atmosphère de prudence et de conciliation. La réunion de la matinée a dû toutefois être reportée à l'après-midi afin d'éviter que les oppositions n'apparaissent au grand jour. « Tout le monde se tient tranquille », expliquait un expert, personne ne veut créer un problème.

VÉRONIQUE MAURUS.

CONJONCTURE

Le rapport 1986 des comptes de la nation

Les entreprises ont été les principales bénéficiaires du contrechoc pétrolier

Le rapport sur les comptes nationaux pour 1986 a été présenté et débattu vendredi 26 juin dans la matinée par la Commission des comptes de la nation. La nouvelle base (1980) utilisée pour l'établissement de ces comptes conduit à quelques modifications dans l'appréciation que l'on peut faire de la situation économique de la France. Elle confirme la reprise de la croissance en 1986 et la poursuite de l'amélioration de la situation des entreprises.

Établis sur la nouvelle base de 1980, les comptes de la nation, publiés vendredi 26 juin par l'INSEE, donnent de la situation actuelle de l'économie française une image d'ensemble un peu plus favorable que celle qui ressortait de l'ancienne base, datant de 1971. Les nouvelles séries, qui remontent pour l'ensemble jusqu'à 1977, ont été établies sous l'angle de « changements majeurs d'architecture comptable », indique l'Institut.

Quelques modifications ont cependant été apportées : ainsi, les hôpitaux du secteur public hospitalier, considérés comme relevant des entreprises en 1971, sont affectés dorénavant à l'administration. Des sources statistiques nouvelles ont été utilisées. Et les comptes « à prix constants » comme il se doit sont désormais évalués « au prix de 1980 » au lieu de 1971.

Principale conséquence de ce changement de base, le produit intérieur brut marchand français est relevé, en niveau et en moyenne, de 2 %, la croissance du PIB en volume a été, entre 1979 et 1985, de 1,4 % d'après les données de la nouvelle base, alors qu'elle avait été évaluée à 1,1 % dans l'ancienne base. La France a ainsi eu une croissance plus forte que la moyenne de ses partenaires de la CEE au cours de cette période (1,2 %).

Conséquence de cette réévaluation du PIB, le poids des prélèvements obligatoires s'en trouve réduit d'un point : il était de 44,5 % en 1985 (et non pas de 45,5 %) et est passé à 44,4 % en 1986.

Autre effet de ce changement de base, le taux d'épargne des ménages (épargne sur le revenu disponible brut) s'en trouve réévalué. Estimé à 12,3 % en 1985, en base 1971, il est,

dans les nouvelles définitions, de 13,8 %. L'an dernier, il a légèrement augmenté, atteignant 14 %. Le mouvement, pratiquement ininterrompu de baisse du taux d'épargne, depuis 1975, semble s'arrêter.

En ce qui concerne l'année 1986, le rapport confirme bien la reprise de la croissance : le produit intérieur brut marchand a augmenté de 2,2 % en volume (après 1,4 % en 1984 et en 1985). L'activité a été tirée essentiellement par la demande intérieure : la consommation des ménages ayant augmenté de 3,5 %, les investissements des entreprises de 4 % (après une progression de 1,9 % l'année précédente). Conséquence, les importations ont connu une forte hausse (plus 6,6 %), alors que les exportations ont diminué de 0,6 %.

La poursuite de l'amélioration de la situation des entreprises est sans doute l'une des principales données de l'année 1986. Comme le note le rapport, « les entreprises sont les principales bénéficiaires du contrechoc pétrolier ». Évaluée à 85 milliards de francs, la manne pétrolière aurait davantage profité aux entreprises qu'aux ménages. Les sociétés auraient accaparé, par le jeu des prix et de la fiscalité, 58,6 % de ce surplus, alors que les particuliers n'en auraient obtenu que 38,6 %.

N'ayant répercuté que partiellement dans leurs prix la baisse de ceux des matières premières et profitant de la modulation salariale, les entreprises ont enregistré « une forte hausse » de leur taux de marge, qui est passé de 25,9 % en 1985 à 28,1 % en 1986 (nouvelle base), « un niveau supérieur

à celui d'avant le deuxième choc pétrolier ». La rentabilité des entreprises se redresse également, « nettement », ainsi que leur taux d'autofinancement. Ce dernier passe de 74 % en 1985 à 84,7 % en 1986, retrouvant là encore un « niveau comparable à ceux prévalant avant le deuxième choc pétrolier ».

L'investissement repart, mais est plus dynamique dans les branches tertiaires que dans l'industrie, où après une croissance de 9,5 % en 1985 il n'augmente que de 3,5 % en 1986. A ce sujet, le rapport estime que l'investissement est limité par la demande et la compétitivité dans le secteur exporté, beaucoup plus que par l'insuffisance des ressources de financement.

E. L.

TRANSPORTS

La déréglementation aérienne

L'Europe bute sur Gibraltar...

LUXEMBOURG
de notre correspondant

Décidément, quelque chose ne tourne pas rond dans la Communauté. Alors que l'accord sur la déréglementation partielle des transports aériens était acquis, après plusieurs mois de négociations, l'Espagne a soulevé au dernier moment la question de la souveraineté de l'aéroport de Gibraltar. (Le Monde du 26 juin). Toute la journée du jeudi 25 juin, les ministres des transports ont multiplié les tractations pour tenter de sortir de l'impasse. En pure perte. La délégation espagnole a campé sur ses positions en faisant valoir qu'appliquer une législation effective priverait du futur statut de la zone où est situé l'aéroport britannique. Pourtant, il est établi depuis longtemps que les « directives » communautaires

ne peuvent en aucun cas interférer dans les différends territoriaux. En 1973, la France avait fait annexer au traité d'adhésion du Royaume-Uni à la CEE une déclaration selon laquelle l'application de la réglementation européenne ne pouvait jouer sur le statut des Maldives.

M. Abel Caballero n'a pas voulu se contenter d'une démarche de ce genre. Le ministre espagnol s'est-il égaré à son propre piège ? Le gouvernement de Madrid s'est-il livré à une opération de politique interne ? Ou, tout simplement, s'est-il voulu « mouiller » la Communauté dans ses négociations avec Londres sur Gibraltar ? Trois questions que les milieux communautaires se posaient jeudi soir à Luxembourg, sans savoir vraiment laquelle était la bonne.

De guerre lasse, la présidence belge a convoqué un nouveau

conseil des Douze qui se tiendra le 30 juin, en marge de la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement. Autant dire qu'il appartiendra au sommet de Bruxelles de trouver une solution au litige diplomatique, afin que les ministres des transports puissent adopter formellement l'accord sur l'aviation civile. Au train où avancent les dossiers, le président de la République, M. Jacques Chirac et les autres chefs de gouvernement de la CEE pourraient être conduits à traiter tour à tour de Gibraltar, du financement des politiques communes, des montants compensatoires monétaires, de la taxe sur les matières grasses et végétales, des prix des céréales, de la sécurité de la navigation dans le golfe Persique... A quand la charge limite par essai des camions ?

MARCEL SCOTTO.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RAZEL vers un leadership européen.

Un Groupe en expansion pour des hommes ambitieux

A l'horizon 1992, le Groupe RAZEL s'est fixé comme objectif de devenir le premier terrassier d'Europe, tout en développant ses activités de travaux routiers, agricoles, génie civil, bâtiment, promotion et loisirs.

Cette perspective offre à des jeunes cadres et ingénieurs ambitieux l'opportunité de rejoindre une équipe compétente et motivée. L'engagement du personnel constitue la clé de la réussite chez RAZEL, qui a depuis toujours, associé ses collaborateurs à ses résultats. Ils se partagent aujourd'hui plus de 10 % du capital de l'entreprise.

Un management efficace et dynamique

La maîtrise des outils de gestion et la fiabilité des mécanismes de contrôle représentent pour Claude et Paul RAZEL une préoccupation permanente.

La société dispose d'un système informatique de surveillance financière de chaque chantier et d'utilisation du parc de matériel. Cette rigueur, associée au dynamisme commercial, a permis au Groupe RAZEL de progresser plus rapidement que l'ensemble de la profession en activité et profitabilité.

Une forte rentabilité

RAZEL affiche une des premières rentabilités du secteur, avec une marge brute d'autofinancement (MBA) de 9 % du chiffre d'affaires consolidé. Les fonds propres, sans même tenir compte de l'opération en cours, sont deux fois supérieurs aux dettes, c'est un des meilleurs ratios de la profession. L'endettement à plus d'un an est inférieur à une année de MBA.

La trésorerie s'est accrue en 1986 de 100 millions de francs. Les frais financiers représentent moins de 1 % du chiffre d'affaires.

AUGMENTATION DE CAPITAL



Paul et Claude RAZEL
Présidents par alternance

Par émission d'actions à bons de souscription d'actions

Nombre d'actions : 72.730 de F 100 nominal assorties chacune d'un bon de souscription.
Prix d'émission : F 1.650.
Jouissance : Janvier 1987.
Souscription : Priorité aux actionnaires à raison d'une action nouvelle pour 6 anciennes du 22 juin au 4 juillet 1987. Ouverte au public à compter du 6 juillet 1987.
Bons : A chaque action nouvelle sera attaché un bon de souscription. La possession de deux bons permet de souscrire à une action RAZEL au prix de F 1.700 à tout moment entre le 7 juillet 1987 et le 30 juin 1988.

Une note d'information qui a reçu le visa C.O.R. n° 87.242 en date du 18.6.87 est tenue sous traie à la disposition du public auprès du Crédit Lyonnais et de la S.R.P.
S.A.L.L.B. du 22 Juin 1987.

RAZEL Premier terrassier de France

The news behind the newsmakers.

Your independent weekly view of World Affairs, Finance, Science.
Traduction du texte ci-dessus : « AU-DELA DE L'ACTUALITÉ ».
Votre aperçu indépendant sur le monde des affaires, de la finance, de la science.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

26 JUIN Cours relevés à 15 h 04

[illegible]

Comptant (collection)

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			Cheer Sheet	876	785 0	OPF Public	360	346	Étrangères		
Emp. 7 % 1932	8200		Cheer (B)	885	678 0	OPF	285	265			
Emp. 8,20 % 77	120 30	0 842	Cheer	861	581	Orléans E.T.C.L.	2820	3020			
9,00 % 78/83	102 40	0 587	Calumet (B)	2078	2005	Orléans-Dreux	1200	1200			
10,00 % 78/84	102 86	0 758	Calumet	423	442	Petit Montmartre	810	830			
12,25 % 80/86	106 80	0 600	Compt. CP	678	674	Petit Paris	320	315			
13,30 % 80/87	101 48		Gen Indus. et	385	3915	Petit France	320	315			
13,30 % 81/87	101 48	0 163	Comp. Lyon-Alm.	735	725 0	Petit Orléans	320	345			
13,30 % 81/87	107 10	0 183	Comp. Lyon-Alm.	688	689	Parthenon	820	800			
16,75 % 81/87	105 36	12 308	C.N.P.	52	43 10 0	Paris, Bld. des	1771	1485			
16,75 % 82/90	105 86	7 325	Créd. Ind. Ind.	922	818	Préfect. Clusard	1410	1468			
18,00 % 82/83	117 40	0 787	Cr. Unvers. (B)	740	725	Public Ind. Int.	268	258			
18,00 % 83/85	118 40	0 802	Créd. Ind. Ind.	148	147	Ville Wacker	575	565			
18,40 % 83/85	117 76	0 802	Créd. Ind. Ind.	855	860	Ville Wacker	675	675			
12,25 % 83/84	119 50	0 767	Départ. S.	1265	1370	P.L.M.	176	176			
11 % 84/85	108 80	3 787	Départ. S.	1265	1370	F.C.H.	680	700			
10,25 % 85/88	104 32	1	Départ. S.	84	828	Provence	1230	1230			
ONT 12,75 % 83	1744		Econ Brest. Vitré	1400	1400	Provence S.A.	1678	1678			

Second marché

VALEURS			secondes mairies (selection)					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours			
A.P. S.A.	1118		Edison Refroid.	338		M.M.S.	850	830
Alia Marianne	840	840	Edis. & Dames	250	311	M.H.	385	385
A.P. S.A.	890	879	Egyptian	41	42	Harvard	785	785
Alia Marianne	870	870	Egyptian	951	951	Howard	429	473
A.P. S.A.	740	740	Edis. & Dames	1160	1222	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne	1220	1220	Edis. & Dames	1000	1000	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.	698	726	Edis. & Dames	270	10	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne	1240	1240	Edis. & Dames	254	254	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.	840	870	Edis. & Dames	220	220	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne	2302	2304	Edis. & Dames	313	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.	1610	1030	Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne	347	347	Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.	223	238	Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne	1536	1536	Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.	820	880	Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne	319	320	Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.	2500	3300	Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne	2456	2450	Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.	940	935	Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
Alia Marianne			Edis. & Dames	310	310	Edison & Dames	489	477
A.P. S.A.								

SICAV (collection)

[illegible]

25/6

Emulsion Price incl.	Recoat net
301.01	98.94
261.77	829.28
1048.94	1067.67
1812.44	1580.82
248.40	247.18
757.46	727.14
1087.94	1087.94
92365.67	95365.67
54389.08	54389.08
61213.06	61213.06
11498.08	11498.08
40463.28	40463.28
10213.02	10292.44
23508.92	267.58
893.54	867.58
113.81	110.81
105.78	163.33
5582.13	5806.07
1155.20	1154.04
1047.03	599.65
13306.77	13886.44
872.84	833.07
581.25	454.98
498.28	464.21
11675.43	11623.51
1130.81	11253.84
43.43	4509.53
781.22	746.79
1208.58	1172.81

Hors-cote

6	414
417	
165	
180.10	180
380	380
1076	1075
215	215
325	
250	
1020	1041
3400	
378	380
154.60	164.30
85.70	0.10
423	
380	
195	

Droits et bons

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Attribution		
Liquide	2000	2000
.....	2000	2000
St. Poirier France	2000	2000
Mod Ricard	2000	2000
.....	2000	2000

MINTEL

La gestion en direct
de votre portefeuille personnel

06.15 Tonne LEMOINE opère BOURSE

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLES	
	prix.	28/6	Achat	Vente
Argente (51)	6 101	6 080	5 800	6 100
Argent (51)	5 924	5 918		
Argent 100 DM	393 800	393 850	322 500	341 000
Argent 100 F	16 064	16 065	15 750	16 000
Argent 100 L.J.	236 490	236 480	227 500	236 000
Argent 100 lire	88 720	88 310	86	83
Argent 100 scudi	97 180	97 080	87 500	94
Argent 100 scudi (2)	8 857	8 840	8 520	8 800
Argent 100 dracmes	4 452	4 452	4 260	4 300
Argent 100 francs	4 618	4 600	4 380	4 500
Argent 100 francs (2)	40 200	40 200	39 500	40 000
Argent 100 lire	35 850	35 870	35	35
Argent 100 scudi	47 480	47 480	48 350	48 000
Argent 100 scudi (2)	4 837	4 827	4 800	5 100
Argent 100 scudi (3)	4 837	4 827	4 800	5 100
Argent 100 scudi (4)	4 836	4 828	4 800	5 100

Marché libre de l'or

MONTAIGES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 28/6
Or fin (au gramme)	80000	86500
Or fin (au lingot)	80600	86900
Prix francs (20 g)	515	515
Prix francs (100 g)	361	361
Prix francs (250 g)	810	808
Prix francs (500 g)	827	828
Prix francs (20 dollars)	2950	3000
Prix francs (10 dollars)	1440	1445
Prix francs (5 dollars)	980	980
Prix francs (20 pesetas)	525	527 1/2
Prix francs (10 pesetas)	314	315
London	438
New York	440 50
Hongkong	440 50

MINI TEL
La version en direct

de votre portefeuille personnel
15.15 Times LEMONDE aux BOURSE

Le Monde

DÉBATS	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Nation. ÉTRANGER 3 Les suites de la visite de M. Kurt Waldheim à Jean-Paul II. 5 Des militaires argentins coupables de violations des droits de l'homme sont libérés.	7 M. Raymond Barre à « Questions à domicile » sur TF 1. 8 Assemblée nationale : élargissement pour les pieds-noirs. — MM. d'Omano et Alphonse face à M. Balladur.	10 Le procès de Klaus Barbie. — « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher. 11 La conférence internationale de Vienne sur la drogue. 12 Le congrès du Syndicat national des instituteurs.	20 Les deux films qui font courir New-York. — Théâtre : l'avant-programme du Festival d'automne à Paris. SPORTS 26 Wimbledon.	27 Le rapport de la Cour des comptes. 28 Grandes manœuvres autour de l'UNEDIC. 29 Les atouts de la machine-outil. 30 Nouvelles surtaxes américaines aux importations. 30-31 Marchés financiers.	Radio-télévision 23 Annonces classées 24 Carnet 12 Météorologie 25 Philatélie 25 Jeux 18 Loterie, Loto 25	● Barbie : interview de Claude Lelouch, (BAR) ● La Cour des comptes rend sa copie. (JOUR) ● Les livres de l'été : retrouvez la sélection du Monde. (LIT) Actualité Sports, International, Boues, Culture, Immobilier. 30-31 Tapez LEMONDE

Les initiatives du premier ministre

Le chef du gouvernement veut affirmer la plénitude de ses compétences

Après les déclarations et les déplacements de M. Mitterrand, après la prestation télévisée de M. Barre, le jeudi 25 juin à TF 1, le premier ministre devrait s'exprimer à son tour longuement, dimanche à 18 h 15, comme invité du « Grand Jury RTL-le Monde ».

Cette dernière occasion, avant la pause estivale, permettra à M. Chirac de faire sillon un bilan du moins un point complet de la situation. Au total, pour M. Chirac, lorsque l'on jette un regard en arrière on doit constater que « jamais en si peu de temps un gouvernement n'a autant réalisé ».

Le premier ministre fait aujourd'hui deux constats. Après la « crise », qui avait provoqué la « nuit-tourmente désagréable » due à l'incident Noir et surtout à l'affaire Létard, M. Chirac considère que les choses rentrent dans l'ordre et que, dans la majorité, l'union a repris ses droits.

Ayant dû faire face à une crise d'autorité aussi bien dans sa majorité qu'au sein même de son propre mouvement, le premier ministre insiste, pour corriger l'impression fautive produite par celle-ci, sur sa responsabilité personnelle dans les décisions gouvernementales. Cette insistance vise non seulement chacun des ministres, mais aussi le président de la République. M. Chirac considère, par exemple, que M. Mitterrand a indûment empiété sur le domaine de l'action gouvernementale en jugeant « absurde » le plan de l'Opéra de la Bastille.

Le premier ministre a donc l'intention d'affirmer la plénitude de ses compétences. Une occasion pourrait lui être fournie par le sommet de Bruxelles. Il rappellera que la bonne préparation du Marché unique européen de 1992 suppose le règlement préalable des nombreux problèmes techniques qui relèvent de la décision gouvernementale, dans le cadre des Douze.

En ce qui concerne la situation économique nationale, M. Chirac — tout comme MM. Mitterrand et Barre, d'ailleurs — nie la notion de « déclin » et veut combattre une « sinistrose » ambiante pour éviter qu'elle ne devienne contagieuse et n'alimente des arrière-pensées électorales. Il préfère reconnaître l'existence de difficultés conjoncturelles, auxquelles il voit deux causes : la situation internationale, d'une part, et les « dégâts » causés par cinq ans de gestion socialiste, d'autre part. M. Chirac veut aussi souligner, que, malgré certaines affirmations, la France n'a cédé son rang dans le concert des grandes nations industrielles.

MM. Chirac et Kohl à Reims, le 5 juillet

L'Hôtel Matignon et la chancellerie fédérale ont annoncé simultanément, vendredi 26 juin, en fin de matinée, que MM. Jacques Chirac et Helmut Kohl se rendront ensemble à Reims, le 5 juillet, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la rencontre, dans cette ville, du général de Gaulle et de Konrad Adenauer.

MM. Kohl et Chirac iront, ensuite, à Colmar, où est inhumé le général de Gaulle.

● Pas d'accord des Douze sur la sécurité routière. — Les pays de la CEE ont constaté, jeudi 25 juin, à Luxembourg leur désaccord sur la nécessité d'harmoniser leurs limitations de vitesse, et-on après des sources diplomatiques. La ministre française des transports, M. Jacques Doufflaque, a réclamé la présentation dans les mois qui viennent d'un programme communautaire en matière de sécurité routière avec des priorités telles que la lutte contre l'alcool au volant, le port de la ceinture de sécurité, les limitations de vitesse, la formation des conducteurs. La France estime notamment que des limitations de vitesse devraient être imposées dans tous les pays de la CEE, y compris en Allemagne fédérale où elles n'existent pas sur les autoroutes. La RFA, le Royaume-Uni et le Danemark ont tous trois contesté la compétence européenne en matière de sécurité routière et particulièrement de limitations de vitesse. — (A.F.P.)

Le numéro du « Monde » daté 26 juin 1987 a été tiré à 467 593 exemplaires

A C D E F G H

M. Chirac annonce un renforcement de l'encadrement de la police nationale

LYON de notre correspondant régional

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, s'est rendu le jeudi 25 juin à l'Ecole supérieure de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, près de Lyon, pour présider le baptême de la trente-septième promotion des commissaires de police : une promotion qui a choisi comme parrain l'ancien PDG de la FNAC, M. Michel Baroin, ancien commissaire de police, décédé accidentellement. A cette occasion, le premier ministre a rendu hommage à M. Baroin — qui était son ami — en soulignant qu'il « savait qu'il n'y a pas de liberté ni même de fraternité, sans sécurité ».

Le court déplacement du chef du gouvernement a également été l'occasion pour lui de rappeler que « la lutte contre l'insécurité reste plus que jamais une priorité pour le gouvernement ». M. Chirac a annoncé que l'effectif des appels du contingent incorporés dans la police nationale serait prochainement augmenté de façon « significative » pour être porté de mille deux cents à deux mille. Estimant que la police « souffre d'une insuffisance du nombre de ses emplois d'encadrement », et ce, à tous les niveaux de la hiérarchie », le premier ministre a annoncé, pour 1988, un « plan de renforcement de l'encadrement de la police nationale ». Satisfait par la diminution de « de 8 % » de la délinquance et de la criminalité en 1986, M. Chirac a jugé qu'il s'agissait d'un « véritable retournement de tendance ».

Sur le plan plus strictement corporatif, le chef du gouvernement a annoncé sa décision de voir l'Ecole nationale supérieure de police transformée, dès l'an prochain, en établissement public administratif. Enfin, il a annoncé aux nouveaux commissaires de police qu'ils auront désormais la possibilité — comme les anciens élèves de l'Ecole nationale d'administration — d'accéder au corps des sous-préfets, par la voie du détachement.

C. R.

Le débat sur la sécurité civile

M. Pasqua décide que Lyon sera une « zone de défense pilote »

LYON de notre correspondant régional

M. Charles Pasqua, à pris de la hauteur... En survolant, le jeudi 25 juin, le fameux « couloir de la chimie » situé dans la vallée du Rhône, juste au sud de l'agglomération lyonnaise, le ministre de l'Intérieur a voulu souligner qu'il était également le « patron » de la sécurité civile. Un rappel sur le terrain qui est intervenu vingt-quatre heures avant le début de la discussion, vendredi à l'Assemblée nationale, du projet de loi sur l'organisation de la sécurité civile, déjà approuvé par le Sénat.

Devant un parterre de spécialistes régionaux de la sécurité, réunis à la préfecture du Rhône, M. Pasqua a tout d'abord insisté sur la nécessité « unitaire de commandement ». Le ministre de l'Intérieur sera désormais chargé de « préparer et coordonner les mesures de sauvegarde et les moyens de secours relevant de l'Etat et des collectivités territoriales sur l'ensemble du territoire ». Cette prééminence centralisatrice posée, M. Pasqua a annoncé son choix de Lyon comme « zone de défense pilote ». Car une des innovations de la future loi réside dans l'établissement d'un « plan ORSEC zoné » par chacun des six préfets des larges secteurs calqués avec des ajustements sur les zones militaires de défense.

Les moyens mis à la disposition du préfet de zone, recensés par un schéma directeur devraient permettre la dotation de l'ensemble géographique de moyens capables de répondre à des « risques spécifiques » : colonnes mobiles de sapeurs-pompiers pour les interventions « chimiques et radiologiques » ; unité de lutte contre les feux d'hydrocarbures ; structure « puissante » d'organisation médicale permettant de secourir de nombreux blessés.

Par exemple dans le cas d'un accident grave, c'est le préfet de zone qui sera chargé de la « mobilisation » des hélicoptères de la sécurité civile, de la gendarmerie, des armées et du secteur privé, pour les mettre à la disposition du préfet du département sinistré. Chaque département sera doté d'un crédit immédiat de 500 000 francs pour assurer la rénovation de ses procédures de secours, tandis qu'une nouvelle structure, baptisée Centre opérationnel interrégional de coordination du secours (CIRCOSC), bénéficiera d'un crédit de 2,4 millions de francs.

Poursuivant le maillage du territoire, après le recensement des zones à hauts risques technologiques, M. Pasqua a fixé un objectif ambitieux à ses collaborateurs rhodaniens : la réalisation, dans les deux ans à venir, de quarante-trois plans particuliers d'intervention (PPI) sur le modèle de celui qui a été mis en œuvre à l'occasion du récent incendie du dépôt d'hydrocarbures du port Edouard-Herriot de Lyon (le Monde du 4 juin).

Laboratoires déconcentrés

Reste une innovation majeure : la refonte des plans ORSEC-RAD (RAD comme radiation). Le département du Rhône, sous l'impulsion du préfet Gilbert Carrère, vient de procéder à la refonte des procédures à mettre en œuvre en cas d'accident radiologique. Trois hypothèses d'accidents nucléaires graves sont envisagées et débouchent sur trois scénarios adaptés : accident de transport de matières radioactives par voie aérienne ou terrestre ; accident survenant dans une centrale nucléaire proche ; accident de type Tchernobyl consistant en la propagation d'un nuage radioactif d'origine lointaine.

En annonçant qu'il convenait d'assurer la « décentralisation des moyens de mesure », M. Charles Pasqua a implicitement posé la question du monopole d'interprétation des analyses et des prélèvements dont dispose aujourd'hui le service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI). « Il s'agit surtout pour cet organisme d'agréer des laboratoires déconcentrés », nous a précisé le ministre. Il reste que la demande des responsables locaux de la sécurité de disposer le plus rapidement possible d'éléments crédibles sur la radioactivité ambiante et sur celle des produits alimentaires devrait rencontrer des oreilles parisiennes attentives.

CLAUDE RÉGENT.

LA MODE EN JOLDES! RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

IL MONTE VOTRE AUTO-RADIO A PARTIR DE 135 F
Le poseur spécialiste le moins cher de Paris, c'est Autocast, qui installe le poste que vous possédez mais vend aussi les meilleurs auto-radios : pour 650 F, un FM stéréo, cassette stéréo, GO-PO, d'une qualité parfaite, muni de son antenne. On trouve à Breston de Breston, un poste à recherches électroniques avec 15 présélections en FM, GO, PO pour 1.575 F au 93, av. d'Italie (137) NF. Téléphone : 43.31.73.55.

LA MODE EN JOLDES! RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

La polémique sur la loi Méhaignerie

Le gouvernement évalue à 9 % la hausse moyenne des loyers à Paris

M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, est revenu, le jeudi 25 juin, au cours de son point de presse hebdomadaire, sur le reportage diffusé par TF 1 le 23 juin, à propos des hausses de loyer. Un reportage qui s'appuyait sur une enquête de la Confédération générale du logement, mais qui, à-t-il dit, « ne s'appuyait en rien à ce qu'on dit en droit d'attendre d'une enquête sérieuse et objective ».

M. Baudouin a apporté des précisions sur l'évolution des loyers à Paris. Sur cinq cent mille logements en loyer libre dans la capitale, a-t-il indiqué, cent mille font l'objet d'un renouvellement de bail. Cinquante mille baux ont été renouvelés cette année, les propositions faites par les propriétaires ayant été contestées dans trente-trois cas. Cent soixante contestations ont été retenues par la commission de conciliation, dont quarante-quatre ont été traitées et réglées à l'amiable. Sur l'ensemble de baux renouvelés, a précisé M. Baudouin, la moyenne d'augmentation du loyer est de 9 %.

● Journées d'action dans les caisses d'épargne. — Tous les syndicats, à l'exception de la CGC, avaient appelé les trente mille agents de libération nationale de l'Armée française à une journée d'action, le vendredi 25 juin. Les salariés des caisses ont refusé de participer à la manifestation, mais ont refusé de se joindre à la manifestation. Les agents de l'Armée française ont refusé de participer à la manifestation, mais ont refusé de se joindre à la manifestation.

● Grève à la Bibliothèque nationale. — Les magistrats, qui avaient relenti la communication des ouvrages depuis le 19 mai, ont fait grève vendredi 26 juin. Les salles des périodiques et des imprimés ont été fermées. Les revendications portent sur le statut et les salaires.

Le Monde
publiera demain samedi (numéro daté 28-29 juin) le discours prononcé par M. Jean-Louis Curie lors de sa réception à l'Académie française, le jeudi 25 juin, et la réponse de M. Michel Droit.

ENTREPRISE
soldes d'été
QUALITES IRREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS
62 rue St André-des-Arts 6
Tel : 43.29.44.10
PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

Sur le vif

Folies royales

Vous allez être furieux après moi, je sais. J'ai pas été chic, c'est vrai. Ça va faire quatre, cinq jours que je suis revenue de Londres, et je n'ai pas pipé mot sur ce qui se passe là-bas. C'était pour votre bien. Je voulais vous épargner ça. Et puis là, aujourd'hui, j'ouvre le *Herald Tribune*, et qu'est-ce que je vois, était en première page, ce que j'essayais de vous cacher depuis le début de la semaine.

Il s'agit d'une indiscretion, d'une brutalité, des journalistes anglo-saxons, c'est pas croyable ! Ils vous balancent les nouvelles comme elles viennent en se frottant éperdument des répercussions que ça peut avoir, de l'effet que ça peut produire. Dé-ss-tru-ix ! De quoi il s'agit ? Ah, mon Dieu, je ne vous l'ai toujours pas dit ? Eh bien, voilà, lady Di a été arrêtée. Oui, oui, vous avez bien lu, la princesse de Galles, l'épouse de ce pauvre Charles, la future reine d'Angleterre, en pince pour un fils de benêt, vingt-huit ans, beau gars, super-chic et tout. Il pousse des cris d'orfèvre. Il prétend que c'est pas vrai, il accuse la presse de raconter n'importe quoi, mais, bon, on sait ce que valent ces démenties.

La reine, ça ne lui a pas plu, elle a passé un saxon à ses deux belles-filles. Drôlement dévergondée, faut dire, comment elle s'appelle déjà, Fergie. A Ascot, le semaine dernière, vous savez ce qu'elles ont fait ? D'accord, elles étaient un peu pompettes, mais quand même ! Elles ont piqué les dentiers des messieurs en habit et chapeau, chaque avec leurs ombrelles.

Quant au petit dernier, Edward, celui qui a renoncé à faire soldat, il s'est pris une claque retentissante en produisant un show télévisé grotesque, genre « interview », où la princesse Ann, Andrew et ses frères se sont donnés en spectacle. Ça va mal, ça va mal ! Même le très sérieux *Sunday Times* s'est amusé à se moquer de sa femme d'un avis à la famille royale. On voit à mi-voix un trône. N'essayez pas d'en descendre, parce qu'après pour y remonter...

CLAUDE SARRAUTE.

PHILIPPINES

Une série d'attentats inquiète M^{re} Aquino

Une série d'attentats sanglants et anonymes inquiète les autorités philippines. Le dernier en date, une bombe lancée dans la soirée du jeudi 25 juin contre la résidence du cardinal Sin, archevêque de Manille. La grenade, jetée à partir d'une voiture, n'a pas franchi le haut mur blanc protégeant le palais épiscopal. Elle est retombée sur le trottoir, où elle a explosé, blessant deux passants. Ce acte a soulevé l'indignation. En dépit de ses engagements politiques parfois controversés, le prêtre est parvenu dans l'ensemble du pays comme un homme de paix.

La série d'attentats a commencé le 8 juin, lorsqu'un « groupe d'hommes en uniforme » ont mitraillé la voiture de fondation de la Nouvelle armée du peuple (NAP). M. Barnabe Buscayon, ex-commandant dans la lutte armée, a été arrêté, puis libéré. Depuis sa libération, M. Buscayon a été arrêté à la chute de M. Marcos. M. Buscayon s'était reconstruit dans l'activité politique légale. Comme d'autres anciens dirigeants communistes, il avait, tacitement du moins, renoncé à la lutte armée. L'ex-commandant Dante a été légèrement blessé dans la fusillade, mais deux de ses compagnons y trouveront la mort.

Le 21 juin, sur une route de montagne, dans la province septentrionale d'Abra, un autre « chef populaire » de la rébellion, le prêtre réfractaire Conrado Balweg, fut victime d'une embuscade. Huit de ses compagnons, dirigeants de l'Armée de libération nationale de la Cordillère furent tués sur le coup. M. Balweg parvint à s'échapper.

Il est difficile de savoir à qui profite le crime. De l'avis général, le gouvernement de M^{re} Aquino est l'objet d'un effort concerté de déstabilisation. Du côté des militaires, on se contente de « ne pas égarer » la tâche d'une campagne orchestrée par les rebelles communistes. Selon

DUCAL
Spécialiste du convertible
Robuste et peu encombrant.
1 ou 2 places.
Itinère 0,65-0,80 (120 et 140). Matelas buitez, latex ou polyether. Style ou moderne. Grand choix en exposition.
37, Avenue de la République
75011 PARIS TEL. 43.57.46.35
Métro : PARMENTIER

En Une Demi-Heure Chez Vous
vos Repas, votre Plateau de Fruits de Mer par « LAYRAC à domicile »
en téléphonant à 46.34.21.40
(Vous pouvez choisir votre Menu sur MINITEL à 43.34.24)
Prix nets • Livraison gratuite

PRODUITS DE BEAUTÉ A PRIX DE GROS
La Librairie PLANTADIER, qui fabrique ses cosmétiques pharmaceutiques pour le plus grand nombre, vend ses produits à des prix exceptionnels de qualité.
VENTE DIRECTE AUX PARTICULIERS
SUR PLACE OU PAR CORRESPONDANCE
81, rue de la République, 75011 Paris. Tél. : 43.49.42.48
Ouvert de 10 h à 19 h - 2nd étage, 10ème étage

CHAUSURES DE LUXE A PRIX DISCOUNT
Des plus grandes grilles de chaussures de luxe pour hommes et femmes à prix discount se trouvent chez AFM International
1, rue de la République, 75011 Paris. Téléphone : 43.41.45.46 - 43.41.45.47 - 43.41.45.48